

Ingénieurs, philanthropes et seigneurs de la guerre dans la Chine républicaine (1911-1935) (suite)

1/2/06

Introduire le cours de cette année n'est pas très facile, parce que, d'une part, le sujet (« Ingénieurs, philanthropes et seigneurs de la guerre dans la Chine républicaine, 1911-1935 ») est en lui-même passablement complexe (ou, disons, multi-dimensionnel) — je vais de suite y revenir ; et, d'autre part, parce que je le prends en cours de route, ce sujet, puisqu'il s'agit d'une « suite » au cours de l'an passé, auquel seuls une partie d'entre vous ont assisté. Il y aura d'ailleurs, je puis d'ores et déjà le dire, une autre suite l'année prochaine.

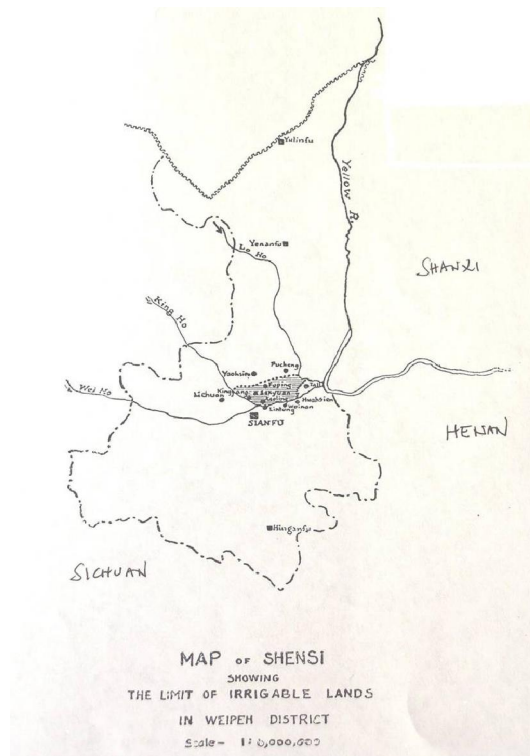
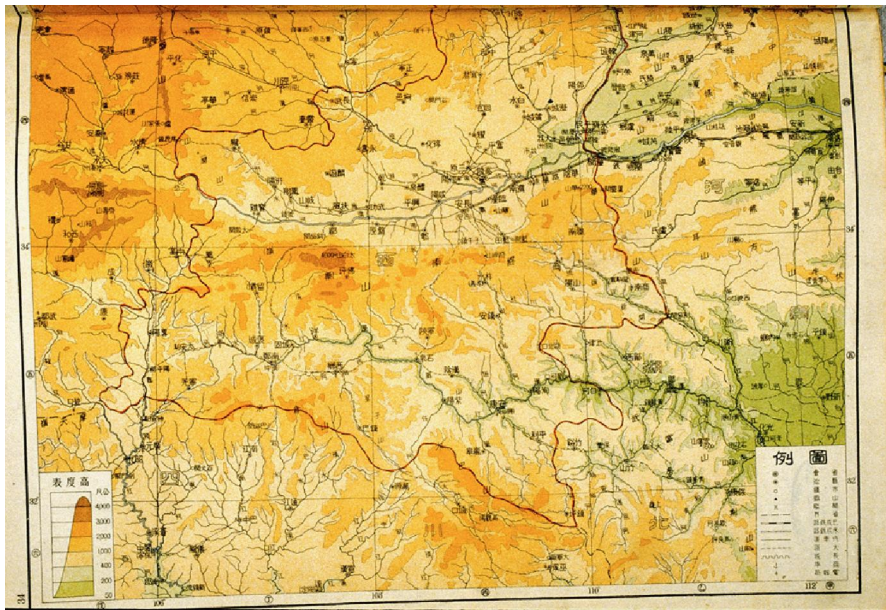
Quelques mots, donc, pour commencer par vous rappeler l'articulation logique des trois termes qui composent le thème de cette série entreprise l'an passé : ingénieurs, philanthropes, et seigneurs de la guerre, tout ceci pendant les deux premières décennies (ou un peu plus) d'existence de la République de Chine. Le fil conducteur de mon propos — la monographie autour de laquelle s'organise tout le reste —, c'est l'histoire de la rénovation, appuyée sur les techniques de l'ingénierie moderne, d'un dispositif ancien (et même très ancien) d'irrigation dans la province du Shaanxi, dans le Nord-Ouest de la Chine — à une soixantaine de kilomètres au nord de la ville de Xi'an, l'antique capitale impériale qui est devenue aujourd'hui un des pôles du tourisme en Chine et que certains d'entre vous ont peut-être visitée (**carte 1**).



Ceci place donc mes considérations dans un cadre, d'abord, régional ; mais pas exclusivement régional, car, comme nous le verrons (comme nous l'avons déjà vu il y a un an), ce qui s'est passé autour de cette entreprise a été pour une part importante déterminé par des développements et par des événements qui intéressent l'histoire de la Chine républicaine *en*

général, sans parler du fait que l'entreprise elle-même — en tout cas une fois qu'elle a abouti, au début des années trente — a eu un retentissement national.

Quoi qu'il en soit, pour le rappeler en deux mots, le système d'irrigation en question consistait en un canal captant une partie de l'eau d'une rivière appelée la Jing, le principal affluent de la rivière Wei⁴, qui parcourt la plaine centrale du Shaanxi (le Guanzhong) d'Ouest en Est et qui est elle-même le principal affluent du Fleuve Jaune (**carte 2**). Ce canal, dont les branches principales s'étendaient sur une centaine de kilomètres environ (avec beaucoup de variations d'une époque à l'autre), alimentait une série de canaux latéraux permettant d'irriguer par gravitation la plaine de loess qui s'étend sur la rive gauche de la Wei au nord de Xi'an et par là même d'en accroître considérablement la productivité (cette région de la Chine est en effet située en zone sub-aride) (**carte 3**).



Il s'agissait, encore une fois, d'un dispositif très ancien, dont la création datait d'une vingtaine d'années avant l'unification de l'empire par le fameux Qin Shihuangdi en 221 avant notre ère ; c'est même ce haut fait d'ingénierie hydraulique traditionnelle qui aurait permis à ce dernier de venir à bout de ses rivaux en boostant (si je puis dire) l'agriculture de son royaume, qui était centré sur cette région, et donc sa puissance économique et militaire. Ce canal a porté beaucoup de noms au cours de l'histoire, mais pour la simplicité de l'exposé je l'appellerai toujours par son nom actuel (qui lui a été donné au moment de l'inauguration de la version modernisée, en 1932), le canal Jinghui 涇惠渠 ; tandis que le périmètre d'irrigation était appelé (toujours à l'époque moderne) le Weibei 渭北. Ce qu'il faut simplement rappeler, encore, c'est que la productivité légendaire du canal originel (plus exactement, la superficie de terres qu'il était réputé irriguer) non seulement n'avait jamais pu être égalée au cours des siècles suivants, mais encore que dans le long terme elle n'avait cessé pour toutes sortes de raisons de diminuer, jusqu'à ne plus représenter grand-chose à la veille de la révolution de 1911. Mais l'ancien dispositif était toujours inscrit dans le paysage, la légende restait vivace, et les projets de réhabilitation s'étaient succédés de dynastie en dynastie — certains d'entre eux effectivement réalisés, d'ailleurs, encore qu'avec un succès variable. Ce dont j'ai commencé à parler l'an passé, donc, c'est du dernier en date de ces projets ; et sa particularité par rapport aux tentatives de l'ère impériale, c'était bien sûr qu'il mettait à contribution des techniques modernes d'ingénierie en travaux publics qui n'étaient connues en Chine que depuis très récemment.

Cette histoire de la modernisation d'une infrastructure ancienne, même importante et célèbre, paraît de prime abord — me direz-vous peut-être — un thème un peu mince pour une série de deux (ou même trois) années de conférences. Certes ; mais, déjà, elle est fort intéressante en elle-même, comme j'ai commencé à le montrer l'an dernier, avec tous les problèmes techniques que posait le projet et avec tous les espoirs qu'il a suscités et tous les échecs qu'il a rencontrés, avant d'être finalement repris et mené à bien grâce à l'intervention d'une organisation humanitaire dont je vais tout de suite parler ; et aussi, elle est intéressante, cette histoire, en raison de la qualité même du personnage qui en a été l'âme, même si ce n'est pas lui en fin de compte qui a pu le réaliser — je veux parler de l'ingénieur Li Yizhi 李儀祉 (dont je vous ai déjà beaucoup entretenus l'année dernière), qui était originaire de la région, et qui y est aujourd'hui encore célébré comme un héros à l'égal du mythique Zheng Guo 鄭國, l'ingénieur qui avait inventé le concept du futur canal Jinghui quelque 2 400 ans plus tôt.

Mais, justement, Li Yizhi n'était pas qu'une personnalité locale ; c'était un des *leaders* et un des praticiens les plus respectés en Chine (peut-être même à cette époque le plus respecté) au sein d'une profession — celle d'ingénieur en travaux publics (d'ingénieur formé à l'occidentale, s'entend) — qui n'avait émergé en Chine que très récemment, avec le retour des premiers étudiants formés dans les universités et les écoles techniques d'Europe ou d'Amérique. Li Yizhi était l'un d'entre eux : il avait passé plusieurs années en Allemagne, où il avait effectué deux séjours pour ses études, peu avant et peu après la révolution de 1911. Cette circonstance déjà nous suggère que l'histoire moderne du Canal Jinghui renvoie à beaucoup d'autres choses qu'elle-même. Avec la personnalité de Li Yizhi, elle nous renvoie à un milieu professionnel dont le rôle dans la modernisation de la Chine — dans sa modernisation technique, d'abord, mais pas seulement technique — a été considérable : en avançant un peu dans le temps, n'oublions pas après tout qu'une partie non négligeable des dirigeants de la Chine populaire, au plus haut niveau, et aujourd'hui encore, ont été formés comme ingénieurs. Mais à l'époque républicaine déjà les ingénieurs — tout comme les représentants d'autres professions technocratiques nouvellement apparues en Chine — étaient très sollicités par le gouvernement pour participer à ses efforts de modernisation et de renforcement du pays, puisque aussi bien le succès de ces efforts était essentiel pour le légitimer d'un point de vue purement politique. L'histoire *chinoise* de la corporation des ingénieurs — qui doit d'ailleurs prendre en compte aussi bien celle des ingénieurs européens et américains qui travaillaient en Chine, et avec

lesquels leurs collègues chinois entretenaient souvent des relations très étroites, encore que compliquées — cette histoire est donc importante pour mettre en contexte un épisode localisé comme la reconstruction du canal Jinghui. J'y ai déjà un peu fait allusion l'année dernière, et j'y reviendrai beaucoup plus en détail, mais probablement pas cette année.

Parlant de mise en contexte, il y a un autre aspect, on ne peut plus important, et aussi on ne peut plus riche de prolongements, dont j'avais déjà commencé de traiter. Cet aspect, ce sont les circonstances politiques et militaires extrêmement agitées, dramatiques même, dans lesquelles il faut replacer l'histoire de la construction du canal Jinghui — circonstances en dehors desquelles en fait cette histoire n'est pas réellement compréhensible. Et là encore, les événements dont la vallée de la Wei (la région du Guanzhong) et la ville de Xi'an sont le théâtre pendant les vingt et quelques premières années de la République sont inextricablement liés avec les grandes manœuvres politico-militaires à l'échelle nationale — grandes, et d'une très grande complication. J'en avais déjà pas mal parlé, et je vais tout de suite y revenir, en essayant de récapituler de façon aussi brève que possible la façon dont les choses s'étaient déroulées jusqu'au point où j'en étais arrivé, c'est-à-dire l'année 1927, qui marque une césure importante dans notre histoire (et dans l'histoire de la Chine en général) ; mais avant de le faire, je voudrais donner quelques explications supplémentaires sur la façon dont s'articulent les différents aspects de mon sujet.

Le projet de rénovation et de modernisation du système d'irrigation du Jinghui, auquel l'ingénieur Li Yizhi a été associé d'abord indirectement, avant d'en devenir le promoteur inlassable à partir de 1922, a été envisagé dès le lendemain de la révolution de 1911. Ses premiers partisans, qui ne disposaient à ce moment ni des moyens financiers ni des compétences techniques pour entreprendre ne serait-ce que des études préliminaires sérieuses, étaient tous liés aux milieux révolutionnaires qui avaient commencé de s'organiser dans la province (dans la clandestinité, bien sûr) pendant les dernières années de la dynastie des Qing, et qui s'étaient joints très rapidement au mouvement déclenché par la fameuse rébellion militaire de Wuchang (dans la province du Hubei, en Chine centrale), en octobre 1911 — ce mouvement ayant, comme on sait, gagné une province après l'autre et ayant finalement fait tomber la dynastie, et avec elle le régime impérial, dans l'espace de trois mois. Il s'agissait donc d'un projet à la fois local *et* politique, ces deux aspects étant étroitement liés au sens où, partout en Chine, dès avant la fondation de la République, et encore plus après, les idées de réforme et de modernisation allaient de pair avec un puissant mouvement d'autonomie provinciale.

Ce mouvement, dans lequel on a parfois voulu voir une sorte de fédéralisme ne disant pas son nom, le nouveau président de la république, Yuan Shikai, allait tenter d'y mettre un terme dès 1914, mais avec un succès plutôt mitigé, et en outre un succès de très courte durée. En effet, dès le lendemain de sa tentative avortée de restauration impériale (en sa faveur), rapidement suivie de son décès (en 1916), l'unité nationale qu'avait tenté de reconstruire Yuan Shikai a volé en éclats, et la Chine s'est retrouvée divisée en une pluralité de satrapies, petites et grandes, contrôlées par des gouverneurs militaires provinciaux ou par des généraux de moindre envergure, dont les alliances et les contre-alliances constituent l'histoire de la décennie suivante, et au-delà : cette décennie (1916-1927) correspond à la période officielle (si l'on peut dire) des seigneurs de la guerre, mais en réalité les méfaits du militarisme local ont affecté la plupart des régions pratiquement dès le lendemain de la révolution de 1911, et ils ont perduré plusieurs années après la réunification théorique de la Chine sous le régime nationaliste installé à Nankin en 1928.

L'histoire du projet hydraulique du Weibei jusqu'à la fin de 1930 est donc inextricablement liée, comme je le disais, à celle des rivalités entre militaristes locaux et des combats qu'ils se livrent périodiquement, sans parler des incursions occasionnelles d'armées extérieures à la province au gré des conflits entre coalitions interrégionales de seigneurs de la guerre. Et elle est d'abord liée à cet aspect des choses, soit dit en passant, du simple fait que les réquisitions et les

déprédations des corps armés de tout acabit qui vivent sur la région sont une des causes majeures de la crise socio-économique profonde dans laquelle se débat la plaine centrale du Shaanxi pendant toute cette période ; pour beaucoup, c'est en fait la cause majeure, plus encore que les sécheresses catastrophiques qui affectent la Chine du Nord au début, et ensuite à la fin, de la décennie 1920. (J'avais évoqué la famine de 1921-1922 il y a un an, et je reviendrai plus tard en détail sur celle de 1928-1930, qui semble bien avoir été l'une des plus épouvantables de l'histoire du Shaanxi.) Or, le principal argument pour promouvoir le projet d'irrigation du Weibei, c'est qu'il devrait permettre de sortir enfin de la misère les habitants d'une vaste zone située au cœur même de la plaine du Guanzhong, et à proximité directe de la capitale de la province.

Mais sur un plan plus directement politique, ce qu'on constate entre 1917 et 1927 environ, c'est que ce projet d'irrigation ne pouvait pas se faire sans l'appui du régime en place à Xi'an, c'est-à-dire du seigneur de la guerre supposé gouverner la province à tel ou tel moment avec l'onction du gouvernement de Pékin (même si en pratique ils n'en contrôlaient jamais qu'une partie, et même souvent une très petite partie autour de Xi'an). D'abord, parce que lui seul pouvait prétendre mobiliser les ressources locales dans le cadre des institutions civiles qui continuaient d'exister au moins nominalement — donc, si l'on veut, de les mobiliser, ces ressources, *légalement*. Et ensuite, parce qu'il est vite apparu qu'en raison de la situation de crise économique à laquelle je viens de faire allusion, les ressources locales effectivement mobilisables étaient extrêmement réduites, et que par conséquent rien ne pouvait être envisagé sans une aide financière extérieure ; or, celle-ci devait nécessairement passer par ce qui tenait lieu de gouvernement légal de la province.

Et c'est d'ailleurs là que nous retrouvons le troisième terme de l'équation, les organisations philanthropiques ; car il se trouve que, malgré d'occasionnelles belles paroles et malgré une incontestable conscience des enjeux, malgré aussi une compétence technique non négligeable du côté des ministères chargés de moderniser l'économie, les infrastructures et l'enseignement du pays, le gouvernement de Pékin à l'époque des seigneurs de la guerre était presque totalement impuissant ; et plus particulièrement en l'occurrence, il était dans l'incapacité, que ce soit politiquement ou plus encore fiscalement, de piloter et de financer des grands travaux d'infrastructure dans les provinces afin de lutter contre la misère, le sous-développement et la famine. Autrement dit, dans la Chine des années vingt (après 1930 la situation commence à changer un peu), des entreprises de ce genre n'étaient guère concevables sans l'aide d'organisations *non gouvernementales*.

C'est donc de cela qu'il s'agit, dans le cas présent, lorsque je parle de philanthropie ; et puisque nous y sommes, le moment est peut-être venu que je précise autant que faire se peut ce que recouvre ce terme, du moins tel que je l'emploie. Je l'emploie en l'occurrence dans le sens, peut-être plus usuel en anglais qu'en français, d'entreprise humanitaire, ou charitable — même si le champ sémantique de tous ces termes n'est jamais exactement le même (je vais d'ailleurs y revenir). Disons que ce qui caractérise la philanthropie dans le sens où j'en parle (et c'est pour cela que je dis que c'est plus dans l'usage anglo-saxon), c'est, d'abord, qu'elle est *organisée* : ce n'est pas simplement une attitude, ni une démarche individuelle, mais c'est, si j'ose dire, un *business*, un métier, qui repose sur la mobilisation de ressources humaines et financières importantes et qui exige des moyens d'organisation et de gestion ; et qui exige pour cette raison des *cadres* — des cadres qui peuvent être bénévoles ou professionnels, mais qui doivent posséder un certain degré de spécialisation et une certaine expérience dans ce genre d'activité. Ce qui la caractérise aussi (la philanthropie), c'est qu'elle est désintéressée, en tout cas du point de vue économique (sans quoi ce ne serait pas de la philanthropie, bien sûr) ; autrement dit, il s'agit d'activités dont les promoteurs ne recherchent pas le profit, même indirectement, et même à long terme. Mais cela ne signifie pas toujours qu'elle soit désintéressée à tous les points

de vue ; si bien qu'il n'est pas inutile de proposer, même rapidement, quelques distinctions, avant de m'engager plus avant.

L'humanitaire pur et simple — disons, dont le seul et unique but est de soulager les souffrances des autres —, cela existe, bien sûr. Par exemple, à un niveau global, les organisations humanitaires qui dépendent aujourd'hui des Nations Unies — comme le haut commissariat pour les réfugiés, ou un certain nombre d'autres organismes spécialisés —, ont pour vocation unique d'intervenir partout où des gens fuient la guerre et les persécutions, sont victimes de catastrophes naturelles, etc. Le but, c'est de diminuer le niveau de souffrance dans le monde ; et par delà, c'est d'œuvrer pour améliorer la sécurité physique et économique des populations, neutraliser les foyers de conflit, réduire l'incidence de la guerre, bref, et sans avoir peur des grands mots, contribuer au bien-être de l'humanité. De la même façon, on peut sans doute dire que des organismes internationaux, mais privés, comme la Croix-rouge, relèvent eux aussi de ce que j'appelle l'humanitaire pur et simple (ou pourrait-on peut-être dire, l'humanitaire sans arrière-pensées) ; et nous verrons que la Croix-rouge a été très présente dans les affaires qui nous concernent (dans les années 1920, donc), ou plus exactement plusieurs branches de la Croix-rouge — la Croix-rouge américaine, la Croix-rouge internationale, et la Croix-rouge chinoise.

Et c'est encore là qu'on peut mentionner une organisation dont j'ai déjà souvent parlé, et dont de reparlerai beaucoup, parce qu'elle a été très directement impliquée dans le projet d'irrigation du Weibei ; il s'agit bien sûr de la China International Famine Relief Commission (ou CIFRC, comme je l'appellerai), dont le nom chinois est *Huayang yizhen hui* 華洋義賑會. Dans ce nom, les deux premiers caractères (*huayang*) désignent le fait qu'il s'agit d'une organisation sino-étrangère ; et les deux suivants (*yizhen*) indiquent que son activité, c'est de distribuer des secours (*zhen*), en quelque sorte, « par sens du devoir », « parce que c'est juste », « dans l'intérêt public », et bien sûr « gratuitement » (c'est-à-dire sans en attendre de retour) — ce sont en effet autant de façons de traduire le mot *yi*, dont le sémantisme est extrêmement riche et qui par là même est difficile à rendre d'un seul mot dans une autre langue ; et bien sûr, *yi*, je le rappelle au passage, est une des vertus confucéennes cardinales (il est alors souvent traduit par « justice », ou « sens de la justice », et on l'oppose toujours à *li*, 利, c'est-à-dire l'intérêt, la recherche du profit). Peu soucieuse d'être prise en otage dans les conflits idéologiques et politiques (et militaires) inextricables, et sans fin, qui singularisent l'histoire de la Chine républicaine — et même si elle n'a pas toujours entièrement réussi à s'en protéger —, la CIFRC a toujours hautement revendiqué son caractère non seulement non lucratif, mais encore non gouvernemental, international, apolitique, et non confessionnel, ce qui était en effet indispensable pour que sa légitimité soit reconnue par tout le monde sur la scène chinoise, et qu'elle puisse fonctionner sans subir d'entraves¹.

Je vais de suite reparler de la CIFRC (sous un autre angle), mais ce que je voulais d'abord rappeler, c'est que cette philanthropie désintéressée, mue par l'esprit public et par le seul souci du bien de l'humanité, n'est pas toute la philanthropie. Cette dernière notion en englobe une autre, qui n'en est pas le synonyme, même si elles se recouvrent en partie, et qui, en français surtout, a une nette connotation religieuse : je veux parler de la « charité » (ou de la bienfaisance). Le mot correspondant en chinois serait alors plutôt *cishan* 慈善, qu'on peut gloser par « faire le bien (*shan*) par compassion (*ci*) ». Ce mot *ci* (dans *cishan*) a un emploi général (signifiant simplement « aimer »), qui est le plus ancien en chinois ; mais il a aussi acquis un usage bouddhique et, si je puis dire, spécialisé, et dans ce cas c'est de la compassion pour l'humanité souffrante qu'il s'agit, de l'humanité qu'il faut, justement, aider à échapper au cycle de la souffrance. De fait, comme nous le verrons le moment venu, parmi les multiples

¹ Cf. Cai Qinyu 蔡勤禹, *Minjian zuzhi yu zaihuang jiuzhi : Minguo Huayang yizhen hui yanjiu* 民間組織與災荒救治——民國華洋義賑會研究, Pékin, Shangwu yinshuguan, 2005, p. 81-83.

organisations philanthropiques mentionnées en Chine pendant les années 1920 et 1930, et dont beaucoup sont intervenues au Shaanxi au moment de la grande famine qui commence en 1928, plusieurs portent des noms contenant le mot *cishan* et sont plus ou moins ouvertement bouddhiques, et parfois très officiellement. Par exemple nous rencontrerons une organisation importante, présidée par un pittoresque général qui a consacré la deuxième partie de sa vie aux bonnes œuvres après avoir été pendant la première, c'est-à-dire avant sa conversion au bouddhisme, un assez redoutable chef de la police en Mandchourie, surnommé « le boucher » (on trouve aujourd'hui encore des notices édifiantes à son sujet sur les sites internet de certaines associations bouddhistes) — une organisation, donc, dont le nom chinois est *Huabei cishan tuanti lianhehui* 華北慈善團體聯合會 (Fédération des organisations charitables de Chine du Nord), et dont le nom officiel en anglais est *Associated Buddhist Charities*.

Or (et c'est là le point que je voulais souligner), on peut voir dans certaines sources datant de la grande famine de 1928-1930 au Shaanxi que ces organisations, outre qu'elles participaient à l'effort commun pour lutter contre les conséquences de la famine, ce pour quoi certaines d'entre elles arrivaient en fait à mobiliser des moyens très importants, pratiquaient aussi pour leur propre compte une forme de charité bouddhique (comme on parle de charité chrétienne) comportant un fort élément de prosélytisme. La combinaison des entreprises humanitaires et du prosélytisme religieux n'est d'ailleurs pas particulière au bouddhisme, cela va sans dire, et pour rester dans le même contexte on la retrouve dans les activités des missionnaires catholiques ou protestants qui étaient implantés dans les régions frappées par la famine — après tout leur raison d'être en Chine, c'était de convertir les gens. Je pourrais d'ailleurs ajouter, bien qu'il ne s'agisse pas exactement de la même chose, que la dimension religieuse de la philanthropie est un vieux thème chinois, moins d'ailleurs au sens de chercher à convertir les autres en faisant le bien, que de chercher à se sauver soi-même, ou plus exactement à s'assurer un meilleur avenir dans l'au-delà, ou dans de futures vies, ou à assurer l'avenir de sa descendance, en accumulant des mérites.

Cela dit, il ne s'agit pas aujourd'hui d'élaborer sur ce genre de question (mais j'y reviendrai). Ce que je voulais simplement souligner, c'est le fait que ce que j'ai appelé la philanthropie — c'est-à-dire les formes d'aide ou de secours non gouvernementales, sous forme de transferts n'impliquant aucun bénéfice économique de loin ou de près — peut en revanche aller de pair avec une visée idéologique, quelle qu'elle soit, et que le prosélytisme dont j'ai parlé peut être, de façon plus ou moins explicite, et aussi de façon plus ou moins consciente, un prosélytisme politique, ou culturel — voire simplement nationaliste, ou même relevant de ce patriotisme provincial ou local toujours si fort en Chine —, aussi bien que religieux. Mais il ne s'agit jamais de distinctions simples ni de situations tranchées, j'y insiste, surtout dans des circonstances d'urgence tragique comme celles que je décrirai ; et les *leaders* les plus en vue de la philanthropie dans la Chine républicaine pouvaient très bien porter plusieurs casquettes, ou tenir plusieurs discours, suivant les situations auxquelles ils étaient confrontés et suivant le public auquel ils s'adressaient.

Cela étant, j'étais parti dans ces considérations sur la philanthropie en remarquant que dans les années 1920, et en fait dans les années suivantes aussi, une entreprise comme le projet d'irrigation du Weibei, dans la province du Shaanxi, n'était pas concevable sans une aide *extérieure à la province*, et qu'en raison de la faiblesse financière et politique de l'État chinois à cette époque cette aide ne pouvait venir que d'organismes non gouvernementaux, autrement dit de ce que j'ai appelé la philanthropie, que celle-ci fût nationale ou internationale. C'est là qu'il me faut reparler de la Commission internationale de secours contre la famine en Chine (de la CIFRC) ; et c'est là aussi que nous retrouvons le thème de l'ingénierie. Comme je l'avais déjà expliqué l'année dernière, la CIFRC, dont le comité directeur était composé à parts à peu près égales de notables chinois occidentalises (presque tous avaient fait leurs études à l'étranger, et beaucoup étaient chrétiens) et d'Européens ou d'Américains résidant en Chine, avait été fondée

à Pékin à la fin de 1921 en fédérant un certain nombre de comités provinciaux sino-étrangers de lutte contre la famine qui s'étaient organisés pendant la grande sécheresse de Chine du Nord en 1920 et 1921.

Les détails du processus de cette fondation importent peu ici — ç'avait été quand même un peu plus compliqué que ce que je viens de suggérer, car il y avait des résistances et des rivalités, et il avait fallu un certain temps de négociations. Ce qui est important en revanche, parce que c'était une nouveauté en Chine, c'est que l'objectif était de mettre en place une structure *permanente*, prête à intervenir là où et quand survenaient des sécheresses ou des inondations créant des situations de famine, avec toutes les conséquences socio-économiques que ces situations entraînaient. Cette idée d'une structure permanente pour lutter contre la famine semblait déjà se justifier par la fréquence et par l'ampleur apparemment sans précédent du phénomène, à quoi s'ajoutait sa visibilité internationale beaucoup plus grande qu'avant (cette visibilité — le fait que la famine en Chine était devenue une affaire internationale — remonte en fait à la grande famine du milieu des années 1870 en Chine du Nord, je reviendrai d'ailleurs là-dessus) : après tout, c'est de cette époque (je parle ici de la famine de 1920-1921) que date la représentation populaire de la Chine comme « terre de famine ». « Chine, terre de famine » (c'est-à-dire, dans l'original, *China Land of Famine*), c'était justement le titre d'un ouvrage qui était paru un peu plus tard, en 1926, et qui avait eu un grand retentissement à l'époque ; son auteur, Walter Mallory (un Américain), était d'ailleurs l'un des fondateurs et l'un des premiers dirigeants de la CIFRC. (Mallory a aussi été — pour nous ramener au « fil conducteur » — l'un des premiers visiteurs occidentaux du site d'irrigation du Weibei.)

Mais le caractère permanent du nouvel organisme se justifiait aussi par d'autres raisons. D'abord, il y avait le fait que la famine semblait plus que jamais être, comme je viens de le dire, un phénomène récurrent et inévitable : du coup, il apparaissait peu rationnel d'avoir à se remobiliser et à se réorganiser à chaque fois. Ensuite, et surtout, il y avait le fait que l'objectif de la nouvelle organisation, sa doctrine en quelque sorte, était plus spécialement de *prévenir* les famines dans la mesure du possible, ou au moins leurs effets les plus graves, en agissant sur leurs causes structurelles, et en agissant dans le long terme². En d'autres termes, et comme certains organismes (la Croix-rouge américaine en particulier) l'avaient déjà fait dans quelques régions pendant la famine de 1920-1921, l'idée était de contribuer à l'édification d'infrastructures modernes (ou modernisées) d'irrigation et de protection hydraulique afin de diminuer l'impact humain des accidents climatiques naturels (les pluies exceptionnelles, les crues des grands fleuves, les sécheresses, etc.).

Un autre type d'équipement dont la Chine manquait encore presque partout (en dehors de quelques grands axes dans les provinces de l'est et du centre), c'étaient les infrastructures modernes de transport, c'est-à-dire les routes carrossables et les voies ferrées : or, la famine résultait très souvent non pas de l'absence de surplus disponibles ici ou là, mais bien de l'impossibilité de les transporter en quantité suffisante et suffisamment vite, faute de transports ferroviaires ou routiers (ou d'une combinaison des deux), pour secourir les zones souffrant de crises de subsistances, dès lors que celles-ci étaient un tant soit peu difficiles d'accès avec les moyens de transport traditionnels. Parfois aussi (comme on le verra) ce n'était pas par défaut d'accès ferroviaire, mais parce que le matériel roulant avait été réquisitionné par les militaires ; mais c'est là un autre type de problème, un type de problème qui suscitait d'ailleurs bien des dilemmes du côté des bailleurs de fonds internationaux d'une organisation comme la CIFRC : en effet, comment aller solliciter la générosité du public américain ou européen, même avec les descriptions les plus déchirantes et en faisant appel aux sentiments les plus élevés, quand il s'agissait de secourir des populations dont les souffrances étaient d'abord et avant tout le

² Pour les débats à Pékin là-dessus en 1921, v. Cai Qinyu, p. 69.

résultat des carences de leur propre gouvernement, et pire encore, des déprédations de leurs propres armées ?

J'aurai de toutes façons l'occasion de reparler de ce genre de débats ; mais un point qu'il est malgré tout important de souligner au passage, c'est que si la notion d'une action préventive comme celle que je viens d'évoquer (c'est-à-dire en améliorant les infrastructures) semblait originale en Chine dans les dernières années de l'empire ou dans les premières années de la République, c'était seulement par rapport à un passé relativement *récent* — le seul passé en fait qui avait une existence concrète dans la mémoire des intervenants occidentaux en Chine à cette époque — c'est-à-dire par rapport aux dernières décennies de la dynastie mandchoue des Qing, disparue, donc, après la révolution de 1911. Pour toutes sortes de raisons qu'il serait beaucoup trop long de développer ici, depuis les grandes crises qui l'avaient secoué au milieu du 19^e siècle, les capacités d'intervention et d'initiative de l'État impérial dans ce domaine étaient extraordinairement limitées ; en fait, l'essentiel des énergies des hauts fonctionnaires et des gouverneurs de province réformateurs à la pointe des efforts pour sortir le pays de la crise, et pour faire retrouver sa grandeur à l'empire après la confrontation catastrophique avec les puissances européennes au moment des guerres de l'opium — l'essentiel de leurs énergies, et en même temps l'essentiel des ressources qu'arrivait encore à mobiliser l'État en matière de développement, étaient concentrées sur la création d'une base industrielle moderne, dont l'objet était de renforcer le pays militairement et de résister à la concurrence commerciale de l'Occident. En revanche, au siècle précédent (le 18^e), les politiques infrastructurelles de prévention des calamités naturelles (intéressant donc le monde *rural* au premier chef) étaient tout à fait centrales dans le discours et dans la pratique de ce que j'ai proposé (dans un ouvrage déjà ancien) d'appeler l'« administration de la famine » (traduisant le chinois *huangzheng* 荒政), qui était bien sûr une affaire d'État. Si bien que, lorsque pendant les calamités naturelles récurrentes qui marquent les 15 dernières années des Qing, les missionnaires chrétiens, qui sont les premiers occidentaux à s'investir activement dans la lutte contre la famine en Chine, critiquent les distributions de secours gratuits qu'essayent tant bien que mal d'organiser les autorités locales, et souhaitent qu'on profite de la situation pour réparer les digues ou construire des routes, ils ne font en réalité que préconiser sous une forme modernisée une politique qui avait connu ses belles heures à l'apogée de la dynastie des Qing³. Je pourrais encore ajouter qu'il est possible en effet de dire que la CIFRC a été la première structure permanente en Chine vouée à s'occuper de ces problèmes, mais seulement si l'on entend par là la première structure *spécialisée* : c'était en fait un rôle que jouait traditionnellement l'État impérial, de la façon la plus permanente qui puisse être, et un rôle pour lequel il était particulièrement bien armé au 18^e siècle en termes de ressources, de personnel, et de procédures établies.

Quoi qu'il en soit — et pour y revenir —, la CIFRC se donnait pour principale vocation, comme nous l'avons vu, de faire sortir la Chine du cycle apparemment sans fin des famines en promouvant des politiques de développement. Elle avait en fait deux grands programmes poursuivant cet objectif : d'une part, un programme de développement du crédit coopératif rural, dont je n'aurai pas spécialement l'occasion de parler car c'est une question assez éloignée du sujet de mon exposé, et qu'en outre on n'a pas tenté d'appliquer ce programme dans la région qui nous concerne (au Shaanxi) ; et d'autre part, un programme de travaux publics visant à améliorer la sécurité alimentaire dans un certain nombre de régions en créant ou en modernisant des réseaux d'irrigation, en reconstruisant des dispositifs de digues, et en aménageant des routes carrossables pour rendre accessibles au transport automobile certaines régions particulièrement enclavées. Pour concevoir et réaliser ce programme de travaux publics, la CIFRC avait établi en son sein, en 1923, un département d'ingénierie, dont la direction avait été confiée à un ingénieur américain extrêmement actif et entreprenant, et très connu dans les

³ Sur ces missionnaires, cf. Cai Qinyu, *op. cit.*, p. 48-49.

milieux de la philanthropie internationale en Chine à cette époque, très lié aussi à cette élite d'ingénieurs chinois formés à l'étranger à laquelle j'ai fait allusion tout à l'heure — un nommé O.J. Todd, dont j'ai déjà eu l'occasion de parler assez en détail l'année dernière.

C'est ce second aspect de l'action de la CIFRC en matière de politiques de développement qui nous intéresse au premier chef, bien sûr, car, pour revenir à ce que je disais il y a un moment, l'intervenant extérieur qui a manifesté le plus grand intérêt pour le projet d'irrigation du Weibei et de modernisation du canal Jinghui dans les années 1920, et qui en a finalement rendu possible la réalisation au début des années 1930, c'était, précisément, la CIFRC. En bref, et malgré les accusations d'ingérence ou d'arrière-pensées impérialistes dont elle était occasionnellement l'objet en Chine, en raison de la forte présence d'Occidentaux dans ses instances dirigeantes, et en raison aussi de l'origine d'une partie de ses fonds (le fait par exemple qu'elle touchait une surtaxe sur les droits de douane à l'importation servant à lui assurer un soutien de base régulier, dont la perception avait été approuvée par les puissances étrangères qui contrôlaient à cette époque l'administration des douanes chinoises), malgré aussi certaines frictions avec le gouvernement nationaliste après 1928 — malgré tout cela, donc, je crois qu'on peut dire que la CIFRC était le type même de l'organisation humanitaire non gouvernementale cherchant à mobiliser la charité aussi bien nationale qu'internationale pour financer des programmes dont le but explicite était, d'abord, d'alléger les souffrances des victimes des calamités naturelles, et par delà, de contribuer au développement de la Chine afin de créer les conditions socio-économiques d'une normalisation *politique* du pays — à une époque où de ce point de vue régnait le chaos le plus complet —, de telle sorte qu'à terme la Chine puisse s'engager par ses propres moyens et en toute indépendance dans la voie de la prospérité et de la démocratie.

Cela étant, c'est peu dire qu'en 1920 on n'en était pas encore là. En fait, les situations auxquelles étaient confrontées de la façon la plus immédiate les organisations philanthropiques dans ces années (dans la mesure où le gouvernement était pratiquement incapable de faire quoi que ce soit) les obligeaient à se préoccuper en premier lieu de la simple survie des populations : c'était, comme nous l'avons vu, les famines, dès lors que celles-ci cessaient d'être un phénomène limité dans l'espace et prenaient une ampleur régionale, ou que leurs effets étaient aggravés par le désordre politique et la désorganisation sociale, par le banditisme et l'insécurité, par les exactions de la soldatesque, à un point tel que tout projet de développement même à moyen terme devenait impossible ; ou simplement, dès lors qu'elles atteignaient un niveau de gravité et d'urgence qui faisait qu'il fallait intervenir le plus vite possible et en essayant d'atteindre le plus de personnes possible. Devant de telles situations il n'y avait pas grand chose d'autre à faire que de s'organiser pour distribuer dans les zones de famine (en argent ou en grains, suivant les circonstances) les secours qu'on avait réussi à mobiliser, et sans attendre, car c'était le seul moyen d'empêcher les paysans d'abandonner leurs villages et leurs exploitations, de devenir des réfugiés qui poseraient des problèmes encore bien plus aigus — ou tout simplement, de mourir sur place.

Malgré la priorité qu'elle donnait en principe aux politiques préventives de développement, et qui justifiait, comme nous l'avons vu, son existence en tant qu'organisme permanent — je veux dire, même lorsqu'il n'y avait pas de famine —, malgré cela, donc, la CIFRC était bien souvent contrainte par les événements de s'engager dans des distributions de secours d'urgence, à fonds perdus, et sans retour en termes d'assurance contre de futures famines. La même chose, donc, que ce que faisaient les organisations charitables plus traditionnelles, qu'elles fussent chinoises ou étrangères, et sans trop se poser la question de savoir si l'origine des souffrances auxquelles elle tentait de remédier était climatique — que ces souffrances étaient donc inévitables, imparables — ou si elle était politique, ce qui posait des problèmes de principe très débattus, justement, dans les milieux de la philanthropie internationale en ce qui concernait la légitimité de leurs interventions.

Quoi qu'il en soit, la méthode que la CIFRC cherchait à mettre en œuvre aussi systématiquement que possible consistait à faire d'une pierre deux coups, autrement dit à combiner les distributions de secours et la réalisation de grands travaux d'infrastructure susceptibles d'améliorer la capacité des économies locales à faire face aux accidents climatiques dans le futur. Le principe était de distribuer les secours préalablement mobilisés, et amenés sur place, aux hommes, sous forme de salaires d'un montant juste suffisant pour qu'ils puissent nourrir leur famille, et de les faire travailler sur les chantiers.

Soit dit en passant, c'est une méthode qui existait depuis longtemps en Chine, où elle faisait partie de l'arsenal des techniques de lutte contre la famine progressivement mis au point par l'État impérial — arsenal (ou méthodologie) qui était arrivé à son plus haut degré de maturité et d'efficacité au 18^e siècle. Il faut aussi préciser qu'à l'époque républicaine la CIFRC n'était pas la seule instance à vouloir la mettre en œuvre ; mais dans les années 1920 au moins — avant que certains responsables nationalistes ne commencent à grogner que cet organisme étranger que le gouvernement ne contrôlait pas empiétait sur ses prérogatives — les responsables de la CIFRC considéraient que c'était un peu leur domaine particulier d'expertise, et que leurs grands projets d'infrastructure permettaient de combler, justement, les défaillances des pouvoirs publics. C'est d'ailleurs un rôle que les plus hautes autorités nationalistes devaient reconnaître à la CIFRC au moment des célébrations de son quinzième anniversaire, en 1936, en proclamant que celle-ci avait joué un rôle de pionnier avant que le gouvernement (i.e. le gouvernement nationaliste) ne prenne la relève, et que ses efforts pour construire des dispositifs hydrauliques, des routes, etc., « allaient bien au-delà des tâches d'une organisation ordinaire de secours contre la famine⁴ ».

Dans tous les cas, faire fonctionner ces « chantiers de famine », si on peut les appeler ainsi, supposait des capacités d'organisation et un savoir-faire considérables. Les ingénieurs qui étaient envoyés à la tête des chantiers, sous la haute responsabilité de l'ingénieur en chef O.J. Todd (qui à cette époque concevait les opérations, les négociait avec les autorités et les supervisait, mais les dirigeait assez peu sur le terrain), devaient non seulement mettre au point les projets à exécuter, faire les relevés, les plans, les calculs de coûts, prévoir les équipements à faire venir, et planifier les opérations en fonctions de diverses contraintes de temps et de moyens, ils devaient aussi recruter et organiser des milliers de travailleurs, traiter avec les autorités locales, négocier avec les contremaîtres et toutes sortes d'intermédiaires, s'assurer que la paye arrivait à temps et était dûment versée à qui de droit, arbitrer les conflits et les disputes, parfois même faire le coup de feu pour défendre leur chantier contre les attaques de bandits, toujours à craindre dans les zones de famine — et ainsi de suite. De ce point de vue, les ingénieurs en travaux publics travaillant dans des régions souvent difficiles d'accès, et où les circonstances pouvaient être assez chaotiques, exerçaient un métier on ne peut plus différent de celui de leurs collègues spécialisés dans l'ingénierie urbaine ou industrielle, ou travaillant dans des administrations publiques, même si les uns et les autres adhéraient aux mêmes associations professionnelles ; et en fait assez différent de celui de leurs collègues dirigeant des grands projets routiers ou hydrauliques en Europe ou en Amérique, dans des conditions, disons, normales, et avec un niveau d'équipement technique sans comparaison avec ce dont on disposait en Chine.

Tel était donc le cas des responsables du chantier du canal Jinghui, près de Xi'an au Shaanxi, qui a fini par s'ouvrir à la fin de 1930 sous les auspices de la CIFRC, et, pour l'essentiel, grâce aux moyens financiers qu'elle avait réussi à mobiliser. Les ingénieurs étaient en majorité chinois, mais le chef du projet sur place, du moins pour la partie la plus difficile du projet, était un norvégien nommé Sigurd Eliassen, engagé pour la circonstance par la CIFRC ; et je ferai le moment venu le récit de ce qu'on peut bien appeler leurs aventures.

⁴ Cai Qinyu, p. 87.

Nous n'en sommes toutefois pas encore là. Pour le moment, je crois avoir à peu près remis en place, avec tout ce que je viens d'exposer, le cadre général dans lequel se situe cette affaire, et qui est en même temps le cadre général de mon propos, lequel s'articule en trois volets : 1) comment un certain nombre de projets importants d'infrastructure et de développement économique dans les premières années de la Chine républicaine ont été réalisés par des organismes non gouvernementaux dont la vocation première était de lutter contre la famine en Chine — la CIFRC, où l'influence européenne et surtout américaine était très grande, étant de loin le plus important d'entre eux ; 2) le fait que ce type d'actions, et surtout l'impact qu'il a eu à plus long terme, est inséparable de l'émergence d'une élite de techniciens chinois (les ingénieurs en travaux publics, en l'occurrence) dont les plus en vue avaient été formés à l'étranger et étaient en relations étroites avec leurs collègues américains ou européens expatriés en Chine — lesquels étaient parfois directement impliqués dans ces entreprises philanthropiques ; 3) et enfin (et surtout), la façon dont ces entreprises des années 1920 et du début des années 1930 se déroulaient dans un contexte le plus souvent chaotique, aussi bien socialement que politiquement, et la façon dont elles devaient être sans cesse négociées avec un gouvernement impuissant mais jaloux de ses prérogatives, ou alors, surtout avant 1930, avec les militaristes régionaux qui détenaient la réalité du pouvoir dans une grande partie de la Chine.

Ce dernier aspect, j'en avais beaucoup parlé dans mon cours de l'année dernière. Je m'étais efforcé d'exposer, avec autant de clarté qu'il est possible de le faire, la façon dont les alliances et contre-alliances, les marches et contre-marches des coalitions de militaristes qui se sont affrontées en Chine depuis pratiquement le lendemain de la révolution de 1911 jusqu'à la réunification du pays par le régime nationaliste en 1928 (et au-delà, comme nous le verrons) — comment toutes ces grandes manœuvres retentissaient sur la situation locale dans la vallée de la Wei et aux alentours de Xi'an, donc à proximité immédiate du périmètre d'irrigation du Weibei. Dans la mesure où les seigneurs de la guerre qui réussissaient à conquérir le fauteuil de gouverneur militaire du Shaanxi (de *dujun/tuchun* 督軍) (1) dépendaient de leurs alliances, à Pékin et ailleurs, pour s'y faire confirmer officiellement, et ensuite pour y rester, (2) et qu'une fois en place ils pouvaient faire à peu près ce qu'ils voulaient, au moins dans les zones qu'ils arrivaient à contrôler directement, il est clair que les aléas de la politique au niveau national — et Dieu sait que c'était compliqué — avaient un impact parfois très direct, même dans une province relativement périphérique comme le Shaanxi ; et donc qu'ils avaient un impact sur le sort du projet d'irrigation du Weibei, puisque rien ne pouvait être fait sans le soutien ou au moins l'assentiment du *dujun* en place.

J'avais donc retracé parallèlement (en m'arrêtant provisoirement en 1927) l'histoire politico-militaire de la région du Guanzhong (le Shaanxi central), et celle des efforts d'un certain nombre de patriotes locaux — dont l'ingénieur Li Yizhi, mais pas seulement lui — (1) pour réaliser les études nécessaires à la mise au point d'un projet de modernisation de l'irrigation dans le Weibei qui tiennent la route du point de vue technique, (2) et ensuite pour trouver les financements extérieurs sans lesquels il était impossible de démarrer quoi que ce soit. Quand je parle de « patriotes locaux », je fais allusion à ce fort sentiment d'appartenance provinciale et de défense des intérêts provinciaux qui s'est affirmé à la faveur du mouvement d'« autonomie locale » (ou d'auto-gouvernement, *zizhi* 自治) dans les dernières années du régime des Qing — mouvement concrétisé notamment par l'élection d'assemblées provinciales et par la mise sur pied d'armées provinciales modernes —, et qui a donné corps au quasi fédéralisme des premières années de la République, auquel j'ai fait allusion tout à l'heure.

Dans le cas du Shaanxi, ce patriotisme provincial, entretenu en particulier par un certain nombre de notables réformateurs, ou même révolutionnaires au sens où ils étaient partisans de renverser la dynastie mandchoue et d'instaurer un régime républicain — ce patriotisme était surdéterminé par le contraste entre, d'une part, la misère et le sous-développement qu'ils avaient sous les yeux, le fait que le Shaanxi était réputé être une des provinces les plus pauvres

et les plus ingouvernables de l'empire (et ensuite de la république), et d'autre part son passé prestigieux. Après tout, la plaine du Guanzhong était un des berceaux de la civilisation chinoise, Xi'an avait été le site des capitales des deux plus glorieuses dynasties impériales, les Han à la fin de l'Antiquité et les Tang à l'époque médiévale, et les traces de cette splendeur depuis longtemps disparue étaient partout en évidence — aujourd'hui encore, malgré les pillages mais grâce à l'archéologie, c'est une des régions de Chine les plus riches en antiquités et en monuments du passé, et pour cette raison l'une des plus touristiques. Or, l'un des vestiges les plus notoires (sinon les plus visités) de la prospérité ancienne du Shaanxi, c'était justement le vieux canal conçu par l'ingénieur Zheng Guo au 3^e siècle avant notre ère, qui comme je l'ai dit passait pour avoir décuplé la productivité du royaume de Qin et avoir permis à son roi de devenir le premier empereur de Chine en conquérant tous ses rivaux. Et de fait (et j'en avais donné de nombreux exemples), la référence à l'empire des Qin et des Han et la rhétorique du renouveau sont omniprésentes dans les textes et les déclarations des promoteurs de la modernisation du canal, l'ingénieur Li Yizhi en tête. Li Yizhi, qui n'était encore qu'un étudiant en ingénierie ferroviaire, avait été convaincu par un des notables à la tête du mouvement révolutionnaire en 1911 de retourner en Allemagne se spécialiser en ingénierie hydraulique afin de restaurer la puissance économique du Guanzhong en y édifiant une irrigation moderne, dont le nouveau canal Jinghui serait le dispositif clé ; et dans un bon nombre de ses articles des années 1920, après son retour dans sa province natale en qualité de chef du bureau provincial d'hydraulique et d'ingénieur en chef du bureau d'hydraulique du Weibei, tout juste créé, il affirme que le projet qu'il a mis au point permettra d'irriguer une superficie aussi vaste que le canal des Qin et des Han — autrement dit ce chiffre mythique de 4 millions de *mu* (ou à peu près 240 000 hectares) dont j'avais parlé ; la superficie irriguée par le canal moderne inauguré en 1932 devait être en fait inférieure à 600 000 *mu*, environ 36 000 hectares.

Quoi qu'il en soit — et, là encore, c'est ce que j'avais exposé en détail il y a un an —, l'examen critique des sources montre que, contrairement à la pieuse légende entretenue aujourd'hui autour de son nom, Li Yizhi avait dû accepter beaucoup de compromis avec les seigneurs de la guerre locaux pour faire avancer son projet, d'ailleurs sans aboutir en fin de compte. Il était retourné au Shaanxi en 1922 pour servir comme responsable du bureau d'hydraulique sous l'autorité d'un gouverneur militaire par ailleurs assez peu ragoûtant, le général Liu Zhenhua 劉鎮華, après avoir été assuré qu'au terme d'une période de guerre civile au cœur même de la région du Guanzhong, là où se trouvait justement le site d'irrigation du Weibei, le calme était revenu et que le gouverneur militaire en question était à peu près solidement installé ; en même temps il avait dû accepter le patronage d'un autre seigneur de la guerre, le général Hu Jingyi 胡景翼, un ancien (et futur) adversaire de Liu Zhenhua, qui bien que ne contestant pas la position de ce dernier à Xi'an, et bien que participant à ce moment à un conflit entre coalitions de militaristes hors de la province, continuait de contrôler *de facto* le secteur où se trouvait le périmètre d'irrigation du Weibei, sur la rive gauche de la Wei ; et enfin, Li Yizhi était obligé de se concilier les bonnes grâces d'un troisième général, dont le nom importe peu ici, qui était le représentant sur place de Hu Jingyi.

Cela étant — et nous retrouvons ici la combinatoire, sinon la triple alliance, des ingénieurs, des seigneurs de la guerre et de la philanthropie —, une autre raison (et probablement déterminante) qui avait encouragé Li Yizhi à revenir au Shaanxi, après plusieurs refus, c'est que la province sortait tout juste de la grande sécheresse de 1920-1921 en Chine du Nord (laquelle avait été durement ressentie au Shaanxi, mais pas de façon aussi catastrophique que dans le centre et l'est), et que, pour la première fois, s'était constitué à Xi'an un comité provincial sino-étranger de lutte contre la famine — l'un de ceux qui devaient se fédérer au sein de la CIFRC à la fin de 1921 ; ce comité disposait de moyens non négligeables grâce aux appels de fonds dans tout le pays et à l'étranger, et en 1922 il restait des fonds non employés, susceptibles d'être affectés à une opération d'infrastructure comme le projet du Weibei. Et en effet Li Yizhi,

qui est devenu tout de suite un des cadres du comité provincial de la CIFRC, a pu utiliser ces fonds pour financer les campagnes d'arpentage et d'étude du terrain au terme desquelles il a publié son projet de nouveau canal et de nouveau réseau d'irrigation.

La CIFRC est donc désormais dans le coup ; l'ingénieur Todd, qui tenait Li Yizhi en grande estime (et après tout c'était un collègue de la CIFRC), vient examiner ses plans et parcourir le terrain en 1924, et il convainc le gouverneur militaire Liu Zhenhua de coopérer financièrement avec la CIFRC pour réaliser le projet ; et pendant une courte période, celui-ci a paru sur le point de se faire, et a même été annoncé dans la presse en langue anglaise des grandes villes de la côte (Pékin, Tianjin et Shanghai). (Et probablement aussi dans la presse en chinois, mais là je n'ai pas encore fait la recherche ; et les archives d'O.J. Todd, que j'ai consultées à Stanford, ne contiennent que des coupures de presse en anglais.)

Mais les choses se sont ensuite délitées très vite à cause de la reprise de la guerre entre coalitions de militaristes à l'échelle nationale, une guerre dans laquelle les militaristes du Shaanxi sous le patronage desquels Li Yizhi avait placé son projet se sont retrouvés impliqués — mais pas du même côté, et sur des champs de bataille extérieurs à la province. Le gouverneur Liu Zhenhua, battu à plate couture par le général Hu Jingyi dans la province du Henan, ayant disparu temporairement de la scène, il n'y avait plus à Xi'an d'autorité crédible sur laquelle la CIFRC pût compter pour partager le financement du projet du Weibei ; et de toute façon l'anarchie régnait de nouveau dans la région, la plaine du Guanzhong étant livrée aux affrontements de petits seigneurs de la guerre locaux qui défendaient chacun son fief. Pendant l'année 1925 Li Yizhi voyage dans tout le pays à la recherche de financements, mais sans résultat : dans la situation de guerre civile où se trouve de nouveau le pays, alors que même la capitale passe sous le contrôle d'une alliance de seigneurs de la guerre après l'autre, et que l'incertitude la plus totale règne sur la façon dont les choses vont tourner, aucun organisme étranger n'accepterait d'investir des fonds dans un projet à long terme ; la CIFRC elle-même, qui s'était beaucoup engagée, gèle le projet.

L'année 1926 est encore pire. Li Yizhi ne peut même pas regagner ses bureaux à Xi'an, car la ville est assiégée par son ancien gouverneur, Liu Zhenhua, qui dans des circonstances dont le détail importe peu ici a réussi à se refaire une santé (militairement parlant), et a été envoyé par les nouveaux maîtres de Pékin reconquérir pour leur compte les territoires contrôlés par ses anciens ennemis (les successeurs de Hu Jingyi, mort de maladie en 1925). Le siège de Xi'an dure huit mois, dans des conditions effroyables pour les habitants de la ville, dont des dizaines de milliers sont morts de faim. La ville est libérée en novembre 1926 par les forces d'un autre seigneur de la guerre, une célébrité celui-là, Feng Yuxiang 馮玉祥. Feng Yuxiang, qui avait été brièvement gouverneur militaire à Xi'an en 1922, revient de très loin — aussi bien dans sa carrière militaire, car il avait été écarté de Pékin par ses alliés après s'en être emparé en 1924, et avait dû se replier en Mongolie intérieure, que géographiquement. Il était en effet parti en voyage d'études à Moscou, où il s'était laissé persuader de se joindre au parti nationaliste (désormais dominé par Chiang Kai-shek, depuis la mort de Sun Yat-sen en 1925), allié à ce moment avec le parti communiste chinois, et dont les forces étaient en position de reconquérir le nord de la Chine depuis leur base cantonaise. Et il rentre donc en Chine en 1926, par la Mongolie, le Gansu et l'ouest du Shaanxi, s'appêtant à faire sa jonction avec les troupes nationalistes en Chine centrale, et délivrant Xi'an au passage.

C'était là que j'avais arrêté mon exposé l'année dernière. Au début 1927, Xi'an et sa région connaissent une brève période d'enthousiasme révolutionnaire, pendant laquelle il semble un temps que les projets de développement défendus par Li Yizhi aient à nouveau une chance de se réaliser ; mais il n'en sortira rien. Pendant 3 ans encore — jusqu'à ce quelle soit reprise par le gouvernement nationaliste (contre lequel Feng Yuxiang s'était retourné entre temps) à la fin de 1930 — la vallée de la Wei va être plongée dans une semi-anarchie, ce qui ne fera qu'aggraver l'impact de la terrible sécheresse qui commence en 1928. Et ce n'est qu'ensuite, sous les

autorités nationalistes, que l'ordre revient (au moins relativement), et que les projets de développement vont pouvoir démarrer pour de bon.

Mais c'est d'abord à cette période de 3 ans (ou plutôt quatre, si l'on compte depuis la fin du siège de Xi'an fin 1926 jusqu'à l'entrée des nationalistes dans la même ville fin 1930) que je vais m'intéresser, et plus spécialement au phénomène de la famine, qui continue de sévir au moment où les nationalistes reprennent Xi'an. Je vais m'y intéresser à la fois comme étude de cas sur ce phénomène tellement important dans l'histoire de la Chine dans ces années, comme nous l'avons vu, et parce que ce sera l'occasion de revenir plus en détail sur le rôle des organisations philanthropiques dans de pareilles circonstances — de ces organisations dont la CIFRC n'était après tout qu'une parmi d'autres, même si sa propre littérature tend à ignorer l'action d'intervenants, dirais-je, plus purement chinois.

8/2/06

J'ai consacré ma première séance, il y a huit jours, à un rappel des principaux éléments que j'avais traités dans mon cours de l'année dernière, dont le cours de cette année est donc une première suite. Je pense avoir exposé de façon à peu près claire comment se connectent, dans la recherche dont je vous livre quelques résultats dans ces cours, des éléments dont la relation peut ne pas sembler évidente *a priori* — à savoir (pour le rappeler une dernière fois), l'émergence de la profession d'ingénieur en Chine, le rôle des organismes humanitaires (ou philanthropiques), et l'histoire politico-militaire de la période dite des seigneurs de la guerre dans la Chine républicaine, c'est-à-dire, en comptant un peu large, les années qui s'étendent du lendemain de la révolution de 1911 au début des années 1930. Cette relation apparaît clairement, elle s'impose même, comme je l'ai également rappelé, dans ce qui forme le fil conducteur de mon exposé : l'histoire de la reconstruction et de la modernisation du système d'irrigation du Weibei, un peu au nord de la ville de Xi'an, dans la plaine centrale de la province du Shaanxi. C'est en fait lorsque j'ai entrepris d'étudier en détail l'histoire moderne de ce site hydraulique, après en avoir étudié, il y a maintenant plusieurs années, l'histoire prémoderne — débutant avant même la fondation de l'empire, il y a plus de 2000 ans —, que l'importance des trois éléments que je viens d'énumérer m'est apparue en évidence.

Il fallait en effet que j'essaye d'y regarder d'un peu près, car l'histoire de la reconstruction du canal Jinghui (ainsi qu'il a été rebaptisé à ce moment) et de la réorganisation du système d'irrigation du Weibei, telle qu'on la trouve dans les sources conventionnelles, aussi bien en anglais qu'en chinois, reste extrêmement schématique. Il en existe essentiellement deux versions, dont j'avais exposé les contradictions l'an passé. La première version, qu'on trouve un peu partout, en particulier (mais pas seulement) dans les sources publiées en Chine populaire, en attribue tout le mérite à l'ingénieur Li Yizhi et au gouverneur de la province nommé en 1930 par le gouvernement nationaliste, le général Yang Hucheng 楊虎城 : l'entreprise, est-il affirmé, a pu être finalement lancée grâce à l'enthousiasme et à la ténacité de ces deux grands patriotes, natifs de la région ; et lorsque la CIFRC (la Commission internationale de secours contre la famine en Chine, basée à Pékin) est mentionnée, c'est comme simple partenaire financier. Dans l'autre version, en revanche — une version un peu oubliée aujourd'hui, et qui trouve son origine dans la littérature publiée ou suscitée par la CIFRC à l'époque —, c'est cette dernière, et son ingénieur en chef, O.J. Todd, qui ont conçu tout le programme, à un moment où la région était au creux de la crise provoquée par la famine et le chaos politique, et qui l'ont pour l'essentiel financé et réalisé.

J'ai commencé il y a un an de montrer comment un examen serré des sources permet de rendre toute leur complexité aux choses et d'analyser les événements de façon beaucoup plus réaliste que ne le font des interprétations portées à simplifier les choses dans le sens qui les avantage : en l'occurrence, d'un côté, la version de la CIFRC, soucieuse de mettre en valeur son efficacité et de monter en épingle le caractère indispensable de son action en Chine, surtout à un moment — au début des années trente — où cette action était assez sérieusement contestée, et pas seulement en Chine, et notamment en ce qui concernait les entreprises d'infrastructure ; et de l'autre, l'interprétation en vogue en Chine après 1949, dans laquelle, par parti pris nationaliste et anti-impérialiste, on tend à minimiser ou à ignorer purement et simplement l'intervention des étrangers dans une réalisation emblématique des efforts du pays pour sortir du sous-développement.

On peut en fait montrer que, loin de s'exclure, ces deux approches pèchent surtout par omission, et qu'elles peuvent dans une large mesure être conciliées entre elles. Simplement, pour y arriver, il faut examiner l'histoire de la réhabilitation du Weibei dans *toutes* ses dimensions ; et c'est là bien sûr qu'il faut s'intéresser à des aspects contextuels comme ceux

que j'évoquais tout à l'heure — et aussi bien d'ailleurs à d'autres, que j'évoquerai cette année : je pense ici aux caractères particuliers de l'économie agraire de la région du Guanzhong, et à ses transformations pendant les premières décennies du 20^e siècle, qui expliquent pour une bonne part aussi bien les difficultés rencontrées pour la réalisation du projet, que l'impact qu'il a eu une fois qu'on eut enfin réussi à le mener à bien. Et non seulement il faut en envisager toutes les dimensions, de cette histoire, mais il faut aussi les envisager dans toute leur *durée*, depuis la révolution de 1911, et même plus tôt pour certains aspects, jusqu'au milieu des années 1930.

C'est donc ce que j'avais commencé de faire, au moins pour certains aspects, dans mon cours de l'année dernière, lequel m'avait conduit jusqu'en 1927 ; et j'ai rappelé les principaux développements il y a huit jours. Pourquoi cette année 1927 marque-t-elle une césure importante ? Disons, schématiquement, que, pour ce qui concerne l'histoire proprement dite du canal et du système d'irrigation qu'il devait alimenter, elle marque l'abandon, semble-t-il *sine die*, du projet, alors que deux ou trois ans plus tôt il avait pu sembler bien engagé : les études techniques et les calculs de coûts avaient fait l'objet de plusieurs échanges entre l'ingénieur Li Yizhi, alors responsable de l'hydraulique au Shaanxi, et son collègue O.J. Todd, l'ingénieur en chef de la CIFRC ; et les financements nécessaires avaient été garantis, au moins verbalement, tant par le gouvernement de la province que par la CIFRC. Et si rien ne s'était ensuite produit, c'était pour des raisons purement politiques et militaires : dès la fin de 1924 la Chine était de nouveau en proie à la guerre civile, et, au Shaanxi, après une courte période de stabilité politique (ou d'apparence de stabilité), c'était de nouveau l'anarchie.

Les forces du seigneur de la guerre Feng Yuxiang alliées au Parti nationaliste (au Guomindang) qui, à la fin de 1926, libèrent Xi'an assiégée par son ancien gouverneur, comme j'avais eu le temps de le mentionner rapidement, rétablissent un semblant d'autorité dans la province pendant la première moitié de 1927 ; mais contrairement aux espoirs de Li Yizhi, qui est revenu à Xi'an après la fin du siège — à Xi'an où l'homme fort du moment, un personnage assez connu dont je reparlerai tout à l'heure, est un de ses vieux associés —, le nouveau régime se révèle peu intéressé à s'investir dans une politique de développement qui aurait permis de relancer enfin le projet du Weibei. C'est que les priorités de l'heure sont exclusivement politiques et militaires. *Politiquement*, l'ambition des nouveaux responsables est de mettre en place dans la province — au moins dans les régions contrôlées depuis Xi'an — un régime révolutionnaire dans la ligne du Guomindang de gauche et de ses alliés communistes ; et *militairement*, il s'agit de mobiliser les ressources locales pour participer sans attendre aux opérations que le même Guomindang est en train de mener en Chine centrale, avec pour objectif la réunification du pays, qu'il accomplira en effet environ une année plus tard, après avoir d'ailleurs rompu avec ses alliés communistes.

On trouve dans les œuvres publiées de Li Yizhi un texte extrêmement solennel, adressé aux nouvelles autorités de Xi'an sous la forme d'une requête (rédigée un peu dans le style des mémoires des fonctionnaires de l'époque impériale), un texte dans lequel il évoque la situation catastrophique des habitants de la province, et exprime avec véhémence son inquiétude lorsqu'il constate que les politiques se préoccupent *d'abord* de vaincre militairement, et beaucoup moins d'accroître la productivité de la nation et de diminuer les souffrances du peuple : or, si l'on continue ainsi, affirme-t-il (et il espère évidemment que c'est un argument qui peut toucher ses interlocuteurs), les gens vont perdre confiance dans la révolution. Et toute la fin du texte est consacrée à l'énoncé d'un projet très ambitieux de développement économique de la vallée de la Wei, qu'il soumet donc au gouvernement provincial, un projet dont la reconstruction du système hydraulique du Weibei serait être en quelque sorte le moteur ; et pour en entreprendre la réalisation il demande que les autorités dégagent dès cette année une somme de 1 million de dollars. Mais tout indique que ce plan a été purement et simplement ignoré — je veux dire, qu'il n'a même pas été discuté, contrairement aux précédents —, si bien

que Li Yizhi, complètement dégoûté, refuse le poste de chef du bureau provincial de reconstruction qu'on lui proposait (le *jiansheting* 建設廳, une sorte de direction générale des infrastructures dans la province), et qu'il quitte très rapidement le Shaanxi en faisant savoir qu'il n'y remettra plus les pieds tant qu'on ne lui donnera pas des assurances formelles sur la réalisation de ses projets⁵.

Li Yizhi ne reviendra à Xi'an qu'à l'extrême fin de 1930 ; et à ce moment, en effet, les conditions nécessaires pour lancer le chantier du canal Jinghui ont enfin été réunies : les combats ont cessé et l'on peut raisonnablement espérer qu'un minimum de sécurité va être restauré dans la région, un gouvernement provincial volontariste vient de s'installer à Xi'an (sous la présidence du général Yang Hucheng, que je mentionnais tout à l'heure), et le financement du projet semble assuré. Simplement, l'intervenant principal, à présent, aussi bien pour le financement que pour la maîtrise d'œuvre, c'est la CIFRC, si bien qu'en fin de compte Li Yizhi et son bureau provincial de l'hydraulique ne seront *qu'associés* à la réalisation d'un projet qui, en fait, a déjà démarré au moment où Li Yizhi retourne à Xi'an ; et d'un projet qui en outre a été sensiblement modifié (c'est-à-dire réduit) par rapport aux plans qu'il avait mis au point quelques années plus tôt. Le bureau provincial dont il a la responsabilité est chargé de creuser le réseau de distribution de l'eau d'irrigation dans la plaine du Weibei, c'est-à-dire la partie de l'ouvrage la moins spectaculaire, techniquement parlant ; il prendra d'ailleurs beaucoup de retard, pour des raisons essentiellement financières. Cela étant, à lire les textes publiés par Li Yizhi au moment des opérations, il ne semble pas avoir conçu d'amertume d'avoir été, d'une certaine manière, dépossédé de son projet, et nous savons par ailleurs qu'il entretenait les meilleures relations avec les ingénieurs de la CIFRC.

Mais en parlant de tout cela, j'anticipe sur l'exposé beaucoup plus détaillé que je vous proposerai plus tard. Pour l'heure, et comme je l'avais annoncé, je souhaiterais consacrer quelques séances aux trois années qui séparent l'enterrement apparemment définitif du projet en 1927, de sa résurrection à la fin de 1930, à laquelle je viens de faire allusion. Comme nous le verrons, l'enthousiasme révolutionnaire entretenu pendant quelques mois au début de 1927 a rapidement tourné court, et ces trois années sont une période de crise profonde au Shaanxi (et en fait dans tout le Nord-Ouest de la Chine) — de crise, et même de désespérance, voire de complet nihilisme, pour toutes sortes de raisons, aussi bien sociales, politiques ou militaires que, tout simplement, climatiques. C'est donc sur cet arrière-plan réellement tragique — et il ne manque pas de sources qui autorisent à user d'un tel mot — c'est sur cet arrière-plan qu'il faut comprendre le renouveau réellement frappant qu'a connu la région après 1930, dont la rénovation du système d'irrigation du Weibei a été à la fois l'expression, et l'une des causes, ne serait-ce que par l'effet d'entraînement qu'il a eu sur toute l'économie, et pour la réalisation de nouveaux plans ailleurs dans la province. En outre, comme je l'ai déjà dit, s'attarder sur cette période 1927-1930 sera l'occasion, d'abord, d'examiner sous divers aspects le phénomène de la *famine*, tellement important dans la Chine de ces années, d'examiner aussi la façon dont en parlent les sources de l'époque ; et ensuite, de parler plus en détail de la philanthropie en Chine au début de la République, car celle-ci était évidemment très sollicitée pendant de tels événements.

Cela étant, je ne vais pas aborder ces points avant d'être revenu — et c'est ce qui va m'occuper essentiellement aujourd'hui — sur certains aspects de l'histoire politico-militaire de la région (le politique et le militaire ne sont pas séparables à cette époque), en remontant jusqu'à la veille de la révolution de 1911 ; car le tournant de 1927 est à beaucoup d'égards la conséquence de cette histoire ; en outre, celle-ci fait intervenir bon nombre de personnalités

⁵ D'après le Rapport annuel de la CIFRC pour 1928, reproduisant un rapport du Shaanxi couvrant 1926 et 1927, Li Yizhi, qui était président du Comité provincial, serait parti dès décembre 1926.

locales importantes, et de connexions politiques et idéologiques, que nous retrouverons jusqu'après ce tournant (et en fait, jusqu'après cet autre tournant, encore plus important, qu'est l'installation définitive du régime nationaliste dans la région après 1930).

J'avais déjà un peu traité de ces aspects il y a un an ; en particulier j'avais évoqué plusieurs personnalités de réformateurs et de révolutionnaires locaux, d'officiers, de fonctionnaires, de seigneurs de la guerre, etc., qui ont tous été mêlés de loin ou de près à l'histoire extrêmement chaotique du Shaanxi depuis le début de la République — et accessoirement, pour certains d'entre eux tout au moins, à celle du projet d'irrigation du Weibei. Comme je l'avais alors expliqué, beaucoup de mes informations provenaient d'une source exceptionnellement riche, encore qu'elle demande à être manipulée avec beaucoup d'esprit critique, sur laquelle je m'étais un peu étendu : cette source (ou plutôt, ce *thesaurus*), c'est l'immense collection des *Wenshi ziliao* 文史資料 (litt., Matériaux sur la culture et l'histoire) publiée par fascicules à Pékin et dans toutes les provinces dans les années 1960, et de nouveau dans les années 1980 après l'interruption de la Révolution culturelle. Pour le rappeler en deux mots, le projet des *Wenshi ziliao*, lancé sous l'égide du premier ministre Zhou Enlai en 1960, consistait à recueillir auprès des témoins encore en vie, sous forme d'articles rédigés par eux ou avec eux, des témoignages et des souvenirs, que l'on voulait aussi libres mais en même temps aussi factuels que possible, portant sur la période républicaine, entre 1911 et 1949. L'idée était donc de concentrer cet effort de conservation de la mémoire vivante (pourrait-on dire) sur la période antérieure à la fondation de la République populaire ; et surtout, c'était de le concentrer sur ce qui n'était *pas* l'histoire du Parti communiste, et qui plus est, de faire exclusivement appel à des témoins extérieurs à la machine politique et historiographique du Parti au pouvoir, à des gens qui souvent avaient été marginalisés par le nouveau régime, ou même qui étaient considérés négativement du fait de leurs anciennes affiliations politiques ou professionnelles, ou de leurs origines sociales — affiliations ou origines qu'en l'occurrence ils n'avaient pas essayé de racheter en se ralliant au Parti communiste. On trouve ainsi, parmi les auteurs, d'anciens membres du parti nationaliste, d'anciens seigneurs de la guerre, d'anciens officiers, politiciens, hommes d'affaires, techniciens, et ainsi de suite.

J'ai identifié dans les *Wenshi ziliao* publiés au Shaanxi quelques articles et témoignages, pas excessivement nombreux à vrai dire, sur Li Yizhi et sur l'histoire du projet Weibei ; mais ils sont sans exception décevants car, non seulement je n'y ai pour ainsi dire rien appris que je n'eusse déjà trouvé ailleurs, mais encore ils sont bourrés de simplifications, et bien souvent d'erreurs démontrables, et ils sont presque toujours d'un ton très hagiographique : en ce sens, ces écrits que l'on trouve dans les *Wenshi ziliao* participent pleinement de ce que j'avais appelé la « légende dorée du canal Jinghui », autrement dit la version officielle de l'histoire, aujourd'hui en Chine.

En revanche on trouve dans les *Wenshi ziliao* une quantité de témoignages sur la politique et sur les seigneurs de la guerre au Shaanxi (et ailleurs), qui sont, eux, extraordinairement détaillés, souvent même saisissants, et apportent énormément à la littérature déjà publiée sur le sujet. Qui plus est, leur accumulation même permet de les recouper, d'identifier les contradictions, d'établir certains points délicats, et, surtout, de donner beaucoup plus de sens à cette histoire politico-militaire de prime abord totalement confuse, et dont les acteurs semblent plus souvent qu'à leur tour se comporter de façon extrêmement incohérente.

J'avais déjà évoqué pas mal de ces choses, mais un certain nombre de textes auxquels j'ai eu accès depuis le cours de l'année dernière m'ont aidé à y voir un peu plus clair — des textes qui ne proviennent d'ailleurs pas tous des *Wenshi ziliao*, mais qui appartiennent plus ou moins à la même catégorie historiographique⁶. Il ne s'agit bien sûr pas aujourd'hui de revenir en détail sur

⁶ Pour plus de détails sur ce qui suit, voir P.-E. Will, « La génération 1911 : Xi'an, 1905-1930 », in *Citadins et citoyens dans la Chine du XX^{ème} siècle*, sous la direction d'Yves Chevrier, Alain Roux et Xiaohong Xiao-Planes, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2009.

toutes ces questions, sans quoi nous n'avancerions jamais. Mais ce que je voulais malgré tout souligner, et qui m'apparaît mieux à présent, c'est que la grande majorité des acteurs qui interviennent dans les conflits politiques et militaires au Shaanxi dans les années 1910 et 1920 viennent du même vivier, pourrait-on dire, en ce sens qu'ils ont tous participé aux activités des milieux progressistes et révolutionnaires qui avaient commencé de s'organiser à Xi'an et dans les sous-préfectures du Guanzhong, ainsi que dans certaines régions voisines, comme l'ouest du Henan, pendant la dernière décennie de la dynastie des Qing. Presque tous ont adhéré, à partir de 1906, à la Ligue jurée (*Tongmenghui* 同盟會), l'alliance des partis révolutionnaires fondée au Japon par Sun Yat-sen l'année précédente. Mais les parcours ne sont pas toujours les mêmes : on peut en particulier identifier certaines filières qui se recoupent parfois, mais pas toujours — et là je pense en particulier aux gens qui sont allés faire des séjours d'étude à Tokyo, qui était comme on sait un foyer d'agitation révolutionnaire parmi les exilés politiques et les étudiants chinois ; et à ceux qui avaient étudié dans les écoles militaires modernes ouvertes par les Qing après 1900 dans la plupart des provinces, et notamment les différents instituts de Baoding, au sud de Pékin, qui était alors le principal centre de formation de ce qu'on appelait la « nouvelle armée ».

Dans tous les cas, dès avant 1911 on trouve à conspirer ensemble au Shaanxi toute une série de personnages dont les noms ne cesseront ensuite de revenir dans les affrontements dont la province est le cadre pendant les deux premières décennies de la république. Pour ne donner qu'un seul exemple, plusieurs témoignages font mention d'une réunion secrète tenue en 1908 à la pagode de la Grande Oie à Xi'an (un endroit très visité aujourd'hui), au cours de laquelle les 36 participants auraient fait serment d'« accomplir de grandes choses », comme le dit un texte (l'un d'entre eux, soit dit en passant, est un certain Dang Zixin 黨自新, au nom peut-être prédestiné, dont nous savons par ailleurs qu'il est le premier à avoir proposé un plan de modernisation du canal Jinghui, dès 1912) ; un peu plus tard la même année, les mêmes conspirateurs organisent avec des sympathisants venus de diverses provinces un pèlerinage secret sur la tombe de Huangdi (l'empereur jaune, supposé être l'ancêtre de la nation chinoise), laquelle se trouve près de Yan'an, à environ 150 km au nord de Xi'an, et là ils prononcent le serment de libérer la Chine des Mandchous et d'instaurer une république. La même année encore, le même groupe ouvre à Xi'an une librairie appelée Gongyi shuju 公益書局, qui sert de couverture à ses activités, ainsi qu'une école progressiste, le Jianben xuetang 健本學堂, dont un des responsables était d'ailleurs l'oncle de Li Yizhi, comme nous l'apprend l'autobiographie de ce dernier — un texte particulièrement remarquable auquel j'avais fait allusion l'an passé. Or, si je mentionne tout cela, c'est, encore une fois, que ce groupe de militants de la Ligue jurée, ainsi d'ailleurs que beaucoup d'autres gens avec qui ils étaient en contact, se révèle *a posteriori* avoir été une pépinière de politiciens et de militaristes actifs dans la province entre 1911 et 1930, et au-delà ; et c'est que, même si leurs choix politiques ont été on ne peut plus divers, parfois même totalement divergents, ce passé révolutionnaire qu'ils avaient en partage créait certains liens, voire certaines obligations.

En effet, si, au tout début de la République, tous se sont retrouvés dans la résistance aux tentatives de mise au pas du président de la république Yuan Shikai, et *a fortiori* lorsque ce dernier a voulu restaurer l'empire, en revanche les parcours ont commencé à s'éloigner sérieusement les uns des autres dès après sa mort en 1916, lorsqu'une bonne partie de la Chine est devenue une juxtaposition de principautés militaires plus ou moins indépendantes, et cherchant chacune à s'agrandir au dépens des autres. Beaucoup d'anciens compagnons se retrouvent alors dans des camps opposés — des camps dont la configuration ne cesse d'ailleurs de changer —, et à se faire la guerre. La principale ligne de fracture, c'est celle qui sépare, d'un côté, ceux qui restent des militants révolutionnaires (des *mindang renshi* 民黨人士, comme ils s'appellent souvent eux-mêmes), dont la caractéristique commune est qu'ils restent fidèles aux idées de Sun Yat-sen — Sun Yat-sen avec ils maintiennent d'ailleurs très souvent le contact à

Shanghai, à Canton ou à Tokyo, et qui les encourage activement à créer des bases de résistance contre les seigneurs de la guerre du nord afin de préparer la réunification du pays sous un régime républicain légitime (qui serait son régime, bien sûr) ; et, d'autre part, ceux qui choisissent précisément de s'allier à l'une ou l'autre des grandes factions militaristes de Chine du nord, en compétition pour prendre le contrôle du gouvernement de Pékin, et qui attendent de telles alliances d'être confirmés comme gouverneurs militaires ici ou là, de pouvoir se tailler leur propre fief, et de le conserver.

C'est donc exactement ce qui se passe au Shaanxi. Entre 1918 et le début de 1922, comme je l'avais exposé l'an dernier, la région du Guanzhong est partagée entre deux régimes en état de conflit armé permanent, dont les chefs viennent à peu près tous de ce réseau de révolutionnaires dont je parlais tout à l'heure. Celui qui détient le pouvoir à Xi'an à ce moment, après y avoir installé son régiment en 1916 et avoir réussi à se faire nommer gouverneur militaire, est un certain Chen Shufan 陳樹藩, décrit par toutes les sources comme le type même du seigneur de la guerre rapace, fourbe et réactionnaire, et qui a donc totalement trahi son passé de révolutionnaire ; et il sera bientôt rejoint à Xi'an par un autre seigneur de la guerre, venu du Henan celui-là, qu'il a appelé à la rescousse et qui finira par lui prendre sa place : c'est Liu Zhenhua, dont j'avais parlé la dernière fois (c'est lui qui assiégera Xi'an quelques années plus tard). Liu Zhenhua, qui avait fait ses débuts dans les institutions d'enseignement moderne à la fin des Qing, appartenait lui aussi au réseau des révolutionnaires avant 1911, et il avait combattu les forces loyalistes mandchoues au Shaanxi au moment de la révolution ; après 1911 il s'était constitué un fief dans l'ouest du Henan, où il était à la tête de forces armées constituées en majorité d'anciens brigands.

Mais il n'y a pas que Chen Shufan et Liu Zhenhua, et, parmi les notables qui acceptent de servir sous l'autorité de Chen Shufan (c'est-à-dire de servir malgré les réserves qu'il leur inspire) on trouve d'anciens dirigeants de la Ligue jurée comme le père de Li Yizhi, connu surtout comme promoteur de l'éducation de masse dans la région, et comme un des inventeurs du théâtre de propagande politique en Chine ; ou encore comme un certain Guo Xiren 郭希仁, dont j'avais eu l'occasion de parler, qui est responsable de l'éducation à Xi'an, et qui est écartelé (comme tant d'autres) entre son progressisme politique et son attachement viscéral à la culture traditionnelle. Presque tous ces gens, en effet, ont fait des études classiques, et beaucoup ont encore eu le temps de se présenter aux examens mandarinaux, abolis comme on le sait en 1905 — Guo Xiren, par exemple, avait pu encore acquérir le grade de licencié en 1903 ; et pour quelqu'un comme lui, les attaques des étudiants contre le confucianisme au moment du mouvement du 4 mai 1919 sont un véritable drame. (De même, d'ailleurs, en 1927 le père de Li Yizhi se dressera contre les étudiants activistes qui veulent faire détruire le temple de Confucius à Xi'an.)

Guo Xiren, qui est un ardent partisan de la modernisation de l'irrigation dans le Shaanxi — c'est lui qui avait voyagé en Allemagne avec Li Yizhi en 1913 et qui l'avait convaincu d'étudier l'ingénierie hydraulique —, a exactement l'âge de Li Yizhi (il est né en 1881, et Li Yizhi dans les premiers jours de 1882, ils ont donc moins de 40 ans à l'époque dont je parle, autour de 1920). Mais contrairement à Li Yizhi, Guo Xiren s'est formé politiquement dans le vivier révolutionnaire du Shaanxi pendant les dernières années des Qing ; il était même devenu président de la Ligue jurée de la province en 1910, et il s'était particulièrement distingué par son *leadership* au moment du soulèvement de 1911 et des troubles qui avaient éclaté tout de suite après. Alors que, pendant les mêmes années, Li Yizhi était étudiant à Pékin ou en Allemagne, et que — comme il le raconte lui-même dans son autobiographie — malgré les sympathies modernistes qui lui avaient été inculquées par son père et par son oncle, personnages en vue dans les milieux progressistes au Shaanxi, il se tenait à l'écart des activités

politiques et se concentrait avant tout sur son travail, avec cette idée de devenir le plus expert possible afin de participer efficacement à la modernisation de son pays⁷.

Il se trouve d'ailleurs qu'en 1909, après avoir terminé ses études à l'Institut métropolitain d'enseignement supérieur (le Jingshi daxue tang 京師大學堂, qui deviendra par la suite l'Université de Pékin), et avant de partir pour Berlin comme boursier, Li Yizhi est revenu voir sa famille au Shaanxi, et que, pendant ce séjour, un des jeunes notables en pointe dans le nouveau mouvement révolutionnaire l'a emmené visiter le Jianben xuetao, cette école progressiste créée l'année précédente par les responsables de la Ligue jurée à Xi'an, dont j'ai parlé tout à l'heure, et où enseignait son oncle ; et là, on lui présente un étudiant dont on lui dit qu'il est particulièrement brillant, et qui n'est autre que le futur général Hu Jingyi (qui doit avoir 16-17 ans à ce moment-là), dont je vous avais mentionné le nom la semaine dernière comme étant un des sponsors du projet d'irrigation de Li Yizhi, en 1923. Et le personnage de Hu Jingyi permet d'une certaine manière de faire la transition avec la rive *gauche* de la Wei, à ce moment dont j'étais parti, lorsque le Guanzhong est fracturé en deux camps opposés se faisant la guerre, entre 1918 et 1922.

Ce dont je viens de parler, en effet, c'était la rive droite, avec Chen Shufan et Liu Zhenhua au pouvoir à Xi'an, chacun entouré de son armée personnelle, et dans leur administration quelques anciens révolutionnaires (comme eux), mais restés progressistes, tels que Guo Xiren ou le père de Li Yizhi, et d'autres encore. En face d'eux — juste de l'autre côté de la rivière en fait, sur la rive gauche de la Wei, dont fait partie le périmètre d'irrigation du Weibei — toute une série de districts se trouvent pendant ces années sous le contrôle d'une organisation militaire « de gauche », si l'on peut dire, appelée l'Armée de pacification nationale (Jingguo jun 靖國軍), qui en principe se réclame de Sun Yat-sen et de son parti révolutionnaire. Le quartier général de la Jingguo jun est d'ailleurs situé dans la ville de Sanyuan 三原, l'un des trois districts du périmètre du Weibei, où sera peu après établi le bureau d'ingénierie en charge de refaire le canal Jinghui et tout le système d'irrigation. Organisation militaire de gauche, disais-je — mais en réalité les différentes composantes (ou les différentes « routes », *lu* 路, comme on disait) qui constituent l'Armée de pacification nationale sont on ne peut plus hétérogènes, à part le fait que leurs chefs sont tous natifs de la région. On y trouve aussi bien, parmi ces chefs, d'anciens bandits que des aventuriers entrés dans l'armée et prêts à se rallier au plus offrant (leur problème était toujours de trouver des financements et des armes pour leurs troupes, qui leur étaient personnellement attachées), que des officiers de formation, qui ont rompu avec leur supérieur Chen Shufan soit à la suite de disputes, soit pour des raisons politiques (c'est le cas de Hu Jingyi, justement), ou enfin, que d'authentiques militants sunyatsénistes.

Tel est justement le cas du chef suprême de la Jingguo jun pendant la plus grande partie de son existence, un notable de Sanyuan, ancien condisciple de Li Yizhi dans les années 1890, qui peut se prévaloir d'un passé glorieux de résistance aux Qing et à Yuan Shikai (bien qu'il n'ait jamais été dans l'armée), et qui est devenu un proche de Sun Yat-sen pendant les longues années où il a été contraint d'aller se réfugier à Shanghai ou à Tokyo — un personnage qui acquerra une dimension nationale par la suite, et que nous retrouverons au moment de la grande famine de 1929 et 1930, alors qu'il est devenu un hiérarque du parti nationaliste et que tout le monde le supplie de faire quelque chose pour aider sa province natale : je veux parler de Yu

⁷ Cependant, en 1908 c'est grâce à son intermédiaire que Jing Wumu aurait approché Guo Xiren pour le convaincre d'adhérer à la Tongmenghui (Li Yizhi, essai sur Guo Xiren, cité dans « Guo Xiren xiansheng nianpu » [Shaanxi WSZL 22], p. 31). En fait le texte de Li Yizhi dit que c'est lui-même et un autre qui sont allés voir, à la demande de Jing Wumu, Guo Xiren et un nommé Cao Yinhou 曹寅侯 de Weinan, organisateurs d'une *xueshe* à Xi'an, pour essayer de les recruter à la Tongmenghui (donc nécessairement au moment de sa visite au Shaanxi en 1909) ; ils donnent l'impression de « lettrés fumeux » (迂儒), mais en fait ils se révèlent d'ardents combattants au moment de la révolution

Youren 于右任 (1879-1964), dont nous allons voir qu'il réapparaît à tous les moments importants de notre histoire.

Je disais tout à l'heure que la plupart des protagonistes de l'histoire politico-militaire du Shaanxi pendant les 25 premières années de la République étaient issus du même milieu de révolutionnaires anti-mandchous actifs à la fin de la dynastie des Qing, et que, s'ils avaient ensuite divergé, et parfois considérablement, dans leurs choix politiques, jusqu'à se livrer parfois une guerre sans merci, ils n'en conservaient pas moins certains liens, et la possibilité de se retrouver dans le même camp si la situation évoluait de telle façon que ça devienne plus avantageux pour eux. En fait, tous ces gens se sont côtoyés, alliés, trahis, combattus, envoyé des émissaires ou des télégrammes, réconciliés, et retrahis s'il le fallait, pendant toute la durée de cette période. C'est ainsi par exemple que les pires adversaires des forces progressistes jusqu'en 1927 (comme Liu Zhenhua, notamment), regagneront pour la plupart d'entre eux le giron du Guomindang — le parti des héritiers de Sun Yat-sen — une fois que celui-ci aura incontestablement pris le dessus et sera devenu le gouvernement de la Chine, quitte à expliquer que leur alliance avec des adversaires aussi acharnés de la révolution que Wu Peifu, le seigneur de la guerre qui a dominé la clique militariste du Zhili (de Chine du Nord) pendant une bonne partie des années 1920, ou Zhang Zuolin, le satrape qui régnait sur la Mandchourie, et à certains moments de sa carrière sur des territoires beaucoup plus étendus, — que cette alliance, donc, était l'effet de l'égarement, ou simplement, qu'ils ne pouvaient pas faire autrement s'ils voulaient préserver leurs forces, mais qu'ils avaient toujours conservé par devers eux leurs convictions révolutionnaires, et simplement qu'ils attendaient leur moment.

Et, encore une fois, de tels retournements, que l'on justifie soit par de nobles sentiments (envers ses nouveaux alliés), soit par la nécessité de se préserver pour l'avenir (envers ses anciens alliés), sont monnaie courante pendant la première moitié des années 1920 : à la fin de 1921, par exemple, Hu Jingyi, qui dans sa jeunesse avait été considéré comme une sorte d'enfant prodige du mouvement révolutionnaire, et qui était devenu par la suite un général talentueux et un des piliers de l'Armée de pacification nationale, lâche Yu Youren, son mentor politique, car il considère que la cause de la Jingguo jun est perdue ; et il va rejoindre le nouveau gouverneur militaire du Shaanxi, Feng Yuxiang, lequel vient de chasser Chen Shufan et de prendre le pouvoir à Xi'an au nom de la clique du Zhili. Mais il essaye de s'expliquer. Yu Youren refuse de le voir, malgré ses supplications, une fois que la rupture est consommée, et d'après au moins un témoignage il en aurait été littéralement dévasté ; mais à d'autres de ses anciens compagnons d'armes il essaye de faire savoir qu'en acceptant d'être incorporé dans les forces de Feng Yuxiang (qui à ce moment peuvent être considérées comme faisant partie des forces armées légitimes du gouvernement chinois, ce qui lui garantit certaines ressources), il a cherché à préserver ses forces pour l'avenir, que c'était « s'appuyer sur autrui » (*yiren* 依人), et non pas « se soumettre à autrui » (*jiangren* 降人) ; et même si Sun Yat-sen lui adresse une lettre très sévère, il continuera jusqu'au bout à être considéré comme un authentique progressiste et un membre d'honneur du Guomindang.

Si je m'attarde un peu sur tout ceci, c'est pour souligner à quel point les alignements politiques sont fluctuants dans ce milieu, et à quel point les fraternités anciennes continuent de jouer, ou au moins d'être invoquées quand on en a besoin. C'est qu'en effet tous ces gens qui ont en partage le même passé (et la même jeunesse) révolutionnaire ne cessent pratiquement jamais de communiquer, d'essayer de se justifier, ou de se convaincre mutuellement, que ce soit par émissaires interposés, ou même directement, fût-ce de façon discrète — ou même par téléphone, car on apprend avec surprise, pour ne donner qu'un exemple, que si en 1918 le Shaanxi n'avait qu'un tout petit kilométrage de routes carrossables, décrites par les voyageurs comme des fondrières, et pas un seul kilomètre de voie ferrée, en revanche on pouvait se téléphoner d'une rive à l'autre de la Wei, même si en même temps on se tirait dessus ; et je ne parle pas du télégraphe, qui à cette époque semble avoir permis de communiquer d'à peu près

partout en Chine. Dans tous les cas, c'est là que les témoignages, le plus souvent de première main, accumulés dans les *Wenshi ziliao* sont réellement précieux, et même uniques.

Rien que sur la base de mes lectures dans cette collection, qui ne sont pourtant pas exhaustives, je pourrais vous citer des anecdotes à l'infini. Cela nous prendrait évidemment beaucoup trop de temps, mais je voudrais quand même mentionner au moins un ouvrage, qui m'a particulièrement frappé, car à sa manière il donne une sorte de cohérence à l'histoire politique et militaire de toute l'époque — en particulier celle de la région qui nous concerne —, et il éclaire les comportements d'une quantité de personnages. Il s'agit des souvenirs d'un général nommé Zhang Fang 張鈞 (1886-1966), une collection de textes d'une grande liberté de ton — beaucoup plus en fait que ce qu'on trouve en général dans les *Wenshi ziliao* —, et non dénués d'humour à l'occasion, publiée à Pékin en 1986 (pour le centenaire de sa naissance, apparemment) sous le titre *Fengyu manman sishi nian* 風雨漫漫四十年 (« Quarante années dans la bourrasque », ou quelque chose comme ça) ; il s'agit bien sûr des quarante années de la république, et en effet l'ouvrage réunit 29 essais rédigés par Zhang Fang pour la collection des *Wenshi ziliao*, consacrée comme je l'ai dit à cette période.

Passé comme tant d'autres militaires de l'époque par l'école militaire de Baoding, c'est là qu'il a adhéré à la Ligue jurée, dès 1908, et il se présente lui-même comme un fidèle partisan du Guomindang pendant toute sa carrière (c'est-à-dire, jusqu'à ce qu'il rallie le régime populaire en 1950), exerçant une assez grande influence à cause des innombrables relations qu'il a dans les milieux révolutionnaires ou ex-révolutionnaires. Il est originaire du Henan — c'est sur le Henan qu'il y a le plus de choses dans l'ouvrage —, mais il a servi de longues années au Shaanxi, où il a aussi été l'un des chefs de l'Armée de pacification nationale (la Jingguo jun) et l'un des principaux lieutenants de Yu Youren — Yu Youren avec qui il est par ailleurs toujours resté en relations, et dont il dit qu'il était pour lui une sorte de modèle en politique.

Depuis son adhésion à la Ligue jurée, l'ambition de Zhang Fang était de créer une alliance révolutionnaire entre le Henan et le Shaanxi ; et il n'a cessé d'y revenir, en essayant d'intervenir dans tous les conflits, en allant voir les uns et les autres, ou en leur écrivant (par exemple, en 1926 il écrit à Liu Zhenhua, avec qui il avait été étroitement associé au Henan dès avant 1911, pour essayer de le convaincre de lever le siège de Xi'an et de restaurer l'alliance entre le Henan et le Shaanxi), ou encore en recevant chez lui de nombreuses visites après qu'il s'est momentanément retiré de l'armée en 1927, au terme d'une carrière déjà passablement mouvementée. Et l'on peut voir qu'en effet il connaissait tout le monde, et parfois de très près — tous les personnages que j'ai mentionnés jusqu'à maintenant, et beaucoup d'autres encore. Au début de 1927, lorsque Yu Youren et Feng Yuxiang se retrouvent au pouvoir à Xi'an (j'y reviendrai la prochaine fois), ils appellent Zhang Fang auprès d'eux comme conseiller — il les connaissait l'un et l'autre depuis longtemps —, et son témoignage sur cet épisode est particulièrement précieux, puisque en effet il les voyait presque quotidiennement.

Quoi qu'il en soit, et pour y revenir, l'épisode de la Jingguo jun, dont Zhang Fang a été un protagoniste important, mérite qu'on y insiste, et pour toutes sortes de raisons. D'abord, la dissidence de la rive gauche de la Wei a concentré l'attention nationale sur la région : après tout, il s'agissait d'un affrontement entre des forces se réclamant de Sun Yat-sen, d'un côté, et les représentants locaux du gouvernement de Pékin (dominé par la clique Anfu du général Duan Qirui à l'époque), de l'autre ; à tel point que le gouvernement de Pékin a cru nécessaire de mobiliser les seigneurs de la guerre de plusieurs provinces pour aller combattre les forces fédérées par Yu Youren. Au même moment, du reste, le conflit entre Yu Youren et ses adversaires de Xi'an s'est révélé une fameuse pomme de discorde pendant les pourparlers organisés à Shanghai en 1919 sous l'égide du nouveau président de la république, Xu Shichang (et aussi sous la pression des puissances étrangères), dans l'espoir de réconcilier les gouvernements rivaux du Nord et du Sud ; si bien qu'il a été impossible de trouver une solution politique aux affrontements qui se déroulaient au Shaanxi. On a donc là un exemple de la façon

dont les développements politiques ou militaires nationaux retentissaient sur les événements se déroulant dans le cadre étroit, et de plus relativement excentré par rapport au reste du pays, de la plaine du Guanzhong, et *vice versa*.

Ensuite, et plus important pour nous, le régime dissident dirigé avec plus ou moins d'autorité et d'efficacité par Yu Youren a créé dans la région une tradition d'administration, si l'on peut dire, « révolutionnaire », tirant son inspiration des doctrines de Sun Yat-sen. En 1920 et 1921, en particulier, Yu Youren a tenté de mettre sur pied des institutions démocratiques, au moins dans les districts autour de Sanyuan, qu'il contrôlait à peu près, il a créé quelques écoles progressistes, il a même essayé de moderniser les coutumes des paysans locaux, et l'on mentionne la collaboration enthousiaste d'étudiants progressistes venus des grandes villes de Chine, où le mouvement du 4 mai 1919 était alors en plein essor. Et puis, il y aurait eu la mise en place du bureau d'ingénierie hydraulique du Weibei, à Sanyuan, et l'appel de Yu Youren à Li Yizhi pour qu'il revienne au Shaanxi et réalise son projet de reconstruction du site. C'est du moins ce qu'affirment la plupart des sources publiées en Chine populaire, qui tentent de la sorte de placer le démarrage du projet du Weibei sous l'autorité de Li Yizhi dans un contexte progressiste ; mais j'ai montré l'année dernière que de toute évidence cette affaire se place en 1922, à un moment où le général Hu Jingyi s'était déjà retourné contre Yu Youren et l'avait *de facto* expulsé de Sanyuan, et avait formellement dissout l'Armée de pacification nationale ; et que c'est non pas Yu Youren, mais Hu Jingyi et le gouverneur Liu Zhenhua, qui ont finalement convaincu Li Yizhi de revenir au Shaanxi.

Il y a encore une troisième raison importante pour parler de l'épisode de la Jingguo jun ; et cette raison, c'est que, de l'avis de plusieurs de ses anciens officiers (s'exprimant donc dans les *Wenshi ziliao*, quelque quarante ans plus tard), c'est l'indiscipline de cette armée supposément progressiste, sa fragmentation en plusieurs divisions commandés par des chefs jaloux de leur indépendance, et dont beaucoup n'avaient aucune conscience politique, la façon dont les troupes vivaient sur le pays et accaparaient toutes les ressources, alors que la zone contrôlée par la Jingguojun était en état de blocus, sans parler de la famine de 1920-1921 — c'est tout cela qui serait à l'origine du militarisme local dont la région a terriblement souffert pendant une grande partie de la décennie 1920, et qui a été catastrophique pour les populations. En quelque sorte, l'Armée de pacification nationale aurait été une pépinière de petits seigneurs de la guerre défendant chacun son fief, ne répondant plus à aucune autorité, et mettant le pays en coupe réglée.

J'avais rappelé il y a huit jours qu'au tournant de 1924 et 1925, après les deux années relativement calmes pendant lesquelles Li Yizhi avait pu mettre au point ses projets pour le Weibei, et y intéresser la CIFRC, les choses s'étaient à nouveau sérieusement gâtées en raison de ce qu'on appelle la deuxième guerre entre les cliques du Zhili et du Fengtian (c'est-à-dire les deux grandes coalitions de militaristes dans le nord et le centre de la Chine), à laquelle les chefs militaires du Shaanxi — c'est-à-dire Liu Zhenhua, Hu Jingyi et leurs subordonnés — se sont retrouvés mêlés. Je vous passe les détails, qui n'ont pas une grande importance ici — et de toute façon c'est extrêmement compliqué (mais là encore les souvenirs de certains participants dans les *Wenshi ziliao* permettent d'y voir plus clair). Simplement, le résultat net est qu'en 1925, Liu Zhenhua ayant vu ses forces anéanties par celles de Hu Jingyi dans l'ouest du Henan, et ayant été obligé d'aller se mettre au vert pour quelques temps, il n'y a plus vraiment d'autorité au Shaanxi ; et pour revenir à notre thème conducteur, il est, de ce fait, tout à fait exclu d'essayer de mobiliser les ressources locales avec l'appui des autorités légales de la province pour relancer le projet du Weibei et encourager les étrangers à coopérer — comme Li Yizhi semble avoir encore eu l'espoir de le faire à la fin de 1924 (c'est du moins ce qu'indique un discours prononcé devant les responsables du bureau d'ingénierie hydraulique du Weibei en octobre de cette année).

Voici, pour vous donner une idée de la situation au milieu de 1925, un extrait d'un document auquel j'avais rapidement fait allusion l'an passé, et qui, pour le coup, n'a rien à voir avec les souvenirs des anciens de la période consignés dans les *Wenshi ziliao*. Mais c'est un document qui nous ramène à certains aspects de notre sujet, puisqu'il s'agit d'une lettre confidentielle de l'ingénieur Todd (le chef du bureau d'ingénierie de la CIFRC), datée de mai 1925, et adressée à un attaché militaire américain à Pékin (j'en ai retrouvé une copie carbone dans les archives de Todd). Todd voyageait alors dans le centre de la Chine, et, comme toujours pendant ses déplacements à travers le pays, qui étaient extrêmement nombreux, il communiquait à son ambassade les observations qu'il avait pu faire sur le terrain. Mais là ce ne sont pas ses propres observations, ce sont celles d'un ami chinois (dont il prend soin de ne pas révéler le nom), qu'il a rencontré par hasard dans le train de Hankou, et dont il dit que c'est quelqu'un de particulièrement au courant de la situation au Shaanxi et dans l'ouest du Henan, dont il revient juste. Cette lettre de Todd à son ambassade est intéressante, soit dit en passant, parce qu'elle illustre bien la façon dont les étrangers en Chine — les diplomates, les journalistes, etc. — étaient à l'affût de toute information ou même de toute rumeur susceptible de les aider à s'y retrouver au jour le jour dans l'invraisemblable confusion qui régnait alors dans de vastes régions de la Chine. On trouve par exemple dans le *Times* de Londres des correspondances de Chine datant exactement du même moment que la lettre de Todd, mais qui sont nettement moins précises qu'elle en ce qui concerne la situation sur le terrain. Voici en effet ce qu'écrit Todd, sur la foi, donc, des observations communiquées par son informateur chinois (j'adapte un peu les noms propres et la nomenclature) :

Liu Zhenhua, comme vous savez, a été destitué comme gouverneur militaire à Xi'an, et son successeur est le général Wu, qui contrôlait le sud du Shaanxi depuis deux ou trois ans [depuis 1921 en fait ; ce Wu Xintian 吳新田 était un seigneur de la guerre envoyé là pour en expulser l'ex-gouverneur militaire, Chen Shufan, dont c'était la région natale et qui s'y était réfugié après avoir été chassé de Xi'an par Feng Yuxiang]. Wu a deux divisions, totalisant environ 30 000 hommes, dans les environs de Xi'an ; il contrôle à peu près jusqu'à mi-chemin de Tongguan 潼關 [la ville située au confluent de la Wei et du Fleuve Jaune, à environ 150 km à l'est de Xi'an, qui commande l'accès au Shaanxi depuis le Henan et le Shanxi]. L'autre moitié de la route est apparemment entre les mains de l'ancienne armée de Hu Jingyi [mort de maladie quelques semaines plus tôt], qui est contrôlée depuis Luoyang et Kaifeng [les deux grandes villes du Henan]. Au nord de la rivière Wei au Shaanxi [autrement dit, la région du Weibei], c'est le général Tian qui règne, avec 20 000 hommes, son quartier général étant à Weinan, sur la rivière Wei, et non plus à Sanyuan comme il y a un an lorsque j'étais allé le voir [ce général Tian, qui était un vassal de Hu Jingyi, contrôlait en effet le périmètre du Weibei, et il était même président du comité du bureau d'ingénierie hydraulique de Sanyuan — Hu Jingyi étant président d'honneur — lorsque Todd, à l'invitation de Li Yizhi, était venu visiter le site en avril 1924 et avait essayé de convaincre le général Tian de participer financièrement au projet]. (...) Liu Zhenhua est à présent un réfugié, il n'a pas de poste, et il vit à Taiyuan [la capitale du Shaanxi, où le seigneur de la guerre Yan Xishan l'avait recueilli]. Il semble que l'opinion locale dans le sud et le centre du Shaanxi ait réclamé sa destitution, parce que la population et les marchands ne voulaient pas le voir ramener dans la province l'armée de 20 ou 30 000 hommes qu'il avait emmenée pour aller combattre Hu Jingyi l'automne ou l'hiver dernier [en fait en février 1925]. À l'époque il se saisissait de tous les fonds à portée de la main pour financer son armée, et il passait vraiment au peigne fin un pays déjà fort mal en point. Le nouveau gouverneur militaire va probablement recruter plus de soldats pour porter son effectif actuel à 30 ou 40 000 hommes, afin de mieux contrebalancer le général Tian avec ses 20 000 soldats.

Tel est donc le tableau d'ensemble : des généraux à la tête d'armées importantes, qui se font la guerre ou se regardent en chiens de faïence, comme dans la vallée de la Wei au Shaanxi, et qui sont prêts à réquisitionner tout ce qui leur tombe sous la main, hommes et fonds, pour renforcer leurs effectifs. Superviser une administration locale ordonnée, sans même parler de développement, est le cadet de leurs soucis. En outre, même à l'intérieur des zones qu'ils sont supposés contrôler, ils ne sont pas capables d'exercer une très grande autorité, comme le suggère encore cette notation, un peu plus loin dans le même texte : « Quelqu'un qui circule de Xi'an à Tongguan à présent est obligé de passer par des postes militaires placés sous onze commandements différents, plus ou moins indépendants les uns des autres. » En d'autres termes, ceux qui contrôlaient réellement le terrain, même sur l'axe le plus fréquenté de la province (long d'environ 150 km, et dont nous savons par une étude de Todd publiée à peu près au même moment que c'était une route accessible aux voitures et aux camions⁸), c'étaient moins les généraux importants participant aux grandes manœuvres régionales ou nationales, que les petits militaristes locaux qui dépendaient théoriquement d'eux, mais en réalité vivaient sur le pays et étaient libres de rançonner le voyageur à leur guise : comme l'indiquent une quantité de témoignages, même les ressortissants des puissances étrangères ou les représentants d'organisations internationales comme la CIFRC ne pouvaient se déplacer sans tout un équipement de passeports, et une forte escorte armée.

Cette situation confuse perdure de toute évidence dans les mois qui suivent, alors que les grandes manœuvres entre seigneurs de la guerre dans les provinces de l'intérieur et du nord, et autour de Pékin, plongent le pays dans le chaos politique le plus complet. Je n'ai pas de raison d'essayer ne serait-ce que de résumer cette histoire, sauf à signaler un certain nombre de faits qui ont eu un impact direct sur la situation à Xi'an et dans la région du Guanzhong. Il y a essentiellement deux événements (ou développements) à mentionner, d'ailleurs liées entre eux du fait des grandes manœuvres en question.

Le premier, j'y ai déjà fait allusion, c'est le siège de Xi'an par les forces reconstituées de l'ex-gouverneur militaire Liu Zhenhua. Liu Zhenhua avait des comptes à régler. Hu Jingyi étant mort en avril 1925, peu après l'avoir défait, Liu Zhenhua s'attaque à présent au successeur de Hu Jingyi dans les fonctions de gouverneur du Henan et de commandant de la 2^e armée nationale (Guomin jun 國民軍). Ce successeur, un certain Yue Weijun 岳維峻, est originaire du Guanzhong, et c'était déjà le second de Hu Jingyi à l'époque de la l'Armée nationale de pacification, autour de 1920 : on est toujours dans le même petit milieu, mais à présent ces personnages exercent leurs talents sur un théâtre à l'échelle de toute la Chine du Nord. En tout cas, les forces considérables de Yue Weijun sont mises en déroute par celles de Liu Zhenhua, et il réussit tout juste à fuir et se réfugier au Shanxi (comme Liu Zhenhua un an plus tôt).

Un autre ancien lieutenant de Hu Jingyi, Li Huchen 李虎臣, qui porte en principe le titre de gouverneur militaire du Shaanxi mais ne semble pas y avoir mis les pieds jusqu'alors, réussit après la même bataille à s'enfuir avec quelques troupes jusque dans les environs de Xi'an. Là, il retrouve un autre général originaire du Shaanxi, lui aussi un ancien de l'Armée nationale de pacification, qui n'est autre que Yang Hucheng, que nous retrouverons donc fin 1930 comme gouverneur de la province et protecteur officiel du chantier du canal Jinghui⁹. Mais en 1926 Li Huchen et Yang Hucheng n'ont entre eux qu'une vingtaine de milliers d'hommes démoralisés, et lorsque Liu Zhenhua fait irruption dans la province ils ne font pas le poids devant ses forces, et se laissent enfermer dans Xi'an.

Le siège de Xi'an, avec les souffrances effroyables qu'il a entraînées, a déjà été beaucoup raconté, et il serait trop éloigné de mon sujet d'y ajouter certains témoignages que j'ai trouvés

⁸ Todd, « Present condition of motor roads in China », *Journal of the Association of Chinese and American Engineers*, vol. VI, no. 6 (juin 1925), p. 62-69.

⁹ D'après Xu Youcheng et Xu Xiaobin, *Yu Youren zhuan*, p. 149, c'est Yu Youren qui aurait télégraphié à Yang Hucheng de se porter au secours de Xi'an.

soit dans les *Wenshi ziliao*, soit dans des rapports envoyés par des missionnaires qui étaient restés dans la ville. Si le siège a duré 8 mois, c'est que Xi'an était solidement défendue — tous ceux qui l'ont visitée connaissent son impressionnante muraille —, et que de son côté Liu Zhenhua avait disposé des défenses hermétiques tout autour, et que toute sortie était donc impossible : en fait, il manifestait publiquement une volonté d'anéantir définitivement et sans rémission ses adversaires qui est assez rare dans l'histoire des conflits entre seigneurs de la guerre. Les combats semblent en effet avoir été d'une violence extrême, et les destructions dans toute la région ont été considérables. En réalité presque toutes les villes du Guanzhong, notamment celles de la région du Weibei, font l'objet d'attaques répétées, certaines changent plusieurs fois de mains, et ceci n'a fait que renforcer la tendance des seigneurs de la guerre locaux à se replier sur leurs territoires respectifs et à s'enfermer dans leurs villes, protégés derrière leurs murailles et accumulant les armements et les réserves¹⁰.

Or, ces potentats locaux vivant en autarcie et rebelles à tout contrôle, Feng Yuxiang et Yu Youren vont les retrouver en face d'eux une fois qu'il auront délivré Xi'an à la fin de 1926. Et c'est là que nous retrouvons le second développement dont je parlais. Ce développement, c'est la conversion de Feng Yuxiang à l'alliance avec le régime sudiste du Guomindang, toujours pendant cette année 1926, sous l'influence en particulier de Yu Youren, qui était alors un personnage important du Guomindang révolutionnaire et un des acteurs de l'alliance stratégique avec les communistes et avec l'URSS. Si Feng Yuxiang s'est laissé ainsi convertir, c'est en grande partie par opportunisme, cela va sans dire. L'Armée nationale (Guominjun) qu'il avait créée fin 1924 après s'être retourné contre ses alliés et s'être emparé de Pékin — de concert avec Hu Jingyi, désormais chef de la 2^e armée nationale —, l'Armée nationale de Feng Yuxiang avait dû se replier en Mongolie intérieure, et elle était en mauvaise posture, matériellement et militairement. D'où le voyage passablement rocambolesque à Moscou, en compagnie de Yu Youren et de Li Dazhao (un leader communiste fameux, qui faisait alors la liaison avec le Guomindang), où Feng Yuxiang avait négocié une aide militaire en échange de son alliance avec le Guomindang soutenu par l'URSS — du Guomindang, dont il va devenir pour un temps un membre éminent et un des principaux généraux engagés dans l'unification de la Chine.

J'ai rapidement évoqué le retour de Feng Yuxiang en Mongolie, la marche de son armée reconstituée à travers le Gansu et l'ouest du Shaanxi, et la contre-attaque victorieuse contre les troupes de Liu Zhenhua. Celui qui supervise les opérations sur place, en fait, c'est Yu Youren, qui a regagné son district natal de Sanyuan dont il avait été expulsé par Hu Jingyi six ans plus tôt, en 1921 ; Feng Yuxiang en personne n'arrive à Xi'an qu'au début de 1927. Yu Youren est désigné comme commandant en chef de la province, et pendant quelques mois la région va vivre, comme je l'avais dit, sous un régime authentiquement révolutionnaire ; mais aussi — j'y ai fait allusion tout à l'heure — sans que les projets de développements soumis par Li Yizhi à son vieux condisciple Yu Youren ne rencontrent la moindre chance de se réaliser.

Je commencerai mon prochain exposé en évoquant cette phase cruciale de l'histoire du Guanzhong, et surtout les difficultés qui ont été tout de suite rencontrées — les frictions entre Yu Youren et Feng Yuxiang (dont Zhang Fang a été le témoin direct), l'incapacité à éradiquer le militarisme local, et en fin de compte la replongée de la région dans trois des années les plus noires de son histoire au 20^e siècle.

L'issue, bien sûr, après 1930, devra beaucoup aux organisations philanthropiques, aux ingénieurs, et surtout à la fin du régime des seigneurs de la guerre.

¹⁰ D'après le rapport du comité CIFRC du Shaanxi pour 1928, à part Xi'an ont été assiégées Sanyuan, Jingyang, Xianyang, Zhouzhi, et Tongzhou.

15/2/06

Au moment de m'interrompre la semaine dernière j'étais engagé, vous vous en souvenez, dans un survol de l'histoire politico-militaire de la province du Shaanxi au cours des années 1920 — survol qui doit nous mener à ces deux grandes articulations que sont l'intermède du gouvernement révolutionnaire installé à Xi'an pendant les premiers mois de 1927 (nous allons y arriver dans un instant), et, surtout, l'installation définitive du régime nationaliste dans la région après 1930, qui coïncide donc avec le démarrage, à la fin du compte, du fameux projet d'irrigation du Weibei dont je vous ai déjà abondamment entretenus. Comme je l'ai dit, retracer cette histoire politique et militaire — sans parler de l'histoire économique, dont je m'occuperai également — nous permet de mieux comprendre par quel chemin on est arrivé à ce tournant dramatique qui s'amorce à la fin de 1930 ; et elle nous permettra aussi de faire intervenir ces organismes philanthropiques qui sont un autre versant de mon sujet, car ils ont joué un rôle crucial dans la sortie de crise.

Je m'étais donc arrêté, il y a huit jours, au tournant des années 1926 et 1927. J'avais parlé du siège de Xi'an par l'ancien gouverneur Liu Zhenhua, qui dure d'avril à novembre 1926, et j'avais bien sûr évoqué les dégâts et les souffrances considérables causés par cet épisode, non seulement dans la capitale de la province et dans ses environs immédiats, mais encore dans toute la région. J'en redirai un mot tout à l'heure, mais il suffit de rappeler que ce n'est pas seulement Xi'an, mais aussi un certain nombre de villes du Guanzhong qui ont été assiégées par l'armée de Liu Zhenhua en 1926, et qui ont été défendues par les seigneurs de la guerre locaux qui y étaient installés, parfois depuis longtemps ; et le résultat, c'est qu'au sortir de cet épisode les seigneurs de la guerre considèrent plus que jamais les villes et les territoires qu'ils ont réussi à conserver comme des fiefs personnels, dont il est très difficile de les déloger, même si la plupart d'entre eux sont en théorie des généraux de l'armée régulière de la province, et que le commandement est supposé pouvoir les muter ou les déplacer comme il le souhaite. Je redirai plus tard un mot des problèmes que cela a soulevés, et des conséquences qui en ont résulté pour l'histoire de la région en général.

Comme j'avais eu également le temps de le mentionner, si en fin de compte Liu Zhenhua a dû abandonner le siège de Xi'an — dont il était par ailleurs convaincu (il l'a dit) qu'il n'avait plus besoin que de quelques semaines pour faire tomber la ville —, c'est grâce à l'intervention des forces de Feng Yuxiang à la fin de 1926 ; et si ces forces sont intervenues, c'est à cause de ce que j'ai appelé la « conversion politique », quelques mois plus tôt, dudit Feng Yuxiang en faveur du Guomindang. Et là, il faut que je revienne un peu sur ce point — et même plus qu'un peu, puisque je vais y consacrer l'essentiel de mon exposé d'aujourd'hui —, car le parcours de Feng Yuxiang et ses multiples changements d'alliance ont eu un impact très direct sur l'histoire qui nous concerne.

Feng Yuxiang n'était pas originaire du Shaanxi, comme la plupart des personnages que j'ai mentionnés jusqu'ici ; il était né au Zhili, d'un père soldat originaire du Anhui. Il avait lui-même commencé sa carrière comme simple soldat à la fin de la dynastie des Qing, sous laquelle il était peu à peu monté en grade dans l'armée du Nord de Yuan Shikai (le futur président de la république). Contrairement à tous ces intellectuels et à tous ces officiers du Shaanxi dont j'ai parlé la semaine dernière, et en dépit d'un flirt de courte durée avec la Ligue jurée de Sun Yat-sen au moment de la rébellion militaire qui a fait tomber les Qing en 1911 — et contrairement aussi à ce qu'il a prétendu par la suite —, il n'a jamais appartenu au mouvement révolutionnaire qui s'était développé dans les dernières années des Qing. Après 1911 il poursuit une carrière purement militaire au sein de l'armée du Beiyang, et au service du régime de Yuan Shikai. C'est d'ailleurs dans cette qualité qu'il va être envoyé une première fois au Shaanxi, en 1914, sous le commandement d'un certain Lu Jianzhang 陸建章 (rencontré

l'année dernière) qui est un fidèle entre les fidèles de Yuan Shikai, et dont Feng Yuxiang est un des protégés. Lu Jianzhang est chargé de pourchasser un groupe de paysans en rébellion, mais sa véritable mission, c'est de pourchasser les éléments révolutionnaires et les partisans de l'autonomie provinciale qui tiennent alors le haut du pavé au Shaanxi, et d'y imposer le pouvoir de Pékin et de Yuan Shikai. Grâce à sa collaboration efficace, Feng Yuxiang reçoit le commandement d'une brigade indépendante, et c'est cette brigade qui va devenir le noyau de sa future armée de seigneur de la guerre.

Quand il réapparaît au Shaanxi en 1921 (il en était reparti en 1916), Feng Yuxiang est déjà un personnage beaucoup plus important ; pour le grand public il est devenu le « général chrétien » (il s'était fait baptiser en 1914), ce qui lui vaut également une certaine popularité auprès des étrangers, au moins pour un temps ; et il est fameux pour la discipline qu'il sait faire régner parmi ses troupes, en quoi il se distingue assurément de ses collègues seigneurs de la guerre. En 1921, donc, il a été chargé avec d'autres de récupérer la province pour le compte de la clique militariste du Zhili, qui l'année précédente avait vaincu sur les champs de bataille sa rivale la clique Anfu — il faut donc remplacer le gouverneur militaire, qui émargeait justement au groupe Anfu. Feng Yuxiang s'empare de Xi'an et en chasse donc le gouverneur en place, c'est-à-dire le peu glorieux Chen Shufan (que j'ai évoqué la dernière fois) ; et après quelques épisodes rocambolesques il se retrouve général d'une division (c'est toujours son armée personnelle), et, à son tour, gouverneur militaire du Shaanxi. Là, il réussit à réduire le mouvement dissident de l'Armée nationale de pacification (la Jingguo jun) et à se rallier son officier le plus influent, c'est-à-dire Hu Jingyi, que nous avons déjà rencontré. Je ne reviens pas sur ses efforts pour rétablir l'ordre dans la région, réduire le banditisme, construire des infrastructures et développer l'économie, puisque j'en avais parlé l'an dernier. Aussi bien, ces efforts n'ont dans la réalité pas abouti à grand-chose, car le désordre et l'insécurité continuaient de régner partout, et de toute façon Feng Yuxiang a été rappelé au Henan (où il était précédemment basé) au bout de quelques mois, afin de participer à la première guerre entre les cliques du Zhili et du Fengtian (en avril 1922). En matière d'infrastructures, malgré tout, il semble bien avoir au moins parlé pendant son court séjour au Shaanxi de développer l'irrigation, mais ça n'est de toute évidence pas allé plus loin ; en revanche, c'est apparemment grâce à ses efforts (c'est-à-dire à ceux de sa troupe) que la route de Tongguan à Xi'an a été alors rendue carrossable (comme le remarquait Todd, nous l'avons vu, dans un article de 1925).

Quoi qu'il en soit, dans les deux années qui suivent Feng Yuxiang et son armée deviennent une force majeure au sein de la clique des seigneurs de la guerre du Zhili. Celle-ci est dominée par le général Wu Peifu 吳佩孚, que la presse étrangère de l'époque célèbre volontiers comme un fin lettré (un « général confucéen ») et comme un des grands espoirs de la Chine ; mais Feng Yuxiang se considère comme pauvrement traité par Wu Peifu, et, ainsi que je l'ai déjà dit, au moment de la deuxième guerre entre les cliques du Zhili et du Fengtian, en octobre 1924, il se retourne contre lui, s'empare de Pékin, et rompt avec le système du Zhili en renommant ses forces l'« Armée nationale » (Guomin jun 國民軍). (Du même coup, les forces de Hu Jingyi, qui s'était joint au complot, deviennent la 2^e Armée nationale.) Mais comme les relations de Feng Yuxiang se dégradent rapidement avec son nouvel allié Zhang Zuolin 張作霖, le patron de la clique du Fengtian (qu'à l'origine il était supposé aller attaquer), il doit progressivement abandonner ses bases à Tianjin et à Pékin et replier sa nouvelle « Armée nationale » au nord de la Grande Muraille.

Et c'est donc dans cette situation délicate, aussi bien politiquement que militairement, et, surtout, financièrement, que s'opère ce que j'ai appelé la « conversion » de Feng Yuxiang aux idées révolutionnaires propagées par le Guomindang. Pourquoi ? Parce qu'à ce moment, comme nous l'avons déjà vu, le Guomindang et le Parti communiste chinois sont alliés, et que le « front uni » ainsi formé est soutenu par l'URSS et conseillé par des agents du Komintern ; et c'est donc vers l'URSS que va se tourner Feng Yuxiang en quête d'aide militaire. Beaucoup de

personnes sont intervenues dans les marchandages triangulaires entre Feng Yuxiang, le Guomindang et les Soviétiques — marchandages dont la chronologie exacte n'est d'ailleurs pas toujours d'une parfaite clarté en raison des contradictions ou des à peu près des différentes sources. Leurs tractations semblent en tout cas avoir porté leurs premiers fruits dès le début de 1925, Feng Yuxiang acceptant la présence de commissaires politiques du Guomindang dans son armée en échange d'armes, de munitions et d'instructeurs soviétiques¹¹.

Si au départ le versant politique de l'accord ne l'enthousiasme pas beaucoup, il semble néanmoins que Feng Yuxiang se soit familiarisé très vite avec les idées du Sunyatsénisme, et qu'il se soit laissé persuader non seulement d'envisager une coopération militaire avec le Guomindang, mais aussi de se rendre en URSS pour élargir son horizon politique. Pour ce qui concerne le rapprochement avec le Guomindang, outre les intérêts stratégiques immédiats de Feng Yuxiang, dont la carrière de seigneur de la guerre était à ce moment dans une mauvaise passe, comme je l'ai dit, il y avait aussi, il ne faut pas l'oublier, la vague anti-étrangère qui englobait la Chine à ce moment, attisée encore par l'incident du 30 mai 1925 au cours duquel des policiers commandés par des Anglais tirèrent sur une manifestation d'étudiants à Shanghai en faisant de nombreuses victimes. Feng Yuxiang ne pouvait qu'éprouver de la sympathie pour la rhétorique anti-impérialiste du Parti nationaliste ; et cette rhétorique, il l'a reprise à son compte avec usure, non seulement après l'incident du 30 mai, mais encore pendant toutes ces années.

Cela étant, les deux principaux agents de sa conversion aux idées révolutionnaires en 1925 sont apparemment Yu Youren, l'ancien *leader* de l'Armée de pacification nationale, très proche de Sun Yat-sen jusqu'à la mort de celui-ci le 12 mars 1925 — donc exactement pendant la même période —, et qui avait été envoyé par le Guomindang à Pékin pour établir le contact avec Feng Yuxiang ; et Li Dazhao 李大釗. Certaines sources suggèrent qu'en fait c'est celui-ci qui aurait été le *primus movens*. Li Dazhao était, comme on le sait, l'un des fondateurs du Parti communiste chinois et un de ses intellectuels les plus en vue ; mais c'était également un partisan fervent du front uni avec le Guomindang — le Guomindang dont il était par ailleurs un membre important et dont il avait la responsabilité des affaires en Chine du Nord (la possibilité de double appartenance était en effet l'un des traits remarquables du front uni). En tout cas, Li Dazhao semble avoir été le premier à avoir des contacts directs avec Feng Yuxiang ou avec ses représentants (Feng Yuxiang s'était déjà replié en Mongolie intérieure). Par la suite en revanche, toute une pléiade de cadres communistes et nationalistes, Yu Youren en tête, et sans parler de Borodine, le célèbre représentant du Komintern en Chine, vont participer aux négociations avec Feng Yuxiang, vont mettre au point la coopération militaire et politique entre son Armée nationale et l'armée nationaliste révolutionnaire du gouvernement de Canton, et vont l'encourager à faire le voyage à Moscou ; et un peu plus tard, sur le chemin de Moscou, les mêmes finiront par le décider à adhérer formellement au parti nationaliste.

Feng Yuxiang arrive à Moscou au mois de mai 1926 ; il y est reçu par les plus hautes autorités de l'Union soviétique (il n'est pas sûr qu'il ait rencontré Staline, mais nous savons qu'il a parlé révolution avec Trotsky), et il négocie de nouvelles livraisons d'armes. Deux mois plus tard il est rejoint à Moscou par Yu Youren, à l'instigation de Li Dazhao d'après certaines sources¹², qui l'aurait chargé de le convaincre de rentrer rapidement en Chine. C'est qu'en effet le gouvernement de Canton vient de lancer, exactement au même moment (i.e. en juillet 1926) l'expédition au nord — la Beifa 北伐, dont l'objectif est de réunifier la Chine ; et le plan est d'y faire participer l'Armée nationale de Feng Yuxiang.

¹¹ Sheridan, *Chinese Warlord*, p. 164 sq. ; mais comparer Zhang Fang, *Fengyu manman sishi nian*, p. 254 sq., et Jiang Tiesheng 蔣鐵生, *Feng Yuxiang nianpu* 馮玉祥年譜 (Jinan, 2003), p. 68 sq.

¹² Xu Youcheng et Xu Xiaobin, *Yu Youren zhuan*, p. 149. C'est eux qui disent (p. 151) Que Feng et Yu Youren ont brièvement rencontré Staline et Molotov à l'occasion d'une cérémonie.

Et nous retrouvons là le fil de notre histoire du Shaanxi. Feng Yuxiang quitte Moscou au mois d'août et, après un voyage de retour un peu mouvementé — au cours duquel il apprend sa désignation comme membre du gouvernement nationaliste, grâce à la radio dont est équipé un conseiller soviétique et qui permet de communiquer avec Canton —, il se retrouve en Mongolie intérieure, au lieu dit Wuyuan 五原; et là, le 17 septembre, devant les troupes rassemblées, il prononce le fameux serment de Wuyuan par lequel il s'engage à abattre l'impérialisme et les seigneurs de la guerre bradeurs de la patrie, à la tête de l'ensemble de ses forces, et au service du Guomindang. Le texte du serment a été élégamment rédigé par le lettré Yu Youren, lequel remet également à Feng Yuxiang le drapeau du Guomindang et les insignes de commandant en chef de ce qui s'appelle désormais l'Armée nationale alliée (Guomin lianjun 聯軍) — c'est-à-dire, alliée à l'armée Nationaliste révolutionnaire des Cantonais (Guomin geming jun), avec laquelle elle doit faire sa jonction pour reconquérir la Chine du Nord et Pékin, alors aux mains de Zhang Zuolin. La stratégie a été définie, par Li Dazhao lui-même, dans une lettre que Yu Youren aurait remise à Feng Yuxiang à Moscou : partir du Gansu (la seule province aux mains de la Guominjun à ce moment), pénétrer au Shaanxi par l'ouest, délivrer Xi'an assiégée, sortir du Shaanxi par Tongguan à l'est, faire la jonction avec les forces de Canton au Henan, et remonter ensemble vers le Nord pour anéantir les forces de Zhang Zuolin.

La fin du siège de Xi'an est donc un des éléments de ce grand plan. Yu Youren, placé à la tête d'un groupe de divisions de la nouvelle Armée nationale alliée qui se trouvent déjà basées au Gansu, la province voisine du Shaanxi, a la haute responsabilité de l'opération. Il va installer son quartier général dans son district natal de Sanyuan, dont il avait été expulsé par Hu Jingyi six ans plus tôt, en 1921 ; et Xi'an est délivrée à la fin de novembre, Feng Yuxiang en personne n'arrivant sur place, à la tête du gros de ses troupes, qu'au début de 1927. En fait tout était subordonné à la stratégie à long terme que je mentionnais à l'instant, dont les premières phases devaient être mises en œuvre avec la plus grande rapidité possible car, au moment du serment de Wuyuan, les armées de Canton avaient déjà atteint le Yangzi et s'apprêtaient à s'emparer de Wuhan : Feng Yuxiang avait à peine quelques mois pour opérer sa jonction avec elles.

Or, au moment de son retour d'URSS et de son arrivée à Wuyuan, une partie de ses forces venaient de faire retraite depuis la frontière du Hebei et de la Mongolie intérieure, et elles étaient dans le plus grand désarroi, sous-équipées, et d'une loyauté chancelante ; et le reste était dispersé entre les provinces de Mongolie intérieure et le Gansu, mal coordonné, et avec peu de moyens. Feng Yuxiang a donc dû se démener pour réorganiser l'Armée nationale et la remettre sur pied ; et en dépit de l'aide soviétique, malgré tout limitée (ne serait-ce que pour des raisons de géographie), l'effort a été d'abord supporté par les populations des territoires qu'il contrôlait, qui se sont vues taxer au maximum de leur capacité, alors qu'il s'agissait en règle générale de régions extrêmement pauvres.

De fait, cette priorité absolue donnée à la logistique et aux exigences de la guerre a obligé Feng Yuxiang à faire l'impasse sur certains principes de discipline financière qui lui avaient valu une bonne partie de sa réputation de chef d'armée ; et de la même façon, il a dû reporter à des jours meilleurs la mise en œuvre des mesures pour restaurer l'ordre social et développer l'économie qui lui avaient gagné une certaine popularité dans les provinces dont il avait été gouverneur militaire dans le passé. (Et aussi, comme je l'ai dit tout à l'heure, une certaine popularité auprès des étrangers. Un article du *Times* de Londres, en février 1927, à peu près à l'époque dont nous parlons, donc, ironise sur le fait que Feng Yuxiang avait su « se valoir une popularité facile auprès de missionnaires américains impressionnables en apprenant à ses troupes à chanter des hymnes chrétiens pendant la marche, et grâce à ses campagnes contre l'opiomane et le jeu » ; mais à présent, les étrangers le traitaient de « général bolchevique ».) Dans tous les cas, au moment où nous sommes arrivés Feng Yuxiang n'était plus un seigneur de la guerre avec un territoire à administrer : c'était désormais un général du Guomindang à qui était confié un théâtre d'opérations.

Or, cette approche militariste qui était à présent la sienne venait quelque peu en contradiction avec les théories révolutionnaires et la rhétorique prolétarienne qu'il avait apprises avec ses nouveaux amis du Guomindang et pendant son séjour à Moscou. Il faut en effet rappeler que la réorganisation de l'Armée nationale alliée a également été un processus extrêmement politique, et même militant. Les membres du parti communiste chinois revenus de Moscou avec Feng Yuxiang, ou affectés comme cadres politiques à la nouvelle armée du Nord-Ouest (comme on l'appelait également), étaient extrêmement nombreux — on y rencontrait même le jeune Deng Xiaoping —, et leur influence ne faisait qu'accentuer le côté gauchisant de l'avant-garde du Guomindang à cette époque. Le résultat, c'est que la difficulté de concilier, d'un côté, les principes non pas simplement de progrès social, mais bien de lutte des classes dont ils étaient supposés faire la propagande, et de l'autre, les nécessités de la guerre et de la reconquête du pays, lesquelles signifiaient une priorité absolue aux besoins des armées — que cette difficulté n'a pas cessé de créer des tensions au sein du mouvement, et d'abord au Shaanxi pendant la première moitié de l'année 1927. Sommairement, Yu Youren était alors le *leader* et le symbole de l'avant-garde révolutionnaire, tandis que Feng Yuxiang et ses lieutenants, qui concentraient toute leur attention sur les batailles à venir, se sont rapidement mis à freiner des quatre fers.

Or — et c'est là une digression qui peut être utile à ce point — ces batailles seraient nécessairement des affaires d'une grande ampleur, ruineuses, non seulement en hommes mais aussi en matériels et en munitions, et donc en financements. C'avait déjà été le cas des combats de 1925 et 1926 auxquels avait été mêlée l'armée de Feng Yuxiang, autour de Pékin et de Tianjin, et ensuite à la passe Nankou, la limite du Hebei et de la Mongolie, où elle s'était fortifiée et où elle avait subi pendant plusieurs mois les assauts des forces de Zhang Zuolin et de Wu Peifu — au moment exactement où son chef avait décidé de prendre un peu de champ en faisant le voyage de Moscou —, avant d'être contrainte de se replier vers le Nord. De nombreux spécialistes étrangers à l'époque soulignent que les armées qui s'affrontent alors un peu partout en Chine sont souvent très différentes des troupes des seigneurs de la guerre au début des années 1920 — lorsque les mêmes spécialistes se plaisaient volontiers à décrire les conflits entre seigneurs de la guerre comme une guerre d'opérette, menée par des gamins en haillons et à peine équipés, placés sous le commandement de chef qui se hâtaient d'arrêter les opérations et de s'adresser des télégrammes pour négocier quand ils voyaient que leur capital en hommes et en matériel risquait d'être par trop entamé¹³. Je pense par exemple au futur général Stilwell, observateur particulièrement averti, qui était à cette époque attaché militaire américain à Pékin, et dont j'avais évoqué la visite au Shaanxi sous le court règne de Feng Yuxiang en 1922.

Comme le constatent Stilwell et beaucoup d'autres, à partir de la deuxième guerre entre les cliques du Zhili et du Fengtian, en 1924, les combats deviennent beaucoup plus destructeurs, parce que les moyens déployés sont incomparablement plus importants et qu'en particulier les armements ont fait des progrès considérables, en qualité comme en quantité. Dans mes recherches sur le milieu des ingénieurs sino-américains au début de la période républicaine je suis tombé sur un article d'un certain Raphaelson, publié en avril 1926 dans le *Journal of the Association of Chinese and American Engineers*, intitulé « Making China effective in war » (Rendre la Chine efficace à la guerre). L'auteur de cet article montre que la Chine possède à cette époque une industrie d'armement dispersée et vétuste, certes, mais qui produit massivement et qui vient compléter efficacement les achats d'équipements plus modernes à l'étranger, la combinaison des deux permettant aux seigneurs de la guerre d'accumuler des arsenaux considérables, de s'équiper en mitrailleuses, d'avoir une artillerie performante, et même, pour certains, des avions. Il mentionne l'exemple des combats qui viennent de se

¹³ Là-dessus v. par exemple Arthur Waldron, « The Warlord: Twentieth-century Chinese understanding of violence, militarism, and imperialism », *American Historical Review*, 96/4 (1991), p. 1073-1100 (p. 1076), citant notamment un article de 1923 intitulé « Celestial Opera Bouffe », et notant le changement de perception à partir de 1924.

dérouler en Chine du nord, en 1925, à l'occasion desquels on a pu constater des progrès considérables en matière de professionnalisme, d'utilisation du matériel, etc., des progrès « appuyés sur un approvisionnement régulier en munitions permettant de livrer une guerre prolongée sur une échelle moderne ». Bref, conclut cet auteur, en matière d'armements au moins la Chine s'est résolument modernisée ; et cela, bien sûr, c'est grâce aux ingénieurs. (Et il cite encore l'enquête récente d'un général à la retraite américain qui semble avoir été très impressionné par la croissance des armées chinoises en taille et en efficacité, ainsi que par leur familiarité avec les méthodes et avec les armements modernes.)

Tel est donc, pour revenir à notre sujet, le contexte dans lequel Feng Yuxiang avait à envisager sa participation prochaine à la guerre qui était en train de se livrer au cœur de la Chine entre ses nouveaux alliés du Guomindang et la coalition qui tenait encore le Nord du pays. Et telles étaient les contraintes qui sans nul doute occupaient le devant de sa pensée et déterminaient la plupart de ses décisions.

Or, il en allait certainement autrement avec celui qui avait été son mentor politique pendant les derniers mois, et avec qui il a formé une sorte de duumvirat à Xi'an pendant quelques mois au début de 1927, c'est-à-dire, Yu Youren. Aussitôt Xi'an délivrée à la fin de novembre 1926, Yu Youren entre dans la ville et y installe son quartier général de « Commandant en chef de l'Armée Nationale alliée au Shaanxi » — puisque tel est son titre : *Guomin lianjun zhu Shaan zongsiling* 國民聯軍駐陝總司令. (C'est évidemment lui le *zongsiling* à qui Li Yizhi avait adressé un grand plan de développement économique, sans doute dès la fin 1926, qui avait été ignoré, alors qu'ils se connaissaient depuis longtemps.) Avec ce titre il va en fait assumer pendant quelques mois la totalité des pouvoirs au Shaanxi, aussi bien militaires que civils, à quoi s'ajoute qu'il a la charge des affaires du Parti, et de ce qu'on appelle le mouvement de masse ; et c'est bien dans le domaine des affaires civiles et politiques qu'il va donner toute sa mesure. En effet, même si par deux fois dans sa carrière il s'est trouvé propulsé à la tête d'une armée révolutionnaire opérant dans sa province natale (la première était l'épisode de la Jingguo jun en 1918), Yu Youren n'est pas un soldat : il a toujours revendiqué sa qualité d'homme de lettres (et même de lettré, de *wenren*), et il est en effet fameux comme poète et comme calligraphe ; et il a toujours préféré déléguer les commandements militaires à des officiers proches de lui politiquement, tel, notamment, Hu Jingyi en 1918, et en 1926 un certain Deng Baoshan 鄧寶珊, un autre ancien de la Jingguo jun, qu'il nomme à cet effet « commandant en chef adjoint », en charge des affaires militaires.

En 1927 Yu Youren est incontestablement à l'apogée de sa carrière révolutionnaire. Il collabore en toute confiance, avec enthousiasme même, semble-t-il, avec les cadres communistes alliés au Guomindang depuis 1924, et l'on rapporte de lui dans ces années des discours incendiaires sur les méfaits de l'impérialisme mondial et sur la libération des classes opprimées ; et il conservera cette orientation gauchiste, si l'on peut dire, jusqu'au-delà de la rupture de Chiang Kai-shek avec les communistes, en avril 1927, et l'installation à Nankin d'un gouvernement nationaliste rival du gouvernement Guomindang de gauche transféré de Canton à Wuhan au mois de janvier, que Yu Youren considère comme seul légitime. C'est par la suite seulement que Yu Youren rejoindra le giron du gouvernement Guomindang dominé par Chiang Kai-shek, et en deviendra même un dignitaire respecté, sinon très influent politiquement — c'est d'ailleurs dans cette qualité que nous le verrons réapparaître en gloire au Shaanxi pendant la grande famine de 1929 et 1930.

Mais au début de 1927, c'est d'abord sous son influence que la capitale du Shaanxi devient pour une courte période « Xi'an la rouge », souvent comparée à « Hankou la rouge », c'est-à-dire Wuhan, la capitale nationaliste pour une brève durée¹⁴. (Les deux étaient d'ailleurs

¹⁴ Pour ce qui suit, Xu et Xu, *Yu Youren zhuan*, p. 158-161 ; Sheridan, *Chinese Warlord*, p. 209-216 (ne mentionne pas Yu Youren) ; Zhang Fang, *Fengyu manman*, p. 256-260.

en contact, le gouvernement de Wuhan envoyant de nombreux cadres et militants à Xi'an pour participer au mouvement.) Yu Youren nomme dans toutes les administrations des responsables appartenant à l'aile gauche du Guomindang ou au Parti communiste. Il crée aussi un Département de sécurité politique (*zhengzhi baoweibu* 政治保衛部), dirigé par un communiste, et qui dispose d'une troupe armée¹⁵.

Feng Yuxiang, de son côté, avait mis en place dès son retour d'URSS un département politique au sein de son armée, également peuplé de militants Guomindang et de communistes ; et à partir du moment où Feng Yuxiang est entré au Shaanxi avec le gros de ses troupes, en janvier 1927, y établissant son propre quartier général (celui de Yu Youren n'a d'autorité que sur le Shaanxi, alors que celui de Feng Yuxiang commande toutes les régions contrôlées par l'Armée nationale alliée), il est clair que ce département politique a été en première ligne pour établir des structures de propagande et d'organisation et pour maintenir l'enthousiasme révolutionnaire dans la région. Des commissaires politiques, parmi lesquels on compterait quelque 200 communistes (y compris Deng Xiaoping, de nouveau), sont affectés à toutes les unités de l'armée pour y faire de la propagande et de la formation. Pour leur enseigner la théorie révolutionnaire on ouvre à Xi'an un « Institut Sun Yat-sen » (*Zhongshan xueyuan*), et de même on établit une « École militaire Sun Yat-sen » (*Zhongshan junshi xuexiao*), dont il est dit quelque part qu'elle aurait formé plus de 700 cadres.

Aussi bien Yu Youren et ses alliés que le département politique de l'armée de Feng Yuxiang s'efforcent par ailleurs d'activer des mouvements de masse parmi les paysans et les ouvriers (encore que ces derniers ne doivent pas être très nombreux dans la région à cette époque), des mouvements par le canal desquels est propagée l'idéologie du tridémisme — les « trois principes du peuple » de Sun Yat-sen —, fortement teintée de marxisme-léninisme ; et des mouvements qui s'activent à encourager les paysans, les travailleurs, les étudiants, les femmes, les enseignants, à s'organiser pour défendre leurs droits, ce qui a pour conséquence une floraison d'associations en tous genres un peu partout à travers la région contrôlée par le nouveau régime. Cette orientation gauchisante est parfaitement symbolisée par les slogans calligraphiés par Yu Youren et gravés dans la pierre au moment où a été mise en place la branche provinciale du Guomindang, en janvier 1927 : « Tout le pouvoir revient au Parti », « Tous les bénéfices reviennent aux masses », et « Ouvriers, paysans, marchands, étudiants et soldats, unissez-vous ! » Un peu plus tard, en avril, est mise en place une « Association préparatoire pour l'instruction populaire obligatoire » (*qiangpo pingmin jiaoyu choubei hui*) — le terme *qiangpo jiaoyu* 強迫教育 est d'ailleurs curieusement coercitif pour « instruction obligatoire » (aujourd'hui on dirait plutôt *yiwu jiaoyu*). Le responsable de cette association est un cadre communiste, et son objectif est de « former les personnalités à la lutte concrète pour la révolution nationaliste, réaliser les principes de la nation, des droits du peuple et du bien-être du peuple [les trois principes de Sun Yat-sen, donc], parvenir à la révolution mondiale » : là encore, donc, une mixture de sunyatsénisme et de communisme. Il est d'ailleurs peu probable que le mouvement pour l'instruction populaire obligatoire ait eu un très grand effet sur le terrain, en dépit de l'organisation d'un meeting de masse à Xi'an pour le lancer, avec discours prononcés par Yu Youren et diverses autres personnalités.

Les rôles respectifs de Yu Youren et Feng Yuxiang, et des organisations qu'ils contrôlaient respectivement, dans ce prurit révolutionnaire qui saisit Xi'an et son hinterland pendant les premiers mois de 1927, sont difficiles à établir exactement. Le problème est que les sources ne

¹⁵ Ce chef est un certain Shi Kexuan 史可軒, qui est encore en place en juillet 1927 et essaye de se replier sur le nord du Shaanxi lorsque Feng Yuxiang le convoque à Luoyang, car il craint un piège. Mais sur le chemin il est capturé et exécuté par un militariste de Pucheng (semble-t-il téléguidé par Song Zheyuan, le représentant de Feng au Shaanxi) nommé Tian Shengchun 田生春. Cf. 陝西近現代名人錄 (第三集), comp. 陝西省中共黨史人物研究會, Xi'an, Xibei daxue chubanshe, 1995, p. 57.

parlent pas exactement de la même façon suivant que leur héros est l'un ou l'autre. Par exemple, l'ouvrage classique de James Sheridan sur Feng Yuxiang, qui remonte à 1966, et qui s'appuie beaucoup sur les sources émanant de Feng lui-même, comme son journal ou son autobiographie, ne parle que de lui et de son département politique : le nom de Yu Youren n'apparaît même pas dans le passage du livre consacré à cet épisode. En revanche la biographie de Yu Youren que j'ai consultée, publiée en Chine en 1997 — il est vrai qu'il en existe beaucoup d'autres —, sans omettre bien sûr le nom de Feng Yuxiang, présente malgré tout le mouvement comme essentiellement animé par Yu Youren et son propre quartier général, appuyés par une pléiade de militants communistes.

Une chose est claire cependant, c'est que Feng Yuxiang, même s'il était obligé de tolérer toute cette activité révolutionnaire en raison de ses liens avec le Guomindang et l'URSS, et même si, dans les faits, il avait lui-même adhéré dans un premier temps aux idées de ses nouveaux alliés — du moins tant qu'on restait dans les généralités, et surtout qu'on mettait en exergue des idées chères à son cœur, comme le combat contre l'impérialisme, la suppression des avantages spéciaux des étrangers en Chine ou la lutte contre la corruption — il est clair, donc, que Feng Yuxiang a commencé à s'impatiser à partir du moment où ces idées se sont traduites sur le terrain en termes de luttes concrètes et de revendications étrangères à ses grands projets de libération de la Chine, voire susceptibles de les compromettre. Tout particulièrement, l'agitation entretenue par les associations paysannes organisées dans un certain nombre de districts de la région — notamment, à Sanyuan, le pays de Yu Youren — pour non seulement développer l'agriculture et défendre les villages contre les bandits, mais aussi faire abolir les impôts jugés abusifs, exiger des réductions de rente, et combattre les potentats locaux (les « tyranneaux de village et notables oppresseurs », *tuhao lieshen* 土豪劣紳, comme on disait) — cette agitation, donc, qui débouchait parfois sur la violence, ne pouvait que heurter son sens de l'ordre et de la discipline. À cela s'ajoute que, quoi qu'il en eut du point de vue idéologique, le recours à ces fameux « impôts variés » (*zashui* 雜稅) extorqués par la contrainte, qui avaient toujours été la principale source de financement des seigneurs de la guerre, et contre lesquels luttait à présent les associations paysannes, lui étaient nécessaires pour maintenir son armée en état de marche, quitte à les justifier par des arguments patriotiques : c'est en recourant massivement à ces ponctions, nous l'avons vu, qu'il avait pu reconstituer son Armée nationale, et plus tard elles allaient être encore bien plus indispensables pour financer les divisions qu'il avait laissées en arrière au Shaanxi et au Gansu après être parti guerroyer en Chine centrale. Les exactions des corps d'armée dépendant de Feng Yuxiang — sans parler des seigneurs de la guerre locaux qui ont réussi à préserver leur indépendance — seront une des grandes causes de l'effroyable misère rurale pendant la famine de 1928-1930.

Mais en 1927 déjà la situation n'est pas brillante dans les campagnes du Guanzhong ; elle est même catastrophique. La raison immédiate à cela, ce sont les destructions et les pillages sans fin qui ont accompagné le siège de Xi'an pendant une grande partie de 1926 — et non seulement de Xi'an, mais encore d'autres villes, dont Xianyang 咸陽, juste au nord, de l'autre côté de la Wei (c'est là que se trouve aujourd'hui l'aéroport), ainsi que Jingyang 涇陽 et Sanyuan 三原, les deux principaux districts du périmètre d'irrigation du Weibei. Sur le siège de Xi'an et sur ses conséquences dans la région, nous disposons, parmi d'autres sources, du témoignage du comité provincial de la CIFRC, que l'on peut trouver dans les pages du rapport annuel de la Commission pour cette année (publié en 1927) ; ce témoignage est en outre complété par d'autres indications utiles au début du rapport pour 1928, qui revient sur les deux années précédentes.

Dans son rapport annuel pour 1926 (reproduit, donc, dans le rapport général de la Commission), le comité du Shaanxi commence par relater les circonstances du siège de la Xi'an. Pendant la durée du siège les membres du comité — parmi lesquels on compte un nombre significatif de missionnaires catholiques et protestants, mais aussi un militant bouddhiste

important que nous retrouverons plus tard, Kang Jiyao 康寄遙 — se sont trouvés totalement coupés du dehors, à tel point qu'ils n'ont même pas pu toucher le secours spécial qui leur était envoyé par la maison mère à Pékin ; mais ils ont malgré tout réussi à porter quelque secours aux habitants de la ville, qui mouraient littéralement de faim. (En fait, et pour être précis, l'un au moins des membres du Comité du Shaanxi n'était pas enfermé dans Xi'an : c'était son président, Li Yizhi, qui comme nous l'avions vu avait été bloqué au dehors au retour d'un voyage.) Le rapport mentionne aussi que, juste avant le siège, donc en avril 1926, environ une centaine de milliers d'habitants des villages autour de Xi'an étaient venus se réfugier à l'abri des murailles de la ville, et qu'ils n'avaient été autorisés par les assiégeants à en ressortir qu'à partir de la fin septembre. (Il n'est d'ailleurs pas impossible qu'une intervention de Li Yizhi, *via* un seigneur de la guerre sur le territoire duquel il avait reconstruit une digue et qui lui voulait du bien, ait joué un rôle pour convaincre Liu Zhenhua de les laisser repartir.)

En tout cas, la suite du rapport décrit dans les termes suivants la situation dans les campagnes avoisinantes après la fin du siège :

Une grande quantité de gens autour de Xi'an, et dans beaucoup d'autres endroits dans la province, sont encore dans une situation pitoyable. Ils rentrent chez eux pour trouver leurs maisons détruites. Dans certains cas ils ont été empêchés de récolter la récolte de printemps à cause de la guerre, et ont été empêchés de semer la récolte d'automne pour la même raison. Le prix du grain ne fait que monter. Le nouveau gouvernement [celui de Yu Youren, donc] a distribué quelques secours, mais il en faudrait beaucoup plus, et nous espérons que la Commission à Pékin nous accordera une aide importante pour la nouvelle année.

Ceci se trouve dans la version en anglais du rapport annuel de la CIFRC ; mais on peut noter (au passage, et sans que je sache si cela a une quelconque importance) que la version en chinois dit que le gouvernement de la province (elle ne parle pas de « nouveau gouvernement ») « n'a finalement *pas* émis de proclamation concernant les secours, si bien que nous ne pouvons qu'espérer que la Commission nous accordera des crédits ».

En d'autres termes — et alors que le rapport général de la CIFRC note que 1926 aurait été une très bonne année dans toutes les provinces, n'eussent été les misères entraînées par la soldatesque — au Shaanxi (en tout cas dans la région centrale de la province) l'année agricole a été bouleversée par la guerre, les déplacements de population, les pillages des armées, et la destruction des villages ; si bien que la région dans laquelle s'installent Yu Youren et Feng Yuxiang au lendemain du siège de Xi'an est déstabilisée, désorganisée, au bord de la famine, et qu'on peut imaginer que les programmes de mobilisation politique, et potentiellement d'agitation sociale, lancés depuis Xi'an ont eu pour effet d'accentuer encore les tensions.

Je parlais tout à l'heure de la contradiction, au moins jusqu'à un certain point, entre un Feng Yuxiang d'abord soucieux de renforcer sa machine militaire, et quelque peu dépassé par l'activisme politique qu'il avait laissé se développer au sein de ses forces, et un Yu Youren tendant au contraire à en remettre dans ce sens ; et je disais que les sources relatives à l'un ou à l'autre ne permettent pas d'entrevoir avec clarté comment ils arrivaient (ou plutôt, ne sont pas arrivés en fin de compte) à gérer cette contradiction. Or, nous disposons sur ce sujet d'une source précieuse, à laquelle j'ai déjà fait allusion, et qui est le témoignage détaillé et très libre de ton du général Zhang Fang 張鈺.

Zhang Fang, nous l'avions vu, faisait partie de la vieille garde révolutionnaire d'avant 1911 ; Yu Youren l'avait choisi comme lieutenant lorsqu'il avait pris la tête de la dissidence de l'Armée nationale de pacification, en 1918 ; et par ailleurs il connaissait à peu près tout le monde dans le milieu des seigneurs de la guerre de l'époque, grâce en particulier à ses connexions militaires. C'est ainsi qu'il nous dit être familier de Feng Yuxiang pour l'avoir beaucoup vu en 1914 lors de son premier séjour au Shaanxi, où lui-même servait dans le sud de

la province, et ensuite après son retour à Xi'an en 1921, lorsqu'il y avait été envoyé pour en déloger Chen Shufan. Il a donc la confiance aussi bien de Yu Youren que de Feng Yuxiang, et au début de 1927 l'un et l'autre lui envoient des émissaires pour lui demander de les rejoindre « pour discuter de toutes ces affaires » (*shangzhuo yiqie* 商酌一切) ; c'est donc ce qu'il fait, et il arrive à Xi'an dans le courant du mois de mars, où, pendant un peu plus de deux mois, il va voir quasi quotidiennement ses deux amis ; et il y a dans ses souvenirs cinq pages absolument passionnantes sur cet épisode.

L'ambiance politique à Xi'an, nous dit-il, est quelque chose qu'il n'avait jamais vu. Les meetings succèdent aux réunions, les murs sont couverts de slogans, tout le monde semble déborder d'enthousiasme et d'énergie. Mais il peut aussi constater que l'armée de Feng Yuxiang est, matériellement parlant, en assez piètre état. Depuis qu'elle a dû se replier depuis Pékin, moins d'un an avant, puis abandonner la passe Nankou, pour entreprendre son grand tour à travers les provinces pauvres de la Mongolie intérieure, puis sa rentrée en Chine propre après le serment de Wuyuan, ses approvisionnements ont toujours été dramatiquement insuffisants. Si, d'après Zhang Fang, qui après tout était un professionnel et s'y connaissait, un bon niveau de discipline a été rétabli depuis le retour d'URSS de Feng Yuxiang, en revanche l'intendance ne suit pas. La raison est simple : l'intendance, ce sont les impôts et les taxes levés au titre des « approvisionnements militaires » (*junliang* 軍糧) dans les régions traversées ; or, les régions du Ningxia et du Gansu traversées par l'Armée nationale alliée en route pour le Shaanxi sont extrêmement pauvres, et en outre (ce que Zhang Fang ne précise pas), le Gansu a déjà énormément souffert de l'occupation de l'Armée nationale, dès 1925, qui avait d'ailleurs suscité une rébellion générale des seigneurs de la guerre locaux. Et au Shaanxi, qui est également dans une situation économique terriblement précaire, comme nous venons de le voir, il y a de la concurrence.

Comme le rappelle en effet Zhang Fang — et comme toujours, pourrait-on ajouter —, le régime de Feng Yuxiang et Yu Youren installé à Xi'an ne contrôle en réalité pas beaucoup plus que la plaine du Guanzhong, où sont concentrées toutes ses divisions. Le sud de la province (la région de Hanzhong) est depuis plusieurs années aux mains d'un ancien associé de Liu Zhenhua ; et le nord — la région de Yan'an, où se trouve déjà une base communiste, et où se terminera la Longue marche en 1935, et plus au nord encore la région de Yulin, près de la Grande muraille — le nord du Shaanxi est aux mains d'une sorte de satrape local apparemment inamovible, vivant sur son domaine un peu comme un châtelain dans le *Roman des bords de l'eau*, un certain Jing Yuexiu 井岳秀 ; Jing Yuexiu, qui est un vieux compagnon de route de la révolution sunyatsénienne, s'est toujours fait attribuer des titres officiels de général ou de chef de la police, mais il est parfaitement indépendant dans sa région (on l'appelait le Roi de Yulin 榆林王). Et au Guanzhong même, il y a déjà sur place plusieurs seigneurs de la guerre dont les bases ont tenu bon pendant le siège de Xi'an, qui sont totalement indépendants, et qui n'acceptent pas d'ordres — c'est donc ce qu'on appelait alors des corps de troupe irréguliers (*zapai budui* 雜牌部隊) ; et il y a aussi plusieurs anciens généraux de l'armée de Hu Jingyi (la 2^e Armée nationale), devenue l'armée du Shaanxi, qui sont des natifs de la province et sont allés cantonner leurs armées çà et là depuis la fin du siège de Xi'an. Et bien sûr, chacun lève l'impôt dans son secteur et n'entend pas que d'autres viennent en faire autant. À Xi'an même, il ne reste plus rien depuis le siège (pas même du fil de fer pour fabriquer des coiffures militaires, dit Zhang Fang), les quelques dollars d'argents qu'a pu gratter la commission financière de l'administration de Yu Youren ont été engloutis par les dépenses militaires, et les soldats sont payés en assignats militaires spécialement imprimés pour l'occasion, mais que les marchands et les paysans n'acceptent pas, même s'il est tamponné dessus qu'ils peuvent être utilisés pour payer les impôts et les taxes (完糧納稅一律通用). Toute l'armée, depuis Feng Yuxiang en personne jusqu'aux simples soldats, se nourrit d'un brouet de grains et de légumes appelé

« brouet révolutionnaire » (*geming fan* 革命飯). Mais malgré ces privations, ajoute Zhang Fang, la discipline reste bonne, grâce à la combinaison des vieilles méthodes d'endoctrinement de Feng Yuxiang et des efforts des « travailleurs politiques » nouveau style.

Ces difficultés objectives expliquent pourquoi, toujours selon le même auteur, la coopération étroite qui s'était instaurée entre Yu Youren et Feng Yuxiang au début du nouveau régime au Shaanxi, leur identité apparente de vues dans le domaine politique, ont progressivement laissé entrevoir un certain nombre de contradictions, qu'il analyse avec une finesse assez rare dans les écrits conservés dans les *Wenshi ziliao* (où son texte est d'abord paru). Sans entrer dans le détail, il y a d'abord le problème des seigneurs de la guerre locaux, qui se sentent menacés par la puissante armée de Feng Yuxiang et qui craignent beaucoup les méthodes expéditives de celui-ci envers les militaristes récalcitrants, dont il avait déjà administré l'exemple en 1921. Comme la plupart sont des anciens de la *Jingguo jun*, Yu Youren tend à les protéger, et souhaiterait les rassembler sous son commandement et les garder provisoirement au Shaanxi pour réorganiser leurs forces ; Feng Yuxiang, au contraire, tient absolument à intégrer de suite à son armée ces gens trop indépendants et à les emmener sans attendre participer à l'Expédition au Nord.

Le conflit entre les régimes de Wuhan et de Nankin — entre le gouvernement du Guomindang de gauche et Chiang Kai-shek — est une autre source de frictions. Alors que Yu Youren est à fond pour Wuhan et veut isoler Chiang Kai-shek, Feng Yuxiang penche plutôt pour ce dernier et maintient des contacts réguliers avec lui, même s'il continue à dépendre formellement du gouvernement de Wuhan. En outre, comme nous l'avons déjà vu, le militantisme de ses collaborateurs communistes commence à lui peser, et les positions anti-communistes de Chiang Kai-shek — le fameux (et sanglant) coup de Shanghai contre les communistes et les syndicats, salué avec soulagement par la presse occidentale, date exactement de ce moment, avril 1927 — ce discours anti-communiste que lui transmettent avec insistance les émissaires de Chiang ne peut à ce moment que rencontrer un écho sympathique chez lui.

Le problème le plus pressant, de son point de vue, c'est l'aggravation de la crise fiscale au Shaanxi, due aux luttes paysannes contre les riches et les propriétaires (même s'il n'y a en fait pas beaucoup de grande propriété foncière et de tenure dans le Guanzhong, mais c'est une question sur laquelle je reviendrai), la fuite des gros contribuables qui vont se mettre à l'abri — les marchands du Shanxi en particulier —, etc. Zhang Fang relate de façon très vivante une discussion orageuse entre Feng Yuxiang et Yu Youren sur ce sujet, le second persistant à affirmer que la révolution doit s'appuyer sur les masses, et que si l'on met un frein aux mouvements de masse ça reviendra à enlever sa force à la révolution ; et le premier lui rétorquant : « Si on se contente d'activer les masses, alors nos armées, là, qu'est-ce qu'elles vont manger ? »

Zhang Fang rapporte d'autres scènes de ce genre, illustrant l'aliénation croissante entre les deux hommes, mais il n'est pas facile de savoir jusqu'où sont allés ces conflits et quelles ont été leurs conséquences exactes. La biographie de Yu Youren que je citais tout à l'heure affirme que le quartier général de Feng Yuxiang ignorait les décisions du quartier général de Yu Youren (qui avait compétence, je le rappelle, pour toutes les affaires de la province), et ne cessait de lui mettre des bâtons dans les roues, et elle va jusqu'à affirmer — ce qui paraît invraisemblable pour des raisons de chronologie, et parce que Zhang Fang l'aurait forcément dit — que Yu Youren, exaspéré, serait allé sans préavis s'isoler pendant deux mois dans un vieux temple au nord de Yaoxian (un district situé dans le nord du Weibei) et ne serait retourné à Xi'an que sur les instances de tous, tous partis confondus¹⁶ ! Quoi qu'il en soit de cet épisode, ce n'est jamais

¹⁶ La confusion est évidente avec un épisode rapporté par de nombreuses sources et qui date de 1920-1921, Yu Youren étant effectivement allé « bouder » (et écrire des poèmes) au Yaowangshan pendant plusieurs mois.

qu'un exemple parmi beaucoup d'autres des éclairages différents, et bien souvent des contradictions, que l'on rencontre en allant d'une source à l'autre — et je suis loin de les avoir encore toutes vues.

En tout cas, l'histoire incontestablement difficile du duumvirat de Feng Yuxiang et Yu Youren sur le Shaanxi s'arrête peu de temps après. Le 1^{er} mai 1927, Feng Yuxiang est nommé par le gouvernement de Wuhan général en chef du deuxième groupe d'armées de l'armée nationaliste révolutionnaire, et il reçoit l'ordre de rejoindre sans plus attendre le théâtre du Henan à la tête de ses troupes, ce qu'il entreprend en effet de faire quelques jours plus tard. Il envoie vers le sud plusieurs divisions pour attaquer directement le sud du Henan, et lui-même emmène le gros de l'armée vers l'est, et quitte le Shaanxi par Tongguan. À Tongguan il a une dernière entrevue avec Yu Youren, que d'après Zhang Fang il voudrait concilier ; mais ils n'arrivent toujours pas à s'accorder sur le problème posé par la rivalité entre le gouvernement que Chiang Kai-shek est en train de mettre en place à Nankin, et celui de Wuhan, qui en principe est toujours le gouvernement légitime du Guomindang : Yu Youren persiste à penser que l'attitude anti-communiste et anti-populaire de Chiang Kai-shek trahit l'héritage de Sun Yat-sen et qu'il faut rester strictement loyal au gouvernement de Wuhan, alors que pour Feng Yuxiang il vaut mieux rester neutre et tenter de réconcilier les deux parties afin de poursuivre victorieusement l'offensive vers le nord et anéantir les forces de Zhang Zuolin et de ses alliés.

Une fois entré au Henan, Feng Yuxiang parviendra assez facilement à progresser vers l'est et à faire sa jonction avec les troupes de l'expédition au nord (qui dépendent du gouvernement de Wuhan), dans la ville de Zhengzhou, au centre de la province. Yu Youren, lui, est resté en arrière au Shaanxi, mais pas pour longtemps. Il est en effet convoqué, ainsi que Feng Yuxiang, à une réunion qui doit se tenir à Zhengzhou afin de discuter avec les principaux membres du gouvernement de Wuhan de la stratégie future, et surtout en fait, d'associer Feng Yuxiang à la campagne anti-Chiang Kai-shek. Mais au cours de cette réunion, qui a lieu les 10 et 11 juin, Feng Yuxiang se montre extrêmement évasif à ce sujet (et de fait huit jours après il ira voir Chiang Kai-shek pour négocier avec lui) ; en revanche, il obtient de ses interlocuteurs l'instauration à Kaifeng (au Henan) d'une Commission gouvernementale du Guomindang regroupant les trois provinces du Henan, du Shaanxi et du Gansu, dont il sera le chef ; ainsi que de trois gouvernements provinciaux, placés sous la tutelle de cet organisme. En outre, il semble qu'il se soit déjà entendu secrètement avec Wang Jingwei, l'un des chefs du gouvernement de Wuhan, pour rompre avec les communistes, les expulser de toutes les institutions et de tous les comités où ils proliféraient, expulser les conseillers soviétiques, et mettre un terme aux mouvements de masse de paysans et d'ouvriers ; ce qui est en effet la politique qu'appliquera très peu de temps après Feng Yuxiang dans son domaine. Enfin, le gouvernement nouvellement créé du Shaanxi a été offert à celui qui en a actuellement la charge, Yu Youren.

Mais celui-ci n'en veut plus dans ces conditions. Dans une scène dont Zhang Fang semble bien avoir été témoin, il saute à la dernière seconde dans le train qui ramène chez eux les représentants du gouvernement de Wuhan, tandis que Feng Yuxiang lui crie depuis le quai « Tu ne peux pas y aller ! Descends tout de suite ! » (不要去！你快下来！). C'en est en tout cas fini définitivement de leur collaboration.

À partir de là Yu Youren disparaît donc de la scène du Shaanxi, du moins politiquement : il n'y reviendra plus tard qu'en visiteur, d'ailleurs accueilli comme une vedette. L'épisode révolutionnaire que j'ai évoqué aujourd'hui appartient désormais au passé, encore qu'il semble bien avoir laissé une sorte de tradition d'activisme de masse qui sera reprise, avec une rhétorique un peu différente il est vrai, lorsque Yang Hucheng reviendra comme chef du gouvernement provincial en 1930 et flirtera de nouveau avec les communistes. Mais, contrairement à Yu Youren, Feng Yuxiang va continuer d'exercer indirectement un impact considérable sur la province dans les trois années suivantes, et certainement pas pour le mieux.

Pour lui en effet, et maintenant qu'il est solidement installé au Henan, le Nord-Ouest (le Shaanxi et le Gansu) est devenu le grand arrière de son domaine, un grand arrière dont la vocation est d'appuyer ses grandes manœuvres militaires en Chine du Nord dans le cadre de la Beifa, où il compte bien être aussi fort que son allié Chiang Kai-shek plus à l'est. Plus tard d'ailleurs, ce sera le grand arrière de la coalition anti-Chiang Kai-shek qu'il formera avec son voisin du Shanxi, Yan Xishan 閻錫山, ainsi qu'avec le protéiforme Wang Jingwei — coalition dont la défaite en 1930 signifiera la fin définitive de sa carrière de seigneur de la guerre.

Cela étant, le problème immédiat pour Feng Yuxiang, c'est qu'une bonne partie du Shaanxi reste sous le contrôle effectif de seigneurs de la guerre locaux solidement retranchés dans leurs fiefs, qui ont platement refusé de l'accompagner lorsqu'il est allé rejoindre l'expédition du nord en mai, ainsi que de divers généraux qui, eux, sont partis mais semblent être rapidement revenus ; et c'est que cette situation a pour effet de diminuer considérablement le rendement fiscal de la province, et d'y rendre pratiquement impossible le maintien de l'ordre. En 1927 et en 1928 Feng Yuxiang va donc s'assurer que les généraux de l'Armée nationale qu'il a laissés en arrière, ou qu'il réaffecte au Shaanxi à cet effet, réduisent une à une les villes puissamment fortifiées où s'enferment ces potentats locaux aussitôt qu'on les menace. Je redirai au début de mon prochain exposé un mot de ces affaires, qui ont souvent été extrêmement sanglantes ; ce mot sera d'ailleurs bref, car l'histoire en est passablement confuse : je parlais à l'instant des contradictions, ou au minimum des incertitudes, que l'on rencontre dans les sources, et cela s'applique particulièrement à cette guerre prolongée entre les seigneurs de la guerre du Shaanxi et le régime de Feng Yuxiang, tant il est vrai qu'en dehors de quelques cas notoires et relativement bien documentés on n'est jamais sûr de qui contrôlait exactement quoi à tel moment.

Mais ce n'est pas une histoire qui nous éloigne de notre sujet, bien au contraire. Il n'est pour s'en convaincre que de voir dans les rapports du comité provincial de la CIFRC comment celui-ci comptait parmi ses premières tâches, dans ces années, la distribution de secours aux victimes civiles de ces affrontements. Au total, le degré extrême de militarisation de la région, la présence d'armées officielles ou rebelles avec des effectifs se comptant couramment par dizaines de milliers d'hommes, et avec des accumulations d'armements parfois stupéfiantes, le coût que tout cela représentait pour les populations locales, et bien sûr tous les dégâts entraînés par les combats que se livraient les uns et les autres — tout cela a compté pour beaucoup dans la spirale descendante où s'est enfoncée la province jusqu'à ce que la fin de la guerre civile et la mise en place d'un gouvernement provincial volontariste, ainsi que l'intervention massive des organisations philanthropiques, ne retournent la conjoncture après 1930.

22/2/06

J'ai terminé mon dernier cours en parlant de la « spirale descendante » où semble engagée (où *est* engagée) la région du Guanzhong à partir de 1927, si ce n'est avant. En fait, même si je n'en ai pas parlé autrement que de façon très générale, la même chose vaut pour tout le Nord-Ouest de la Chine. Il y aurait d'ailleurs lieu (soit dit en passant) de s'attarder sur cette notion de « Nord-Ouest » (Xibei 西北) et sur ce qu'elle représentait, en termes de conscience régionale, pour les auteurs et pour les acteurs de l'époque. (J'y reviendrai peut-être plus tard.) Disons que c'est un peu une notion à géométrie variable. En termes militaires par exemple, le Nord-ouest, entre 1926 et 1930, c'était la zone réservée à l'Armée Nationale (Guomin jun) de Feng Yuxiang, qu'on appelait aussi « l'Armée du Nord-Ouest » (Xibei jun) ; et cette zone du Nord-Ouest englobait non seulement les provinces du Shaanxi et du Gansu, mais encore la plus grande partie du Henan, ainsi que des bouts de Mongolie intérieure. Mais à la même époque certains rêvaient de plans de développement stratégique et économique, toujours sous l'appellation de « Nord-Ouest », qui allaient beaucoup plus loin vers l'ouest puisqu'ils englobaient le Shaanxi, le Gansu, et le Xinjiang, c'est-à-dire le Far-West chinois.

Mais pour revenir à la plaine du Guanzhong (c'est-à-dire la vallée de la Wei), je pense que nous en avons désormais suffisamment parlé pour que son unité politique et écologique aille de soi, et, par conséquent, le très fort sentiment d'appartenance régionale qui liait ses habitants : c'est la région métropolitaine du Shaanxi, historiquement la plus développée, et aussi celle qui a le plus grand potentiel de développement au sein du grand Nord-Ouest (comme on le verra dans les années 1930), et enfin la seule qui soit directement connectée avec les centres vitaux de la Chine intérieure ; sans parler du fait que dans les temps anciens c'était le centre vital de vastes empires qui dominaient toute l'Asie orientale, et qu'il y a donc une glorieuse tradition qu'on ne manque jamais d'invoquer. Or, dans le Guanzhong, après l'épisode révolutionnaire que j'ai évoqué la semaine dernière, c'est indiscutablement la dégringolade. Ou peut-être serait-il plus exact de dire que cet épisode, si remarquable soit-il à bien des égards, et si excitant à étudier, n'a pas été de nature à retourner une conjoncture qui n'avait pas cessé de se dégrader, fût-ce avec quelques rémissions, depuis le milieu des années 1910.

En 1927, donc, et jusqu'au tournant de la fin 1930, cette dégradation semble s'accélérer brutalement ; et c'est ce dont je vais commencer de parler aujourd'hui. Mais avant d'y venir je voudrais, sinon risquer une hypothèse, du moins faire un peu d'histoire fiction. Cet épisode révolutionnaire des six premiers mois de 1927 était à l'évidence porteur de grands espoirs. C'était la première fois, depuis les lendemains immédiats de la révolution de 1911, que la province (ou au moins son centre vital) était gouvernée par des gens dont l'ambition n'était pas simplement de se tailler un domaine protégé dont ils pussent extraire toutes les ressources pour renforcer leur pouvoir et pour leur propre enrichissement. En dépit de la confusion brouillonne, de l'autoritarisme et des excès en tous genres qui accompagnent inévitablement les programmes révolutionnaires de transformation de la société et des institutions lorsque leurs promoteurs se retrouvent soudain propulsés au pouvoir, comme ç'a été le cas à Xi'an à ce moment, les activistes comme Yu Youren et ses disciples, ou comme les militants communistes qui ont tellement influencé le mouvement, ou même comme Feng Yuxiang pendant cette période, avaient une *vision* ; ils voulaient sortir la société de son arriération politique et économique, et leur nationalisme même s'inscrivait dans une perspective de progrès de l'humanité, si utopique ait-elle pu être.

Mais, précisément, toutes ces ambitions ont été réduites à néant dans l'espace de quelques mois ; et s'il en a été ainsi, c'est d'abord pour des causes qui dépassaient largement le cadre d'une tentative locale de réforme de la société. D'une certaine manière, ces causes étaient

présentes dès le départ, puisque, comme nous l'avons vu, le Shaanxi reconquis par l'Armée nationale récemment alliée au Guomindang devait *en premier lieu* servir de tremplin pour la libération de la nation tout entière et pour sa régénération dans la ligne des idéaux de Sun Yat-sen. Autrement dit, les considérations stratégiques au niveau national primaient sur tout le reste, et c'est elles qui ont tout emporté au Shaanxi.

Mais essayons de supposer un instant (pur jeu de l'esprit, je l'admets) qu'il en ait été différemment : que Feng Yuxiang, son armée et ses commissaires politiques n'aient pas été contraints de quitter rapidement la province pour se joindre aux grandes manœuvres de l'expédition au nord en laissant derrière eux une situation encore en ébullition ; que Yu Youren et tous les militants qui s'activaient dans son entourage n'aient pas été réduits à l'impuissance et obligés d'abandonner la place en raison du choix de Feng Yuxiang en faveur de Chiang Kai-shek, de la déconfiture rapide du gouvernement progressiste de Wuhan, et de la rupture du front uni ; bref, qu'ils aient eu plus de temps devant eux, et moins de contraintes stratégiques et logistiques pour les gêner dans leurs projets. Il est difficile d'imaginer ce qui se serait passé, bien sûr — ou plutôt, on peut toujours imaginer ce qu'on veut. En fait, c'est surtout par rapport au projet hydraulique du Weibei que je me pose la question ; car, en admettant (hypothèse hasardeuse, encore une fois) que le nationalisme de gauche (et non celui de Chiang Kai-shek) l'ait emporté en Chine, au moins pour un temps, et que de ce fait le régime installé à Xi'an à la fin de 1926 ait pu se stabiliser, s'adapter, mettre peut-être de l'eau dans son vin, et acquérir aux yeux de ses interlocuteurs nationaux ou même internationaux une légitimité qu'aucun des régimes militaristes qui l'avaient précédé n'avait jamais eue, *alors* peut-être la combinaison entre volonté locale et aide extérieure — sans quoi rien ne pouvait être fait à ce moment, ne serait-ce que pour des raisons purement économiques — aurait-elle permis de relancer le projet, et à terme d'engager le cercle vertueux du développement, comme ç'a été le cas dans le courant des années 1930.

Comme je l'avais rappelé, la principale condition que mettait la CIFRC à appuyer financièrement le projet défendu avec tant de passion par Li Yizhi, c'était de pouvoir s'adresser à un gouvernement provincial à peu près stable, et qui parût capable de prendre des engagements, et de les respecter. C'est ce que Todd, le responsable des opérations d'ingénierie à la CIFRC, avait cru pouvoir envisager, bien à tort d'ailleurs, avec le gouverneur Liu Zhenhua en 1924. Et (là est mon hypothèse) c'est ce qu'il aurait pu de nouveau envisager si la coalition entre Guomindang et communistes arrivée aux affaires à Xi'an fin 1926 avait eu la possibilité de se stabiliser, de rétablir un certain ordre dans la région — fût-ce un ordre « révolutionnaire » —, et de réduire progressivement les passe-droit des seigneurs de la guerre encore installés dans un certain nombre de localités (un problème sur lequel je vais revenir tout à l'heure).

Même ces seigneurs de la guerre locaux, pourtant, n'étaient pas nécessairement un obstacle pour Todd, à condition bien sûr qu'ils fussent capables de faire preuve d'une certaine discipline, et d'entretenir des relations au moins formelles avec le gouvernement de la province — en d'autres termes, que ce ne fussent pas de simples prédateurs, et aussi (autre problème dont je reparlerai, mais plus tard) que ce ne fussent pas des promoteurs de la culture du pavot. Là encore, Todd et Li Yizhi avaient très bien pu s'entendre en 1924 avec le général qui était le patron *de facto* de la zone du Weibei.

Mais surtout, la présence d'un gouvernement révolutionnaire dans la province n'aurait sans doute pas été un obstacle, au contraire. Il se trouve en effet que pendant les mêmes mois exactement où Yu Youren et Feng Yuxiang se débattaient pour consolider leur position au Shaanxi, Todd avait établi les meilleurs rapports avec les responsables du gouvernement du Guomindang (dont certains ministres étaient communistes), d'abord à Canton et ensuite à Wuhan, où, je vous le rappelle, ledit gouvernement était allé s'installer pendant les premiers mois de 1927, contre l'avis d'ailleurs de Chiang Kai-shek (d'où la rupture entre les deux qui

intervient au mois d'avril). Je n'ai pas moi-même consulté les dossiers relatifs à cet épisode dans les archives de Todd, mais il est relaté avec quelque détail dans la thèse déjà ancienne (1977) de Michele Fisher sur la carrière de Todd en Chine.

Todd, donc, avait proposé aux autorités du Guomindang d'ouvrir une branche de la CIFRC au Guangdong (où il n'y en avait pas), et il leur avait offert la collaboration de celle qui existait déjà au Hubei. Il avait en particulier fait approuver par le gouvernement de Wuhan le principe d'une collaboration avec la CIFRC pour remettre en état diverses digues importantes qui protégeaient (depuis des siècles) la plaine centrale du Hubei et la ville même de Wuhan des crues annuelles du Yangzi, lesquelles digues avaient été très négligées par les seigneurs de la guerre au pouvoir dans la région pendant les années précédentes. Et il avait en effet fait venir de Pékin une équipe d'ingénieurs, obtenu de la CIFRC des crédits importants, et réussi à mener à bien plusieurs chantiers dans des conditions d'ailleurs assez périlleuses, car la région était toujours en état de guerre. Mieux même, il avait réussi à négocier avec Borodine, le tout-puissant conseiller soviétique auprès du gouvernement de Wuhan, un accord avec les syndicats d'inspiration communiste qui fleurissaient alors dans la région, et qui se montraient excessivement agressifs dans leurs revendications : il avait fait obtenir qu'ils acceptent un gel des salaires afin que les chantiers puissent continuer jusqu'au bout sans dépasser le budget qu'il était arrivé à réunir.

Todd avait en fait des sympathies de gauche ; un de ses frères, qui était journaliste et dont il semble avoir été très proche, entretenait des liens assez étroits avec l'URSS ; et Todd était également très ami avec certaines personnalités américaines de Chine qui se faisaient les chantres du régime de Canton et de la révolution. Et il n'avait pas hésité à proclamer dans divers articles et interviews qu'à son avis la révolution nationaliste et ses alliés communistes étaient à présent le grand espoir de la Chine, et qu'ils avaient vocation à réunifier le pays. Or, le moins qu'on puisse dire, c'est que cet enthousiasme de Todd pour le régime de Wuhan ne faisait pas l'unanimité à la CIFRC (à Pékin, donc) — ou plutôt, il faisait l'unanimité *contre lui*, en tout cas de la part des membres chinois du bureau exécutif. Beaucoup de ces membres chinois entretenaient en effet les meilleures relations avec les autorités en place à Pékin, qui étaient placées à cette époque sous la protection de Zhang Zuolin, et que l'expédition au nord des nationalistes avait précisément pour objectif de chasser du pouvoir, comme elle allait en effet le faire l'année suivante. (Cette remarque pourrait d'ailleurs être étendue à d'autres milieux. Par exemple, en parcourant la revue de l'Association des ingénieurs chinois et américains, qui était basée à Pékin, il est frappant de voir à quel point cette association entretenait des liens étroits avec les technocrates de ce qu'on appelait la « clique des communications » au sein du gouvernement du Nord, dont certains étaient d'ailleurs eux-mêmes des ingénieurs, notamment des ingénieurs ferroviaires ; si bien qu'après 1927 la réadaptation aux nouvelles autorités de Nankin avait causé quelques difficultés. Mais c'est un point sur lequel je reviendrai un jour plus en détail.)

Quant aux étrangers résidant en Chine — pour revenir à notre histoire —, ils avaient alors très peur de « Hankou la rouge » et des bolcheviques (puisque c'est ainsi qu'on parlait du régime de Wuhan) ; et en outre, les nationalistes n'avaient pas amélioré leur image en laissant leurs troupes malmenier les étrangers de Nankin, et même faire quelques victimes parmi eux, au moment de la prise de la ville en mars 1927. Tout cela pour dire, donc, que l'attitude de Todd était plutôt mal vue dans les milieux d'expatriés qu'il fréquentait à Pékin ou Tianjin, et parmi lesquels se recrutaient les responsables non chinois de la CIFRC.

Pourtant, même s'il s'est fait dûment chapitrer pour le manque de neutralité dont il avait fait preuve en exprimant publiquement son soutien aux nationalistes — alors que, de par ses statuts mêmes, la CIFRC était supposée ne pas faire de politique —, Todd n'en a pas moins réussi à obtenir du comité de direction les financements dont il avait besoin pour ses projets sur le Yangzi. Et c'est bien là où je voulais en venir : à supposer que le régime révolutionnaire de

Xi'an ne se soit pas désintégré au bout de quelques mois, et que la région ne soit pas devenue une simple périphérie du domaine contrôlé par Feng Yuxiang, mais ait au contraire réussi à émerger comme une dépendance stable et bien administrée d'un gouvernement de Wuhan qui aurait de son côté conservé la direction du Guomindang et de l'expédition au nord, alors les dirigeants de Xi'an auraient très bien pu faire appel à la CIFRC et, nonobstant l'orientation anti-Guomindang d'une partie des responsables de celle-ci, mobiliser Todd et son département d'ingénierie pour relancer un projet avec lequel il était familier.

Mais les choses ne sont pas passées ainsi, bien sûr, et l'histoire réelle s'est déroulée d'une façon nettement différente — encore que, le moment venu, la CIFRC a été bien obligée de coopérer avec le gouvernement nationaliste, une fois le gouvernement du Beiyang balayé.

Pour en revenir donc à notre sujet, c'est-à-dire à l'histoire du Shaanxi au sortir de l'épisode révolutionnaire du début 1927, c'est, comme je disais, l'enfoncement dans la crise. Cette crise est multiforme, et dans ce qui suit je vais en examiner trois aspects, qui d'ailleurs sont inextricablement liés entre eux : le premier aspect, ce sont les affrontements entre, d'une part, les forces dépendant de Feng Yuxiang (qui, même s'il n'y est pas présent en personne, a la haute main sur les affaires du Shaanxi, lequel fait partie de la zone d'influence politique et militaire qui lui a été concédée par le gouvernement de Wuhan, puis de Nankin), et d'autre part les militaristes locaux qui tentent de préserver leurs fiefs ; ce problème a été plus ou moins réglé à la fin de 1928, nous le verrons, mais au prix de destructions considérables — sans cependant que le banditisme pur et simple ait été pour autant éradiqué, loin de là. Deuxième aspect, la crise de l'économie agraire dans le Guanzhong : c'est à ce propos que je m'attarderai en particulier sur le problème posé par la culture du pavot, qui était comme on sait une grande source de revenus pour les seigneurs de la guerre. Et enfin, troisième aspect, la sécheresse qui commence à la fin de 1928 et se prolonge jusqu'au début des années 1930. La grande famine qui fait des millions de victimes pendant la même période est en fait la conséquence de ces trois aspects à la fois.

J'avais fait rapidement allusion il y a huit jours à la présence dans la plaine du Guanzhong (pour me limiter à cette partie du Shaanxi) d'un certain nombre de potentats locaux n'acceptant aucun ordre de quiconque, ainsi que de généraux originaires de la région, cantonnés avec leurs divisions ou leurs brigades dans diverses localités, et eux aussi extrêmement rétifs aux directives du nouveau patron de la province, Feng Yuxiang. Bien entendu tous ces gens vivaient sur les ressources des zones qu'ils contrôlaient, et ils veillaient jalousement à les préserver pour eux-mêmes. Dresser la liste exhaustive de tous ces militaristes, les grands comme les petits, nécessiterait des recherches beaucoup plus poussées que celles que j'ai pu faire ; mais les principaux sont malgré tout bien connus, et les sources d'origine diverse, et pour certaines d'entre elles assez détaillées, auxquelles j'ai eu accès sont suffisantes, en les croisant et en les complétant l'une par l'autre, pour rendre compte de toute cette affaire de façon relativement cohérente.

Le point important, c'est que l'Armée nationale alliée (la Guomin lian jun) avec laquelle Feng Yuxiang et Yu Youren étaient arrivés dans la province à la fin de 1926 et au début de 1927 venait se surimposer à diverses forces déjà présentes dans la région et appartenant à l'ancien système de défense de la province, i.e. ce qui était devenu l'Armée du Shaanxi au moment du siège de Xi'an — ou, serait-il plus exact de dire, appartenant à différentes strates de ce système, dont les plus anciennes remontaient à l'époque de Chen Shufan et de la Jingguo jun (une dizaine d'années plus tôt), et dont certains éléments étaient devenus totalement indépendants. En tout cas, la caractéristique commune de leurs chefs, encore une fois, c'est que même ceux qui au début de 1927 s'étaient par nécessité laissés intégrer à l'organigramme de l'Armée nationale alliée — certains étaient d'ailleurs des anciens de la deuxième armée nationale, celle de Hu Jingyi — étaient beaucoup plus intéressés à conserver leurs bases locales dans ce qui

était après tout leur pays natal, qu'à aller participer aux grandes manœuvres de l'expédition du nord dans la province voisine du Henan à la suite de Feng Yuxiang.

Il semble qu'on puisse distinguer entre 1) un petit nombre qui ont simplement refusé de bouger, et ceux-là seront par la suite les plus coriaces quand on s'attaquera à eux ; 2) un certain nombre d'autres qui ont été laissés en arrière dans leurs bases comme forces locales régulières au moment où Feng Yuxiang a quitté le Shaanxi en mai 1927 ; et 3) d'autres encore qui sont partis à ce moment pour participer aux opérations au Henan, mais dont plusieurs semblent avoir très vite regagné leurs bases avec leurs troupes, une fois la jonction faite entre les forces de Feng Yuxiang et celles du gouvernement de Wuhan, et pendant la période de tractations qui a suivi entre Feng Yuxiang, Wuhan, et la dissidence de Chiang Kai-shek, dont j'avais dit un mot la dernière fois. Leur point commun, en tout cas pour la plupart d'entre eux, c'est qu'ils ont résisté activement aux ordres du général placé par Feng Yuxiang à la tête du Shaanxi à partir du milieu de 1927, un certain Song Zheyuan 宋哲元 (1885-1940), qui avait été son fidèle subordonné depuis sa sortie de l'école militaire (vers 1911) ; et que, de ce fait, ils se sont tous retrouvés à divers moments assiégés dans leurs villes.

Ces sièges, qui se sont succédés en 1927 et 1928, ont été dans beaucoup de cas des affaires extrêmement violentes, ruineuses pour les localités concernées, et ils ont maintenu une bonne partie de la région dans un état de guerre quasi permanent pendant ces deux années. L'un des auteurs les plus intéressants sur cette question est un certain Zhang Xuanwu 張宣武, un ancien officier des forces de Song Zheyuan, qui avait participé à ce titre à plusieurs de ces sièges et qui nous en a laissé un témoignage assez saisissant dans un article des *Wenshi ziliao*¹⁷. Zhang Xuanwu commence par rappeler ce que j'avais déjà mentionné, à savoir que, depuis la fondation de la Jingguo jun (depuis 1918, donc), la plaine centrale du Shaanxi avait vu proliférer les seigneurs de la guerre à petite échelle, opérant chacun de façon indépendante dans son petit royaume féodal (comme il dit — i.e. dans son fief). Même s'ils portent des titres de général de brigade ou de division dans l'armée régulière, et que leurs troupes sont parfois qualifiées de « troupes officielles » dans les sources (*guanbing* 官兵) — ce qu'elles étaient en effet sur le papier —, chacun n'en fait en réalité qu'à sa tête. Mais c'est surtout après la fin du siège de Xi'an, pendant lequel plusieurs d'entre eux avaient été eux-mêmes attaqués et assiégés par les forces de Liu Zhenhua, que les seigneurs de la guerre locaux ont créé une sorte de tradition stratégique consistant à s'établir dans la ville murée qui commande leur domaine, à y accumuler armes et vivres, et à la défendre le cas échéant en s'y enfermant et sans chercher à pratiquer une guerre de mouvement ou à s'allier entre eux pour se porter mutuellement aide : en d'autres termes ils défendent ce qu'on appelle, littéralement, une « ville orpheline » (i.e. isolée), *gucheng* 孤城 — un vieux terme qui évoque normalement la situation d'un général assiégé qui attend en vain des secours, alors que dans le cas présent cet isolement est une stratégie délibérée et une manifestation d'indépendance. Et c'est un fait qu'avec la technologie militaire malgré tout limitée dont disposaient les forces en présence au Shaanxi à cette époque, les murailles massives dont étaient entourées depuis des siècles toutes les anciennes préfectures et sous-préfectures de l'empire étaient un sérieux obstacle pour les assaillants.

C'est ainsi que, dans les mois qui ont suivi le départ des forces de Feng Yuxiang (en mai 1927), les seigneurs de la guerre locaux ont continué de rançonner à leur aise leurs domaines respectifs et d'ignorer les ordres de mutation ou de mission qu'ils recevaient, car ils considéraient que les forces de l'Armée nationale laissées en arrière ne pourraient de toute façon rien faire contre eux. C'a donc été l'épreuve de force avec Feng Yuxiang (ou plus exactement avec les généraux qu'il désignait sur place), car, pour lui, il était hors de question de laisser des gens pareils maintenir des troupes puissamment armées et prospérer en toute

¹⁷ Zhang Xuanwu 張宣武, « 宋哲元殺戮陝軍俘虜五千人目睹記 », in *Wenshi ziliao xuanji heding ben*, vol. 18, n° 51, Pékin, Zhongguo wenshi chubanshe, s.d., p. 144-154.

indépendance sur le territoire qui constituait son grand arrière. C'est ainsi qu'il y aurait eu, nous dit Zhang Xuanwu dans son article, et avec cette précision qui est un des charmes de la langue chinoise, « plus de dix ou vingt sièges » pendant la période 1927-1928.

Avec les sources dont je dispose il n'est pas possible de localiser et de dater exactement tous ces sièges, ni de toujours identifier les militaristes assiégés ici ou là ; mais les circonstances de quelques-uns de ces épisodes sont relativement bien connues. Tel est le cas du premier en date, qui a aussi été l'un des plus sanglants, et auquel a d'ailleurs participé Zhang Xuanwu. C'est le siège de Tongzhou [同州], une ville située à l'extrémité orientale de la plaine du Guanzhong, non loin de la ville de Tongguan, dont nous avons vu qu'elle commande l'accès à la vallée de la Wei et à Xi'an depuis l'intérieur de la Chine. Le seigneur de la guerre local est un certain Ma Zhenwu 麻振武 (Laojiu 老九), un ancien officier de la Jingguo jun qui avait servi sous Guo Jian 郭堅 ; ce Guo Jian avait été l'un des généraux les moins recommandables de la Jingguo jun — quand on parle de lui aujourd'hui, c'est plutôt dans les histoires du banditisme en Chine —, et il a d'ailleurs fini ses jours abattu à bout portant par Feng Yuxiang en personne, lors d'un banquet fameux où ce dernier l'avait invité après avoir prétendu accueillir son ralliement à bras ouverts. Ma Zhenwu avait ensuite rallié le régime du gouverneur Liu Zhenhua, qui l'avait nommé général de brigade dans ses propres forces. En 1926 il participe au siège de Xi'an, toujours sous le même Liu Zhenhua, et après la libération de Xi'an il va se retrancher dans son ancien repaire, donc à Tongzhou, qui est puissamment fortifiée et bourrée d'armements. Le siège de Tongzhou a duré plus de 7 mois ; il avait en fait commencé dès le début de 1927, alors que les forces de Feng Yuxiang venaient de pénétrer au Guanzhong. Trois généraux s'y cassent successivement les dents, et en juillet 1927 un quatrième, rappelé depuis le Gansu avec ses troupes, se voit promettre la cour martiale s'il n'y arrive pas en un mois. Il lui faudra un peu plus que cela, mais il finit par prendre la ville avec d'énormes pertes après avoir réussi à faire sauter un bout de muraille en creusant un tunnel.

Il est facile d'imaginer les souffrances infligées à la population civile et les dégâts non seulement dans la ville de Tongzhou, mais tout autour, lorsque l'on sait que l'armée assaillante, cantonnée autour de la ville pendant près de 8 mois, rassemblait environ 60 000 hommes. Dans son rapport pour 1927 et 1928, le comité provincial de la CIFRC cite Tongzhou parmi les villes assiégées où elle a réussi à distribuer des secours aux victimes civiles ; elle en mentionne aussi plusieurs autres, sur les deux rives de la Wei ; mais elle souligne surtout que de nouvelles guerres avaient éclaté dans les mois suivant le siège de Xi'an, qu'il y avait des troubles presque partout, que la plus grande confusion régnait dans les campagnes du Guanzhong et que les déplacements étaient excessivement dangereux, si bien qu'elle n'avait en fait pas pu faire grand-chose dans la région en 1927.

La zone centrée autour du périmètre d'irrigation du Weibei, alors en complète déshérence, semble avoir particulièrement souffert. Un bon nombre de militaristes d'origine locale se trouvaient concentrés là avec leurs troupes, dont un certain général Tian Yujie 田玉潔, dont je suis presque sûr, mais sans pouvoir le prouver absolument pour le moment, que c'est le même que le général Tian Runzou que nous avons rencontré par le passé comme patron du bureau d'ingénierie hydraulique du Weibei, sponsor des projets de Li Yizhi, et recevant l'ingénieur Todd en avril 1924. Comme plusieurs autres qui avaient été envoyés par Feng Yuxiang combattre au Henan en mai 1927, Tian Yujie a dû regagner ses bases très rapidement, car dès le mois de juillet on les retrouve tous retranchés dans leurs villes — à Sanyuan, Jingyang, Gaoling, Fuping, Pucheng, etc. —, refusant d'obtempérer aux ordres de Song Zheyuan (le général mis à la tête de la région militaire du Shaanxi par Feng Yuxiang), ou de négocier avec lui, et narguant ses forces.

Une source au moins (une étude sur les bandits dans la Chine républicaine, publiée en Chine en 2001¹⁸) suggère la façon dont ces épisodes locaux étaient susceptibles parfois d'être le contrecoup de lointaines manœuvres. D'après son auteur, en effet, conformément à un plan concocté par Wu Peifu, l'ancien grand patron de la clique du Zhili, à ce moment en très mauvaise posture quelque part au Henan, des militaristes du Gansu avaient converti leurs régiments en troupes de bandits après avoir été défaits par les forces de Feng Yuxiang en 1926 ; lesdits bandits avaient pour mission de semer le désordre à la frontière du Gansu et du Shaanxi, sur les arrières de l'armée de Feng Yuxiang après que celle-ci eut pénétré au Shaanxi. Or, une fois encerclés à grand peine par Song Zheyuan, ils se seraient échappés pour entrer au Shaanxi et aller à quelque 200 kilomètres de là, dans l'arrière pays de Jingyang et Sanyuan (donc au cœur de la région du Weibei) ; et là ils se seraient ligüés avec Tian Yujie et ses collègues pour résister aux forces de Xi'an.

Le siège de Jingyang et de Sanyuan (les deux principales villes du Weibei), suivi par des campagnes contre d'autres villes de la région, se déroule en octobre et novembre 1927. Pour Jingyang c'est d'ailleurs le second siège : le premier avait eu lieu pendant le siège de Xi'an en 1926, et il y en aura encore un troisième en 1928. Le général Tian Yujie disparaît sans laisser de traces pendant l'assaut sur Jingyang ; ailleurs, d'autres se rendent ou sont tués au combat.

Après ces victoires chèrement arrachées, Song Zheyuan est nommé président du gouvernement de la province — donc, gouverneur civil — en plus de ses fonctions de général en chef de la région militaire du Shaanxi ; mais l'opposition des seigneurs de la guerre ne désarme pas pour autant. En mai 1928 Xi'an et Tongguan sont assiégées pendant une dizaine de jours par une coalition de militaristes rebelles basés aux deux extrémités de la plaine du Guanzhong, rassemblant une soixantaine de milliers d'hommes. Et les combats se poursuivent ici et là par la suite. Jingyang est assiégée une troisième fois, pendant deux mois, et d'après le rapport du comité provincial de la CIFRC, qui a envoyé le philanthrope bouddhiste Kang Jiyao diriger des secours une fois la ville de nouveau accessible, ce troisième siège aurait été de loin le plus dur pour les habitants. Au total, d'après Zhang Xuanwu, huit villes auront été prises au cours de ces opérations de 1928, après avoir résisté entre 2 semaines et 2 mois suivant les cas ; et cela, sans compter la dernière, qui s'avère aussi la plus coriace.

Il s'agit de Fengxiang, à l'extrémité occidentale de la plaine. Fengxiang était sous les Qing une des deux préfectures les plus importantes de la province (avec Xi'an), et elle était protégée par une muraille formidable. En 1928 Fengxiang est tenue depuis une douzaine d'années par un seigneur de la guerre que toutes les sources décrivent comme un des plus rapaces et des plus cruels de la profession, imbibé d'opium, à la tête d'une immense collection d'objets d'art pillés dans les tombes de la région (qui d'ailleurs disparaîtront dans la nature après la prise de la ville), et viscéralement haï par les habitants de tous les districts environnants, qu'il met en coupe réglée.¹⁹ Ce seigneur de la guerre, dont le nom est Dang Yukun 黨玉琨, est lui aussi un ancien lieutenant de Guo Jian ; il avait théoriquement été agrégé à l'armée provinciale par Liu Zhenhua après la mort de Guo Jian, mais il est totalement indépendant dans son fief. La ville est remplie de soldats armés jusqu'aux dents et elle contient pour trois ans de vivres. Le siège — le deuxième grand siège raconté par Zhang Xuanwu — dure près de huit mois, jusqu'au feu d'artifice final le 25 août 1928, une monstrueuse explosion, longuement préparée, qui fait sauter un pan de la muraille (Zhang Xuanwu et ses hommes avaient été chargés de creuser le tunnel). La ville est ensuite nettoyée en quelques heures, et Song Zheyuan, qui est venu en personne diriger les opérations, préside avec son état-major à une macabre cérémonie au cours

¹⁸ Shao Yong 邵雍, *Minguo lulin shi* 民國綠林史, Fuzhou, Fujian renmin chubanshe, 2001.

¹⁹ D'après Li Xiandeng 李先登, « 西周夔纹铜禁出土情况与流传经历 » (*Kaogu yu wenwu*, 1982/6), Dang Yukun était un connaisseur parce que dans sa jeunesse il avait travaillé chez un antiquaire de Pékin. Son trésor aurait échappé à la destruction de Fengxiang et serait tombé entre les mains de Song Zheyuan. L'article porte sur la façon dont les objets ont été écoulés. (Vu sur internet)

de laquelle près de 5000 prisonniers sont décapités et jetés dans une citerne asséchée. Après cela, nous dit-on, les derniers seigneurs de la guerre qui avaient conservé leur indépendance viennent humblement se rendre — c'est-à-dire sans même une escorte, seuls à cheval (*danqi* 單騎) ; et la région est définitivement nettoyée de ses militaristes rétifs.

Tout cela, direz-vous, c'est de l'histoire-batailles ; mais cette histoire-batailles ne nous éloigne pas de notre sujet. Comme je l'ai dit, l'épreuve de force entre les armées de Feng Yuxiang et les seigneurs de la guerre locaux, qui s'est prolongée sur près de deux ans, est une des causes déterminantes de la crise dans laquelle s'enfoncé le Guanzhong à cette époque. Il faut en effet se figurer l'économie et la société de la vallée de la Wei, déjà dévastée par les opérations qui s'étaient déroulées un peu partout pendant le siège de Xi'an, dans un état d'extrême désorganisation au sortir de cette série de campagnes menées contre des militaristes retranchés avec des milliers d'hommes dans leurs villes murées après y avoir accumulé toutes les provisions qu'ils pouvaient — lesquelles avaient bien entendu été réquisitionnées sur les territoires à l'entour. À cela s'ajoute que la prise de contrôle des villes rebelles par les forces du gouvernement de Xi'an, parachevée avec la chute de Fengxiang, ne règle pas le problème de la violence endémique dans les campagnes et de l'insécurité qui règne à peu près partout. Bien au contraire, il le multiplie, car seule une petite partie des troupes des seigneurs de la guerre défaits sont enrôlées dans l'armée régulière ; les autres — du moins ceux qui sont toujours en vie et qui ont pu s'échapper — se transforment en bandits totalement incontrôlables, par définition, alors que les troupes des seigneurs de la guerre appartenaient au moins à une certaine organisation.

Et au banditisme répond l'autodéfense des villages, c'est-à-dire la constitution de bandes armées de façon primitive et organisées suivant le modèle des sociétés secrètes (c'est-à-dire des *hui* 會), avec toutes sortes d'appellations telles que « piques rouges » (*hongqiang* 紅槍), « piques noires », « soldats divins » (*shenbing* 神兵), et tout ce que l'on voudra, qui tentent de protéger leurs villages et vont piller les villages voisins. Cette violence rurale engendrée par la misère et l'insécurité forme comme un bruit de fond de l'histoire du Shaanxi (et pas seulement du Shaanxi) pendant toutes ces années — jusqu'en 1931 et au-delà —, et elle réapparaît à tous les détours des innombrables descriptions que nous avons de la crise générale où est plongé le Nord-Ouest.

Comme ailleurs précédemment, le comité provincial de la CIFRC a expédié des délégués pour distribuer de l'aide autour de Fengxiang après la fin du siège, au mois de septembre — suivant ses termes, de l'aide aux victimes des combats, des brigands, et de la sécheresse (car 1928 est aussi la première année de la grande sécheresse, sur laquelle je reviendrai). Elle avait fait de même pendant le bref siège de Xi'an au mois de mai, qui d'après son rapport avait pris tout le monde par surprise et avait causé beaucoup de détresse parmi les plus pauvres, car, la ville ayant été coupée de ses approvisionnements pendant dix jours, le prix des denrées avait explosé ; dix jours ne sont pas une très longue période, et les auteurs ne parlent pas de « famine », mais il est facile d'imaginer que l'incident avait instantanément créé la panique, car le souvenir du terrible siège de 1926 était encore tout proche. Ces aides dont parlent les rapports de la CIFRC consistaient en général en distributions de monnaie, calibrées en fonction de la condition des victimes, et qui permettaient à celles-ci de tenir le coup pendant une courte période, rarement plus de 10 ou 15 jours ; après le siège de Jingyang, par exemple, les plus pauvres touchaient ½ dollar (chinois), ce qui était supposé leur permettre d'acheter environ un *dou* de blé (à peu près 10 litres), de quoi, dit le rapport, tenir une dizaine de jours. (En 1929 en revanche, lorsque la situation dans l'ensemble de la province sera bien plus grave encore qu'en 1928, la CIFRC réussira à acheter et distribuer quelques centaines de tonnes de blé.) Quoi qu'il en soit, les rapports que je suis en train d'évoquer indiquent aussi la somme totale allouée pour les secours dans chacune des localités concernées, qui tourne en général autour de 3000 dollars pour une opération, parfois plus : dans le cas que j'évoquais à l'instant, par exemple, une telle somme aurait permis de nourrir 6000 personnes pendant 10 jours — en fait moins que cela

puisqu'on distribuait des aides nettement plus importantes pour les blessés, ou pour enterrer les morts.

En tout cas (et quitte à anticiper un peu), dans un tel environnement la CIFRC était hors d'état de faire les choses en grand, et ses responsables y insistent assez dans leurs rapports : le chaos dans lequel se trouve alors la région l'oblige à limiter ses activités à quelques opérations ponctuelles, sous la responsabilité de personnes qui n'ont pas peur de prendre des risques (même avec le fanion de la CIFRC pour les protéger) en quittant Xi'an pour convoier des fonds à travers des zones où il y a très peu de sécurité, et les distribuer dans des localités où c'est souvent l'anarchie. La version chinoise du rapport (dont les variantes de détail avec la version en anglais sont toujours intéressantes à examiner) dit franchement que le travail de ces deux années n'a produit « aucun résultat dont il puisse être fait mention » (無成績可言). Les grandes opérations de « secours contre travail » dont j'ai parlé précédemment — pour donner une aide aux victimes de la famine et en même temps les faire contribuer à l'édification d'infrastructures supposées réduire l'impact de la famine dans l'avenir — ces grandes opérations, qui étaient théoriquement la vocation spécifique de la Commission, sont hors de question dans ces années-là (1926 à 1929), non seulement au Shaanxi mais presque partout en Chine, à cause du désordre généralisé, de l'insécurité, des mouvements de troupes et des combats, et de l'impossibilité de recruter des effectifs suffisants de travailleurs pour la durée d'un chantier important, c'est-à-dire au minimum plusieurs mois. On ne peut donc envisager que des secours à la petite semaine, déterminés par l'urgence (*jizhen* 急賑, dans la version chinoise du rapport), et *gratuits* (free relief, 現金義賑). Les seuls travaux d'infrastructure mentionnés dont le rapport dont je parle, pour des budgets oscillant entre 10 et 20 000 dollars, sont des réparations de ponts endommagés, ou des bouts de chantiers routiers : donc rien du tout en comparaison de ce que sera le projet d'irrigation du Weibei deux ou trois ans plus tard. À titre de comparaison, le budget alloué pour l'aménagement du canal Jinghui à la fin de 1930 est en effet de 600 000 dollars, alors qu'au total les dépenses du Comité provincial de la CIFRC au Shaanxi pour les deux années 1927 et 1928 se sont montées à environ 100 000 dollars, dont presque exactement la moitié sous la forme de secours gratuits.

Pour en finir avec le compte rendu de ces deux années, il n'est pas inintéressant d'ajouter qu'à l'automne 1928, en même temps qu'ils tentaient de venir en aide aux victimes du siège de Fengxiang, les responsables de la CIFRC ont alloué 4 000 dollars pour secourir les habitants de Huaxian et Weinan, deux districts situés sur la route entre Xi'an et Tongguan, où « la sécheresse ainsi que les atrocités des communistes avaient réduit des milliers de familles à la plus grande misère. Les actes de cruauté commis à l'encontre de ces malheureux sont indescriptibles. Les bolcheviques avaient incendié leurs maisons et leurs modestes réserves et avaient assassiné beaucoup de gens. » La version chinoise en remet d'ailleurs : « Le spectacle des incendies et des massacres perpétrés par les bandits communistes était à peine soutenable ; plusieurs dizaines de milliers d'habitants s'étaient retrouvés sans toit et à la dernière extrémité. »

À vrai dire on ne sait jamais trop quoi penser de ce genre de notation²⁰. Les responsables de la CIFRC, qui étaient tous des notables et qui comptaient dans leurs rangs plusieurs missionnaires, ainsi qu'un militant bouddhiste (devenu d'ailleurs président du comité en 1929), n'aimaient sûrement pas les communistes — lesquels communistes, comme je l'avais exposé, tenaient le haut du pavé à Xi'an à peine un peu plus d'un an avant, lorsque l'administration du Shaanxi était entre les mains de Yu Youren. Au même moment d'ailleurs ces communistes avaient aussi été à l'avant-garde du mouvement d'associations paysannes dont un des objectifs était de lutter contre les riches (ou réputés tels), et dont les excès exaspéraient tellement Feng Yuxiang. Il pouvait donc être tentant d'imputer aux communistes des atrocités quelconques, ou

²⁰ Voir peut-être *Weinan xianzhi*, Centre Chine, AG 1169

des expéditions punitives conduites par des groupes n'ayant en fait aucun rapport avec le Parti communiste chinois, ou se faisant passer pour communistes, ou peut-être d'anciens membres de ces associations paysannes. En fait on n'en sait rien ; mais ce qui est sûr, c'est que pour le moment au moins je n'ai rencontré aucune mention d'activité communiste au cœur de la vallée de la Wei pendant cette période, pas même dans ces textes des *Wenshi ziliao* ou dans ces ouvrages récemment publiés en Chine où l'on a plutôt tendance à monter en épingle la présence souterraine et les activités des communistes. C'est seulement plus tard, au début des années 1930, que la présence de groupes de propagande basés dans les montagnes au nord de la plaine du Weibei et circulant discrètement dans les villages de la région est attestée — mais justement, ils font de la propagande, ils ne se livrent pas à de massives expéditions punitives (mais ils kidnapperont malgré tout un ingénieur de la CIFRC, en s'alliant d'ailleurs avec un groupe de bandits locaux).

La question doit donc demeurer ouverte (elle est d'ailleurs intéressante) ; mais dans tous les cas, si attaques de groupes communistes il y a bien eu, elles n'ont pas pu peser bien lourd parmi les différents facteurs dont est résultée la crise de ces années au Shaanxi : les principaux facteurs, ce sont les activités des militaristes, le banditisme, et les calamités naturelles. L'impact respectif de ces facteurs, disons-le tout de suite, n'est pas facile à déterminer. Beaucoup de sources chinoises se contentent de les énumérer en jouant de l'effet d'accumulation. Mais d'autres auteurs, chinois ou non, sont plus spécifiques : pour certains, la cause majeure de la famine, c'est le banditisme et les méfaits de la soldatesque ; pour d'autres, c'est l'omniprésence de la culture du pavot (qui a d'ailleurs elle-même des causes politico-militaires, comme nous le verrons), car elle empêche les paysans de cultiver autant de plantes vivrières qu'ils le pourraient, et donc de faire des réserves ; pour d'autres encore, c'est la sécheresse et les autres types de calamités naturelles dont a souffert la région pendant ces années ; les responsables de la CIFRC du Shaanxi, par exemple, affirment dans leur rapport pour l'année 1929 que « malgré toute la considération que mérite le rapport de la Croix rouge américaine, la famine au Shaanxi est principalement due à des causes naturelles. La situation politico-militaire a sans aucun doute aggravé la détresse [des populations] et rendu le travail pour secourir les victimes de la famine beaucoup plus difficile, mais le fait demeure que la cause première de la famine, c'est la sécheresse et l'échec des récoltes qui en est résulté. » Et un peu plus loin, évoquant le banditisme généralisé dans la province, ils ajoutent que « l'expérience montre que c'est là un des résultats inévitables de la famine, plutôt qu'une cause subsidiaire de la famine elle-même. » À vrai dire ces propos sont autant une prise de position qu'une simple opinion, comme le révèle le début de la première phrase que j'ai citée : « malgré toute la considération que mérite le rapport de la Croix rouge américaine... », qui fait allusion à un débat sur lequel je reviendrai en détail le moment venu : la Croix-rouge américaine avait en effet envoyé une équipe d'enquêteurs sur le terrain, qui avaient conclu que les causes de la famine étaient uniquement politiques et militaires — en d'autres termes, qu'on aurait très bien pu prendre les mesures appropriées, n'avaient été les obstacles politiques et militaires qui avaient rendu la chose impossible ; et que par conséquent il n'y avait pas lieu de mobiliser la charité internationale. La CIFRC, qui était critiquée dans le rapport de la Croix-rouge américaine, cherchait donc à se justifier ; et c'est en particulier ce que fait son comité du Shaanxi dans les propos que j'ai cités.

Quoi qu'il en soit, et pour en finir avec cette énumération, il faut aussi mentionner ceux — comme Li Yizhi dans certains articles du début des années 1930 — qui parlent de *sous-développement* (même s'il n'emploient pas nécessairement le mot) : pas d'irrigation, pas de moyens de transport modernes, un outillage primitif et des techniques ancestrales, une paysannerie inéduquée, pas de système de crédit digne de ce nom, sans parler de la sensibilité du marché aux fluctuations des cours mondiaux, même dans une région aussi reculée ; autrement dit, la société locale ne dispose d'aucun moyen pour faire face efficacement aux

aléas climatiques, et l'attitude dominante est une attitude purement fataliste qui se résume dans la formule : « On dépend du ciel » (*kao tian* 靠天).

C'est en fait à cela que je voudrais consacrer quelques considérations avant d'aborder la question proprement dite de la famine au Shaanxi à la fin des années vingt : je voudrais essayer de définir, même sommairement, le niveau de développement et la structure de l'économie agraire de la région du Guanzhong au moment où celle-ci s'est trouvée confrontée à ce facteur nouveau qu'était le militarisme local — c'est-à-dire, plus ou moins, à partir du lendemain de la révolution de 1911.

Mais il faut d'abord savoir d'où l'on venait, et pour cela il est nécessaire d'au moins évoquer le régime économique qu'on pourrait dire « classique » sous lequel avait vécu la région centrale du Shaanxi, disons jusqu'au milieu du 19^e siècle, lorsqu'un certain nombre d'événements aussi bien militaires — déjà — que climatiques avaient déterminé un sérieux retournement de tendance, dont les conséquences sont encore là au début de la République. Ce régime classique, en fait, j'y avais consacré un de mes premiers séminaires du Collège, en 1993, lorsqu'il s'agissait, déjà, de comprendre l'environnement dans lequel fonctionnait ce qui allait devenir au 20^e siècle le canal Jinghui. Au 18^e siècle, comme nous l'avions vu à l'époque, la vallée de la Wei était considérée comme une région densément peuplée, mais relativement prospère, avec une combinaison de cultures assurant aux populations locales un degré élevé d'autarcie alimentaire et un niveau modéré d'agriculture commerciale (tournée vers le marché) ; en fait la région était capable d'exporter des surplus de grains vers les provinces voisines (le Gansu à l'ouest, le Shanxi ou le Henan à l'est) lorsque celles-ci souffraient de crises de subsistances.

Le problème, c'est que cette prospérité était extrêmement fragile : la région centrale du Shaanxi (au nord de la chaîne des monts Qinling) étant située en zone semi-aride, à cette époque comme aujourd'hui l'échec ou au moins l'insuffisance des récoltes pour cause de précipitations trop faibles, ou même de sécheresse caractérisée, était un risque permanent. La grande différence, au 18^e siècle — et encore, mais de façon nettement moins marquée, au début du 19^e —, c'est que les pouvoirs publics étaient extrêmement attentifs à cette situation, et qu'ils multipliaient les initiatives pour accroître le niveau de sécurité alimentaire de la région. Celle-ci bénéficiait, en d'autres termes, des services d'un État fort et interventionniste, incarné en particulier par une petite élite de gouverneurs constamment sur le dos de leurs subordonnés (i.e. des fonctionnaires locaux), anxieux de ne rien négliger pour entretenir et accroître les réserves publiques de grains afin de pouvoir intervenir en cas de famine, ou simplement de cherté ; anxieux surtout d'élever la productivité de l'agriculture locale, dont ils n'avaient en général pas une très haute opinion car c'étaient presque tous des gens du Sud, familiers d'une agriculture beaucoup plus performante : pour eux, comme pour les notables agronomes qui les conseillaient parfois, tous les domaines étaient susceptibles d'amélioration, qu'il s'agisse de la mise en valeur des sols, des façons culturales, du répertoire botanique, de l'utilisation de la force de travail, ou encore — ou, d'abord, de l'irrigation.

L'irrigation était en fait la grande affaire : on relève au fil du 18^e siècle plusieurs grands programmes visant à creuser des nouveaux canaux ou à remettre en état ceux qui existaient déjà, partout où c'était possible, à améliorer le fonctionnement du canal Jinghui (ou Longdong, comme il s'appelait alors), qui comme aujourd'hui encore était le plus important dispositif d'irrigation de la province, ou encore à encourager le percement de puits dans toutes les zones non irrigables par canaux (j'avais ainsi consacré tout un développement à un vaste programme de percement de puits dans la plaine du Guanzhong, initié par un gouverneur des années 1730 et poursuivi par ses successeurs). Enfin, plusieurs de ces hauts bureaucrates soucieux de maintenir un niveau de développement économique compatible avec l'accroissement démographique (qui à cette époque préoccupait beaucoup le trône) avaient tenté, avec des succès d'ailleurs très variables, de développer certains types d'artisanat, dans le domaine textile notamment, jugés non seulement utiles, mais encore idéologiquement corrects au sens où ils ne ressortissaient pas

à la consommation de luxe, laquelle était officiellement désapprouvée, surtout dans une région réputée de mœurs austères et simples comme le Nord-ouest de l'empire.

Au total, s'agissant au moins de certains parmi ces gouverneurs-vedettes du 18^e siècle, on a une sorte de vision intégrée du développement économique, tributaire, cela va de soi, des limitations techniques et idéologiques de l'époque, mais qui n'est pas sans faire penser — toutes choses égales par ailleurs, bien sûr — à la vision exposée dans plusieurs articles remarquables par Li Yizhi dans les années 1920 et 1930, et aussi bien d'ailleurs par d'autres de ses collègues ingénieurs à la même époque.

Pour dire à présent un mot de l'impact des facteurs militaires sur l'économie de la région, je dirais qu'il se présentait dans des termes tout à fait différents de ce qui s'est passé à partir de la fin du 19^e siècle. De façon remarquable, le Shaanxi n'a pas connu la guerre sur son territoire entre le milieu du 17^e siècle et les années 1850, donc à peu près deux siècles. Le contraste est très fort avec la fin des Ming, lorsque le Shaanxi avait au contraire subi les ravages de plusieurs armées rebelles formées de paysans déclassés et de soldats démobilisés, qui s'étaient constituées dans le nord de la province et qui devaient ensuite sillonner une bonne partie de l'empire, jusqu'au sud du Yangzi ; au reste (et soit dit en passant), ces armées dites « paysannes » (c'est leur appellation officielle en Chine populaire) — ces armées qui pratiquaient une sorte de brigandage à grande échelle teinté d'égalitarisme social, avec leurs chefs charismatiques et leur hiérarchie de lieutenants commandant chacun sa troupe personnelle, et ne cessant de livrer bataille aux forces régulières envoyées à leurs troupes, auxquelles d'ailleurs elles affectaient de se rendre pour y être intégrées chaque fois que la situation devenait intenable — ces armées rebelles de la fin des Ming, donc, ne sont pas sans évoquer — là encore, toutes choses égales par ailleurs — celles de certains seigneurs de la guerre locaux que j'ai évoqués tout à l'heure. Et après tout l'un de leurs chefs, le célèbre Li Zicheng, avait finalement réussi à entrer dans Pékin (en 1644), ce qui était également l'ambition de la crème des seigneurs de la guerre pendant les années 1920 (ambition que plusieurs d'entre eux, à commencer par notre ami Feng Yuxiang, ont eux aussi réalisée).

Quoi qu'il en soit, l'ordre a été brutalement rétabli au moment de la conquête mandchoue, et à partir de là, comme je le disais, le problème militaire dans la région du Guanzhong s'est posé dans des termes tout à fait différents : ce qui constitue alors un facteur de fragilité pour l'économie de la province, et spécialement du Guanzhong, c'est la situation stratégique de la vallée de la Wei comme point de passage obligé, voire comme base de départ, des grandes expéditions en Asie centrale ou sur les contreforts orientaux du Tibet qui émaillent l'histoire militaire du 18^e siècle mandchou (et déjà de la fin du 17^e). Les champs de bataille étaient très loin, mais, au moment où elle traversait la région, les exigences logistiques de ce qu'on nommait, de façon napoléonienne, la « grande armée » (*dabing*), avec ses régiments d'élite mandchous et sa masse de manœuvre chinoise, étaient énormes : il ne s'agissait pas en principe d'exactions, et toute la hiérarchie de la province veillait à ce que les choses se passent dans l'ordre, mais les militaires avaient de gros besoins — en vivres, en bêtes de somme, en porteurs, etc. —, et ils étaient souvent assez arrogants. Comme je l'avais montré à l'époque de ce séminaire, les coûts pour la population pouvaient être très élevés, et on a des exemples où les réquisitions et les achats à prix imposés (i.e. beaucoup plus bas que ceux du marché) finissaient par susciter des protestations violentes ; et en outre il arrivait que l'administration locale, entièrement mobilisée pour participer à l'effort logistique, soit complètement désorganisée pendant une durée de plusieurs mois.

Enfin, toujours concernant l'impact économique du facteur militaire, il faut ajouter que, même en temps de paix, le Shaanxi et le Gansu voisin étaient des « provinces-garnisons », en quelque sorte, avec de forts contingents de troupes à approvisionner en permanence, ce qui se faisait par le moyen d'impôts spéciaux en grains qui touchaient toutes les sous-préfectures du Guanzhong, et dont le produit était stocké dans des greniers spéciaux à Xi'an et à Tongguan.

Les quotas de ces greniers militaires étaient parmi les plus élevés de l'empire, alors que la province n'était pas spécialement riche et qu'elle n'avait pratiquement pas de possibilité d'importations. Cet impôt en nature qui devait leur être livré était assez lourd, et il devait être livré en personne par les contribuables, ce qui entraînait des frais de transport élevés ; il semble en outre avoir donné lieu à pas mal d'abus de la part des agents qui étaient chargés de le percevoir.

Au total, donc — et en dépit de ces dysfonctionnements somme toute banals —, dans ce régime que j'ai appelé « classique », l'économie agraire du Guanzhong était plutôt prospère, mais elle était fragile, sujette aux crises de subsistances, et avec une marge de manœuvre étroite par rapport aux besoins d'une population qui n'a cessé d'augmenter régulièrement pendant ces deux siècles de *pax manchurica* — elle a probablement doublé. Et le fait remarquable, encore une fois, surtout pendant toute la durée du 18^e siècle, c'est qu'en général l'État a réussi — par ses efforts d'organisation des réserves, de développement des techniques et des ressources, et de suivi des marchés et des prix — à préserver plus ou moins cette marge de manœuvre et à maintenir un relatif équilibre entre population et production ; et ceci, alors qu'il s'agissait d'une province enclavée, qui ne pouvait compter que sur ses propres ressources, dont le potentiel de développement économique était malgré tout bien moindre que ce que voulaient imaginer certains gouverneurs activistes, et sur laquelle pesaient les contraintes logistiques dont j'ai parlé.

La situation change du tout au tout dans l'espace de deux ou trois décennies à partir de 1850 environ — c'est-à-dire au moment des grandes rébellions qui affectent, avant tout, les provinces centrales du Yangzi, mais qui ont débordé occasionnellement jusque dans la région qui nous concerne. La guerre fait alors son apparition jusque dans le cœur du Guanzhong, et elle se double d'une guerre civile (i.e. locale) extrêmement violente et destructrice, qui oppose les communautés chinoise et musulmane, provoque des mouvements de fuite des populations, etc. Là où nous avons des chiffres, la population semble avoir diminué, peut-être de moitié, entre le 18^e et la fin du 19^e siècle : et s'il en est ainsi, c'est parce qu'à ces désordres s'est ajouté l'impact de la grande famine de Guangxu, entre 1876 et 1879, une catastrophe multiprovinciale qui était fréquemment invoquée au moment des grandes famines de 1920 et 1928, car elle était restée très proche dans la mémoire.

C'est donc de ce retournement de tendance que je parlerai avec quelques détails en plus la prochaine fois, car la nature même de l'économie agraire de la région s'est trouvée profondément transformée au sortir de cette première grande crise dans la région depuis plus de deux siècles, et, encore une fois, les effets en étaient toujours sensibles à l'époque qui nous concerne.

1/3/06

J'avais donc entrepris, à la fin de mon exposé de la semaine dernière, une brève remontée historique, que je vais poursuivre aujourd'hui avant de revenir au point que j'étais en train d'étudier ; c'est-à-dire, à la crise dans laquelle s'enfonce la région du Guanzhong (tout le nord-ouest, en fait) à partir de 1927 et plus encore de 1928, c'est-à-dire quand démarre la terrible sécheresse dont je reparlerai en détail. Quel est le but de cette remontée dans le temps ? D'abord, bien sûr, c'est de donner un minimum de profondeur historique à cette crise des années 1920, pour mieux en comprendre la nature, de voir *d'où l'on venait*. Mais il est également important de le faire parce que la *mémoire*, et donc la *représentation* du passé, font partie intégrante de la perception qu'ont les gens du temps où ils vivent eux-mêmes. (Ou, pourrait-on dire dans le cas présent, de la perception de ce qu'ils sont en train de subir.) Ceci n'est évidemment pas particulier au Shaanxi des années 1920, c'est une règle universelle.

Mais c'est une règle universelle qui ne s'applique pas exactement de la même façon suivant les contextes et les cultures. À quelque moment que ce soit, il faut prendre en compte non seulement la mémoire vivante des contemporains, dont la profondeur varie en fonction de l'âge, bien sûr, mais aussi de ce qu'il faudrait peut-être appeler la « mémoire générationnelle transmise » : j'entends par là, la mémoire qui s'appuie sur les récits et les impressions recueillis directement des générations antérieures — ou à la rigueur, par l'intermédiaire d'une génération encore vivante : par exemple, si vos grands-parents vous parlent de choses qu'ils n'ont pas eux-mêmes vécues mais que leur ont racontées leur propres parents ou grands-parents. Il va de soi que tous ces types de mémoire — personnelle ou générationnelle, proche ou lointaine — n'ont pas la même qualité en termes d'immédiateté, d'authenticité, ou si l'on veut de *présence*. Mais quelle qu'en soit la nature, la référence au passé appuyée sur la « mémoire » — que cette référence soit implicite ou qu'elle soit exprimée — est inséparable de la compréhension du présent.

Ces choses sont peut-être banales à dire, mais il est bon de les rappeler, car je ne suis pas sûr que les historiens en tiennent toujours suffisamment compte. Lorsqu'en 1921 ou 1928 les paysans du Guanzhong disent, comme c'est souvent rapporté dans les sources, que la famine qui est en train de décimer leurs villages est « encore pire » que la grande famine du règne de Guangxu (光緒, 1875-1908), c'est-à-dire, en gros, un demi-siècle plus tôt, ceux qui sont suffisamment vieux s'en souviennent personnellement (c'est un souvenir d'enfance), les autres en ont entendu directement parler, mais ce que les uns ou les autres expriment, c'est un vécu, une mémoire : ce n'est pas une évaluation objective d'historien. En outre, comme je le disais, cette mémoire est toujours déterminée par un contexte et par une culture. Pour en rester au même exemple, en Chine la famine n'est pas une simple conséquence mécanique des écarts du climat ; c'est traditionnellement, pourrait-on dire, une affaire d'État. Or, pendant la famine de 1928-1930 au Shaanxi, il n'y a tout simplement pas d'État ; ou plutôt, ce qui en tient lieu et place n'a à peu près aucune consistance, au sens où les gouvernements locaux sont totalement isolés et ne peuvent rien faire d'autre qu'envoyer des rapports désespérés sur la situation au gouvernement de Nankin, lequel a d'autres préoccupations stratégiques à ce moment et, de toutes façons, n'exerce aucun pouvoir ni au Shaanxi, ni dans l'ensemble du Nord-Ouest. En effet, toute la région est aux mains de la machine de guerre de Feng Yuxiang, lequel est en outre, à la fin de cette période, entré officiellement en guerre contre le gouvernement de Chiang Kai-shek ; et bien loin de venir en aide aux populations, l'armée de Feng Yuxiang cherche plutôt à récupérer à son profit toutes les ressources sur lesquelles elle peut mettre la main, y compris, affirment de nombreuses sources, les fonds envoyés dans la région par la philanthropie internationale.

On avait à peu près la même absence d'État au moment de la famine de 1920-1921, où c'étaient d'autres militaristes qui se disputaient la région, comme nous l'avons vu précédemment ; si bien que, dans un cas comme dans l'autre, la seule entité vers laquelle peuvent se tourner les victimes, ce sont les organismes philanthropiques. Pendant la famine de Guangxu, déjà (qui commence en 1876, culmine en 1878, et dure jusqu'à l'année suivante), à peu près rien n'aurait pu être fait en faveur des populations sinistrées sans la contribution matérielle et, dans une large mesure, organisationnelle de la philanthropie (j'en redirai un mot tout à l'heure) ; mais au moins l'État dynastique était-il présent, incarné par les fonctionnaires du gouvernement provincial et par ceux des préfectures et des sous-préfectures, qui étaient après tout les appointés de l'empereur et se réclamaient de lui, au moins symboliquement. Même s'ils ne disposaient que d'une infime partie des moyens matériels d'intervention qu'avaient eus leurs prédécesseurs déjà lointains, sous ce que j'ai appelé la dernière fois le « régime classique » de l'économie agraire au Shaanxi, les fonctionnaires locaux restaient le pouvoir auquel on se référait ; et le modèle étatique (ou administratif, si l'on préfère) d'intervention contre les désastres naturels était toujours la norme, au moins en théorie : peut-être faudrait-il ici parler de « mémoire institutionnelle »²¹. En tout cas, comme ailleurs en Chine, dans la conscience collective des habitants du Guanzhong l'impuissance de l'État républicain face aux désastres des années 1920 ne pouvait qu'être opposée à la sollicitude de l'ancien État impérial, avec sa politique de stockages, ses procédures institutionnalisées de secours, etc., même si tout cela était inévitablement très embelli dans la mémoire.

Ce « régime classique », c'est donc ce que j'avais eu le temps d'exposer brièvement il y a huit jours. J'avais parlé d'autosuffisance vivrière, et même d'une relative prospérité, tout cela certes très fragile, mais néanmoins plus ou moins préservé jusque dans la première moitié du 19^e siècle, en dépit de l'accroissement démographique ; et il est hors de doute que si un tel équilibre a été possible, c'est parce que l'administration était en ordre de marche (au 18^e siècle surtout), que l'État veillait à maintenir des réserves suffisantes dans la région, que les procédures prévues en cas de crise de subsistances fonctionnaient de manière à peu près satisfaisante, et aussi — et c'est un facteur essentiel — parce que la région n'avait pas connu de troubles graves pendant une relativement longue période.

Le retournement de tendance qui se produit pendant le troisième quart du 19^e siècle n'en est que plus spectaculaire, même s'il est manifeste que les équilibres socio-économiques avaient commencé de se dégrader sérieusement pendant les décennies précédentes. Comme je l'avais brièvement indiqué, il y a essentiellement deux facteurs dans ce retournement : le premier, c'est la réapparition de la guerre au cœur même de la région du Guanzhong, au début des années 1860, après presque exactement deux siècles de paix ininterrompue ; le second, c'est la famine de Guangxu, à laquelle je viens de faire allusion ; et il est clair que les destructions et la désorganisation causées par les conflits civils des années 1860 n'ont pu que diminuer la capacité de la société à faire face à la grande sécheresse qui commence en 1876.

Ces conflits civils dont je parle sont en fait des conflits interethniques — ou entre « nationalités », comme on dirait aujourd'hui ; mais il vaudrait probablement mieux dire « intercommunautaires », car les protagonistes sont tous des Chinois présents dans la région depuis des siècles, et qui parlent exactement la même langue. Seule la religion les sépare, puisque les uns sont musulmans — ce sont donc ceux qu'on appelle les Hui 回 —, alors que les autres ne le sont pas, et sont donc appelés des Han 漢. La rébellion des Musulmans dans le Nord-Ouest (c'est-à-dire le Shaanxi, le Gansu et le Xinjiang, donc jusqu'au cœur de l'Asie

²¹ Sur l'intervention de l'empereur et de l'État pendant la famine de Guangxu, v. par ex. Paul Richard Bohr, *Famine in China and the Missionary : Timothy Richard as Relief Administrator and Advocate of National Reform 1876-1884*, East Asian Research Center, Harvard University, 1972, p. 31 sq., avec surtout des détails sur le Shandong et le Shanxi, sur lesquels on a aussi des descriptions très concrètes de la famine. Les sources citées mettent en évidence l'insuffisance criante et la mauvaise gestion des secours officiels, malgré les beaux discours.

centrale) a été une longue affaire, avec de nombreux rebondissements, et l'ordre dynastique n'a été définitivement rétabli dans l'ensemble de la région qu'en 1877 — mais au Shaanxi, dès 1869²². Le héros de l'affaire (toujours du côté dynastique) a été, comme chacun sait, Zuo Zongtang 左宗棠 (1812-1885), l'un des plus fameux d'entre ces lettrés devenus généraux pour les besoins de la cause, et qui ont dans les faits sauvé la dynastie des Qing de l'effondrement en venant à bout des rébellions qui avaient mis à feu et à sang plus de la moitié de l'empire à partir de 1851. Zuo Zongtang, qui s'était déjà illustré en combattant les Taiping, a continuellement résidé dans le Nord-Ouest, avec le titre de gouverneur général du Shaanxi et du Gansu, entre 1868 et 1880 (même si pendant presque toute cette période il était en campagne au Gansu et au Xinjiang, loin à l'ouest de Xi'an).

Mais ce n'est pas cette saga qui m'intéresse. Pour savoir comment les affrontements entre musulmans et « Chinois » ont été concrètement vécus dans la région du Guanzhong — et Zuo Zongtang n'est arrivé qu'à la fin de cet épisode —, pour se faire une idée un peu concrète des effets qu'ils ont eus, des traces qu'ils ont laissées, je mentionnerai plutôt une étude tout à fait passionnante dans son détail, encore que très peu connue, qui remonte aux années 1950 mais n'a été publiée qu'en 1993 par la commission des *Wenshi ziliao* du Shaanxi, après la mort de son auteur, un certain Ma Changshou 馬長壽 (dont on connaît par ailleurs des travaux sur l'histoire ancienne de la région) : le « Rapport d'enquête sur les soulèvements des Musulmans au Shaanxi pendant l'ère Tongzhi [1862-1874] »²³ ; comme son titre l'indique, l'ouvrage est basé sur des enquêtes de terrain, confrontées d'ailleurs avec les sources publiées existantes, c'est-à-dire essentiellement les monographies locales des districts de la région. Ces investigations menées par l'auteur et une équipe d'étudiants et d'assistants, conduites dans une dizaine de sous-préfectures du Shaanxi et du Gansu (en majorité du Shaanxi), datent de 1956 et 1957. L'idée était de retrouver les traces des Musulmans qui vivaient dans la région avant et pendant la guerre civile des années 1860 — car après cela ils semblent avoir largement disparu du Guanzhong, en tout cas du Guanzhong rural, soit parce qu'ils ont été massacrés, soit parce qu'ils ont été contraints d'émigrer ailleurs. Il s'agissait, en l'occurrence, non seulement de retrouver les traces physiques (les édifices, les tombes, les toponymes, etc.), mais également de recueillir des *témoignages* ; et là nous retrouvons cette dimension de la mémoire dont je parlais à l'instant.

Le but de Ma Changshou (c'est ce qu'il nous dit lui-même) était en fait de redresser les distorsions introduites dans l'histoire de ces événements par le gouvernement des Qing et reproduites par la suite dans les sources officielles — les sources officielles étant nécessairement partiales. (Ou dans les sources reflétant les positions officielles, comme c'est toujours le cas avec les monographies locales, même si ces dernières étaient rédigées par des lettrés locaux et même si elles sont par ailleurs bourrées de détails concrets.) Ma Changshou — qui n'était pas lui-même musulman — a donc interviewé avec son équipe un certain nombre d'anciens de la région, dont même les plus vieux (même les nonagénaires) ne pouvaient bien sûr pas avoir de souvenir personnel sur des événements survenus entre 1860 et 1870, mais en avaient en revanche beaucoup entendu parler dans leurs familles et dans leurs villages.

Ce qui s'est passé, en gros, c'est que les tensions intercommunautaires qui couvaient depuis longtemps au Guanzhong, et qui semblent s'être exacerbées dans le courant du 19^e siècle, ont explosé à la faveur des désordres provoqués par l'arrivée des Taiping dans la région en 1862 — les Hui s'étant en quelque sorte trouvés encouragés à « répondre », suivant la formule, à ces rebelles venus de l'extérieur, c'est-à-dire à leur faire écho en se soulevant à leur tour, et même à

²²Et pratiquement 1864 : cf. Liu Kwang-ching in *Cambridge*, vol. 11, p. 214-218. Mais l'apport de Ma Changshou (*infra*) est justement de montrer qu'il y a encore eu des affrontements dans les années suivantes.

²³Ma Changshou (sous la dir. de), *Tongzhi nianjian Shaanxi Huimin qiye lishi diaocha jilu* 同治年間陝西回民起義歷史調查記錄, Xi'an, Shaanxi renmin chubanshe, 1993.

s'allier avec eux ; de façon intéressante, d'ailleurs, un des chefs Taiping à la tête des détachements qui se sont introduits au Shaanxi en 1862 était un Hui du Yunnan (loin dans le Sud-Ouest), autrement dit il venait de l'autre grand foyer d'agitation musulmane en Chine pendant ces années.

Mais, première question, pourquoi (ou en quoi) ces tensions entre les Hui et les Han ? On peut au moins citer l'explication qu'en donnent les habitants de la région un siècle plus tard : le problème, ce serait la réussite économique des Musulmans. Contrairement à leurs concitoyens Han, les Hui ne fument pas, ils ne boivent pas, et ils ne renâclent pas à la peine ; et c'est pourquoi ils prospèrent, alors que de leur côté les Han sont toujours endettés. Or, lorsque les conflits économiques qui résultent de cette situation finissent au tribunal, les fonctionnaires favorisent systématiquement les Han, et cela ne peut évidemment qu'entretenir les rancœurs. Disons que cette explication a au moins le mérite d'être un peu plus concrète que les généralités habituelles (chez les historiens) sur la décadence des Qing et la corruption de la bureaucratie. Mais, quelles qu'aient été les causes socio-économiques exactes, il semble assez clair que les élites chinoises, notamment les riches marchands, qui étaient très concentrés dans le secteur de Jingyang et de Sanyuan (dans le Weibeï, donc) et dont certains entretenaient des succursales jusque dans les provinces voisines, étaient eux aussi extrêmement montés contre les Musulmans, et qu'eux aussi n'attendaient qu'une occasion pour en découdre.

De fait, le premier incident grave aurait été une bagarre entre des Hui et des marchands Han à Jingyang, dès 1861, avec un mort à la clé, et avec le cycle habituel de la rétorsion et de la répression. Mais les choses sérieuses commencent l'année suivante, lorsque, comme je viens de le dire, des corps de troupes de « rebelles au longs cheveux » (de Taiping) s'infiltrèrent dans le sud du Shaanxi, avec, apparemment, l'intention de diviser les troupes gouvernementales afin de diminuer la pression sur leurs bases principales, c'est-à-dire leur « capitale céleste » de Nankin et les principales villes du bas Yangzi. Les Taiping ne sont d'ailleurs pas seuls, ils se sont alliés avec une armée de Nian 捻 — et ceux-là aussi sont des adversaires redoutables des Qing, car avant qu'on en vienne à bout leur cavalerie aura semé pendant près de 15 ans la dévastation en Chine du Nord. Dans tous les cas, les assaillants pénètrent jusqu'au voisinage de Xi'an et s'attaquent aux sous-préfectures environnantes ; ils en capturent certaines le long de la route stratégique qui relie Xi'an à Tongguan, et ils mettent toute la région en ébullition. C'est alors que les Hui se soulèvent pour de bon, et la collusion entre rebelles Taiping ou Nian et bandits musulmans (entre *zei* 賊 et *fei* 匪, dans la terminologie officielle) épouvante la cour, qui ordonne une répression sans pitié. La formule est la même qu'ailleurs, c'est-à-dire, combiner l'envoi d'un corps expéditionnaire avec l'organisation de milices locales placées sous le commandement de fonctionnaires originaires de la région et de notables locaux, dont c'est la vocation naturelle de défendre leur pays natal²⁴. Or, les forces régulières envoyées depuis Pékin se font rapidement battre, si bien que pour un temps ce sont les milices armées des notables et des marchands qui deviennent le fer de lance de la résistance à la coalition des envahisseurs Taiping et des Musulmans locaux ; et comme elles manifestent l'intention d'exterminer purement et simplement ces derniers, il est facile d'imaginer que les affrontements sont féroces. Mais à la longue ce sont les Hui qui prennent le dessus sur les milices ; ils ravagent de nombreux bourgs et villages, assiègent et affament Jingyang pendant 6 mois (la moitié des habitants seraient morts de faim) et finissent par s'emparer de la ville au début de 1863, massacrent 70 000 personnes (c'est du moins ce chiffre qui est resté dans la mémoire) et incendient les bâtiments administratifs, et par conséquent toutes les archives.

Ceci, ce n'est que Jingyang ; mais l'autre ville importante du Weibeï, Sanyuan, est également attaquée, ainsi que de nombreuses autres localités dans le Guanzhong. Il serait bien

²⁴ Cf. Gao Wenyuan 高文遠, *Qingmo Xibei Huimin zhi fan Qing yundong* 清末西北回民之反清運動, Taipei, Xuehai chubanshe, 1988, p. 192 sq.

sûr superflu d'entrer ici dans les détails : il me suffira d'indiquer que les attaques, les sièges et les captures de villes, les saccages de bourgs et de villages, les massacres systématiques, aussi bien par les forces musulmanes que par leurs adversaires, se répètent jusqu'en 1868. En 1866 et 1867 les insurgés Hui sont de nouveau appuyés par une puissante armée de Nian, qui a envahi le Shaanxi une seconde fois. Les Nian réussissent à mettre le siège autour de Xi'an (la ville avait déjà été assiégée par une puissante armée de rebelles musulmans en 1863), et après que Xi'an a été délivrée par le corps expéditionnaire envoyé à la rescousse par la cour, ils remontent jusque dans le nord de la province, avant d'en être finalement expulsés par les forces impériales²⁵.

Mais ce qu'il importe ici de souligner, ce sont les conséquences de toutes ces batailles : je veux dire, la militarisation générale de la société locale, les destructions considérables un peu partout, les pillages généralisés, les pertes en vies humaines, également considérables, et le fait que la répression semble en fin de compte avoir momentanément éliminé les Chinois musulmans du Guanzhong rural (par opposition à la ville de Xi'an, où il reste une communauté importante) : les informateurs de Ma Changshou dans les années 1950 lui montrent de nombreux villages désignés comme « anciens villages musulmans ». Nous savons aussi qu'une grande quantité de terres cultivées ont été confisquées par l'administration comme « biens musulmans rebelles » (判回產業) pour être converties en terres militaires (*yingtian* 營田) afin de soutenir la logistique des armées commandées par Zuo Zongtang au Gansu et au Xinjiang dans les années suivantes ; plus tard encore, notamment après la grande famine de Guangxu, une partie de ces terres seront redistribuées à des réfugiés venus d'autres provinces²⁶. Au total, la partie la plus prospère de la vallée de la Wei aura été complètement ravagée pendant cette décennie 1860, pour la première fois depuis la fin des Ming, et avec des épisodes d'une violence qui n'est pas sans évoquer celle des années 1920, dont j'ai précédemment parlé.

La grande famine de 1876-1878, qui dévaste non seulement le Shaanxi mais encore toutes les provinces de Chine du Nord, et qu'on appelait à l'époque l'« incroyable famine de 1877 et 1878 » (*dingwu qihuang* 丁戊奇荒), est donc la deuxième cause majeure du retournement de conjoncture dont j'ai parlé, qui marque le début de l'histoire moderne de la région du Guanzhong en termes d'économie et de peuplement. Cet événement est à vrai dire bien plus connu que les affrontements intercommunautaires dont je viens de parler, car il a eu une dimension internationale, sur laquelle je reviendrai tout à l'heure.

En outre — ce qu'on ne pouvait pas alors percevoir en Chine — la sécheresse des années 1870 en Chine du Nord était la manifestation locale d'un phénomène mondial (ou « global »), puisque pendant ces mêmes années exactement l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Égypte, Java et le Brésil souffrent également de terribles sécheresses. Je le mentionne parce que la reconnaissance de cette simultanéité d'un bout à l'autre de la ceinture tropicale, et dans d'autres contrées plus au nord (comme la Chine du Nord), a été un jalon important dans l'identification d'autres phénomènes globaux comparables, récurrents, avec une périodicité moyenne d'une quarantaine d'années (sans préjuger d'écarts considérables par rapport à cette moyenne), avant qu'on en comprenne (nettement plus tard) la cause. Je veux parler de ce que les météorologues appellent aujourd'hui ENSO, pour « El Niño Southern Oscillation » ; c'est-à-dire une sorte de détraquement mondial du régime des précipitations (appelé phénomène El Niño, c'est-à-dire l'enfant-Christ, car ses premières manifestations au large de l'Amérique du Sud étaient observées par les pêcheurs aux alentours de Noël), un détraquement résultant de proche en proche de l'oscillation des masses d'air dans l'Océan Indien et le Pacifique Sud et du renversement du régime habituel des vents (Southern Oscillation). Cette « oscillation » a été identifiée dans les années 1920, mais on n'a commencé de comprendre le mécanisme général

²⁵ S.Y. Teng, *The Nien Army and their Guerrilla Warfare*, Paris, Mouton, 1961, p. 162-164.

²⁶ C'est en partie pour un programme de réhabilitation de ces terres abandonnées qu'en 1863 les autorités consultent Huang Fuchen 黃輔辰, qui compile à cet effet le *Yingtian jiyao* 營田輯要 (1864) et dirige un programme de *yingtian* dans les cinq préfectures de la vallée de la Wei. Sur Huang Fuchen, voir cours du 29/1/03.

de ses effets à travers le monde que dans les années 1960. Or, l'un des effets en question, c'est l'insuffisance des moussons dans l'Inde occidentale et en Afrique du Sud, et, plus au nord, les sécheresses de longue durée qui affligent périodiquement le Brésil et le nord de la Chine.

Je ne vais bien sûr pas essayer de vous exposer les éléments de ce mécanisme, dont le détail ne nous concerne pas ici, et qui de toute façon sont assez compliqués à comprendre, même dans la présentation pour non spécialistes qu'on en trouve dans l'ouvrage d'où je tire mon information. Mais l'ouvrage lui-même, dont l'auteur s'appelle Mike Davis, mérite d'être cité, car il propose une combinaison ingénieuse, audacieuse même, d'explication météorologique et d'explication socio-politique pour les grandes famines du 19^e siècle. Le titre de ce livre assez excitant, même si on peut en discuter certaines affirmations, et qui dans tous les cas a fait un certain bruit au moment de sa parution — ce titre annonce, d'une certaine manière, la couleur : *Late Victorian Holocausts. El Niño Famines and the Making of the Third World* (2001; paru en français en 2003 aux éditions La Découverte sous le titre nettement moins réussi : *Génocides tropicaux. Catastrophes naturelles et famines coloniales (1870-1900) : aux origines du sous-développement*).

La thèse, pour la présenter de façon simple, c'est que les crises de subsistances globales qui se sont succédées pendant la seconde moitié du règne de la reine Victoria — en 1876-1879, 1889-1891 (celle-ci n'atteint pas la Chine), et 1896-1902 (1899-1901 est en effet une période de sécheresse catastrophique en Chine du nord, l'une des causes reconnues de la révolte des boxeurs) — que ces trois épisodes mondiaux de famine, causés par des sécheresses résultant du phénomène El Niño (dont on a pu démontrer l'activité tout à fait exceptionnelle pendant le dernier tiers du 19^e siècle), ont été pour une large part la conséquence de la politique coloniale des puissances, lesquelles ont tiré avantage de la situation pour élargir et consolider leurs possessions et pour extraire toujours plus de ressources de ce qu'on n'appelait pas encore le tiers-monde ; et d'autre part, d'après Davis, ces famines, dans leurs pires aspects au moins, étaient un effet du système d'économie mondiale « victorien », centré sur Londres. En bref, comme il le dit à un moment, les victimes des famines de l'ère victorienne se sont retrouvées broyées entre trois engrenages qui embrayaient l'un sur l'autre : le climat, l'impérialisme, et le marché mondial (p. 12). Ou pour citer un autre passage : « Il ne s'agit pas en l'occurrence de “terres de famine” [*Land of famine* : l'allusion est au fameux ouvrage de Walter Mallory paru en 1926, *China Land of Famine*] encastrées dans quelque bras stagnant de l'histoire mondiale, mais du sort des populations tropicales au moment précis (1870-1914) où leur travail et leurs productions étaient activement enrôlés au service d'une économie mondiale centrée à Londres. Des millions de personnes ont péri, non pas à l'écart du “système mondial moderne”, mais alors même qu'elles étaient incorporées de force à ses structures économiques et politiques. Elles ont péri pendant l'âge d'or du capitalisme libéral ; en fait, beaucoup ont été assassinées, comme nous le verrons, par l'application théologique des principes sacrés de Smith, Bentham et Mill [c'est-à-dire les grands prêtres de l'économie libérale]. » (p. 9)

Autrement dit — et là, curieusement, on est tenté d'évoquer un vieux débat en Chine, qui remonte au moins à l'époque des Song — c'est la croyance aveugle (« théologique ») dans les vertus de la liberté du commerce — et ici, bien sûr, d'un commerce dominé par les métropoles occidentales — qui a conduit à laisser les masses asiatiques ou autres mourir de faim, parce que les lois du marché prescrivaient de laisser partir *ailleurs* les ressources alimentaires disponibles. L'exemple le plus frappant peut-être que donne Davis de cette situation — de ce sinistre paradoxe, pourrait-on dire —, c'est sans doute celui de la famine monstrueuse de 1876-1879 en Inde, pendant laquelle les morts de faim gisaient le long des voies ferrées — car l'Inde coloniale avait des moyens de transport modernes, contrairement à la Chine à la même époque — alors même que l'Inde britannique « exportait massivement du grain vers l'Angleterre au milieu d'une famine effrayante » (p. 11).

La situation est tout aussi terrible en Chine du Nord pendant les mêmes années, assurément, mais les choses ne se passent pas de la même façon. La Chine n'est pas une colonie comme l'Inde, ni même une colonie économique — du moins pas encore vraiment, à cette époque, et on ne peut certainement pas dire que les marchés européens la vidaient de ses grains ; mais Davis réussit quand même à poser la question suivante : « Comment pouvons-nous rendre compte, dans le cas de la Chine, de ce déclin massif en termes de capacité de l'État et d'assistance publique, spécialement de secours contre les famines, qui semble procéder au même pas que l'«ouverture» forcée de l'empire à la modernité par l'Angleterre et les autres Puissances ? » Bonne question en effet. Le problème, cependant, c'est que le déclin, incontestablement dramatique, des politiques d'assistance alimentaire de l'État impérial chinois n'était pas une conséquence de son ouverture à l'économie mondiale à partir des guerres de l'opium (à partir de la seconde guerre de l'opium et des traités de 1860, surtout). Il s'était enclenché bien avant, dès le début du 19^e siècle, pour des raisons essentiellement endogènes qu'il serait trop long de développer ici. Tout au plus peut-on dire — ce n'est pas négligeable, mais ça ne résume pas tout le problème — que ce déclin a été encore accéléré, d'abord, par la récession économique des années vingt et trente du 19^e siècle, dont une des causes a en effet été le renversement de la balance commerciale dû aux importations britanniques d'opium ; et ensuite, par les effets indirects des guerres de l'opium (et d'autres guerres plus tard dans le siècle), c'est-à-dire l'affaiblissement consécutif des moyens de l'État, la déplétion des greniers publics pour subvenir aux besoins des armées, les indemnités de guerre à financer, la désorganisation temporaire de l'administration dans de vastes régions, etc. — encore que de ce point de vue les rébellions des années 1850-1870, dont nous avons eu un aperçu tout à l'heure, ont probablement pesé beaucoup plus lourd.

Quoi qu'il en soit de ces questions, les différences en termes de capacité des États à alléger les effets des accidents agricoles d'origine climatique sont évidemment une variable essentielle. Davis en discute dans un de ses chapitres, et, comme il se doit, sur ce sujet de l'État la Chine est en particulièrement bonne place (p. 280 sq.). La démarche suivie par Davis pour étudier cet aspect du problème consiste à rechercher un *analogue* aux famines de la fin de l'ère victorienne dans lequel les paramètres naturels (i.e. climatiques) seraient à peu près les mêmes, mais où ce qu'il appelle les « variables sociales » — à commencer par la situation politique et le niveau d'intervention de l'État — seraient au contraire significativement différentes ; et à essayer de mesurer les effets de ces différences en ce qui concerne le sort des populations.

Or, l'exemple choisi par Davis pour cette démarche qu'on pourrait dire expérimentale — exemple dont il nous dit qu'il est particulièrement approprié —, est un épisode El Niño remontant aux années 1743 et 1744, considéré comme « exceptionnel » par les spécialistes, et qui a donné lieu à une grande sécheresse et à une famine en Chine du Nord, plus spécialement dans les provinces du Zhili et du Shandong, au sud de Pékin. Et il se trouve que cette famine de 1743-1744 — dont j'ai donc découvert dans le livre de Davis que c'était une « famine El Niño » —, je la connais bien puisque je lui ai consacré un livre dans le temps ; et c'est justement sur ce livre (et sur un autre encore, consacré à la politique de stockage public des grains sous les Qing, que j'ai publié avec un collègue) que Davis s'appuie — d'ailleurs un peu trop, à mon avis — pour démontrer qu'avec un État attentif et bien organisé, et avec des procédures bien au point, un événement climatique catastrophique peut *ne pas* résulter dans une famine, elle aussi, catastrophique ; c'est-à-dire que, même si c'est la disette, on ne déplore pas de surmortalité notable, ni de chaos social. Or, cet épisode El Niño du début des années 1740 était, là encore, un phénomène mondial, et Davis se plaît à souligner lourdement le contraste avec la situation en Europe à peu près au même moment, entre 1740 et 1743 — en Europe où des hivers « arctiques » et des sécheresses pendant les étés provoquèrent la mort de millions de personnes pour cause de famine, et d'épidémies liées à la famine ; et il conclut : « Dans l'Europe de

l'Âge de la raison, les "masses affamées" étaient françaises, irlandaises ou calabraises, mais pas chinoises. »

Ce tableau très rose que donne Davis de la situation en Chine au milieu du 18^e siècle, basé donc en bonne partie sur mes propres travaux — où il a, encore une fois, un peu trop tendance à surtout choisir ce qui l'arrange, à tel point qu'on croirait parfois lire les propos enthousiastes des jésuites sinophiles de l'époque —, ce tableau extrêmement optimiste vient en contraste très fort non seulement avec la situation contemporaine en Europe — où, là, c'est au contraire l'indifférence des monarques aux problèmes de développement et de sécurité économique qu'il a tendance à exagérer —, mais aussi, et j'y reviens donc, avec la situation en Chine à la fin du 19^e siècle. Certes, la « méga-sécheresse » (comme l'appelle Davis) de 1876-1879, provoquée par un phénomène El Niño dont les climatologues estiment qu'il représente un pic absolu sur une période de peut-être cinq siècles (y compris ses manifestations les plus récentes) — cette sécheresse a été plus longue, plus intense, et surtout beaucoup plus étendue géographiquement que celle de 1743-1744 dont nous venons de parler. Et il est certain que si l'État impérial chinois au milieu du 18^e siècle, avec tous ses moyens et avec son organisation bien rodée, avait été confronté à un pareil phénomène, il y aurait eu beaucoup plus de souffrances et de victimes qu'il n'y en a eu au Zhili dans les années 1740. Mais il est tout aussi certain qu'il y en aurait eu beaucoup *moins*, grâce précisément à ces moyens et à cette organisation, qu'il y en a effectivement eu en Chine du Nord au début du règne de Guangxu, dans la deuxième moitié des années 1870.

La famine de Guangxu, donc, frappe l'ensemble des provinces du nord, depuis le Gansu à l'ouest jusqu'au Zhili à l'est, en passant par le Shaanxi, le Shanxi et le Henan ; et elle aurait fait, suivant des estimations nécessairement impressionnistes, car l'appareil d'État ne disposait plus d'aucun outil statistique sérieux à cette époque, entre 10 et 20 millions de morts au total. (Concernant la famine du tournant du 20^e siècle, dont je redirai un mot, on parle d'une dizaine de millions ; quant à celle de 1928-1930, j'y reviendrai en détail plus tard). Cela étant, au-delà du coût humain et économique, il y a certains aspects de cet événement sur lesquels je voudrais m'attarder un instant, car ils préfigurent de façon importante les famines du 20^e siècle qui sont au cœur de notre sujet.

L'un des traits originaux de la famine de Guanxu, d'ailleurs souvent souligné, c'est qu'elle a marqué en Chine les débuts de ce qu'on pourrait appeler la philanthropie « nationale ». Je veux dire par là que, pour la première fois dans l'histoire de l'empire, des personnes privées se sont spontanément organisées pour contribuer de leurs deniers à des opérations de secours charitable concernant des régions *éloignées de la leur*, et même très éloignées, « étrangères », pourrait-on presque dire, au sens où le sentiment d'appartenance régionale, toujours très fort chez les Chinois, l'emportait alors de très loin sur le sentiment d'appartenir à une nation solidaire. Pour ne donner qu'un exemple, qui m'avait beaucoup frappé à l'époque où je lisais des sources sur la transition entre les Ming et les Qing, lorsque les habitants du bas Yangzi entendaient parler des cas de cannibalisme signalés pendant les terribles famines qui affligeaient les provinces du Nord aux alentours de 1640 (avant qu'ils aient eu à leur tour à subir les mêmes misères), c'était pour eux quelque chose de totalement exotique, qu'ils n'arrivaient pas à croire, et surtout, qui ne les concernait pas.

Ce n'est pas qu'avant la famine de Guangxu (pour y revenir) les stocks alimentaires, et encore plus les ressources financières, n'étaient pas susceptibles d'être transférées d'un bout à l'autre de la Chine (ou presque) pour venir en aide aux victimes des catastrophes naturelles ; simplement — et ça s'est surtout produit au 18^e siècle —, lorsque de tels transferts avaient lieu c'était l'État qui les concevait et qui les mettait en œuvre, et il s'agissait de ses propres ressources. La philanthropie privée était sollicitée, certes, et souvent elle s'organisait spontanément — parfois même c'était elle qui supportait la plus grande partie de l'effort ; mais c'était toujours dans un cadre local : il s'agissait bien de venir en aide à son propre voisinage, à

ses « compatriotes », à l'échelle de la sous-préfecture (du district) au maximum, de secourir des gens qui vous en auraient une reconnaissance sociale immédiate. L'institution typique depuis la fin des Ming, pour ce genre d'entreprise, était le « hall » charitable (*tang* 堂, avec un nom qui en indiquait la vocation, du genre *Tongren tang* 同仁堂, etc.), animé par un groupe de notables, parfois aussi de marchands, constitué pour l'occasion ; ces « halls » pouvaient se fédérer et faire les choses sur une assez grande échelle, surtout quand l'administration locale avait elle-même peu de moyens à mettre en œuvre, même si elle restait toujours la référence ultime et une source de patronage importante. Le « hall charitable » est à l'origine une institution typique des riches préfectures du bas Yangzi, dès la fin du 16^e siècle ; mais on en trouve ensuite d'innombrables exemples un peu partout, jusqu'à la fin de l'empire et au-delà. Et, encore une fois, son rayon d'action était toujours local. Les seuls transferts à longue distance non publics au bénéfice des régions souffrant de famines étaient des transferts commerciaux, et non pas charitables ; et en outre leurs destinations étaient souvent déterminées par l'État — par des dispenses de taxes de transit, tout particulièrement — plutôt que par le jeu spontané du marché.

Une autre nouveauté importante au moment de la famine de Guangxu, et appelée à beaucoup d'avenir, c'est qu'à cette époque émerge, toujours dans le bas Yangzi, et spécialement à Shanghai, un milieu de *spécialistes*, quasiment de professionnels, de la mobilisation charitable pour venir en aide aux provinces du Nord. Il s'agit en l'occurrence de gens qui possèdent les moyens matériels, l'infrastructure, la compétence et l'expérience pour organiser des campagnes de contributions auprès du public, faire de la publicité (les journaux de Shanghai, en anglais comme en chinois, jouent un grand rôle dans ces affaires à partir de ce moment), tenir les comptabilités, convoier les fonds vers les régions auxquelles ils sont destinés, et même procéder sur place à leurs propres enquêtes sur les besoins, et faire distribuer les fonds (ou les grains achetés avec les fonds) par leurs propre personnel ; en d'autres termes, ils sont capables de se substituer entièrement à l'administration, à laquelle à la limite on ne demande plus que de jouer le rôle de sanction officielle. C'est ce que résume l'expression chinoise *minjuan minban* 民捐民辦, qu'on pourrait gloser par : « *Non seulement* les gens ordinaires (*min*, i.e. les civils, les non fonctionnaires) fournissent les fonds, mais encore ils gèrent toute l'affaire » (par opposition à *minjuan guanban* 民捐官辦).

Il n'est pas impossible, soit dit en passant, que cette prise en main de l'ensemble du processus par des philanthropes agissant indépendamment de l'administration soit allée de pair avec l'apparition à cette époque — en tout cas, autant que je puisse en juger — du terme *yizhen* 義賑, « secours charitable », qu'on retrouvera bien sûr dans le nom de la CIFRC (*Huayang yizhen hui*). Sous les Qing, en effet, le mot *zhen* (secourir) en était venu à désigner spécifiquement les opérations conduites sous l'égide du gouvernement ; et à présent, donc, il aurait été récupéré par des organisations non gouvernementales. Cela reste à vérifier, je m'empresse de le dire, et il faudrait que je retourne à des textes antérieurs à la famine de Guangxu que je n'ai guère pratiqués depuis assez longtemps ; mais une chose au moins est sûre, c'est que les grands dictionnaires ne donnent que des références modernes pour le mot *yizhen*²⁷. (Quant au terme *yishen* 義紳, « notable charitable », qui apparaît constamment pour désigner les gens dont je suis en train de parler, il est tout simplement absent des dictionnaires.)

Cela étant, et quoi qu'il en soit de ces considérations lexicales, ces nouveaux spécialistes de la charité organisée sont le plus souvent des grands marchands dont la plupart possèdent également, comme c'était si souvent le cas dans les dernières décennies des Qing, des titres de fonctionnaires achetés (acquis contre contribution) — ce sont donc ce qu'on appelait des « notables-marchands » (*shenshang* 紳商) ; et ces titres officiels, que l'État n'était que trop enclin à brader pour se faire un peu d'argent, étaient importants, parce qu'ils vous conféraient

²⁷ Pour l'apparition du terme *yizhen* dès 1814, voir cours du 24/1/07, note 6.

de facto le même statut que les fonctionnaires, et vous permettaient par conséquent de parler d'égal à égal avec eux (tout en respectant les hiérarchies internes du milieu, bien sûr).

Arrivé à ce point, d'ailleurs, je voudrais dire un mot rapide d'un travail récent qui traite exactement du rôle de ces spécialistes de la philanthropie, et au Shaanxi. Il ne s'agit pas cependant de la famine de Guangxu, mais d'une autre de ces sécheresses dites El Niño dont la répétition pendant le troisième tiers du 19^e siècle est tellement remarquable, en l'occurrence la troisième (la deuxième en Chine), celle qui se trouve chronologiquement à cheval sur l'année 1900. Le travail en question est une communication présentée en août dernier à un colloque sur la famine en Chine sous la dynastie des Qing, organisé par l'Université du peuple à Pékin (et auquel il se trouve que j'ai assisté), une communication due à un historien de l'Académie des sciences sociales de Chine nommé Zhu Hu 朱滸²⁸. Le sujet du papier de Zhu Hu, ce sont les circonstances dans lesquelles la cour fit désespérément appel à ces professionnels de la lutte contre la famine, au Shaanxi en 1900 et 1901, et plus précisément le rôle qu'y jouèrent plusieurs d'entre eux, dont un certain Yan Zuolin 嚴作霖, un marchand de Shanghai qui avait déjà gagné ses galons dans ce type d'activité pendant la famine de Guangxu, et d'autres qui avaient imité son exemple dans les années suivantes.

Pourquoi au Shaanxi, et pourquoi « désespérément » ? Eh bien, parce que, comme chacun sait, à la suite du désastre des boxeurs en 1900, et juste avant l'attaque de l'armée alliée des huit nations contre Pékin, la cour, impératrice douairière Cixi en tête, et emmenant avec elle l'empereur Guangxu, maintenu en semi-captivité depuis le coup d'État de 1898, avait quitté la capitale au milieu du mois d'août de cette même année 1900 et était allée se réfugier, avec le dernier carré des fidèles, à Xi'an, sous prétexte d'aller « inspecter les régions de l'Ouest ». Or, la situation matérielle de ce gouvernement en exil, ou plutôt en fuite, était d'autant plus précaire que la région était, donc, en proie depuis l'année précédente à une terrible sécheresse — plus intense encore, semble-t-il, que celle qui avait jeté les paysans du Shandong et du Zhili dans les bras des propagandistes boxeurs juste avant, en 1899 et 1900 —, que la famine régnait dans presque toute la province, que des millions d'habitants du Shaanxi étaient affectés, et que l'on rapportait les manifestations les plus extrêmes typiques des situations de famine (les gens qui se nourrissent de l'écorce des arbres, ou même de chair humaine, etc.) ; et cette situation s'est prolongée jusqu'à la fin de 1901, faisant quelque deux millions de morts (d'après au moins une estimation), et avec des effets peut-être plus graves encore que la famine de Guangxu 25 ans plus tôt.

Dans tous les cas, le gouvernement-croupion de Cixi, réfugié à Xi'an dans le lointain Nord-Ouest, était totalement coupé des ressources de l'empire — et aussi bien, l'empire était plongé dans le chaos du fait des événements récents ; si bien qu'il était *de facto* impossible non seulement d'aider les populations locales en signe de légitimité, mais encore de simplement fonctionner, sans parler des problèmes de sécurité posés par la présence de la cour dans un environnement aussi volatile, et qui pouvait devenir menaçant (les habitants du Nord-Ouest étant réputés violents, comme on ne manque jamais de le rappeler). D'où les appels lancés avec insistance par les hauts fonctionnaires de la province et par la cour aux notables et marchands philanthropes de Shanghai, dont Zhu Hu montre que, pour la première fois dans l'histoire de la dynastie, le gouvernement s'est presque entièrement reposé sur leurs contributions, sur leur présence sur le terrain avec les équipes qu'ils avaient amenées avec eux, et sur leurs méthodes, pour essayer de secourir les victimes de la famine — même si dans les proclamations officielles ce n'était supposé être qu'un « appoint », ou plutôt une « collaboration ». Et la réponse des gens de Shanghai a été d'autant plus positive que la présence au Shaanxi des « deux palais » (兩宮) — comme on désignait l'impératrice douairière et l'empereur —, et dans une situation

²⁸ Zhu Hu 朱滸, « 地方系譜向國家場域的蔓延——1900-1901年的陝西旱災與義賑 », colloque « 清代災荒與中國社會 », Zhongguo renmin daxue, 21-24 août 2005.

excessivement précaire, faisait de l'opération une cause non seulement nationale (littéralement, « concernant la situation globale », *guanxi daju* 關係大局), mais véritablement *dynastique*, pour ne pas dire légitimiste : comment l'attestent les déclarations des notables de Shanghai venus à la rescousse, ainsi d'ailleurs que les appels dans la presse, il s'agissait bien de se « revaloir de la dynastie » (*baoguo* 報國) — je crois que dans ce contexte il serait encore anachronique de rendre l'expression par son sens actuel, « servir la patrie ».

Certes, ce n'était pas exactement la même chose dans le cas de la famine de Guangxu. Mais pour revenir à cette dernière, il y a encore un aspect fondateur, en quelque sorte, dont il me faut dire un mot, car il inaugure un type de discours sur la famine qui sera central dans les années 1920 (qui nous concernent bien sûr au premier chef). J'ai déjà mentionné le fait que la famine de Guangxu est la première à avoir eu une forte visibilité internationale, comme il était après tout naturel puisque c'était le premier événement de cette nature et de cette ampleur à se produire à un moment où Européens et Américains étaient présents en nombre en Chine, tant dans les centres urbains de la côte et à Pékin que, déjà, dans l'intérieur, ceci valant surtout pour les missionnaires.

De ce fait, la famine des années 1876-1879 non seulement est abondamment couverte dans les médias occidentaux, mais encore elle marque le début d'un débat contradictoire sur la nature même et sur les causes des famines en Chine, qui reviendra à maintes reprises dans les décennies suivantes ; j'y ai d'ailleurs fait brièvement allusion à propos de la famine de 1928-1930, lorsque j'ai mentionné le rapport de la Croix-rouge américaine, très hostile aux distributions gratuites de secours telles que les pratiquaient alors les organisations charitables chinoises ainsi que — faute de pouvoir lancer des grands programmes de développement dans les conditions chaotiques de l'époque — la CIFRC. Or, on trouve des critiques du même type (toutes choses égales par ailleurs) chez les étrangers de Chine au moment de la famine de Guangxu. C'est ainsi que, dans une communication présentée au colloque de Pékin auquel j'ai déjà fait allusion, Kathryn Edgerton (une chercheuse américaine qui a beaucoup travaillé sur cette famine dans la province du Shanxi) analyse de façon très intéressante les interprétations divergentes des étrangers de Shanghai et des autorités chinoises sur les causes de la famine²⁹. Comme elle le montre, dans le discours porté par la presse étrangère (à commencer par le *North China Herald*, le grand journal en langue anglaise publié à Shanghai depuis 1850), les principaux coupables, ce sont les mandarins corrompus et incompetents — c'est le gouvernement chinois, non pas tant parce qu'il ne fait rien, que parce que ce qu'il essaye de faire, sans grand succès d'ailleurs, est contre-productif : en tentant d'envoyer dans les régions sinistrées des secours vendus à bas prix, il interfère avec la sacro-sainte liberté du marché, et en distribuant des secours gratuits (sans exiger un travail productif en contrepartie), il encourage la paupérisation des masses. Et dans un éditorial de 1878 le même *North China Herald* proclame que celui qui pourra un jour sauver la Chine, c'est l'« ingénieur patriote », l'homme de science capable à la fois d'analyser objectivement les causes de la famine, et de construire des voies ferrées pour porter secours aux masses affamées — et là (qu'il s'agisse de voies ferrées ou d'autres infrastructures), c'est un thème qu'exprimeront avec force, une cinquantaine d'années plus tard, non seulement des ingénieurs comme Todd et ses collègues américains en Chine, qui se considèrent comme des sortes de missionnaires, mais également les ingénieurs chinois formés à l'occidentale, comme Li Yizhi et une quantité d'autres. Donc, ce dont a besoin la Chine, c'est d'une part, le laissez-faire, et d'autre part, le progrès. Au même moment exactement — en tout cas d'après Davis et les sources sur lesquelles il s'appuie —, les voies ferrées construites par les Anglais en Inde n'étaient justement *pas* utilisées pour importer des

²⁹ Kathryn Edgerton-Tarpley, « Famine and ideology in late-Qing China : contending interpretations of famine causation and prevention during the “Incredible Famine” of 1876-1879 ». Également son ouvrage *Tears from Iron: Cultural Responses to Famine in Nineteenth-Century China* (University of California Press, 2008), chap. 5.

vivres dans les régions les plus touchées par la famine, mais plutôt pour les transporter vers les marchés les plus rémunérateurs ; ce qui signifierait que, *du point de vue des masses affamées*, la combinaison des transports modernes et de la liberté du marché n'était pas nécessairement la combinaison gagnante.

Quoi qu'il en soit, l'attitude des autorités chinoises que visaient de telles critiques était à vrai dire ambiguë. Le discours officiel sur la famine restait fidèle à la ligne traditionnelle : l'empereur doit corriger son comportement et ses pensées afin de convaincre le Ciel de rétablir l'équilibre cosmique et le régime normal des précipitations ; maintenir en vie les sujets de l'empire est la priorité absolue ; et toutes les énergies des fonctionnaires doivent être tendues vers ce but. Dans la pratique, au moment de la grande famine de 1876-1879 le pouvoir central était non seulement dans les plus grandes difficultés financières, mais il était en outre affaibli politiquement, l'empereur Guangxu étant encore un enfant en bas âge et l'impératrice douairière étant très critiquée pour avoir choisi de mettre sur le trône un de ses neveux qui ne cadrait pas avec la succession normale des générations. De ce fait, la cour n'était pas vraiment capable d'arbitrer entre les deux factions de hauts fonctionnaires les plus puissantes, dont l'une (commandée par Li Hongzhang) voulait consacrer le maximum de ressources aux projets de modernisation industrielle et de défense côtière, tandis que l'autre (dont le leader était Zuo Zongtang, cité tout à l'heure) donnait la priorité à la défense continentale et à la consolidation de l'Asie Centrale. En revanche un groupe de fonctionnaires traditionalistes, très bruyants mais sans influence réelle, insistaient pour que l'on réduise drastiquement les programmes de modernisation et qu'on affecte le maximum de ressources à financer les secours pour les victimes de la famine : pour eux, en effet, cette crise de subsistances sans précédent était lourde de menaces pour la paix intérieure de l'empire ; et en dernière analyse celui-ci ne serait sauvé que si le *peuple* était d'abord préservé des souffrances dans lesquelles il était plongé, et qui risquaient de mettre en question ses sentiments de loyauté envers le trône.

Je cite ces débats du début du règne de Guangxu parce que c'est la première fois, d'une part, que les principes traditionnels de l'administration de la famine se sont trouvés contestés de l'extérieur, par ces occidentaux qui tenaient une place de plus en plus grande en Chine ; et d'autre part, parce que c'est la première fois que l'élite politique de l'empire s'est trouvée confrontée à des choix difficiles sur les priorités à définir, dont certaines étaient nouvelles : priorités militaires, ou priorité au développement industriel (ou, si l'on préfère, à la modernisation), ou enfin priorité à ce qu'en termes sunyatséniens on appellera un peu plus tard le « bien-être du peuple » (*minsheng*), qui implique, entre autres choses, une politique active de secours en cas de catastrophe naturelle. Alors que cette dernière priorité allait de soi dans le discours impérial traditionnel (évitons le mot passe-partout « confucéen »), à la fin des Qing et sous la République c'était beaucoup moins évident, et dans les faits l'État s'est considérablement retiré sur ce front, ce qui explique en grande partie la croissance et la multiplication des organisations philanthropiques dès ces années 1870.

Mais il n'y a pas que les philanthropes chinois, que j'ai évoqués tout à l'heure. La famine de Guangxu marque aussi l'entrée en scène de la philanthropie internationale pour lutter contre la famine en Chine. Comme le rappelle dans un article récent une collègue de Heidelberg, Andrea Janku³⁰, les philanthropes chinois du bas Yangzi mobilisés depuis Shanghai se sont trouvés engagés dans une concurrence discrète, mais pas moins acharnée pour autant, avec les missionnaires protestants et catholiques, lesquels bénéficiaient non seulement de moyens importants, grâce à leurs maisons-mères et à une succursale ouverte à Londres qui mobilisait les donations charitables en Angleterre et en Amérique, mais encore d'une propagande efficace dans la presse internationale et dans celle de Shanghai et de quelques autres métropoles chinoises. Pour eux — et certains le proclamaient ouvertement — cette famine était un don de

³⁰ « Sowing happiness : spiritual competition in famine relief activities in late nineteenth-century China », *Journal of Chinese Ritual, Theatre and Folklore*, n° 143 (2004), p. 89-118.

Dieu, l'occasion d'une véritable « conquête religieuse » : elle allait leur permettre, grâce à leurs œuvres charitables, de faire accomplir des progrès foudroyants au christianisme en Chine. Et, de fait, ils ne pouvaient qu'impressionner le public chinois par leur acharnement au travail sur le terrain, par leur efficacité, et aussi par leur honnêteté et leur désintéressement — sur le plan matériel, sinon spirituel.

Or, la compétition était également spirituelle, en ce sens que le ressort traditionnel de la charité chinoise, c'était la croyance bouddhiste dans la rétribution des bonnes œuvres. Précisément, l'hypothèse intéressante d'Andrea Janku est que le modèle de militantisme et de sacrifice de soi-même offert par les missionnaires chrétiens pendant la grande famine de Guangxu aurait encouragé un certain nombre de *leaders* de la philanthropie chinoise à se tourner vers des valeurs éthiques de compassion plus authentiquement bouddhistes que la croyance populaire dans la rétribution, en quelque sorte tarifée, des actes charitables. Et en cela, la famine de Guangxu aurait été un élément important du renouveau bouddhique en Chine à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e. Il est important de le remarquer, car, comme nous le verrons plus tard, ce nouveau militantisme bouddhiste a joué un grand rôle dans la philanthropie chinoise active pendant les famines des années 1920.

Quoi qu'il en soit, pour toutes les raisons que j'ai évoquées aujourd'hui la famine de Guangxu doit être considérée comme un tournant fondamental dans l'histoire socio-économique de la région à laquelle nous nous intéressons plus particulièrement, et c'est pourquoi je m'y suis attardé. En outre, ce n'est pas si abstrait que cela. En effet — et pour revenir à mon point de départ — il est manifeste que le souvenir des calamités des règnes Tongzhi et Guangxu est resté vivace dans la mémoire des années 1920. Dans son autobiographie, composée en 1926, Li Yizhi (qui était né en 1882) en parle à partir de ce que lui ont raconté ses parents et grands-parents (sa grand-mère en particulier) : pendant la famine, leur village avait perdu la moitié de ses habitants, et eux-mêmes avaient considérablement souffert (il y avait un oncle riche, mais il ne voulait pas partager, ce qui avait été prétexte à une de ces disputes interminables qui déchirent parfois les familles chinoises). Et avant cela, pendant la rébellion des musulmans, qui avait donc duré sept ans, le village de ses grands parents avait aussi connu les massacres et les incendies ; sa grand-mère avait été obligée de fuir avec la famille dans des grottes dans les montagnes au nord, etc., etc. Li Yizhi parle de tout cela dans des termes très dramatiques, et il est clair que pour les gens de sa génération il s'agissait de choses encore toutes proches, même s'ils ne les avaient pas eux-mêmes connues.

En tout cas ces impressions d'un personnage central dans notre histoire ne font qu'illustrer un phénomène souvent mentionné dans les sources, et de plus, bien étudié dans un travail récent dont je reparlerai : la dépopulation dramatique du Guanzhong au lendemain des guerres civiles des années 1860 et de la grande famine de Guangxu, et sa repopulation progressive, encore que partielle, et freinée par de nouvelles calamités, pour une bonne part par des immigrants arrivés du Hubei, du Sichuan, du Henan, du Shandong même, dès les années 1880³¹. Les équilibres sociaux et les régimes agraires traditionnels dans la région s'en sont trouvés changés au sortir de ces grandes crises des années 1860 et 1870. Mais il y a eu au moins un autre changement, tout aussi fondamental pour façonner le régime agricole au Guanzhong tel qu'il se présentait à la veille de la grande famine de 1928-1930 : ce changement, ce sont les progrès apparemment foudroyants de la culture du pavot dans la région, dès le lendemain des crises dont je viens de vous parler. C'est donc en évoquant l'histoire politique, militaire et, surtout, économique de la production de l'opium dans la région que je commencerai mon prochain exposé.

³¹ Cf. Chao Xiaohong 鈔曉鴻, *Shengtai huanjing yu Ming Qing shehui jingji* 生態環境與明清社會經濟, Hefei, Huangshan shushe, 2004, p. 334 sq.

22/3/06

J'avais parlé il y a trois semaines des grandes crises qui ont dévasté l'économie et la société de la vallée de la Wei (du Guanzhong) dans les années 1860 et 1870. Dans les années 1860 il s'agit de ce qu'on est convenu d'appeler les « rébellions musulmanes » — de conflits intercommunautaires entre Han et Hui qui couvaient depuis longtemps mais qui explosent à la faveur d'une incursion des Taiping et des Nian dans le Guanzhong en 1862 ; ces conflits, comme nous l'avons vu, donnent lieu dans les années suivantes à d'interminables violences, et à ce qu'on appellerait aujourd'hui une entreprise de « purification ethnique », qui a plus ou moins fait disparaître les Musulmans des campagnes du Shaanxi central. Et à partir de 1876, et jusqu'en 1879, c'est bien sûr la grande famine dite de Guangxu, que j'ai assez longuement évoquée. Ces quatre années de sécheresse laissent la région gravement dépeuplée et, économiquement, totalement exsangue : dans certains districts pour lesquels on dispose de chiffres il semble bien qu'au moins la moitié de la population résidente ait disparu, ce qui est énorme. Cette famine est d'ailleurs suivie d'autres épisodes semblables pendant les dernières années de l'empire, parmi lesquels j'avais mentionné la famine causée par la terrible sécheresse de 1900-1901, qui, d'après certains auteurs, aurait causé encore plus de pertes humaines au Shaanxi que celle de 1876-1879.

Mais le Guanzhong s'est progressivement repeuplé à la suite de la famine de Guangxu, même s'il ne semble pas qu'on ait retrouvé, pendant l'époque qui nous occupe (c'est-à-dire jusque dans les années 1930), les niveaux de densité démographique qui prévalaient avant ces deux décennies exceptionnellement meurtrières — ce qui bien sûr s'explique aussi par les grandes famines de 1900 et, dans une moindre mesure, de 1920. Ce que je voudrais souligner, simplement, c'est, d'abord, que ce repeuplement a été fortement encouragé par un certain nombre de mesures, fiscales ou autres, prises par l'administration, dès le lendemain de la famine de Guangxu, car les autorités étaient anxieuses de réhabiliter les terres dévastées et de les rendre à nouveau productives — et productives de revenus fiscaux, tout particulièrement ; et ensuite, c'est qu'il a été le résultat (ce repeuplement) de deux processus différents : un processus de retour, et un processus d'immigration.

Le retour d'une partie des habitants qui avaient fui les troubles et la famine, et qui ont donc pu retrouver peu à peu leurs villages et leurs exploitations, n'a concerné en réalité que les habitants Han ; en effet les Hui qui avaient survécu aux conflits interethniques des années 1860 avaient été éliminés de la région, comme je viens de le rappeler, et ils sont allés s'installer plus loin à l'Ouest, au Gansu et au Xinjiang. Quant à l'apport démographique externe dont a bénéficié le Guanzhong au sortir de la famine de Guangxu, toutes les sources le décrivent comme un vaste mouvement d'immigration en provenance soit d'autres régions du Shaanxi (le sud de la province en particulier), soit, surtout, de provinces voisines comme le Henan, le Shanxi, le Hubei ou le Sichuan, ou même de provinces plus lointaines (i.e. non limitrophes du Shaanxi), telles que le Hunan, le Zhili et le Shandong.

Cet afflux d'immigrants est mentionné dans toutes les préfectures du Guanzhong. À vrai dire il est assez difficile à mesurer quantitativement. On rencontre en effet pas mal de sources locales affirmant, à la fin du 19^e siècle ou plus tard, que ces gens qu'on appelle traditionnellement en Chine des « hôtes » (*kemin* 客民 ou *kehu* 客戶) représentent, dans tel village, tel canton, ou même telle sous-préfecture (district), jusqu'au tiers, voire parfois plus de la moitié de la population résidente ; mais d'un autre côté les chiffres, là où ils existent, ce qui est à vrai dire assez rare, suggèrent des proportions nettement plus modestes — disons plutôt dans l'ordre du dixième. Mais ce qui compte, en un sens, c'est la *perception* qu'avaient les autochtones de leurs nouveaux voisins, dans la mesure où cette perception semble les avoir encouragés à en exagérer aussi bien le nombre que la place qu'ils occupaient, comme c'est

après tout si souvent le cas lorsque l'immigration dépasse un certain « seuil ». C'est qu'en effet les immigrants qui ont afflué au Guanzhong ont eu, de toute évidence, un impact assez profond sur les sociétés locales auxquelles ils venaient s'intégrer avec plus ou moins de facilité. Non seulement ils apportaient avec eux des coutumes et des pratiques différentes, mais encore ils étaient fréquemment une source de conflits avec les autochtones, et de ce fait ils posaient un problème d'ordre public pour les administrations locales, même si celles-ci étaient *a priori* favorables à la repopulation du pays, et qu'elles ont d'une certaine manière suscité l'immigration par des mesures positives d'encouragement. Or, ces effets sont encore sensibles pendant la première moitié du 20^e siècle, et c'est bien la raison pour laquelle ils méritent qu'on en dise un mot.

Ce que j'ai à en dire s'appuie en grande partie sur les recherches d'un jeune historien originaire de la région, Chao Xiaohong 鈔曉鴻, à qui l'on doit l'une des seules études sur l'immigration au Guanzhong à la fin des Qing³². D'après Chao Xiaohong, qui part d'un examen minutieux des sources disponibles, les autochtones et les immigrés vivaient très souvent mêlés géographiquement les uns aux autres, même si administrativement ils continuaient d'être enregistrés séparément. En fait les fonctionnaires locaux s'efforçaient d'éviter autant qu'il était possible les phénomènes de communautarisme basés sur l'origine régionale, en intégrant les immigrés aux structures locales de gouvernement et de contrôle, comme les *baojia* (les structures rurales de surveillance mutuelle) ou les milices locales, et cela, même si les communautés d'immigrés liées par une origine régionale commune revendiquaient fréquemment d'avoir leurs propres *baojia* et leurs propres milices.

Cela étant, dans les premiers temps au moins, les solidarités basées sur des origines régionales partagées — et par conséquent sur une communauté de dialecte — semblent bien avoir été les plus fortes, si bien qu'on nous parle de communautés d'immigrés s'organisant entre eux, évitant les rapports avec les autochtones (ou avec les immigrés venus de provinces différentes), ne se mariant qu'entre eux, etc., voire même adhérant au christianisme pour se singulariser, sans parler de phénomènes de vendettas entre groupes d'origine différente, ou au minimum de procès constants portés devant les tribunaux. En bref, tout indique que presque partout la cohabitation était grevée d'hostilité et de tensions. Certes, il semble également — toujours d'après les observations de Chao Xiaohong — que les phénomènes d'assimilation aient fini par l'emporter dans un certain nombre de cas et que les tensions se soient apaisées ; mais même avec le passage des générations il restait incontestablement des exceptions.

Sur le plan politique et idéologique, Chao Xiaohong note que ce sont principalement les populations immigrées qui ont été responsables du développement rapide des sectes hétérodoxes et des sociétés secrètes au Guanzhong à la fin des Qing, alors qu'avant le milieu du 19^e siècle elles ne semblent pas y avoir été particulièrement actives, ni même connues : non seulement les nouveaux arrivants — originaires de certaines provinces au moins — étaient déjà familiers de ce mode d'organisation et des idéologies variées, mais toujours hostiles à *l'establishment*, qu'il colportait, mais encore il était naturel pour eux de développer un type de liens fondés sur la fraternité jurée et sur l'entraide inconditionnelle, puisqu'en tant qu'immigrés ils se retrouvaient dans un environnement par définition étranger, et facilement hostile. Cet aspect de l'immigration au Shaanxi à la fin des Qing a son importance pour notre histoire, car les sociétés secrètes — dont la plus répandue dans le Guanzhong était la « Société des aînés et des anciens » (Gelaohui) — ont joué un rôle moteur dans la révolution de 1911 à Xi'an et dans toute la région. En effet les militants de la Ligue jurée de Sun Yat-sen, qui se préparaient depuis plusieurs années à l'événement, avaient activement sollicité leur coopération, et la Gelaohui semble avoir été particulièrement active au sein des nouvelles forces armées. Pour ne donner

³² Chao Xiaohong, *Shengtai huanjing yu Ming Qing shehui jingji* 生態環境與明清社會經濟, Hefei, Huangshan shushe, 2004, p. 334-352 (« 晚清時期陝西移民入遷與土客融合 »).

qu'un seul exemple, un jeune officier révolutionnaire comme Hu Jingyi, dont j'ai déjà souvent parlé, est connu pour s'être en quelque sorte spécialisé dans la liaison avec les membres de la Gelaohui dans le but de promouvoir la cause anti-mandchoue. Il faut ajouter que la culture des sociétés secrètes au Guanzhong a perduré pendant les premières décennies de la République, et qu'elle est indissociable du *banditisme* qui a proliféré à la faveur des désordres, des calamités naturelles et de la famine pendant cette période (et qui en a été en grande partie la conséquence, bien sûr). Il faudrait d'ailleurs mentionner ici un groupe distinct de la Gelaohui, mais tout aussi courtisé par les révolutionnaires comme Hu Jingyi, et également mis à contribution au moment de la révolution de 1911 — je veux parler de ces gens qu'on appelait (littéralement) des « hôtes sabreurs » (*daoke* 刀客) — ou « porteurs de sabres » —, qui affichaient à l'origine un comportement de bandits d'honneur, attaquant les riches et protégeant les pauvres, mais qui pendant et après 1911 ont eu vite fait de verser dans le brigandage incontrôlable. Je n'ai pour le moment pas trouvé mention que les *daoke*, qui se distinguaient par le port d'une sorte de sabre effilé particulier à la région, se soient plus particulièrement recrutés parmi les populations récemment immigrées ; mais il reste malgré tout le mot *ke*...

Quoi qu'il en soit, tout ce que je viens de dire intéresse d'abord les effets socio-politiques de l'immigration au Guanzhong postérieurement aux crises des années 1860 et 1870. Malheureusement — et pour revenir au sujet dont j'étais parti — Chao Xiaohong reporte à plus tard d'étudier l'impact de l'immigration sur *l'agriculture* proprement dite du Guanzhong, c'est-à-dire, considérée sous ses aspects techniques, comme, par exemple, l'introduction de méthodes de production qui n'auraient pas été pratiquées jusqu'alors dans la région, ou l'adoption de nouvelles cultures ; ou encore, du point de vue des changements que l'immigration aurait pu favoriser dans les rapports entre les propriétaires des moyens de production (tels que la terre, le capital, etc.) et la force de travail — autrement dit, dans les rapports de production —, ce qui est un problème important car, comme nous le verrons le moment venu, ces rapports se présentent de façon assez particulière au Guanzhong, à tel point que certains spécialistes n'hésitent pas à parler d'un « modèle du Guanzhong » qui serait caractérisé par une grande dispersion des propriétés et un faible taux de fermage, contrairement au modèle supposé le plus courant en Chine, qui implique une concentration élevée de la propriété foncière³³.

Cela étant dit — et comme je l'avais déjà indiqué à la fin de mon dernier exposé —, il faut mentionner au moins un autre changement fondamental dans l'agriculture du Guanzhong dès le lendemain des crises des années 1860 et 1870, et celui-là très réel, sans qu'on puisse d'ailleurs dire s'il a été influencé par les changements démographiques dont je viens de parler. Ce changement, dont l'impact cumulé est on ne peut plus en évidence à la veille de la grande famine de 1928-1930, ce sont les progrès extrêmement rapides de la culture du pavot et de la production d'opium dans la région, qui ont notablement changé la structure de l'économie agraire dans de nombreux districts. Et c'est pour l'essentiel à cela que je vais me consacrer aujourd'hui.

Je m'empresse de préciser que ce développement n'est pas propre au Shaanxi. Bien au contraire, les progrès de la production d'opium en Chine à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e, dont les causes étaient aussi bien nationales qu'internationales, sont un fait massif d'un bout à l'autre du pays. Mais il se trouve aussi que ce phénomène présente un certain nombre de causes et d'effets caractéristiques dans le Nord-Ouest, et en particulier au Guanzhong, et qu'il est par

³³ D'après certaines sources des années 1930 citées in Eduard B. Vermeer, *Economic Development in Provincial China: The Central Shaanxi since 1930* (Cambridge University Press, 1988), p. 465 n. 45 et 46, il y aurait un fort contraste entre l'indolence et la faible productivité des natifs du Shandong, affaiblis par des années de consommation d'opium, et les gens « robustes et industriels » originaires du Shandong ayant immigré dans la région de Sanyuan une quarantaine d'années plus tôt.

conséquent important pour nous d'étudier tout cela de plus près. Et il me semble déjà que la première chose à faire, si l'on veut mettre en contexte la façon dont les choses se sont passées dans la région qui nous occupe, est de faire un certain nombre de rappels sur l'histoire de l'opium dans la Chine moderne en général : même si ces rappels seront nécessairement brefs, il n'est certainement pas inutile de jeter un coup d'œil sur la littérature concernant le sujet, car celle-ci s'est notablement renouvelée ces dernières années³⁴.

Comme on sait — et pour commencer par le commencement —, la consommation de l'opium en Chine avait été dénoncée dès le début du 18^e siècle, à la fois comme un problème d'ordre public et au prétexte que c'était un moyen pour les étrangers d'extorquer de l'argent aux Chinois; elle avait même été interdite en 1729 par un édit de l'empereur Yongzheng, visant en fait les trafiquants plutôt que les consommateurs³⁵. Mais les importations illégales d'opium indien en Chine n'ont commencé à croître de façon réellement significative qu'à peu près un demi-siècle plus tard, une fois que la Compagnie britannique des Indes orientales, qui en avait à l'époque le monopole, eut décidé en 1773 de les sous-traiter à des marchands indépendants (les « country traders ») qui échappaient largement aux contraintes du système de Canton régissant alors le commerce étranger de la Chine sous la forme, également, d'un monopole. Quarante ans plus tard, en 1813, la Compagnie des Indes orientales perd le monopole légal qu'elle exerçait jusqu'alors sur le commerce de l'opium produit en Inde, ce qui ne fait qu'accélérer le mouvement. On a d'ailleurs suggéré que, considéré du point de vue non pas de l'offre mais de la demande, ce décollage des importations d'opium pourrait aussi s'expliquer par la découverte par les Chinois, dans le dernier quart du 18^e siècle, des sensations procurées par l'inhalation d'opium pur, beaucoup plus riche en morphine que le mélange d'opium et de tabac qu'on fumait auparavant.

Quoi qu'il en soit, c'est pendant les premières décennies du 19^e siècle que les progrès rapides de la consommation d'opium dans la plupart des provinces et dans toutes les classes de la société, et tout particulièrement au sein de l'administration et des forces armées, et jusqu'à la cour, commencent à alerter sérieusement le gouvernement impérial. Cette progression irrésistible résulte à la fois de la demande en Chine même, qui semble inépuisable (mais dont il serait trop long d'essayer d'analyser ici toutes les motivations possibles), et de l'offre britannique, elle aussi en croissance exponentielle même s'il s'agit toujours, je le rappelle, de contrebande. Le principal souci du gouvernement des Qing, cependant, ce sont moins les progrès de l'opiomanie parmi la population, qui ne seront dénoncés que plus tard dans le siècle comme une grave cause d'affaiblissement de la nation, que les effets négatifs de la contrebande de l'opium sur la balance commerciale de l'empire ; plus spécialement, on s'inquiète de l'hémorragie d'argent monétaire qui en est la conséquence, et qui a en effet eu des effets délétères sur l'ensemble de l'économie chinoise, clairement reconnus à partir de 1820 environ.

Or, du point de vue de l'Angleterre, les profits énormes engendrés par le commerce de l'opium étaient indispensables pour financer non seulement ses importations de produits chinois, notamment les thés et les soieries, qui représentaient des sommes considérables, mais encore pour financer son administration et sa présence militaire en Inde et l'expansion de son empire colonial en Extrême-Orient. Les origines des deux guerres de l'Opium ne sont pas à chercher ailleurs, en dépit de tous les discours édifiants tenus à l'époque sur la nécessité d'ouvrir la Chine au commerce international, voire tout simplement à la civilisation, et de l'obliger à participer à ce qu'on appelait le concert des nations. Décidé malgré les oppositions qui s'exprimaient avec vigueur dans certains milieux britanniques contre les exigences du

³⁴ Pour un rapide historique, voir l'introduction de Timothy Brook et Bob Wakabayashi, *Opium Regimes : China, Britain, and Japan, 1839-1952* (Berkeley, University of California Press, 2000).

³⁵ Pour les détails relatifs à la consommation, v. Jonathan Spence, « Opium smoking in Ch'ing China », in Frederic Wakeman et Carolyn Grant, éd., *Conflict and Control in Late Imperial China* (Berkeley, University of California Press, 1975), p. 143-173.

lobby des marchands de drogue, l'envoi en Extrême-Orient d'un corps expéditionnaire pour contraindre la cour des Qing à mettre fin au système de Canton et à établir avec l'Angleterre des relations diplomatiques « normales » était une réponse directe aux mesures drastiques prises à Canton en 1838 par le célèbre commissaire Lin Zexu 林則徐, aujourd'hui célébré en Chine comme le héros fondateur de la résistance à l'impérialisme, pour bloquer les importations d'opium. C'est bien pour cela qu'on parle de première « guerre de l'Opium », même si l'opium n'était même pas mentionné dans le traité de Nankin qui a mis fin aux hostilités en 1842.

Quant à la seconde guerre de l'Opium, partie d'un incident local, toujours à Canton, en 1856, elle s'explique par les effets non anticipés de la libération partielle du commerce *légal* entre la Chine et les puissances européennes, telle qu'elle était prévue dans le traité de Nankin : les importations d'opium, qui n'étaient pas encore incluses dans ce commerce légal et continuaient par conséquent de relever de la contrebande, étaient en effet plus que jamais indispensables pour rectifier une balance commerciale qui était très lourdement favorable à la Chine, laquelle avait beaucoup à vendre au consommateur anglais mais pas grand-chose à acheter en échange — en dehors de l'opium, s'entend. Certes, la volonté de légaliser les importations d'opium en Chine, et donc de les libérer de tout obstacle, n'a pas été la seule raison des hostilités déclenchées par l'incident de 1856 et de l'envoi d'un corps expéditionnaire franco-britannique pour faire entendre raison à la cour des Qing : il existait pour les Puissances bien d'autres causes de frustration et d'exaspération après les espoirs quelque peu démesurés de conquête commerciale et d'établissement de relations diplomatiques d'égal à égal qu'avait fait naître le traité de Nankin. Il n'en reste pas moins qu'aux termes du traité de Tianjin, signé après la première défaite des Qing en 1858, et confirmé par les conventions de Pékin consécutives à la dénonciation du traité de Tianjin par la cour et à l'occupation de Pékin par les forces franco-britanniques en 1860 — il n'en reste pas moins qu'après cela l'opium est devenu pour la première fois un article légal d'importation en Chine, que le commerce et la consommation à l'intérieur du pays en sont par conséquent devenus libres, ou du moins, très difficiles à interdire, en dépit d'une législation pénale toujours en vigueur³⁶ ; et qu'à partir de là ils ont en effet progressé de façon extrêmement rapide.

On peut dire que, d'une certaine manière, tout change après 1860. L'une des raisons, c'est que, dès lors que son importation a été légalisée et qu'il est devenu une denrée taxable comme les autres, l'opium a acquis une signification économique entièrement nouvelle pour les autorités. Il s'agissait désormais d'un produit officiellement comptabilisé dans les statistiques du commerce international — lesquelles statistiques étaient compilées, je le rappelle, et de façon fort rigoureuse, par l'administration impériale des douanes, gérée comme on sait par des cadres étrangers qui étaient les employés de l'État des Qing mais qui obéissaient exclusivement à l'autorité de leur hiérarchie et de leur intendant général, qui était lui aussi un étranger. C'était donc un produit qui rapportait gros à l'État en droits de douane, et dont le gouvernement tenait à ce qu'il rapporte le plus possible — le gouvernement britannique a d'ailleurs accepté, contre l'avis du lobby marchand, une augmentation de ces droits dès la renégociation (prévue au départ) des conventions de Pékin en 1869, et d'autres augmentations substantielles ont été négociées par la suite. Mais c'était aussi un produit qui pesait très lourd dans la balance commerciale de l'empire : jusqu'en 1890 environ, c'est en termes monétaires le principal article d'importation en Chine, ce qui s'explique bien sûr, en partie, par sa valeur extrêmement élevée à l'unité (l'unité étant en l'occurrence la caisse de 63,5 kilos).

Mais en partie seulement, car les importations d'opium ont cru non seulement en valeur, mais aussi en quantité jusque dans les années 1880 : le maximum semble avoir été atteint en 1884, avec 81 000 caisses, avec ensuite une basse progressive jusqu'à environ 50 000 caisses

³⁶ Sur les lois anti-opium, v. Spence, p. 156-161 (p. 160 : «What began to emerge after 1842, and became the norm after 1860, was a legal patchwork : the sporadic punishment of opium offenders in the midst of legalized foreign opium imports and accelerating domestic production »); *Duli cunyi*, 3:521-523 (li 225.40-44).

au début du 20^e siècle ; et cette croissance s'explique d'abord par la croissance de la demande intérieure. Tout indique que pendant les quarante dernières années du 19^e siècle la consommation d'opium en Chine s'est non seulement généralisée à toutes les couches sociales et à tous les groupes professionnels, y compris certains d'entre eux qui n'étaient pas du tout concernés jusque là, comme les paysans, mais encore qu'elle s'est, si l'on peut dire, considérablement démocratisée par rapport à la période précédente. On peut trouver de multiples explications, psychologiques, culturelles, ou autres, à cette croissance rapide de la consommation populaire — croissance sur laquelle les témoignages sont unanimes, et parfois très frappants, même si elle n'est pas à strictement parler mesurable ; mais il est hors de doute qu'elle a été en grande partie l'effet du développement tout aussi rapide de la production domestique d'opium, qui, en l'espèce, est probablement le fait majeur de ce second 19^e siècle³⁷. Cette production domestique, de moindre qualité et beaucoup moins chère à la vente, s'adressait en premier lieu à la consommation bas de gamme, celle des travailleurs de force notamment (comme l'attestent des quantités de témoignages sur les coolies, les tireurs de pousse, etc.) ; l'opium importé, de bien meilleure qualité, était en revanche préféré par les amateurs qui avaient les moyens de se l'offrir.

Il faut encore ajouter que les producteurs eux-mêmes devenaient des consommateurs (c'est d'ailleurs un modèle que l'on retrouve partout dans le monde), et que cela explique en particulier l'extension de la consommation dans les campagnes. On trouve dans la grande enquête agronomique de John Lossing Buck, le célèbre professeur d'économie agricole à l'Université de Nankin dans les années 1920 et 1930, conduite par ses étudiants chinois entre 1929 et 1933 dans une quinzaine de milliers d'exploitations à travers tout le pays, un chiffre assez frappant : à en croire un tableau résumant la proportion mise sur le marché concernant les différents types de récolte, le taux moyen d'*auto-consommation* du pavot dans les exploitations qui en produisent serait de 26 % (concernant 29 localités sur les 156 étudiées par l'enquête, mais il n'est malheureusement pas précisé où exactement) ; autrement dit, les paysans fument le quart de leur récolte³⁸.

Quoi qu'il en soit, la production d'opium en Chine même — qui était mentionnée dans plusieurs régions depuis au moins la fin du 18^e siècle, et qui avait fait l'objet de dénonciations officielles dès les années 1810 — était désormais mieux que tolérée par les autorités locales : elle était tacitement encouragée, même si en théorie elle est demeurée illégale jusqu'en 1890. Ses promoteurs se plaçaient dans une perspective à la fois commerciale et fiscaliste. Du point de vue commercial (ou économique), l'objectif était de concurrencer l'opium importé et d'en diminuer la part relative, ou même absolue, dans la consommation nationale. Comme je l'ai dit, les importations déséquilibraient gravement la balance commerciale de l'empire, non plus désormais par l'effet de la contrebande mais bien par celui d'un commerce légal — un

³⁷ Voir chiffres de production et consommation par provinces in Lin Man-houng, « China's "dual economy" in international trade relations, 1842-1949 » (in Kaoru Sugihara, ed., *Japan, China, and the Growth of the Asian International Economy, 1850-1949*, Oxford University Press, 2005, p. 179-197), p. 183-188. Sur le marché de l'opium domestique, v. id., 中國產アヘンの販賣市場 (1870年代 - 1906年), *Tōhō gakuhō*, 18 (2006), p. 278-241, également très détaillé province par province (basé essentiellement sur les données des Douanes maritimes), et décrivant un commerce interprovincial très actif. Également du même auteur, « 財經安穩與國民健康之間：晚清的土產鴉片論議 (1833-1905) », in Zhongyang yanjiuyuan jindai shi yanjiu suo shehui jingji shi zu (éd.), *Caizheng yu jindai lishi lunwen ji* 財政與近代歷史論文集, Academia Sinica Institute of Modern History, 1999, vol. 2, p. 501-549 (sur les différents « discours » concernant l'opium, et leur évolution) ; « 清末自產鴉片之替代進口鴉片 (1805-1906) », in Nakamura Satoshi [?] 中村哲 (éd.), traduction supervisée par Lin Manhong, *Jindai dong Ya jingji de lishi jiegou* 近代東亞經濟的歷史結構 (Academia Sinica, 人文社會科學研究中心, 2007), p. 63-117 (sur l'import-substitution, très détaillé et avec beaucoup de chiffres) ; « Late Qing perceptions of native opium », *HJAS*, 64, 1 (2004), p. 117-144, considérant que les considérations de sécurité économique l'ont toujours emporté sur les considérations de santé publique dans les débats entre 1833 et 1905.

³⁸ Buck, *Land Utilization in China*, Université de Nankin, 1937, p. 234.

commerce qu'en dépit des protestations officielles adressées aux Anglais il n'était à présent plus possible de prohiber, comme on avait tenté de le faire pendant la première moitié du 19^e siècle. En d'autres termes, on peut légitimement parler, dans le cas présent, d'une politique délibérée de « remplacement des importations » (*import substitution*), une politique qui a d'abord été promue au niveau des régions, parce que le gouvernement central ne pouvait pas se permettre de le faire ouvertement et qu'il continuait de se placer officiellement dans une perspective abolitionniste — une politique, donc, visant à rééquilibrer la balance commerciale en concurrençant un produit d'importation très demandé et à valeur ajoutée élevée par un produit équivalent, à valeur ajoutée peut-être moins élevée, mais profitant à l'économie nationale au lieu de lui coûter très cher. Que d'un autre point de vue il lui ait également coûté très cher, fût-ce indirectement, c'est bien sûr une autre question, sur laquelle je vais revenir tout à l'heure ; mais, d'un point de vue strictement commercial, il s'agissait bien de « résister à un produit étranger avec un produit local » (*yi tu di yang* 以土抵洋), et l'on n'hésitait pas alors à parler d'une « guerre de l'opium » (*yapian zhan* 鴉片戰) — celle-ci n'ayant bien sûr rien à voir avec la guerre de l'Opium de 1840 ou de 1858 (*yapian zhanzheng*) ; l'expression *yapian zhan* est en l'occurrence à rapprocher de celle de « guerre commerciale » (*shangzhan* 商戰), souvent rencontrée à la même époque.

Et l'on peut bien dire que cette politique de « remplacement des importations » a brillamment réussi, puisque, d'après certains auteurs, la production nationale d'opium aurait dépassé les importations dès 1870, même si les importations ont continué de croître, comme nous l'avons vu, jusque vers 1890 ; et que par ailleurs, à la fin des années 1880, on produisait de l'opium dans presque toutes les provinces de l'empire³⁹. Dans les années vingt et trente du 20^e siècle — donc à l'époque qui nous concerne particulièrement —, l'opium importé ne constitue plus qu'un appoint destiné à la consommation « haut de gamme » : l'opium consommé en Chine est essentiellement d'origine domestique, produit pour sa plus grande partie dans les provinces du Sud-Ouest et au Sichuan, mais également, comme nous le verrons, en quantité non négligeable dans le Nord-Ouest. La Chine serait, dans les années 1920, le premier producteur mondial de pavot, et ce *leadership* certes pas très recommandable aurait été plus net encore pendant la décennie suivante⁴⁰.

La faveur avec laquelle la culture du pavot et la production d'opium étaient envisagées dans les milieux officiels — en dépit d'une minorité d'abolitionnistes — avait d'abord, cela va de soi, des motivations fiscales. Il serait bien trop long de détailler ici les types innombrables de taxation sur l'opium inventés dans un assez grand désordre par les autorités des différentes provinces et des différentes localités (et, à partir des années 1890, par l'État central) pour accroître leurs revenus et, dans bien des cas, pour financer leurs projets de modernisation : surtaxes frappant les terres cultivées en pavot, impôts sur la fabrication des pains d'opium brut (qui se faisait sur les lieux mêmes de production), sur leur transport (c'est le fameux *lijin*, la taxe de transit qui remontait à l'époque des combats contre la rébellion des Taiping et qui était devenu la principale taxe commerciale dans l'empire), sur la distribution du produit raffiné, sur les débits d'opium et les fumeries, droits de douane intérieurs, etc. Le gouvernement central a bien tenté d'établir son contrôle sur tous ces revenus après la légalisation de la production domestique d'opium en 1891, mais tout indique qu'il n'y est jamais parvenu que de façon très partielle, tant était grande la résistance des autorités locales à toute diminution de leurs revenus (nous y reviendrons). En fait, comme on le verra plus loin, l'exploitation régionale et locale des revenus de l'opium n'a fait que reprendre de plus belle après la chute de l'empire et avec

³⁹ Liu Zenghe 劉增合, *Yapian shuishou yu Qingmo xinzheng* 鴉片稅收與清末新政, Pékin, Sanlian shudian, 2005, p. 87.

⁴⁰ Xavier Paulès, « L'opium à Canton 1912-1937. Essais de mainmise politique et pratiques sociales », thèse Université Lyon 2, 2005, p. 11.

l'instauration *de facto* d'une fédération de provinces plus ou moins indépendantes, puis, surtout, avec l'instauration du régime des seigneurs de la guerre à la suite de la tentative avortée de recentralisation de l'État sous la présidence de Yuan Shikai.

Mais avant d'aborder cette phase, et de me concentrer plus particulièrement sur le cas du Guanzhong, il est nécessaire de dire un mot de la politique de prohibition de l'opium officiellement mise en route par un édit impérial de septembre 1906. Cette politique de prohibition est importante pour plusieurs raisons, dont la première est qu'elle a eu un réel impact dans de nombreuses régions pendant une dizaine d'années environ (donc, par delà la chute de l'empire et la fondation de la République), en termes de diminution de la production aussi bien que de la consommation. Mais elle a également eu une grande importance *symbolique*, même si elle n'a connu finalement qu'une application limitée dans le temps : parce qu'elle est restée comme une sorte de norme opposable aux pratiques de l'époque des seigneurs de la guerre et du Guomindang, caractérisées par l'hypocrisie et par la rapacité fiscale, et parce qu'elle engageait totalement l'État, qu'elle l'obligeait à renoncer à l'attitude ambiguë qu'il avait entretenue dans les décennies précédentes, entre condamnation morale et intérêt fiscal, et que de ce fait elle a eu à l'époque un impact réel sur la position internationale de la Chine.

De fait, les raisons éthico-politiques justifiant qu'on s'attaque drastiquement au problème de l'opium étaient extrêmement pressantes à ce moment. Les progrès foudroyants de la consommation populaire dans le dernier quart du 19^e siècle donnaient à penser que ce problème avait en effet atteint une dimension catastrophique, que l'affaiblissement de la Chine et des Chinois par l'opium était presque devenu une question de survie nationale. Comme le montre bien Liu Zenghe 劉增合, l'auteur d'un ouvrage récent et extrêmement fouillé sur la taxation de l'opium et au moment des réformes de la fin des Qing (donc sur l'histoire de la question pendant la période 1901-1911)⁴¹, les idées prohibitionnistes qui commencent à s'imposer dans une partie des milieux officiels au début du 20^e siècle, et dont certaines enquêtes montrent qu'elles répondaient à un fort mouvement d'opinion, au moins dans les villes ouvertes au commerce international, étaient par ailleurs en résonance avec ce qu'on appelait les « nouvelles politiques » (*xinzheng*) inaugurées par la cour en 1902 — lesquelles allaient faire de la dernière décennies de la dynastie des Qing un épisode de modernisation étonnant à bien des égards, et dont les historiens n'ont pris toute la mesure qu'assez récemment. À cela s'ajoute que l'omniprésence de l'opium dans la vie des Chinois apparaissait incompatible avec le processus constitutionnel lancé en juillet 1906. Liu Zenghe cite un éditorial du *Shenbao*, le grand journal de Shanghai, selon qui (je cite) « Si l'on attend un jour de plus pour supprimer l'opium, ce sera un jour de plus pour ne pas réussir à établir une constitution, et aussi un jour de plus où la Chine ne pourra pas être sauvée. La lutte contre la consommation d'opium et l'établissement de la constitution sont intimement liés, ça ne peut se comparer à aucune autre politique ! »

En 1906, donc, la cour intègre la prohibition de l'opium à son programme de réformes contre ce qu'on appelait les « mauvaises coutumes », car elle est devenue consciente des effets négatifs de la drogue sur la modernisation du pays, sur sa capacité à se transformer en une civilisation moderne égale aux autres, donc sur sa respectabilité internationale — sans parler de sa position commerciale⁴². Aux termes de l'édit promulgué à cet effet, en septembre 1906, ou plus exactement aux termes des édits d'application qui l'ont complété dans les mois suivants, la culture du pavot en Chine devra être réduite de 10 % par an, pour être entièrement supprimée au bout de dix ans ; la consommation sera étroitement encadrée par des systèmes de licences temporaires, et elle devra elle aussi être progressivement réduite ; les fumeries seront rapidement fermées ; les débits d'opium seront tenus d'acquiescer des licences (il n'était pas possible d'en ordonner la fermeture pure et simple tant qu'un certain niveau d'importations

⁴¹ Liu Zenghe, *Yapian shuishou yu Qingmo xinzheng*, p. 88 sq.

⁴² Ichiko Chuzo in *The Cambridge History of China*, vol. 12, p. 410-411; Paulès, p. 80-88; Liu Zenghe, loc. cit.

depuis l'Inde restait légal) ; des médicaments contre l'addiction seront distribués et on ouvrira des cliniques de désintoxication ; et enfin, les fonctionnaires, les militaires et les étudiants adonnés à l'opium sont tenus de s'arrêter dans les six mois sous peine de radiation.

Mais le problème de l'opium est aussi un problème international, et c'est bien pourquoi (et c'est le second volet du programme) le gouvernement négocie dès 1906 avec l'Angleterre un accord, signé en 1907, aux termes duquel les Anglais s'engagent à diminuer leurs exportations d'opium indien de 10 % par an, en prenant pour base la moyenne annuelle des cinq dernières années ; et ceci, d'abord pendant trois ans, puis sur les sept années suivantes au même rythme, mais seulement s'il est avéré que le gouvernement des Qing a obtenu de réels progrès sur le plan de la production locale au cours des trois premières années. Les négociations reprennent donc en 1911, et, malgré leurs hésitations, les autorités britanniques finissent par s'engager à cesser progressivement le commerce d'ici 1917, voire même avant cette date dans les provinces dont l'on pourra prouver qu'elles ne produisent plus et n'importent plus d'opium. Les négociateurs anglais sont en effet soumis à la pression non seulement de l'opinion chinoise (s'exprimant en particulier par le canal de la toute jeune assemblée nationale), mais aussi de leur propre opinion, en Angleterre, qui fait campagne pour l'arrêt immédiatement les exportations.

En outre, les négociateurs anglais ont bien été obligés d'admettre en 1911 que les progrès accomplis par la partie chinoise étaient incontestables, et même spectaculaires. C'est ce que confirment d'ailleurs plusieurs études récentes consacrées à des provinces particulières, telles que le Fujian, le Sichuan ou le Guangdong. Il convient à ce propos de rappeler que le problème se posait dans des termes qui pouvaient être assez différents suivant les régions : ainsi, le Sichuan était d'abord une importante région productrice de pavot et d'opium (en fait le Sichuan monopolisait à lui seul plus des deux tiers de la production d'opium en Chine) ; en revanche le Fujian produisait assez peu, mais consommait beaucoup ; et au Guangdong — sur lequel nous disposons d'une excellente thèse de M. Xavier Paulès, soutenue en 2005 à l'Université de Lyon — le problème était exclusivement un problème de trafic et de consommation, car, pour des raisons de sols et de climat, la production locale d'opium y était pratiquement inexistante.

Quoi qu'il en soit, ces études montrent que l'ardeur, voire l'agressivité manifestée par bon nombre de fonctionnaires réformateurs, et surtout par les notables mobilisés pour appuyer les fonctionnaires et les forces de police dans l'application du programme d'éradication décidé en 1906, ont souvent été assez remarquables. Dans bien des cas, s'il y avait un problème, c'était plutôt celui de l'excès de zèle, dans la mesure où la diminution imposée à la production et à la consommation allait plus vite que le calendrier prévu et que cela suscitait des protestations du côté des producteurs et des importateurs, à commencer par les autorités britanniques, si bien qu'à cause des accords qui le liaient à ces dernières le gouvernement central était obligé de freiner la cadence ! Ce « phasage » de l'abolition de l'opium par tranches de 10 % posait de toutes façons toutes sortes de problèmes d'application, concernant en particulier l'éradication de la production et du commerce domestiques ; et pour cette raison certains fonctionnaires locaux très engagés dans la campagne auraient préféré une politique de prohibition totale dès le départ.

Mais le rôle considérable joué par les associations volontaires de lutte contre l'opium constituées pour l'occasion (qui fédéraient parfois des associations charitables déjà en activité), est particulièrement intéressant à souligner. Les associations de ce type constituaient un cadre naturel d'action pour les notables, et en particulier, dans les grandes villes, pour les chefs de la communauté marchande désireux de s'investir dans la lutte contre l'opium. En fait nous retrouvons là une facette tout à fait intéressante de ce mouvement philanthropique né dans les métropoles chinoises à la fin du 19^e siècle auquel j'ai déjà fait allusion à propos des grandes famines de l'époque Guangxu (et au-delà) — un mouvement où, comme nous l'avons vu, les marchands jouaient un rôle de premier plan en raison de leurs capacités organisationnelles et de leurs moyens financiers. Ce mouvement philanthropique a été un élément essentiel dans

l'émergence de la grande bourgeoisie marchande en tant que force sociale et politique reconnue de plein droit, pendant les dernières années de l'empire ; et, donc, la lutte contre l'opium y a aussi tenu sa place, d'autant plus qu'elle était valorisée comme une cause nationale et patriotique.

En ce qui concerne l'engagement officiel dans cette lutte après 1906, il vaut encore la peine de signaler que le volontarisme manifesté par la délégation chinoise, dont le chef était le gouverneur général réformiste du Jiangnan, le Mandchou Duanfang 端方, dans ses déclarations devant le congrès international pour la prohibition de l'opium réuni à Shanghai en février 1909 (où les missions protestantes avaient joué un rôle particulièrement actif, et où la pression étrangère pour accélérer le mouvement semble avoir été efficace) — que ce volontarisme avait été très remarqué par la presse internationale. Mais si l'enthousiasme officiel pour régler une fois pour toutes le problème de l'opium en Chine était grand, pour les raisons que j'ai esquissées tout à l'heure, il n'en restait pas moins que le programme mis sur pied dans le cadre des « nouvelles politiques » de la dynastie des Qing soulevait des problèmes énormes d'impact économique, et qu'on en était on ne peut plus conscient.

Certes, dans le discours tenu par les plus ardents partisans de l'abolition de l'opium parmi les conseillers du trône, les effets économiques à long terme de la suppression de l'opium étaient envisagés sous les couleurs les plus riantes. Dans l'ouvrage dont j'ai parlé tout à l'heure Liu Zenghe mentionne la popularité, bien avant l'édit de 1906, de ce que l'on appelait alors la « théorie de la jarre qui fuit » (ou de la « jarre percée ») (*louzhilun* 漏卮論), que les représentants chinois devaient également invoquer devant le congrès de Shanghai en 1909. Il s'agissait d'essayer d'exprimer quantitativement la notion que, du point de vue de l'économie du pays considérée globalement, la consommation et la production d'opium, produit non seulement inutile mais encore nuisible, étaient un gouffre sans fond en dépit des revenus commerciaux et fiscaux qu'elles engendraient indiscutablement. Ces considérations s'appuyaient sur des calculs par le moyen desquels on tentait d'évaluer la valeur dilapidée par le pays à cause de l'opium. Ces calculs étaient sans aucun doute un peu hasardeux, dans la mesure surtout où ils s'appuyaient sur des estimations assez arbitraires, ou au minimum très imparfaites, de la consommation et de la production ; mais ils n'en livraient pas moins des chiffres tout à fait frappants. C'est ainsi qu'en 1906 on estimait la perte économique à 250 millions de taels (onces d'argent) par an en additionnant la valeur de l'opium produit en Chine et celle des importations (le chiffre des importations légales était en fait le seul que l'on connaisse avec une quelconque précision), et à plus de 150 millions de taels en termes de produits utiles qui auraient pu être cultivés *à la place* ; et à cela l'on ajoutait encore — et là, c'était vraiment une estimation très impressionniste — la perte en productivité due à la consommation d'opium des travailleurs, et celle-là se serait montée à plus de 450 millions de taels, chiffre auquel on arrivait en considérant, d'une part, le nombre de travailleurs adonnés à l'opium (environ 25 millions), et d'autre part la perte en salaire journalier résultant de leur addiction (estimée à environ 25%). On arrive donc à un total général de plus de 850 millions de taels qu'on pourrait désigner, suivant ce raisonnement, comme « absents », ou « manquant à l'appel », pour cause d'opium. (Ce chiffre est à comparer avec celui du revenu fiscal de l'État à la veille de 1911, qui était d'environ 300 millions de taels.)

D'autres calculs, à la même époque, s'efforçaient de démontrer que la perte en impôts sur l'opium produit en Chine (ces impôts étant globalement désignés par des termes comme *tujian* 土捐, ou *gaojuan* 膏捐) serait largement compensée par l'accroissement des capitaux disponibles, dès lors que disparaîtraient les dépenses inutiles causées par l'opium, et donc par le développement de l'industrie et du commerce, et par conséquent par la croissance des revenus fiscaux que l'État tirerait de ce développement. À destination des autorités britanniques, qui avaient des raisons de craindre la perte en revenu qu'entraînerait l'abolition à terme de l'opium en Chine, on formulait également des arguments cherchant à démontrer, chiffres à l'appui, que

l'abolition serait en fait bénéfique au commerce international, puisque le pouvoir d'achat de la Chine serait bien plus élevé qu'il ne pouvait l'être lorsque son industrie et son commerce étaient ainsi plombés par l'hypothèque de l'opium. (Comme le remarque d'ailleurs Liu Zenghe, c'est un raisonnement que tenaient déjà en Angleterre les adversaires de la contrebande de l'opium au moment de la première guerre du même nom, au début des années 1840.)

Mais tout cela, c'étaient des arguments à long terme ; et si, en dépit de la volonté affichée par le trône avec l'édit de 1906, les véritables détenteurs du pouvoir au gouvernement et dans les provinces ont eu une attitude beaucoup plus ambiguë, c'était à cause des effets prévisibles à court terme, des pertes fiscales que la politique prohibitionniste entraînerait inévitablement, et de l'opposition et du sabotage auxquels on pouvait s'attendre de la part des innombrables paysans et marchands qui vivaient de l'opium. (Autrement dit, les problèmes classiques que l'on rencontre aujourd'hui encore lorsqu'on cherche à démanteler les narco-économies.) Il y avait d'autant plus de raisons de s'attendre à ces résistances qu'on avait déjà eu à déplorer de nombreux incidents un peu partout dans l'empire pendant les années précédentes, depuis que la taxation de l'opium avait été à la fois réorganisée et alourdie⁴³. Le dilemme était d'autant plus difficile à résoudre qu'une part non négligeable des entreprises de modernisation poursuivies dans le cadre des « nouvelles politiques » de l'État des Qing était financée par les revenus de l'opium, justement — qu'il s'agît d'entreprises industrielles ou de défense, de la mise sur pied d'un enseignement moderne ou de forces de polices calquées sur le modèle occidental, ou encore de l'édification d'une armée moderne.

La solution qui a semblé s'imposer finalement aurait été de mettre en place un monopole de la vente de l'opium : acheté et revendu par l'administration à prix imposés, le produit serait désormais devenu de l'« opium d'État » (*guanyan* 官煙, ou *guangao* 官膏)⁴⁴. Cette formule, qui faisait l'objet de discussions périodiques depuis les années 1880, s'inspirait partiellement du monopole du sel, très ancien en Chine ; mais elle prenait plus immédiatement pour modèle les systèmes de monopole de l'opium en vigueur dans la presque totalité des territoires colonisés par les Puissances en Asie, où les Chinois avaient envoyé de nombreuses missions d'étude (à commencer, pour parler des pays chinois, par Hong Kong, et plus encore par Taiwan, occupée par les Japonais depuis 1895, où ces derniers avaient mis en place un monopole de l'opium aussi rentable qu'efficace, et très admiré en Chine).

Dans la théorie au moins, c'était une formule qui devait permettre de mieux contrôler, et en même temps de taxer plus fortement et, surtout, beaucoup plus efficacement, une consommation qui était programmée pour diminuer d'année en année, jusqu'à disparaître complètement au bout de dix ans. Autrement dit, et même si certains émettaient des doutes, on espérait de la sorte réconcilier les besoins financiers à court terme, qui étaient terriblement pressants, avec un projet abolitionniste à moyen terme qui était à cette époque très porteur politiquement (pourrait-on dire), ne serait-ce que parce qu'il allait au devant des souhaits des secteurs les plus influents de l'opinion publique. De fait, l'anticipation des revenus considérables que procurerait un monopole d'État sur l'opium — aussi bien l'opium importé que celui produit localement en Chine — a de toute évidence été l'une des causes déterminantes de la promulgation de l'édit de prohibition en septembre 1906, dès lors qu'il devenait possible d'arguer que ce monopole serait en même temps une arme pour combattre la consommation.

Ce qui s'est passé pendant les quelques années suivantes — les dernières de la dynastie des Qing — a été en réalité d'une extrême confusion⁴⁵. En gros, on peut dire que cette confusion reflétait pour l'essentiel la compétition entre les pouvoirs provinciaux et le pouvoir central pour le contrôle des revenus engendrés par l'opium (comme de toutes les autres sortes de revenu,

⁴³ Sur les troubles causés par l'alourdissement de la fiscalité et par la politique prohibitionniste, v. Liu Zenghe, p. 344, notamment le tableau p. 346-349 pour les années 1906-1911.

⁴⁴ Liu Zenghe, p. 97 sq.

⁴⁵ Liu Zenghe, chap. 3.

d'ailleurs). Très vite, le ministère des finances (le *duozhibu* 度支部) a marqué son opposition à l'instauration d'une administration du monopole dont il craignait qu'elle lui rapporte moins que l'impôt consolidé et unifié sur l'opium produit en Chine (appelé *tongjuan* 通捐, ou *tongshui* 通稅), étendu à tout l'empire à la veille de l'édit de 1906. En effet cet impôt était très profitable pour le gouvernement central et son rendement à ce moment s'avérait inespéré, même s'il a ensuite commencé à diminuer en raison du succès des mesures de prohibition dans les provinces — ce qui a d'ailleurs entraîné ces dernières à chercher à toute force à en récupérer la gestion (le plus souvent sans succès) et à en conserver la plus grande partie possible du revenu (non sans succès, parce qu'après tout elles contrôlaient la source). En revanche, la plupart des provinces étaient très favorables au système du monopole, qui leur laisserait plus de contrôle et dont elles attendaient beaucoup de revenus, et qui leur permettait en même temps de réaffirmer leur volonté d'éradiquer l'opium à terme — conformément à la volonté du trône exprimée dans l'édit de 1906, confirmée par la suite, et soutenue par le groupe de quatre dignitaires (*jinyan dachen* 禁煙大臣) placés à la tête du bureau général pour l'abolition de l'opium (*jinyan zongju* 禁煙總局) créé en 1908, et dirigeant toute une hiérarchie de bureaux spécialisés dans les provinces ; soutenue aussi par l'opinion publique, exprimée notamment dans la presse. Plusieurs gouverneurs avaient d'ailleurs lancé sans attendre des mesures préparatoires à l'installation du monopole ; mais lorsqu'il a été sommé par le trône de coordonner ces efforts, le ministère des finances s'est arrangé pour faire traîner les choses en lançant une grande enquête sur la production de l'opium dans tout l'empire, en arguant de la difficulté de mobiliser les investissements nécessaires pour acheter l'opium du monopole, et en invoquant toutes sortes de prétextes pour montrer que le monopole créerait en fin de compte plus de difficultés qu'il ne résoudrait de problèmes. Cela étant, il n'y a pas lieu de retracer ici tous les débats et toutes les manœuvres minutieusement analysés dans le livre de Liu Zenghe. Le résultat net, c'est que la politique combinée de prohibition de l'opium (c'est-à-dire de la consommation non encadrée, du transport, et de la culture du pavot) et d'une forme ou une autre de monopole administratif de la vente, n'a été mise en œuvre, en général avec un certain succès, qu'à partir de 1909, et seulement dans un petit nombre de provinces ou de régions.

Pour tenir le cap de la politique abolitionniste sans la laisser plomber par les considérations fiscales, il aurait fallu une très grande volonté politique ; celle-ci, comme nous venons de le voir, n'existait pas toujours au gouvernement central, en tout cas pas au ministère des finances, dont Liu Zenghe montre que son influence et sa capacité de blocage étaient énormes, sans compter qu'après la mort de l'impératrice douairière Cixi en 1908, le petit noyau de princes mandchous conservateurs qui tenait déjà ce ministère a fini par dominer tout le gouvernement — ce sont en fait eux qui, comme on le sait, ont fait échouer le projet de monarchie constitutionnelle et entraîné la chute des Qing à cause de leur étroitesse de vue et de leur résistance au changement. En revanche cette volonté politique existait et s'exprimait dans les provinces, au moins dans certaines d'entre elles. J'évoquais tout à l'heure l'ardeur des fonctionnaires et des notables locaux, bien documentée dans un certain nombre de régions, à mettre en application l'édit anti-opium de 1906. Ce militantisme s'est en fait prolongé sous les premières années de la République, même si ç'a été sous des formes parfois assez différentes en raison de la nouveauté et de la variété des contextes politiques régionaux.

Dans la province du Fujian par exemple, sur laquelle nous disposons des recherches récentes de Joyce Madancy⁴⁶, à une première phase de lutte contre la consommation, avant la chute de

⁴⁶ « Poppies, patriotism, and the public sphere. Nationalism and state leadership in the anti-opium crusade in Fujian, 1906-1916 », in Brook et Wakabayashi, p. 228-247 ; *The Troublesome Legacy of Commissioner Lin : The Opium Trade and Opium Suppression in Fujian Province, 1820s-1920s*, Cambridge, Harvard University East Asia Center, 2003.

l'empire, où les notables locaux s'étaient très fortement engagés (sous la présidence hautement symbolique de l'arrière-petit-fils de Lin Zexu, le héros de la première guerre de l'Opium, qui était comme on sait originaire de Fuzhou et qui fut révééré comme une divinité au cours de cette campagne) avait succédé une seconde phase, après 1911, pendant laquelle les nouvelles autorités, qui avaient repris les choses en main, avaient procédé à l'éradication sans pitié de la culture du pavot, en provoquant d'ailleurs beaucoup de troubles. Cette concentration quasi exclusive sur le problème de la production locale s'expliquait par la clause du nouvel accord signé avec les Anglais en 1911, que j'ai mentionnée tout à l'heure, selon laquelle les importations d'opium indien seraient immédiatement arrêtées dans les provinces qui pouvaient prouver qu'elle avaient complètement supprimé l'offre en opium domestique (ce qui a été effectivement réalisé au Fujian au début de 1914). En d'autres termes, et si je puis dire, la balle était dans le camp chinois.

Mais à partir du moment où cette volonté politique a fait défaut — c'est-à-dire, *grosso modo*, après la mort de Yuan Shikai et à l'avènement des seigneurs de la guerre —, et à partir du moment où les nouveaux détenteurs du pouvoir dans les provinces ont complètement changé les priorités, dans les faits sinon toujours dans le discours, les résultats parfois remarquables obtenus pendant la décennie précédente ont presque partout été rapidement réduits à néant. Par exemple le Fujian, toujours, où la politique anti-opium avait remporté un indéniable succès, même s'il s'est avéré que la culture du pavot n'avait pas été entièrement éradiquée, contrairement à ce qu'affirmait le gouverneur de la province à la veille de la révolution de 1911, — le Fujian s'est rapidement trouvé à nouveau inondé d'opium, à la fois par l'effet de la contrebande et parce que les militaristes locaux ont recommencé à encourager la production locale d'opium à cause des revenus qu'ils pouvaient en tirer. En dépit de variantes considérables, il semble en avoir été de même dans de très nombreuses régions. À en croire les estimations de Buck, portant sur treize localités (malheureusement non identifiées), le pourcentage de terres cultivées en pavot serait passé de 14 % pendant la période 1904-1909, à 3 % pendant la période 1914-1919 (donc à la fin du programme d'éradication), et de nouveau à 20 % pendant les années 1929-1933 (à la fin de la période des seigneurs de la guerre)⁴⁷. Même en l'absence de chiffres précis, cette tendance est tout à fait en évidence dans la région qui nous concerne, c'est-à-dire au Shaanxi, auquel il me faut à présent revenir.

Tous ces éléments que je viens d'exposer avec quelque détail étaient en effet indispensables — du moins c'est ce qu'il me semble — pour mettre en contexte le cas du Shaanxi, et plus précisément du Guanzhong, qui était non seulement la région la plus riche de la province, mais aussi celle où la culture du pavot était la plus développée. En dehors d'un article relativement bref sur, justement, la culture de l'opium et le problème de la famine au Guanzhong à l'époque républicaine, sur lequel je reviendrai, il n'existe malheureusement pas d'étude monographique sur la question de l'opium au Shaanxi qui puisse se comparer aux travaux sur le Fujian, le Guangdong ou le Sichuan auxquels j'ai fait allusion ; et je ne puis par conséquent m'appuyer, dans ce que je m'appête à en dire, que sur les données très dispersées sur lesquelles je suis tombé en parcourant les sources. Mais cela suffit néanmoins à suggérer un tableau relativement cohérent, surtout à l'époque républicaine ; et en particulier à mettre en évidence la place de l'opium dans l'économie agraire de la région au moment des grandes famines des années 1920.

Comme dans la plupart des provinces, la culture du pavot s'est répandue au Guanzhong à la fin du 19^e siècle. Son expansion a été évidemment encouragée par la récupération de l'économie et par la repopulation au lendemain de la grande famine de Guangxu. Peut-être s'explique-t-elle aussi par la pression fiscale, car les préfectures du Guanzhong ont toujours été

⁴⁷ *Land Utilization*, tableau p. 217.

assez lourdement imposées, pour des raisons stratégiques dont j'avais dit un mot dans un précédent exposé ; et même lorsqu'elle sont sorties très affaiblies des troubles des années 1860 et 1870, leur situation de base arrière pour la reconquête et la consolidation du Xinjiang a fait que la pression ne s'est pas relâchée. Dans tous les cas, à la fin des Qing le Shaanxi est mentionné parmi le peloton de tête des provinces productrices d'opium, avec le Yunnan et le Guizhou dans le Sud-Ouest, le Sichuan dans l'Ouest (le Sichuan est très largement en tête du reste, comme je l'ai déjà mentionné), le Gansu dans le Nord-Ouest (où la production d'opium pour l'exportation semble avoir eu une assez grande importance bien avant 1860), et le Shanxi, la province voisine du Shaanxi à l'est ; et d'après une enquête internationale menée à l'époque, le Shaanxi serait en 1906 le premier producteur d'opium en Chine du Nord⁴⁸. Le problème de la culture du pavot, de son exploitation fiscale par les autorités qui s'y sont succédées, et aussi de son impact pendant les périodes de disette (ce qui est la question de départ, je le rappelle) — tout cela, donc, est très constamment mentionné, ce qui confirme qu'il ne s'agissait en rien d'un phénomène marginal. Nous savons aussi que, déjà au moment des rébellions musulmanes, les marchands de la ville de Jingyang, au centre du Guanzhong, contrôlaient un commerce actif d'opium entre le Gansu et les provinces de l'intérieur.

Les mesures de réduction progressive de la production et de la consommation édictées après 1906 semblent avoir eu un certain effet dans le Guanzhong, encore que pour le moment je n'aie pas eu accès à des sources susceptibles d'en donner une idée bien précise. Une chose au moins est sûre : c'est que la politique consistant à surtaxer la culture du pavot et la production d'opium dans les dernières années des Qing a occasionnellement suscité des troubles. (En théorie au moins, cette politique était supposée favoriser une réduction de la consommation.) Dans le tableau de tels incidents qu'il a compilé (pour tout l'empire) à partir, essentiellement, de la presse chinoise, Liu Zenghe mentionne ainsi des révoltes contre l'alourdissement de la fiscalité de l'opium à la fin de 1906 et surtout au début de 1907, où les paysans auraient attaqué et détruit des bureaux de perception dans pas moins de treize sous-préfectures du Guanzhong ; en 1909 les habitants d'une sous-préfecture du nord de la province auraient assiégé la ville pour protester contre des exécutions motivées par la politique de lutte contre l'opium ; et on cite d'autres cas de révoltes pour la même raison au Guanzhong en 1910 et en 1911. Ces incidents *suggèrent* au moins qu'il se passait des choses, et il y en a certainement eu beaucoup d'autres, dans la mesure où la presse nationale consultée par Liu Zenghe, qui était basée sur la côte est, couvrait assez peu les provinces de l'ouest, comme il le remarque lui-même.

Mais l'essentiel des données auxquelles j'ai eu accès sur l'opium au Guanzhong concerne la période postérieure à 1911 ; et cette quasi absence de sources sur la fin des Qing est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles il m'a semblé nécessaire d'évoquer ce qui s'est passé avant 1911, et qui est important pour comprendre la suite, à partir d'autres exemples. Concernant les premières années de la République, en revanche, on trouve dans les *Wenshi ziliao* un témoignage d'un certain Li Zongxiang 李宗祥, centré sur le rôle de Chen Shufan 陳樹藩, le seigneur de la guerre qui a été gouverneur militaire du Shaanxi entre 1916 et 1921 (dont j'avais déjà parlé) — un témoignage qui a l'avantage de présenter les choses de façon assez concrète, encore que passablement tendancieuse. La contribution de Li Zongxiang est en effet un exemple typique de ces articles qu'on trouve souvent dans les *Wenshi ziliao*, où les souvenirs de l'auteur, pour être vivants et concrets, et vraisemblables, sinon vérifiables, n'en sont pas moins exprimés (et, pourrait-on dire, réinterprétés) dans la phraséologie et avec les catégories de l'orthodoxie communiste telle qu'elle se présentait aux alentours de 1960 : le gouvernement de la fin de l'empire est par définition « pourri », de même bien sûr que celui du Guomindang, les

⁴⁸ Liu Zenghe, p. 350 ; Zheng Lei 鄭磊, « 鴉片種植與饑荒問題：以民國時期關中地區為個案研究 », *Zhongguo shehui jingji shi yanjiu*, 2002/2, p. 81-92 (p. 82).

étrangers nourrissent toujours de sombres projets impérialistes, les masses populaires sont toujours les victimes exploitées par les autres, et ainsi de suite.

Malgré ce côté manichéen, et pas mal d'erreurs de détail démontrables (notamment dans les dates), Li Zongxiang, qui dit bien qu'il s'appuie sur ses propres souvenirs, admet que des résultats ont encore été acquis dans les premières années de la République en matière de lutte contre la culture du pavot et la consommation de l'opium — encore que l'instabilité extrême qui régnait dans la région n'a certainement pas été favorable à une action suivie et efficace. Comme dans d'autres provinces (au Fujian, par exemple), le régime à dominante militaire qui s'installe au Shaanxi à la faveur de la révolution de 1911 a repris à son compte, aussitôt qu'il a été en mesure de le faire, la politique de lutte contre l'opium qui avait été lancée à la fin des Qing, en donnant la priorité à l'éradication de la culture du pavot ; mais il l'a fait de façon, justement, militaire, en envoyant la troupe, et l'article cite le cas d'un officier qui parcourait les zones de la vallée de la Wei vouées à la culture du pavot en rassemblant les populations dans les bourgades pour les haranguer sur les méfaits de la drogue, et en coupant quelques têtes au passage pour montrer que c'était du sérieux ; et ce n'était apparemment pas dénué d'efficacité. Mais les nouvelles autorités du Shaanxi n'en ont pas moins laissé les marchands qui avaient accumulé des stocks à la faveur des récoltes précédentes les exporter vers les autres provinces, tout en mettant en place avec l'accord des autorités de Pékin un réseau de stations fiscales pour percevoir des taxes de transit.

Les choses semblent avoir changé notablement après que Yuan Shikai eut installé son protégé le général Lu Jianzhang 陸建章 au pouvoir à Xi'an, en 1914. Lu Jianzhang, à en croire du moins l'article de Li Zongxiang, se serait livré à un pillage pur et simple en annonçant une sorte de monopole *de facto*, qui obligeait les marchands détenteurs de stocks d'opium à les lui vendre à prix imposé, et en refusant ensuite de payer quoi que ce soit ; et de même en envoyant la troupe récupérer de force les stocks des paysans dans les villages, sans pour autant leur verser le prix annoncé. Li Zongxiang affirme aussi que Lu Jianzhang envoyait des émissaires dans les districts concernés pour pousser à la production de pavot en « dupant » les paysans (sur ses véritables intentions, suppose-t-on, qui étaient donc purement prédatrices) par l'intermédiaire des inévitables « potentats locaux et notables corrompus » (*tuhao lieshen* 土豪劣紳) — je dis « inévitables » parce que ce couple infernal est un cliché omniprésent dans la critique sociale de gauche en Chine depuis 1920 environ. La plus grande partie de cet opium produit et plus ou moins confisqué était destiné à être exporté, et en fait l'une des notations intéressantes de Li Zongxiang est qu'aux environs de 1917 la consommation locale avait beaucoup baissé dans la région, en raison essentiellement de la hausse très forte des prix depuis la fin des Qing. Cela étant, Li Zongxiang prétend aussi que Lu Jianzhang était soucieux de l'image publique offerte par son domaine, si bien que, lorsqu'en 1917 des représentants du gouvernement de Pékin accompagnés de diplomates britanniques étaient venus au Shaanxi pour s'assurer que l'opium avait bien été éradiqué, il aurait pris les mesures nécessaires pour qu'on ne voie pas un seul champ de pavot le long des routes qu'ils suivaient, c'est-à-dire la grande route est-ouest qui emprunte la vallée de la Wei de Tongguan à Fengxiang et au-delà, et la route montant au nord depuis Xi'an jusqu'à Yan'an.

Tout ceci est donc un peu confus, d'autant plus qu'en 1917 — qui était en effet l'année terminus du programme d'éradication progressive de l'opium négocié avec les Anglais à la fin des Qing — Lu Jianzhang avait été expulsé de la province depuis déjà un an. Il est en revanche fort possible que ce soit celui qui avait réussi à le faire partir, et qui l'avait remplacé comme gouverneur militaire du Shaanxi, c'est-à-dire Chen Shufan, qui ait organisé cette petite mise en scène. En tout cas, comme dans bien d'autres endroits, le bouclage officiel du programme d'éradication, qui mettait un terme aux tournées d'inspection des représentants anglais, a fait passer le problème de l'opium au second plan des préoccupations du gouvernement de Pékin (le gouvernement dit du Beiyang), et, du coup, a laissé les mains libres aux militaristes locaux qui,

eux, étaient intéressés non pas à éradiquer, mais bien à développer la culture du pavot pour la taxer et, à la fois, enrichir leur trésor de guerre personnel et financer leurs armées.

Tel a bien été le cas de Chen Shufan. Chen Shufan, une fois installé au pouvoir à Xi'an à la fin de 1916, semble d'après toutes les sources avoir fait les choses véritablement en grand, et sans vraiment se cacher. En fait — c'est dit dans le titre même de l'article de Li Zongxiang — il aurait non plus laissé faire les paysans, en recueillant au passage divers profits et bénéfices, mais les aurait « obligés » à cultiver le pavot (*qiangpo nongmin zhongyan* 強迫農民種煙), dans le but de maximiser lesdits profits. Ceci, remarquons-le, n'est pas en soi particulièrement original : on trouve en effet partout dans la littérature de l'époque, et dans les mêmes termes, la mention d'une politique de coercition du même type dans les régions contrôlées par les seigneurs de la guerre. Mais les méthodes précises de cette coercition (que l'on cherchait souvent à camoufler en parlant d'« encouragement », *quan* 勸) restent vagues, et l'avantage du témoignage de Li Zongxiang est de proposer une description extrêmement concrète de la façon dont les choses se passaient.

L'idée était, sommairement, de désigner dans chaque district des *quotas de terre à opium* (*yantian* 煙田) — c'est-à-dire plantée en pavot —, et de les imposer au prix fort, en affichant cette taxation comme une *sanction*, comme une amende (煙畝罰款). Ce système pervers était appelé *yu jin yu zheng* 寓禁于征 (litt., « intégrer la répression à la perception »). La notion et l'expression existaient déjà, je le note au passage, à l'époque de la politique anti-opium conduite dans les dernières années des Qing. On parlait de *yu jin yu zheng*, par exemple, lorsqu'on faisait payer au prix fort les licences commerciales, les autorisations officielles imposées aux consommateurs d'opium, et ainsi de suite, dans l'espoir de contrôler et de réduire à terme le commerce et la consommation. En d'autres termes, l'administration cherchait à faire profit de tout, y compris des mesures de prohibition, mais sans pour autant chercher à saboter celles-ci. La différence, en effet, c'est que sous les Qing cette politique consistant à interdire et à taxer en même temps était à la fois délibérée et rationnelle, puisqu'elle portait sur le secteur de l'industrie de l'opium qui restait autorisé, et dont l'extinction était en quelque sorte programmée. Sous les seigneurs de la guerre, en revanche, on encourageait officieusement — et parfois brutalement, en fait — ce qu'on prétendait officiellement interdire ; ou pour le dire en d'autres termes, on faisait tout pour que l'activité ainsi taxée sous forme d'amendes *se développe*, au lieu d'être progressivement abolie. Ou en d'autres termes encore, on cherchait à donner une sorte de respectabilité formelle à une entreprise d'exploitation systématique d'une ressource que la république continuait de considérer comme totalement illégale, en la camouflant en une entreprise de répression.

En 1918, Chen Shufan met en place à Xi'an un « Bureau général d'investigations pour la réhabilitation du Shaanxi » (陝西善後清查總局), qu'il confie à des personnes de confiance, et dont la première proclamation (rédigée à l'ancienne, en vers de six syllabes faciles à mémoriser) annonce que l'on a le regret de constater que les « paysans ignorants » du Shaanxi se sont remis à cultiver le pavot à la faveur des troubles récents, alors que dans les années précédentes la province avait été nettoyée de cette engeance ; qu'en conséquence les gouverneurs (le gouverneur militaire et le gouverneur civil) ont obtenu du gouvernement l'autorisation d'envoyer partout des émissaires pour « réprimer sévèrement » (從重懲辦) cette activité en frappant chaque *mu* de terre cultivée en pavot d'une amende de 6 taels d'argent, plus 10 % de frais ; enfin, que ceux qui essaieront de camoufler leurs plantations de pavot seront sévèrement punis, et que les chefs de villages (les *xiangbao*) cherchant à les protéger seront tenus pour coresponsables.

Fort bien. Mais on voit (toujours suivant le récit de Li Zongxiang) que dès le départ les autorités cherchent à établir à l'avance un « quota de contrevenants », en quelque sorte, en reconstruisant à partir des registres fiscaux détenus par le gouvernement provincial la surface

des terres susceptibles d'être considérées comme terres à opium dans chaque district : on considère tout simplement que toutes les terres qui étaient taxées au taux le plus fort *doivent* être des terres à opium, et on annonce aux administrateurs des districts qu'au moment de l'enquête sur le terrain le chiffre ainsi obtenu sera considéré comme un minimum (un chiffre plancher). En ajoutant toutes sortes de commissions et de frais divers au taux de base de 6,6 tael par *mu* et par an, on arrive en fait à des chiffres pouvant dépasser les 30 tael. En outre, les administrateurs de districts comme les enquêteurs seront intéressés par des pourcentages sur les résultats, surtout si les quotas sont dépassés.

L'enquête sur le terrain était confiée à des équipes dont les membres étaient tous, affirme Li Zongxiang, des proches ou des obligés des chefs du gouvernement provincial, et étaient appuyés par le personnel local. Ils étaient supposés visiter chaque village et mesurer chaque champ, mais apparemment très peu l'ont fait, et les résultats obtenus étaient le résultat d'un simple marchandage entre les enquêteurs et les autorités locales, avec beaucoup de pressions et de pots-de-vin à la clé, et parfois non sans résistances et violences de la part de la population. Et en fin de compte, quelle que soit la réalité sur le terrain, les districts et les cantons étaient obligés de répartir entre les contribuables le chiffre global de terres à opium, et donc d'« amendes », qui avait été arrêté au terme de ces opérations.

Aussitôt après débutait la perception des amendes, dont la première tranche, se montant à 20 % du total arrêté, était payable dès le 3^e mois du calendrier agricole, c'est-à-dire avant même la récolte, ce qui obligeait les paysans à contracter des emprunts garantis sur la future récolte auprès des riches ou des maisons de commerce spécialisées dans l'opium. Le solde de l'amende, soit 80 %, était payable après la récolte, et beaucoup étaient obligés là aussi de s'endetter, où d'y faire passer toute leur récolte, si bien qu'ils ne retiraient en fin de compte aucun profit de la culture du pavot. Tout cela sans compter les brutalités, les coups et les injures, surtout quand les enquêteurs et les percepteurs étaient accompagnés d'une escorte armée, les mauvais payeurs jetés en prison, etc. — toutes sortes de misères auxquelles il faut encore ajouter les exactions des représentants des régiments de l'armée de Chen Shufan stationnés sur place pour recueillir directement les revenus qui étaient destinés à leurs unités, exactions sur lesquelles Li Zongxiang s'étend complaisamment, et dans un style pathétique tout à fait caractéristique des récits sur l'« ancienne société » qui ont été publiés en abondance en Chine populaire.

L'hypocrisie consistant à camoufler une telle entreprise de taxation forcée, et parfaitement arbitraire, en la présentant comme une campagne de répression contre la culture de l'opium, ne trompait évidemment personne. D'ailleurs Chen Shufan ne cherchait même pas à tromper son monde. Par exemple, si l'on en croit un autre auteur, lorsque son gouvernement émet la proclamation dont je viens de parler, il fait en même temps savoir partout par ses services que l'année s'annonce particulièrement bonne pour la culture de pavot et que c'est le moment de s'y convertir, car on peut en tirer de gros profits ; il fait également de la publicité dans les milieux marchands, lesquels s'arrachent à prix d'or les récoltes sur pieds. En fait ces quotas d'amendes, pour lesquels des montants minimum étaient fixés à l'avance, étaient considérés par tout le monde comme un simple impôt, et c'est bien ainsi qu'on les désignait. Dans une pétition en huit points présentée en 1920 au gouvernement de Pékin par des étudiants du Shaanxi pour protester contre les exactions de Chen Shufan, par exemple, c'est bien d'un « impôt sur l'opium » (*yanshui* 煙稅) qu'il est question. Un tel impôt revenait en fait à légaliser *de facto* la production d'opium.

En 1920, encore, on mentionne aussi l'envoi dans les circonscriptions du Guanzhong d'une quarantaine de « commissaires à l'encouragement de la culture du pavot » (*quan zhongyan weiyuan* 勸種煙委員), qui apparemment *désignent* les terres à planter en pavot, lesquelles auront à verser un impôt extrêmement élevé — prohibitif, en fait — au titre des « terres

inexploitées » (*baidi kuan* 白地款) si leurs propriétaires refusent de s'exécuter⁴⁹ ; alors que s'ils plantent du pavot, ils paieront un impôt plus élevé en termes absolus, sans doute, mais comparativement moindre étant donnée la profitabilité très élevée de l'opium (laquelle passe pour être 4 à 5 fois plus grande que celle du blé). Et c'est bien en ce sens que l'on disait, déjà à l'époque, que les seigneurs de la guerre « obligeaient » les paysans à faire pousser du pavot : ils imposaient *au départ*, sous des formes variées et en invoquant des prétextes divers, une fiscalité prohibitive, à laquelle les paysans ne pouvaient faire face qu'en pratiquant *effectivement* la seule culture dont les revenus attendus étaient suffisamment élevés.

Dans tous les cas, du point de vue des autorités (c'est-à-dire, en l'occurrence, des seigneurs de la guerre), la fiscalité sur les terres à opium était idéale dans la mesure où elle permettait d'engranger des revenus qui étaient triples ou quadruples de l'impôt foncier légal, et donc de compenser, et au-delà, le fait que, dans le cas du Shaanxi tout particulièrement, lesdites autorités ne contrôlaient en réalité qu'une fraction du territoire qu'elles étaient supposées administrer⁵⁰ — n'oublions pas, par exemple, que pendant la plus grande partie du règne de Chen Shufan comme gouverneur militaire du Shaanxi, entre dix et vingt districts de la rive gauche de la Wei étaient aux mains du régime dissident de l'Armée nationale de pacification (la *Jingguo jun*), dont j'ai longuement parlé en son temps, et que par ailleurs le nord comme le sud de la province étaient plus ou moins hors d'atteinte pour les autorités de Xi'an. Certains auteurs ajoutent que, comme la majorité des seigneurs de la guerre et de leurs affidés étaient eux-mêmes opiomanes, ils leur était naturel de fonctionner dans une pareille économie. Et c'est en effet l'impression que l'on retire parfois de la lecture des sources relatives à ce milieu.

Mais comme nous le verrons la prochaine fois, Chen Shufan n'était pas unique en son genre. Son collègue, puis successeur, Liu Zhenhua semble avoir poursuivi la même politique d'encouragement musclé à la culture du pavot. Mais il nous restera surtout à examiner l'affirmation, rencontrée chez d'innombrables auteurs, selon laquelle la culture du pavot était un facteur aggravant en cas de calamités naturelles et de crise de subsistances — qu'en fait elle a été une des causes majeures de la catastrophe de 1928-1930 au Shaanxi.

⁴⁹ Vermeer, *Economic Development in Provincial China*, p. 38, parle d'une "laziness tax" frappant les terres irriguées qui ne sont pas plantées en pavot, à un taux cent fois plus élevé que pour les terres sèches, sur la rive droite de la Wei.

⁵⁰ Zheng Lei, p. 82, citant un texte de 1926.

29/3/06

Je m'étais interrompu la dernière fois en évoquant les méthodes mises en œuvre par Chen Shufan, le gouverneur militaire du Shaanxi entre 1916 et 1921, pour contraindre *de facto* les paysans du Guanzhong, ou au moins une bonne partie d'entre eux, à cultiver du pavot et produire de l'opium. L'astuce, qui ne trompait personne, était de présenter la fiscalité brutale au moyen de laquelle ce résultat était recherché sous les dehors d'une politique de répression se traduisant en lourdes amendes. [Pour être précis — j'avais omis de l'indiquer la dernière fois — ce que produisaient les paysans à partir du pavot qu'ils cultivaient, c'était l'opium brut (*yantu* 煙土), c'est-à-dire la pâte d'opium fabriquée à partir du suc qu'on recueillait en incisant les cosses au moment de la floraison de la plante ; les pains de pâte d'opium étaient ensuite vendus aux marchands, et les opérations de réduction pour faire de l'opium bouilli prêt à être fumé (*yangao* 煙膏) n'intervenaient qu'en fin de parcours, sur les lieux de distribution.] Certes, les progrès de la culture du pavot dans la Chine des seigneurs de la guerre, après la phase d'éradication dont j'avais parlé la semaine dernière, ne sont en aucune manière une particularité du Shaanxi. Dans son ouvrage *China : Land of Famine*, publié en 1926, l'ancien secrétaire général de la CIFRC, Walter Mallory, affirme ainsi — et il parle de la Chine en général — qu'« il y a moins de dix ans la culture du pavot avait été presque entièrement arrêtée, mais, avec la poursuite des désordres civils, les surfaces plantées ont augmenté d'année en année, et à présent on en cultive autant qu'on ne l'a jamais fait⁵¹. » C'était donc aussi comme cela au Shaanxi, mais tout indique (et pas seulement l'article de Li Zongxiang dans les *Wenshi ziliao* sur lequel je m'appuie essentiellement pour ce qui concerne Chen Shufan) que Chen Shufan s'est montré exceptionnellement systématique et industriel dans son entreprise de promotion de l'opium.

Le témoignage de Li Zongxiang évoque également la façon dont Chen Shufan taxait systématiquement, et lourdement, le transport et la commercialisation de l'opium — aussi bien les exportations, qui étaient importantes dans le cas du Shaanxi, que le commerce à l'intérieur même de la province. Le « Bureau général d'investigations pour la réhabilitation du Shaanxi » que Chen Shufan avait créé, comme nous l'avons vu, pour faire rendre au maximum la machine fiscale à opium, avait également mis en place un dense réseau de succursales et de stations de perception dans tous les districts contrôlés par Xi'an. Enfin, Li Zongxiang évoque le contrôle que Chen Shufan aurait d'après lui réussi à établir sur la fabrication de l'opium consommable et sur les fumeries qu'il aurait fait ouvrir un peu partout en les affermant à des marchands désignés comme « marchands officiels » (*guanshang*), ou à des notables locaux.

Je passe sur le détail de tout cela, mais il importe malgré tout de souligner une chose qui semble en effet avoir frappé beaucoup d'auteurs ou d'enquêteurs à l'époque, à savoir que les progrès rapides de la production d'opium au Shaanxi, impulsés, donc, par les actions du gouverneur Chen Shufan et de ses semblables, se sont traduits par un accroissement tout aussi spectaculaire de la consommation locale. Les chiffres valent ce qu'ils valent, mais on a malgré tout beaucoup de témoignages parlant de proportions de fumeurs d'opium variant entre 20 et 50 % de la population suivant les localités, ou même plus ; et, surtout, ces témoignages parlent d'une habitude qui touche absolument toutes les couches de la population — riches et pauvres, citadins et paysans, hommes et femmes (et même les petits enfants), sans parler de son ubiquité dans la sociabilité des classes supérieures, de ses usages comme cadeau (ou comme dessous de table), et ainsi de suite ; et sans parler, également, de ses conséquences en termes d'affaiblissement physique et d'indolence d'une bonne partie de la force de travail, un problème que plusieurs auteurs décrivent comme particulièrement aigu dans la région qui nous

⁵¹ W. Mallory, *China : Land of Famine*, New York, American Geographical Society, 1926, p. 170.

occupe⁵² ; à quoi il faut encore ajouter la multiplication des déclassés, des oisifs, des mendiants, et des bandits. En dépit des exagérations et des généralisations que contient à l'évidence un texte comme celui de Li Zongxiang, il ne fait absolument aucun doute, à lire de multiples témoignages, que la consommation de l'opium et la place qu'il occupait dans le fonctionnement de la société ont fait des progrès énormes au Guanzhong pendant la décennie 1920 — et en fait, comme nous le verrons plus tard, jusqu'au milieu de la décennie 1930, avant que le gouvernement nationaliste ne se décide enfin à prendre le problème à bras le corps.

Cela dit, si Chen Shufan a certainement joué un rôle décisif dans tout cela pendant les quelques années où il a occupé le pouvoir à Xi'an, il est loin d'avoir été le seul. Il faut aussi mentionner, pour commencer, son collègue Liu Zhenhua 劉鎮華, ce seigneur de la guerre dont la base se trouvait dans l'ouest du Henan, mais dont nous avons vu l'année dernière qu'après avoir été envoyé au Shaanxi avec ses troupes pour aider Chen Shufan à résister à la dissidence de la Jingguo jun, en 1918, il avait été récompensé par ses protecteurs au gouvernement de Pékin en recevant le titre de gouverneur civil du Shaanxi ; et que lorsque Chen Shufan avait été délogé de Xi'an par Feng Yuxiang et les forces de la clique du Zhili, en 1921, il avait réussi, lui, à se maintenir en place, et même à cumuler à lui tout seul les fonctions de gouverneur civil et de gouverneur militaire du Shaanxi après le départ de Feng Yuxiang. Soit dit en passant, d'après certaines sources au moins, en 1921 Chen Shufan aurait essayé à toute force d'obtenir du gouvernement de Pékin d'être maintenu dans son poste à Xi'an juste deux mois de plus, afin de pouvoir attendre la prochaine récolte d'opium et partir avec le magot, qui était estimé à une dizaine de millions de dollars !

Dans tous les cas, il est manifeste que pendant la période où ils ont siégé ensemble à Xi'an Liu Zhenhua et Chen Shufan fonctionnaient la main dans la main pour ce qui concernait l'encouragement *de facto* donné à la culture de l'opium au Shaanxi, et la taxation du commerce⁵³. On cite de la part de Liu Zhenhua la mise en place une méthode de taxation de l'opium tout à fait comparable au système des « amendes » dont j'avais parlé la dernière fois, mais désignée par le terme plus classique de *tanpai* 攤派 (« répartir également une charge »), très courant dans le jargon fiscal déjà à l'époque impériale. Cette méthode revenait à assigner arbitrairement à un district un certain quota de terres à opium (煙田) imposées à des taux très élevés ; la charge était ensuite répercutée sur tous les paysans, qui ne pouvaient s'en tirer qu'en plantant effectivement du pavot. Nous retrouvons donc le système que j'ai décrit la dernière fois, qui revenait à favoriser le développement de la production d'opium au Shaanxi, et donc à accroître les revenus fiscaux considérables qu'elle rapportait, en recourant à une taxation d'office, ou si vous préférez à une « taxation préemptive », qui, dans les faits, interdisait aux cultivateurs toute autre option que de faire, en effet, de l'opium.

Concernant Liu Zhenhua, je voudrais encore mentionner un texte d'un certain Zhao Bi 趙璧, un ancien chef de section au bureau de reconstruction du Shaanxi et spécialiste des questions forestières sous le gouvernement de Liu Zhenhua — un texte par ailleurs sans grand intérêt, consacré à l'histoire du canal Jinghui, et publié lui aussi dans les *Wenshi ziliao* ; mais si je le cite, c'est parce son auteur affirme que Liu Zhenhua, qui contraignait donc les paysans à planter du pavot, aurait convoqué Li Yizhi en prétendant s'intéresser aux difficultés du peuple et vouloir instaurer la « grande paix » dans la province — en jouant donc au gouverneur modèle, dans la grande tradition impériale des « pères et mères du peuple », comme on appelait les bons fonctionnaires. Lorsque Li Yizhi lui avait présenté ses plans pour la reconstruction du canal et lui avait dit qu'il faudrait que la province contribue de 500 000 dollars, Liu aurait donné son accord, mais à condition que le canal serve à irriguer des champs de pavot pendant au moins

⁵² Vermeer, *Economic Development in Provincial China*, p. 39, et sources citées.

⁵³ Sur Liu Zhenghua et l'opium, v. Zheng Lei 鄭磊, « 鴉片種植與饑荒問題：以民國時期關中地區為個案研究 », *Zhongguo shehui jingji shi yanjiu*, 2002/2, p. 81-92 (p. 82-84).

quelques années. À la suite de quoi Li Yizhi, dégoûté, serait reparti enseigner à Nankin. L'histoire est jolie — mais elle est probablement apocryphe (Zhao Bi mélange un peu les dates et les faits) ; cela dit, je mentionnerai tout à l'heure comment le risque de voir le grand projet d'irrigation financé par la CIFRC servir à faire pousser du pavot a été, effectivement, très sérieusement discuté au début des années 1930.

J'ai cité Chen Shufan et Liu Zhenhua, qui ont donc sévi dans la région pendant la décennie allant de 1916 à 1925 ; mais Chen Shufan et Liu Zhenhua n'étaient jamais que les hommes au pouvoir à Xi'an, et, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, une grande partie du territoire qu'ils étaient supposés gouverner, même en se limitant au Guanzhong, était en réalité sous le contrôle de militaristes locaux dont le nombre et l'implantation ont pas mal varié pendant cette période, mais dont certains étaient solidement installés à la tête de petites principautés quasi indépendantes, dans lesquelles ils pratiquaient exactement le même genre de politique d'extraction fiscale basée sur les revenus de l'opium. Et cette fragmentation du pouvoir local a évidemment continué jusqu'à la fin de 1930 au moins. J'avais aussi parlé des efforts de Feng Yuxiang (ou de ses représentants locaux), en 1927 et 1928, pour anéantir les plus récalcitrants d'entre ces potentats locaux. Or, même si Feng Yuxiang professait être un champion de la lutte contre l'opium, et qu'il affirmait en particulier avoir été convaincu des méfaits de la drogue par le spectacle de la ruine de ses propres parents, qui étaient opiomanes, il n'en reste pas moins que l'affermissement très relatif de son contrôle sur la région entre 1928 et 1930 n'a rien changé au système d'encouragement de la culture du pavot qu'avaient développé ses prédécesseurs, bien au contraire, car Feng Yuxiang était à la recherche de toutes les ressources possibles et imaginables (fiscales ou autres) pour maintenir sa machine militaire en état de fonctionnement. Les mêmes taxes sur les terres supposément consacrées à la culture du pavot ont donc été maintenues, en dépit de divers changements de nomenclature, les quotas imposés par districts n'ont pas cessé d'augmenter, et en fait, l'ensemble du système a été maintenu après la défaite de Feng Yuxiang et la mainmise des autorités nationalistes sur le Shaanxi, à la fin de 1930 ; comme je le disais, en effet, le pouvoir nationaliste ne s'est engagé dans une politique réelle, et d'ailleurs plutôt efficace, de suppression de l'opium au Shaanxi qu'à partir de 1935 environ⁵⁴.

Quoi qu'il en soit de tout cela, il me reste à dire un mot de ce qui était après tout ma question de départ, à savoir : en quoi la culture du pavot était-elle un facteur aggravant dans l'incidence des famines ?

La seule étude monographique consacrée à ce thème, en ce qui concerne le Guanzhong, est un article paru en 2002 dont l'auteur est Zheng Lei 鄭磊, ce jeune chercheur de Shanghai dont j'avais évoqué le nom l'an passé en mentionnant sa générosité, puisqu'il m'a communiqué il y a un peu plus d'un an une grande quantité de documents qu'il avait été en mesure de photographier au Shaanxi et au Gansu au cours de ses recherches sur les transformations de l'agriculture du Guanzhong à l'époque républicaine. Mais la mise en accusation de la culture du pavot et de l'économie de l'opium comme facteur aggravant dans les années de calamités naturelles, notamment pendant les grandes sécheresses de Chine du Nord en 1920-1921 et en 1928-1930, est un thème qui revient partout, aussi bien dans la littérature de l'époque que dans les travaux des historiens.

Le problème, à la base, était qu'en concentrant l'essentiel de leur production sur une plante commerciale, même susceptible de rapporter de gros profits, au détriment des plantes vivrières — qu'ils devaient par conséquent acheter sur le marché au fur et à mesure de leur consommation, au lieu de faire des réserves —, qu'en procédant de la sorte, donc, les paysans étaient livrés pieds et poings liés au marché et à ceux (marchands ou fonctionnaires) qui avaient intérêt à le manipuler, qu'ils n'avaient plus aucune autarcie alimentaire, et que par conséquent

⁵⁴ Zheng Lei, *ibid.*, p. 83-84, pour quelques citations.

ils étaient perdus en cas de flambée du prix des grains, et *a fortiori* de disette généralisée. Leurs difficultés pouvaient d'ailleurs aussi bien venir d'un effondrement du prix de l'opium, ou d'une mauvaise récolte de pavot. Zheng Lei donne l'exemple de Zhouzhi 鄜州 (un district situé sur la rive droite de la Wei, un peu à l'ouest de Xi'an, souvent cité dans les textes sur l'opium au Shaanxi) — où, dès 1919, Liu Zhenhua aurait ordonné qu'un quota de 100 000 *mu* soit imposé comme « terres à opium » par la procédure du *tanpai* (dont j'ai parlé tout à l'heure) à des taux très lourds, et ce quota avait été multiplié par deux, puis par trois, dans les années suivantes. Le résultat, c'est qu'en 1925 environ la moitié des terres cultivées de Zhouzhi se seraient retrouvées effectivement converties à la culture du pavot, et que dès le début des années 1920 la surproduction d'opium résultant de cette politique aurait entraîné une baisse drastique des prix, créant de grands risques pour les producteurs (car les taxes ne baissaient pas). Mais c'est le déficit en cultures vivrières — plutôt que les aléas du marché de l'opium —, le fait que les terres vouées à la céréaliculture ont été converties en pavot, qui est considéré comme le plus grave. Zhouzhi, qui avait traditionnellement la réputation d'être un des greniers de la région, devient à cette époque une circonscription systématiquement et lourdement déficitaire en grains, si bien qu'au moment de la grande famine, en 1929, c'est un des districts les plus touchés de la région, avec une cinquantaine de milliers d'habitants morts de faim et plus d'une dizaine de milliers ayant fui leurs villages et ayant disparu⁵⁵. (Du moins sont-ce les chiffres donnés dans un article des *Wenshi ziliao*, mais je reviendrai plus loin sur le problème des chiffres dans ce genre de circonstances.)

L'argument de la connexion entre opium et famine a été trop souvent répété, et par de trop nombreux observateurs, aussi bien en général que, plus spécialement, au moment de la grande famine de la fin des années vingt, pour qu'on puisse nier la réalité du problème⁵⁶. Mais ce que je voudrais malgré tout rappeler, c'est qu'en dépit de l'affirmation qu'on retrouve partout, comme quoi la production des grains est *remplacée* par celle de pavot, il ne faut pas se figurer des régions comme le Guanzhong à l'époque des seigneurs de la guerre, ou même certaines zones du Guanzhong, comme vouées à la monoculture du pavot. Il n'existe en fait presque jamais de monoculture en Chine. Ce qu'on a à peu près partout, ce sont des systèmes extrêmement divers d'alternance des récoltes, combinant dans les cas les plus favorables une récolte d'hiver avec une ou plusieurs récoltes d'été. Le pavot est une culture d'hiver (il est planté en novembre et récolté en mai) ; en outre il peut être interplanté (i.e. en rangées alternées) au printemps avec d'autres produits, tels que le tabac, les légumineuses (les pois et haricots) ou les patates. On peut donc, dans de nombreux contextes, le considérer comme une *culture d'appoint* permettant aux paysans d'arrondir leur revenu, et même de beaucoup l'arrondir ; et c'est souvent ainsi qu'il est caractérisé, en particulier dans les grandes provinces productrices du Sud-Ouest.

En fait la question de l'impact de la culture du pavot en termes de subsistances se pose surtout dans la moitié nord de la Chine, car dans le Nord la principale céréale alimentaire est le blé — qui est également une culture d'hiver, bien sûr, quoique avec une période de maturation légèrement plus longue. En revanche les cultures d'été dans le Nord, en tout cas à l'époque moderne, ou bien fournissent un appoint alimentaire plutôt que la base de l'alimentation (ce qu'on appelle les « céréales secondaires », *zaliang* 雜糧, comme le millet ou le sorgho, parfois le blé de printemps, parfois aussi le maïs) ; ou bien ce sont des cultures non vivrières comme, notoirement au Shaanxi, le coton. Le coton, en effet, est semé en avril et récolté au plus tard en octobre ; si bien que lorsqu'on dit, soit que dans les années 1920 la culture du coton a perdu du terrain au profit de celle du pavot, avec qui elle était en compétition, soit qu'à partir de 1935 les

⁵⁵ Zheng Lei, *ibid.* p. 84, citant *Shaanxi WSZL* 11.

⁵⁶ Li Wenhai 李文海 et al., *中國近代十大災荒* (Shanghai renmin chubanshe, 1994), p. 168-201 (cité par Zheng Lei, « 1928-1930 年西北大旱災及其社會應對——以關中地區為中心 », p. 1) ; Cai Qinyu, *Minjian zuzhi yu zaihuang jiuzhi*, p. 184 (l'opium comme une des quatre grandes causes de la famine d'après la CIFRC).

autorités ont réussi à combattre la culture du pavot en distribuant aux paysans des aides pour qu'ils la remplacent avec celle du coton⁵⁷, cela doit s'entendre d'un point de vue *économique* — une plante commerciale avec un bon revenu, et utile, en remplace une autre rapportant peut-être plus, mais nuisible — plutôt que d'une simple substitution dans le cycle des récoltes ; sauf à considérer (ce qui est possible, et même fréquent au Guanzhong, mais dépend énormément des conditions locales) que la succession des deux plantes (opium et coton) sur un même terrain n'est pas possible, soit parce que les deux cycles tendent à se télescoper, et qu'en outre la saison libre de gel est relativement courte dans le Nord-Ouest, soit parce que pour assurer deux récoltes dans l'année, ou même trois récoltes sur deux ans, il faudrait un investissement supérieur à ce qui est disponible, que ce soit en travail ou en ressources (c'est-à-dire en irrigation, surtout, ou en engrais) ; ou encore, que cette combinaison n'est pas possible parce que c'est trop pour le sol, ou pour toute autre raison. Dans le Sud en revanche, la principale céréale alimentaire est une céréale d'été — c'est le riz ; et les périodes de maturation du riz sont tout à fait compatibles avec celles du pavot. En d'autres termes, c'est en Chine du nord que la culture du pavot entre nécessairement en concurrence avec celle de la principale céréale alimentaire, le blé — qui est en outre une de celles que l'on stocke en priorité, et qui est aussi celle que l'on consomme dans les villes.

Il faut ajouter que cette concurrence, en effet désastreuse en année de famine, joue surtout à partir du moment où la culture du pavot quitte les sols pauvres — sur lesquels elle peut également prospérer si on y met suffisamment d'engrais —, ou encore les flancs de coteau, et qu'elle envahit les meilleures terres, qu'elle est en outre réputée appauvrir. Or, ce processus d'envahissement des meilleures terres a commencé de se produire dès la fin du 19^e siècle dans certaines régions, et il est bien attesté dans la plaine du Guanzhong dans les années 1920, où, d'après certains auteurs, ce sont désormais les céréales qui jouent le rôle de « culture d'appoint », et où de ce fait la population ne peut survivre qu'en important du grain des provinces voisines. Cette dernière affirmation resterait d'ailleurs à vérifier, car, pour de simples raisons logistiques, je ne pense pas que le Guanzhong ait jamais pu être une région alimentée en grains par le commerce à longue distance, à l'instar des grandes provinces commercialisées du bas Yangzi ou de la côte. En revanche il semble bien qu'un tel phénomène de spécialisation régionale ait joué pendant les années 1920 à l'intérieur de l'espace plus restreint de la vallée de la Wei. Certaines sources indiquent en effet que les terres les plus productives envahies par la culture du pavot (ou alors, frappées d'une très lourde « taxe de paresse » [*lanjuan* 懶捐] quand elles n'étaient pas cultivées en pavot) étaient les terres irriguées situées dans les districts de la rive droite de la Wei (comme Zhouzhi, dont je parlais à l'instant) ; ces districts sont en effet irrigués, et bien irrigués, par les affluents de droite de la Wei issus des vallées des monts Qinling (i.e. de la chaîne bordant le Guanzhong au sud, qui est beaucoup plus arrosée que le plateau de loess au nord, d'où descendent les affluents de gauche de la Wei). Or, justement, ces districts producteurs de pavot de la rive droite achetaient à l'époque une partie de leur blé aux districts de la rive gauche⁵⁸, dont fait partie le fameux périmètre d'irrigation du Weibei au nord de Xi'an : il ne faut pas oublier en effet qu'à cette époque, c'est-à-dire avant 1932 au plus tôt, le futur canal Jinghui est largement hors d'usage et qu'il y a très peu d'irrigation sur la rive gauche de la Wei, et donc, semble-t-il, peu d'opium.

Cette question du pavot et de l'irrigation — si je puis anticiper un peu — sera très présente au moment où, justement, l'irrigation sera en passe d'être restaurée dans le Weibei. J'ai mentionné tout à l'heure l'anecdote, d'une authenticité assez douteuse, selon laquelle le gouverneur Liu Zhenhua (au plus tard en 1925, donc) aurait dit à Li Yizhi « d'accord pour le canal, à condition qu'il serve à irriguer des champs de pavot ». Mais, plus sérieusement, il

⁵⁷ Vermeer, p. 326-327.

⁵⁸ Vermeer, p. 38-39.

semble qu'à la veille de l'inauguration du nouveau canal (donc au printemps 1932) soient parus dans la presse en langue anglaise de Pékin et de Tianjin des articles accusant tout bonnement la CIFRC d'encourager la culture du pavot par ses projets d'irrigation. Je n'ai pas eu accès à ces articles, mais j'en ai lu deux autres, par des auteurs qui répondaient à ces accusations en affirmant qu'ils avaient eux-mêmes parcouru le site du Weibei et qu'ils n'y avaient pas vu un seul champ de pavot. L'un de ces auteurs est un reporter chinois du *Dagongbao* de Tianjin, qui précise par ailleurs que Li Yizhi lui aurait affirmé que si, par extraordinaire, les autorités devaient relâcher l'interdiction de l'opium dans la zone irriguée (ou en passe d'être irriguée, à cette date), où elle avait en effet été édictée avec la plus grande sévérité⁵⁹, lui, Li Yizhi, préférerait encore se suicider pour expier un pareil détournement de ses efforts ! Ceci montre au moins que Li Yizhi était bien conscient du risque, comme le confirment d'ailleurs plusieurs de ses articles. Quant à l'autre auteur dont je parlais, c'est un certain Hewlett Johnson, un ecclésiastique anglais grand admirateur de l'ingénieur Todd, en compagnie de qui il avait visité le chantier du canal. Or, si Johnson affirme qu'il n'y a absolument pas de pavot dans cette zone (mais il est vrai que l'irrigation n'avait pas encore été rétablie), en revanche il a partout vu s'étendre des champs de pavot en circulant sur la route entre Tongguan et Xi'an, donc sur la rive droite de la Wei, dans les campagnes s'étendant au sud de cette route et jusqu'au pied des monts Qinling — il appelle ces champs, qu'il a pu voir en fleurs au moment où il voyageait, les « champs de la mort » (Fields of death).

Mais, pour en revenir au problème de la famine, même si les textes qui dénoncent l'empiétement du pavot sur les cultures céréalières sont souvent très rhétoriques, au sens où ils recourent avec insistance à la phraséologie traditionnelle célébrant la prépondérance des « cinq céréales », en dehors desquelles il n'est point de salut, ni même de civilisation, il n'en reste pas moins que, globalement, le problème était réel : il est hors de doute que la culture du pavot, malgré les profits qu'elle était supposée rapporter, diminuait sérieusement le niveau de sécurité alimentaire, surtout dans une région peu accessible au commerce interrégional des grains comme l'était le Guanzhong à cette époque, où les routes étaient encore primitives et où on ne trouvait pas un seul kilomètre de voie ferrée à l'intérieur de la province ; mais si elle diminuait le niveau de sécurité alimentaire, elle ne le réduisait pas nécessairement à zéro, comme le disent souvent des textes portés (là encore, dans une tradition rhétorique bien chinoise) à la dramatisation et aux généralisations. Comme nous le verrons, les facteurs purement politiques et militaires ont probablement pesé autant, sinon plus, dans la catastrophe des années 1928-1930.

Analyser cette catastrophe est donc d'une extrême complexité. Au-delà du phénomène purement climatique, c'est-à-dire du déficit en précipitations, qui a été massif et prolongé (avec les deux plus mauvaises années en 1928 et 1929)⁶⁰, il faut faire entrer en ligne de compte des facteurs structurels comme l'impact de l'opium, dont je viens de parler, ou comme la militarisation du pouvoir depuis au moins une quinzaine d'années, dont les effets en termes de pillage fiscal et, au-delà, de simple destruction du tissu socio-économique dans les campagnes, ont profondément affaibli les défenses de la société face aux accidents climatiques.

La littérature là-dessus est immense, qu'il s'agisse de témoignages contemporains ou de travaux historiques ; et aussi bien ce sont des aspects que j'ai déjà suffisamment évoqués — ne serait-ce qu'à l'instant à propos du problème de l'opium — pour qu'il soit inutile de m'y attarder outre mesure. Mais je voudrais néanmoins revenir brièvement sur un texte publié à l'époque, auquel j'avais déjà fait allusion l'année dernière, un texte qui, par ses exagérations mêmes — qui d'ailleurs n'empêchent pas les historiens actuels de le citer à l'occasion comme un autorité — qui par ses exagérations mêmes me semble emblématique de la violence

⁵⁹ Vermeer, p. 327.

⁶⁰ Zheng Lei, « 1928-1930 nian Xibei da hanzai », tableau p. 2.

dénonciatrice et du désespoir que pouvaient susciter les effets du régime des seigneurs de la guerre chez certains intellectuels peut-être plus proches du pays réel que les grands intellectuels de l'opposition à l'époque (les Hu Shi, Zhang Junmai, Luo Longji, *e tutti quanti*, sans parler des marxistes). De l'auteur du texte en question, un certain Kang Tianguo 康天國, nous ne savons rien de particulier, sinon qu'il était apparemment natif du Gansu, et qu'il dit avoir vécu dans le Nord-Ouest pendant l'essentiel des années 1920, comme le confirment maintes anecdotes dont il dit avoir été témoin, ainsi que beaucoup de détails qu'il n'a pu recueillir que sur place. Publié à Shanghai en 1931, cet ouvrage d'environ 160 pages a pour titre *Xibei zuijin shinianlai shiliao* 西北最近十年來史料 (matériaux historiques sur les dix dernières années dans le Nord-Ouest) ; comme je l'avais indiqué il y a un an, il reproduit effectivement ce qu'on peut appeler des « matériaux » — c'est-à-dire, en l'occurrence, des citations de documents officiels, des extraits de rapports et de témoignages, quelques données statistiques (sur la famine, justement), ainsi que des exemples de littérature populaire ou folklorique ; mais ces documents sont dispersés dans une sorte de narration violemment polémique, et par leur accumulation et leur répétitivité même on est tenté de leur trouver une fonction rhétorique plutôt que véritablement analytique, comme s'il s'agissait de convaincre le lecteur en rajoutant sans cesse l'horrible au scandaleux.

La cible première de Kang Tianguo, ce sont les exactions, la brutalité et le cynisme total des seigneurs de la guerre (à vrai dire en passe d'être sérieusement réduits en importance dans le nord-ouest au moment de la parution du texte), qu'il qualifie d'« esclaves menant le pays à sa perte » (*wanguo nu* 亡國奴), et qu'il tient pour les principaux responsables de la crise dans laquelle sont en train de s'enfoncer non seulement le Nord-Ouest, mais la Chine tout entière ; et c'est surtout le principal d'entre eux, Feng Yuxiang, qui est visé — c'est d'ailleurs probablement pour cette raison que dans ce texte le « Nord-Ouest » inclut aussi le Henan, les trois provinces du Henan, du Shaanxi et du Gansu ayant en effet constitué le fief de Feng Yuxiang entre 1927 et 1930.

Kang Tianguo s'étend longuement — parfois même interminablement — sur la misère et l'arriération générales qui règnent dans la région, sur la ruine du commerce et des transports, la destruction des relations sociales, les exactions sans fin des militaristes, le problème (en effet énorme à cette époque) du banditisme — de ces gens qu'on appelle « bandits locaux » (*tufei* 土匪), et d'après Kang Tianguo ceux du Nord-Ouest représentent un cas probablement unique en Chine, et même au monde, par leur combinaison de cruauté aveugle et de stupidité —, et il y ajoute même, pour faire bonne mesure, les atrocités commises par les communistes, que d'après lui les autorités locales laisseraient faire sans chercher à intervenir. Une grande partie du texte et des documents qu'il cite sont consacrés à la famine qui sévit depuis 1928, et à ses plus épouvantables manifestations, dont il affirme sans hésiter que la cause première, ce sont les militaires et les bandits.

Cela étant, je cite ce texte (je l'avais déjà cité l'année dernière) non seulement parce que c'est à la fois un des plus détaillés et des plus rhétoriques sur les ravages de la famine de la fin des années 1920 dans le Nord-Ouest, mais aussi à cause des pages assez stupéfiantes qu'il contient sur les abus de la fiscalité dans la région, dont les militaires sont les principaux responsables, et qui sont bien sûr une des grandes causes de l'affaiblissement des populations et de leur vulnérabilité aux calamités naturelles. Kang Tianguo affirme qu'il parle en connaissance de cause, étant un habitant de la région, et que ce qu'il décrit, c'est pour sauver la vie de ses concitoyens, ce n'est pas la même chose que s'il était membre d'une quelconque commission d'enquête sur l'agriculture.

D'après lui, l'ancien impôt foncier remontant aux Qing, payable en deux fois dans l'année et facilement accepté des populations du Nord-Ouest, aurait été multiplié à partir de 1921 pour faire face aux exigences des armées, d'abord en exigeant le paiement d'une, ou même deux années d'avance, et ensuite, à partir de l'arrivée de l'Armée nationale de Feng Yuxiang au Shaanxi à la fin de 1926, en exigeant jusqu'à six années de paiement à l'avance, que la

soldatesque viendrait récupérer chez les habitants avec la dernière brutalité, fouillant les maisons et s'emparant de tout ce qui lui tombe sous la main. Et à cela s'ajoutent une quantité de « contributions » (*juan* 捐), ou de « contributions additionnelles » (*fujian* 附捐), dont Kang Tianguo offre une liste longuement commentée qui ne comporte pas moins de 21 articles (et encore, d'après lui, ce ne sont que les plus importants, ceux qui touchent tout le monde, et il cite un texte qui parlerait de pas moins de 800 différentes sortes de contributions !) : on a donc des contributions au titre de l'éducation, de la reconstruction, de la répression du banditisme, des dépenses militaires, des casernements, sur les prêts, sur les riches, sur l'opium, sur la paresse (*lanjuan*, pour ceux qui refusent de planter du pavot), sur les bâtiments, pour la police, pour les défrichements, au titre des véhicules automobiles, sur le bétail, sur les nattes, etc., etc., je ne peux pas toutes les mentionner ; et après ces contributions, qui frappent tous les paysans, Kang Tianguo énumère encore 21 taxes commerciales différentes (la ruine du commerce dans le Nord-Ouest est un autre de ses grands thèmes).

Toutes ces choses, donc, représentent autant de facteurs structurels qui entrent dans ce qu'on pourrait appeler l'« équation de la famine », à cette époque et dans cette région ; et même si Kang Tianguo en remet sans aucun doute — on se demande comment quiconque aurait pu survivre, même misérablement, à un tel régime —, il n'en reste pas moins que les excès de la fiscalité des seigneurs de la guerre, qu'on a souvent peine à imaginer, sont cités au premier rang des causes de la famine dans toutes les études publiées à l'époque, qu'elles soient chinoises ou étrangères — ainsi, par exemple, dans le rapport de la Croix-rouge américaine publié en 1929, dont je parlerai plus loin⁶¹.

Famine et guerre civile

Mais pour analyser les causes et le développement de la famine de la fin des années vingt dans le Nord-Ouest, il faut aussi faire entrer en ligne de compte la situation politique générale en Chine pendant ces années-là. À ce moment la Chine était en fait en situation de guerre civile — de guerre civile larvée, d'abord, puis ouvertement déclarée à partir de l'hiver 1929. Pour simplifier, le conflit opposait, d'un côté, Feng Yuxiang et ses alliés occasionnels en Chine du Nord (Yan Xishan 閻錫山 notamment), et, de l'autre, le gouvernement nationaliste de Chiang Kai-shek basé à Nankin. Comme si souvent en Chine pendant la décennie 1920, cette situation se traduisait par la compétition des militaires pour mettre la main sur le maximum de ressources possible (et par là même, les dénier à leurs adversaires), et tout particulièrement sur le matériel ferroviaire⁶². Le chemin de fer ne pénétrait pas encore au Shaanxi à l'époque : la grande transversale est-ouest, appelée la ligne Longhai 隴海 — littéralement, du Gansu à la mer —, n'a été prolongée jusqu'à Xi'an qu'en 1934, et jusqu'à Baoji 寶雞, au-delà de Fengxiang 鳳翔 à l'ouest, en 1936⁶³. À la fin des années vingt la ligne s'arrêtait à Lingbao 靈寶 au Henan, à une quarantaine de kilomètres à l'est de Tongguan, la ville située à l'extrémité orientale du Guanzhong, à la frontière du Shaanxi et du Henan. Cela étant, même si le Shaanxi n'était pas encore « désenclavé » du point de vue ferroviaire, le Longhai permettait malgré tout de transporter des marchandises pondéreuses (comme les stocks de grains) depuis des points éloignés jusqu'à proximité immédiate de la province — à condition bien sûr que le matériel soit

⁶¹ Sur la fiscalité des seigneurs de la guerre, voir aussi *Cambridge*, vol. 12, p. 291 sq.

⁶² Sur l'utilisation inefficace et destructrice du matériel ferroviaire par les militaires, voir J.E. Baker, *Explaining China* (Londres, Philpot, 1927), p. 71-72.

⁶³ D'après un article en chinois sur le Web (隴海鐵路陝西段之建設與抗戰), le tronçon entre Lingbao et Tongguan est achevé en décembre 1931 ; le tronçon Tongguan-Xi'an est achevé fin 1934, et de là à Baoji fin 1936 ; diverses branches sont construites jusqu'en 1945, notamment le tronçon Xianyang-Tongguan 同官 en 1942. Après 1931 il y a donc eu une activité presque incessante de construction ferroviaire au Shaanxi, qui serait inséparable des prodromes de la guerre contre le Japon (incident 九一八 en 1931) et ensuite de la guerre de résistance, où le NO (comme le SO) a une grande importance stratégique (longhai.htm)

disponible —, et de là on pouvait ensuite les acheminer dans la vallée de la Wei par barges, en remontant un bout de fleuve Jaune, puis la Wei elle-même.

Les conséquences de la réquisition du matériel roulant par les militaires sont décrites de façon tout à fait pathétique, et en même temps précise au wagon près (si je puis dire), dans une lettre adressée par Yu Youren à un de ses collègues en septembre 1929, et publiée dans la presse de l'époque. Yu Youren 于右任, je vous le rappelle, était ce lettré natif de Sanyuan, au Shaanxi, qui avait très tôt milité contre les Qing, qui était devenu un proche de Sun Yat-sen au Japon, qui avait pris la tête de l'armée dissidente de la Jingguojun en 1918, et que nous avons encore vu « commandant en chef » du gouvernement provincial du Shaanxi en 1927, pendant l'épisode révolutionnaire que j'ai analysé il y a quelques semaines. En 1928 Yu Youren a rejoint le gouvernement nationaliste à Nankin, et il est désormais considéré comme un des « grands anciens » du Guomindang (*yuanlao* 元老), ce qui lui confère une certaine influence, et fait qu'on écoute ce qu'il dit, même si les charges éminentes qui lui sont confiées, à partir de 1930 surtout, ne lui donnent pas un réel pouvoir politique — il n'a jamais fait partie du cercle rapproché de Chiang Kai-shek. Il faut croire en revanche que le destinataire de la lettre en question était en position d'intervenir pour régler le problème dont lui parlait Yu Youren, puisque c'était un général appartenant à la coterie de Feng Yuxiang, un certain Sun Liangcheng 孫良誠, qui était à ce moment gouverneur du Shandong et qui, apparemment, venait juste de participer avec Yu Youren à une conférence sur l'organisation des secours au Shaanxi, tenue à Xi'an même. Voici donc ce que lui écrivait Yu Youren :

Lorsque je suis arrivé à Luoyang [la grande ville de l'ouest du Henan, située à environ 100 km de ce qui était alors le terminus du Longhai] j'ai pu voir des montagnes de grains amoncelées à la gare ; mais il n'y a pas moyen de le transporter plus à l'ouest, alors qu'au-delà de Tongguan [donc, au Guanzhong] ils ne sont pas moins de plusieurs millions à attendre qu'on leur sauve la vie, à attendre qu'on leur distribue des semences ! Cette année et l'année prochaine sont absolument critiques pour décider de leur survie : un seul jour où l'on tarde à transporter des vivres, c'est un jour de plus où les gens sont en danger de mort ! Si l'on ne peut pas procéder aux semailles de blé d'ici dix ou vingt jours, la situation sera plus désespérée encore. Je vous avais entendu dire il y a peu à Xi'an que vous vous chargiez de faire transporter quatre trains de semences et de grains pour les secours ; puis on a appris qu'il n'y avait que deux trains [de disponibles], et récemment, plus qu'un seul train ; et il n'y aurait que 4 ou 5 wagons pour cet unique train ! Je ne puis qu'espérer, cher collègue (同志), que vous mettez toute votre attention à régler ce problème !⁶⁴

Le problème, bien sûr, c'était que toute cette section du chemin de fer du Longhai était située dans le domaine contrôlé par Feng Yuxiang (d'où, sans doute, les espoirs mis dans l'intervention d'un de ses proches), et que pour Feng Yuxiang et pour son état-major il était plus important de le faire servir à transporter des troupes, du matériel ou des approvisionnements militaires, que des secours destinés au lointain nord-ouest, à l'écart du théâtre des opérations. (À cette date la situation était déjà extrêmement tendue, et la guerre avec Chiang Kai-shek allait éclater peu de temps après). Le texte que je viens de citer est intéressant parce qu'il nous donne un exemple précis ; mais il va de soi que la préemption du matériel roulant par les protagonistes des multiples guerres civiles qui ont déchiré la Chine entre 1920 et 1930, et au-delà, est un problème constamment dénoncé pendant toute cette période ; et comme je l'ai déjà mentionné, le contrôle des axes ferroviaires, notamment les deux grands axes nord-sud Pékin-Nankin et

⁶⁴ Cité in Li Wenhai 李文海, Lin Dunkui 林敦奎, Cheng Xiao 程歊 et Gong Ming 宮明, *Jindai Zhongguo zaihuang jinian xubian 1919-1949* 近代中國災荒紀年續編, Changsha, Hunan jiaoyu chubanshe, 1993, p. 236.

Pékin-Hankou, ainsi que la transversale du Longhai, était au cœur même de la stratégie des principaux seigneurs de la guerre, ainsi que des armées nationalistes.

Je ne citerai aujourd'hui qu'un exemple de ces dénonciations, mais celui-ci est particulièrement cinglant. Il émane de la Croix-Rouge américaine, dont j'ai déjà eu l'occasion de mentionner qu'elle avait envoyé une commission enquêter en Chine du Nord afin de décider de l'opportunité ou non de collecter des fonds américains pour financer des secours, et à quelle hauteur⁶⁵. Cette commission avait visité le Henan, le Shaanxi, le Shanxi, le Chahar et le Suiyuan en juillet 1929 — mais elle n'avait pas pu pénétrer jusqu'au Gansu. Ceci se passait donc à peu près au même moment que la tournée d'inspection de Yu Youren au Shaanxi (il s'y était rendu en août), et un peu avant qu'une commission spéciale du gouvernement nationaliste n'aille enquêter au Guanzhong, en octobre. Il s'agissait pour la commission de la Croix-Rouge d'évaluer l'ampleur de la famine, et surtout d'en déterminer les causes, et de décider sur cette base ce qu'on pourrait légitimement « vendre » au public américain afin de solliciter des donations. Comme je l'ai déjà mentionné, la conclusion de la commission de la Croix-rouge américaine avait été entièrement négative : d'après elle, le déficit alimentaire en Chine du nord depuis 1928, si tragique qu'en fussent les conséquences, tenait à des causes non pas naturelles, mais politiques, militaires, fiscales, et d'ordre public. En l'absence de ces causes, était-il affirmé, il aurait été tout à fait possible de secourir les régions frappées par la sécheresse et d'éviter que ne s'y développe la famine catastrophique qu'on avait sous les yeux : les ressources existaient dans le pays. En d'autres termes, la « famine » en 1928 et 1929 (le terme est toujours mis entre guillemets dans le rapport de la Croix-rouge américaine) n'en était pas une, du moins pas dans la définition minimale qui avait été adoptée par la CIFRC au moment de sa création en 1921, à savoir : « La famine est un échec de l'offre en nourriture (a failure in food supply) dû principalement à des causes naturelles. » Le problème, aux yeux des enquêteurs de la Croix-rouge, c'était que la CIFRC elle-même, ainsi que d'autres organismes philanthropiques américains actifs en Chine, avaient décidé au moment de la famine de 1928 de ne plus s'en tenir à cette définition restrictive, et d'essayer de porter secours aux populations affamées même si l'origine de leurs souffrances, ce n'était pas le climat, mais le gouvernement et les seigneurs de la guerre.

Le rapport de la commission conclut donc qu'il n'y a pas lieu de solliciter le public américain pour résoudre des difficultés auxquelles il incombe aux Chinois eux-mêmes, et à leur gouvernement, de remédier, ce qu'ils sont tout à fait capables de faire. Et il distingue sept sortes de causes à la « famine » de 1928-1929, dont seule la septième est « naturelle », à savoir, l'échec local des récoltes, lequel s'avère en effet fatal lorsque les six autres sortes de causes (non naturelles) se sont ajoutées les unes aux autres en amont. Et donc, parmi ces causes non naturelles, on trouve (en n° 2) ce qu'on pourrait appeler le « facteur ferroviaire ». Le passage mérite d'être cité, au moins en partie :

Les chefs militaires se sont saisis des voies ferrées, ils ont monopolisé les locomotives et les wagons, ils ont détruit des voies et des ponts pour gêner les forces adverses. Par là même ils ont empêché le mouvement normal du commerce. Les grains et les autres denrées essentielles à la vie n'ont pas pu être envoyés dans les provinces de l'intérieur, qui avaient le plus souffert des déprédations des militaires. À la date présente des centaines de locomotives, des milliers de wagons appartenant aux différentes compagnies chinoises sont en train de rouiller et de s'abîmer en Mandchourie, où le chef militaire de la région les garde par peur qu'ils ne tombent entre les mains de ses ennemis s'il les restitue aux compagnies auxquelles ils appartiennent légalement ; et il est très possible que cette crainte soit tout à fait justifiée.

⁶⁵ Voir Karen Lynn Brewer, *From Philanthropy to Reform : The American Red Cross in China, 1906-1930*, PhD Case Western University, 1983, p. 357-374, sur les circonstances de la rédaction du rapport de la commission d'enquête, son contenu, les réactions qu'il a suscitées (notamment de la CIFRC).

[Ce chef militaire, c'est alors Zhang Xueliang 張學良, le fils de Zhang Zuolin, mort l'année précédente dans un attentat monté par l'armée japonaise ; en se retirant en Mandchourie devant l'avance des Nationalistes, en 1928, Zhang Zuolin avait emmené avec lui la plus grande quantité possible de matériel roulant]. Dans le même temps, les affaires sont paralysées dans tout le pays, et les transports de grains dans les zones de famine ne représentent qu'une petite fraction des quantités nécessaires. Le 15 août, notre commission a pu constater que des centaines de tonnes de grain étaient entassées sans protection sur le quai de la gare de Fengtai, la jonction à partir de laquelle le grain continue son trajet vers les zones de famine du Shanxi, du Shaanxi et du Suiyuan [豐台, le nœud ferroviaire au sud de Pékin]. La pluie tombait fréquemment et elle endommageait rapidement le grain ; et on pouvait voir éclater les sacs pourrissants. Au même moment, les organisations de secours réclamaient d'urgence aux autorités ferroviaires des wagons avec lesquels amener le grain jusqu'aux victimes de la famine [et, sous-entendu, elles n'arrivaient pas à les obtenir]⁶⁶.

C'est donc la même chose que ce que racontait Yu Youren à Luoyang : il y a du grain, mais il n'y a pas moyen de le transporter là où on en a besoin, parce que les chemins de fer ont été réquisitionnés par les militaires pour leurs propres besoins.

En fait, pour en revenir à notre région, le « grand arrière » que constituait le Nord-Ouest (le Shaanxi et le Gansu) dans la stratégie générale de Feng Yuxiang se trouvait coupé des ressources des provinces de l'intérieur, ou transitant par elles, en général, et pas seulement pour d'hypothétiques secours, d'origine essentiellement philanthropique, destinés aux victimes de la famine. Tout le monde souffrait apparemment de la disette, et certains témoignages remarquent que les forces de Feng Yuxiang stationnées au Guanzhong n'étaient pas beaucoup mieux nourries que les victimes civiles de la famine : par exemple, un article du *Times* de Londres daté de janvier 1930, citant un délégué de la CIFRC qui revient juste du Guanzhong, affirme que les troupes de la Guominjun (c'est-à-dire les troupes dépendant de Feng Yuxiang, qui ont repris cette appellation depuis sa rupture avec le gouvernement de Nankin, alors qu'avant elles étaient devenues le deuxième groupe d'armées du gouvernement nationaliste), qui se montent à quelque 300 000 hommes dans la région, souffrent beaucoup et qu'elles sont réduites à une ration de 12 onces de millet par jour (soit à peu près 350 grammes).

Mieux (ou pire), en dépit des conditions terribles qui régnaient dans le Nord-Ouest Feng Yuxiang n'avait pas hésité à détourner au profit de son armée des aides destinées aux victimes de la famine. Le même rapport de la Croix-rouge américaine évoque l'émission par le gouvernement de Nankin, en mars 1929, de « bons d'État pour les secours » pour un montant total de 10 millions de dollars chinois : ces bons étaient répartis entre les comités de secours des gouvernements provinciaux (qui semblent avoir été la seule instance publique réellement active pour lutter contre la famine), à charge pour eux de les vendre au public, ce qu'ils ne semblent d'ailleurs pas avoir fait de façon très efficace. Mais, selon certaines affirmations mentionnées par le rapport, qui n'hésite pas à parler de « cynisme », Feng Yuxiang aurait réussi à en récupérer 3 millions à son profit (soit près du tiers), pour financer ses troupes⁶⁷. D'après un autre article du *Times*, paru en août 1930, qui cite également un délégué américain de la CIFRC, un certain Aldrich, venant de passer deux mois au Shaanxi, alors que la CIFRC avait réussi à importer 3000 tonnes de grains dans la province, pendant la même période Feng Yuxiang en aurait exporté la même quantité, voire même plus, pour nourrir ses troupes. Autrement dit, et pour reprendre les termes de ce délégué, « dans les faits, les contributions charitables ont aidé à financer la guerre en cours. » Tout cela suggère donc que Feng Yuxiang, qui était alors en

⁶⁶ *The Report of the American Red Cross Commission to China*, Washington, The American National Red Cross, 1929, p. 15-16.

⁶⁷ En particulier p. 69.

pleine bataille contre les forces du gouvernement de Nankin, non seulement ne faisait rien pour collaborer aux efforts des différentes instances publiques ou philanthropiques qui tentaient de venir en aide aux victimes de la famine dans les territoires qu'il avait sous son contrôle, mais encore qu'il les gênait (en monopolisant les moyens de transport pour ses propres besoins), ou même, qu'il en détournait une partie.

De toute façon, les réquisitions et les déprédations des militaires sont unanimement dénoncées comme une des causes majeures de la famine dans le Nord-Ouest. L'article du *Times* mentionné à l'instant affirme encore : « La famine n'était pas universelle au Shaanxi, mais elle était sérieuse dans certaines zones, et M. Aldrich n'hésite aucunement à affirmer qu'elle était principalement due aux déprédations des militaires, qui, en 1926 et en 1928, avaient dépouillé la province de ses grains et de ses réserves. La zone de famine correspondait presque exactement aux principales zones de cantonnement, et aux routes suivies par les armées faisant retraite depuis les combats de la guerre civile à l'est, ou partant pour y participer. »

La famine de 1928-1930 au Shaanxi

Ceci, c'est donc l'appréciation d'un observateur extérieur ; mais pour essayer d'en rester au plan de la famine telle qu'elle était subie par ses victimes immédiates, il est assez difficile de rendre compte avec beaucoup de précision de la façon dont les choses se sont exactement passées, des pourcentages de récoltes perdues, des destructions matérielles, des pertes humaines, de l'intensité des souffrances, etc. La raison pour laquelle c'est difficile, c'est qu'on est confronté à une multiplicité de descriptions, de témoignages, de reportages, etc., tous partiels par définition, et tous inévitablement impressionnistes. (Le texte de Kang Tianguo que j'évoquais tout à l'heure n'en est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres.) On dispose aussi de nombreuses enquêtes, menées à des moments différents de l'événement, parfois après coup, par diverses commissions gouvernementales, ou par les autorités locales, ou encore par des organismes philanthropiques. Ces enquêtes ont produit un grand nombre de données statistiques, mais bien souvent l'on ne sait trop sur quoi elles reposent exactement. En fait, leur précision même les rend quelque peu suspectes. Par exemple, lorsqu'on nous propose des chiffres de victimes à la personne près pour des districts entiers, on ne sait pas trop qu'en penser car les moyens matériels et humains qu'on pouvait mobiliser pour de telles enquêtes étaient par définition extrêmement limités, les données étaient collectées dans un contexte d'urgence, et elles l'étaient au milieu d'une situation le plus souvent chaotique.

Certains auteurs ont tenté de compiler toutes ces informations, au premier rang desquels il faut citer l'historien Li Wenhai 李文海 et ses collaborateurs, à qui l'on doit, parmi beaucoup d'autres travaux, des volumes arrangés chronologiquement sur les désastres naturels et les famines à l'époque moderne (le volume qui concerne la période 1919-1949 est paru en 1993)⁶⁸. De tels travaux, qui utilisent beaucoup les enquêtes officielles, d'une part, et les articles de presse d'autre part, sont bourrés d'informations, cela va sans dire. Ils n'en laissent pas moins une impression d'éparpillement : l'évolution générale de la situation est mise en évidence, bien sûr, mais au niveau du détail ça reste assez impressionniste et répétitif. Cet éparpillement, soit dit en passant, reflète assez bien l'éparpillement politique en Chine du Nord pendant ces années, décrit de façon frappante par les enquêteurs de la Croix-rouge américaine dans le rapport mentionné tout à l'heure : pendant la grande tournée qui les a conduits à travers la Chine du nord et du nord-ouest pendant l'été 1929, ils ont eu le sentiment (confirmé par d'autres visiteurs) que changer de province était comme changer de pays, qu'il n'y avait aucune coopération, voire aucune communication entre de administrations distantes parfois de quelques kilomètres seulement, et qu'en dépit du patronage que leur avait officiellement accordé le gouvernement nationaliste, ils étaient obligés de justifier l'objet de leur visite devant chaque nouveau

⁶⁸ Li Wenhai et al., op. cit.

fonctionnaire local rencontré, autrement dit qu'ils étaient partout accueillis avec la plus grande méfiance⁶⁹. En bref, concluent-ils, il n'existe aucune centralisation, pas même au niveau des provinces placées sous des gouverneurs militaires en principe tout-puissants, il n'y a aucune coordination, en dehors des axes ferroviaires les communications sont extrêmement difficiles, les transmissions sont hasardeuses, et la sécurité est rarement assurée. Il n'est pas surprenant dans de telles conditions qu'il ait été difficile de dégager un tableau cohérent des circonstances de la famine, même à l'intérieur d'une région relativement circonscrite comme le Guanzhong.

Cela dit, l'ouvrage de Li Wenhai et de ses collègues reste encore le point de départ le plus commode pour dégager, autant que faire se peut, une vue d'ensemble des événements, même s'il ne s'agit malgré tout que d'une compilation, et que celle-ci procède non pas de façon synthétique, mais par une accumulation de notations et de chiffres très généraux, le plus souvent repris de rapports gouvernementaux, et de détails pêchés pour leur plus grande part dans la presse de l'époque (non pas la presse locale, qui plus est, mais les reportages parus dans les journaux des grandes villes de la côte). Je vous propose donc une sorte de résumé chronologique (puisque aussi bien l'ouvrage procède chronologiquement), ou plutôt une sélection des données les plus intéressantes recueillies par l'équipe de Li Wenhai, concernant le Shaanxi, et pour les années 1928-1933 (car la famine ne s'est pas arrêtée en 1930).

Pour commencer avec les observations générales, une statistique relative à l'année 1928, extraite d'un rapport de synthèse publié par le gouvernement au début de l'année suivante (intitulé *Gesheng zaiqing gaikuang* 各省災情概況, « Tableau général des désastres dans les différentes provinces »), affirme qu'au Shaanxi 85 districts sur 108 (et encore, il en manque 7 dont on n'a pas reçu les rapports d'enquête) ont été touchés par différentes sortes de désastres, et qu'on compte « plus de 5 355 200 victimes ». En même temps qu'elle souffrait depuis 1926 des affrontements incessants entre seigneurs de la guerre locaux, ou moins locaux (Liu Zhenhua, Feng Yuxiang, etc.), avec tout ce que cela entraînait, c'est-à-dire les pillages et les réquisitions, le développement du banditisme, la prolifération dans les villages des sociétés secrètes pratiquant alternativement l'autodéfense et le brigandage, etc. — j'ai eu l'occasion d'évoquer tout cela précédemment —, en même temps que tout cela, donc, la région a dû faire face à une succession de mauvaises récoltes ; mais, en 1928, toutes les manifestations classiques d'une sécheresse réellement catastrophique et d'une terrible famine sont là.

Je me contente de traduire cette partie du rapport : « La terre est complètement brûlée sur des milliers de *li* (千里皆赤), les herbes et les arbres sont desséchés, les canaux n'ont pas d'eau, les céréales qui ont pu être plantées sont flétries, là où on n'a pas pu planter les terres sont à l'abandon, pas un seul grain ne pousse (顆粒不登), on n'a aucun espoir d'avoir une récolte d'automne, et on ne pourra pas semer au printemps. Les habitants essaient de tromper la faim avec de la balle de grain (糠粃充饑), et quand il n'y a plus de balle de grain, ils continuent avec des racines d'herbe ou en arrachant l'écorce des arbres ; des familles entières périssent à cause de la faim, d'autres se suicident pour la même raison, et l'on voit en grand nombre des gens qui vendent leurs femmes ou leurs enfants dans l'espoir d'avoir au moins un repas. » (Je reviendrai tout à l'heure sur le côté formulaire de la plupart de ces expressions.) Le texte ajoute encore qu'on ne peut plus importer de grain des provinces voisines, comme précédemment, car elles sont à la même enseigne ; il parle aussi des dégâts des insectes et des sauterelles, d'épidémies, etc. ; et il affirme qu'il y a eu en 1928 plus de 200 000 morts de froid et de faim, que plus d'un million d'habitants ont fui, et qu'il y en a plus de 600 000 qui sont à la limite du banditisme (介乎民匪之間者).

Et les journaux parlent dans les mêmes termes : au moins de novembre le *Dagong bao* évoque une récolte d'été égale aux 3/10 de la normale, et affirme que 20 à 30% de la population

⁶⁹ Report, p. 38.

dépendent entièrement pour leur nourriture de légumes sauvages et de feuilles de chanvre (大麻), que seulement 40-50% des habitants du Shaanxi pourront tenir jusqu'à la fin de l'année, et que c'est pire que les famines de 1877-1878 ou de 1900. Les importations sont impossibles, et les gens émigrent en masse.

L'année suivante, en 1929, c'est la sécheresse partout au Shaanxi à partir de l'été, mais elle est particulièrement grave dans le Guanzhong, et plus spécialement sur la rive nord de la Wei. Les sources évoquent plus de 7 millions de personnes touchées par le désastre (soit plus de la moitié de la population de la province), 780 000 paysans ayant fui (流亡), et un total de 500 000 morts entre la fin de 1928 et septembre 1929 ; et, cette année-là, on signale des cas d'anthropophagie. C'est, dit-on, une sécheresse comme on n'en a pas vu depuis 100 ans : la chaleur est insupportable, la terre est « craquelée comme une carapace de tortue » (suivant l'expression consacrée), et le comité provincial de lutte contre la famine annonce 91 districts souffrant de la sécheresse, 21 ayant subi des orages de grêle, 19 de déprédations du à l'armée, 5 d'épidémies, etc.

Au mois d'octobre, une commission d'enquête sur les désastres naturels dans le Nord-ouest 西北災情視察團 vient visiter un certain nombre de districts dans le Guanzhong. Son rapport fournit des descriptions terribles pour chacun d'entre eux. Dans la région de Xi'an, par exemple, la récolte n'atteint pas le dixième de la normale, les paysans mangent de la terre et des racines, on déplore des morts de faim tous les jours, 80 à 90 % des champs ne sont plus labourés, et ainsi de suite. Dans la zone du Weibei, les enquêteurs rapportent qu'à Jingyang une grande partie des champs sont également abandonnés et que la récolte n'est que de 2/10 ; qu'à Sanyuan, on ne trouve pas d'eau même en creusant la terre à 25 mètres de profondeur, c'est-à-dire le maximum possible avec les méthodes encore en usage dans la région, alors que ces puits étaient traditionnellement considérés comme l'assurance ultime contre la sécheresse ; et qu'à Pucheng, où la récolte d'automne n'est que d'un dixième de la normale, il y a eu plus de 30 000 morts de faim, et que 60 000 personnes ont fui. La situation est également épouvantable dans le nord de la province, et les quelques efforts des autorités du Shaanxi et de la CIFRC pour organiser des secours ne peuvent servir à grand-chose, d'autant plus que le coût des transports de grains par mules depuis le Shanxi ou le Henan, quand il y en a de disponibles, est prohibitif. Yu Youren, nous l'avons vu, s'était rendu au Shaanxi et dans son district natal de Sanyuan au mois d'août de cette année pour essayer de faire quelque chose, et il semble y être resté environ six mois ; mais ses appels au gouvernement de Nankin et aux organismes philanthropiques de Shanghai restent sans réponse.

Et ça continue en 1930, année où le Shaanxi est considéré comme la province la plus touchée du pays. En plus de la sécheresse, les sources — aussi bien les rapports officiels que la presse, qui multiplie les descriptions les plus épouvantables — mentionnent de la neige et de la grêle, une grande épidémie au printemps, après la fonte des neiges, qui aurait atteint 30 % de la population dans la région de Xi'an, faisant de nombreuses victimes qu'on enterre dans des fosses communes (un rapport de la CIFRC pour cette année parle d'un million de personnes touchées par la maladie), et aussi des invasions sauterelles et de rongeurs, et même de loups pendant l'automne (狼災). On parle d'au moins deux millions de morts. Mais c'est bien sûr la sécheresse qui cause le plus de dégâts. Au Guanzhong, là encore, c'est « une vaste étendue de terres brûlées » (一片赤土) et aucun endroit n'est épargné, en dehors des terrains riverains de la Wei, qui gardent un certain degré d'humidité et où on peut un peu irriguer, ce qui autorise des récoltes de 50 % de la normale. En revanche dans le Weibei — à Sanyuan, Jingyang, Gaoling, et plus au nord —, c'est le désastre total et on ne récolte rien. Partout l'on rencontre des réfugiés qui encombrant les routes, des cadavres gisent partout dans la campagne, et les cas d'anthropophagie seraient assez fréquents.

Beaucoup d'événements catastrophiques, dont je vous passe le détail, sont encore signalés les trois années suivantes, notamment en 1931, où le nord du Shaanxi et une partie du Guanzhong souffrent d'une grave sécheresse au printemps et en été. Une source parle d'une douzaine de districts dont il est dit que les télégrammes qu'ils envoient pour demander des secours « tombent comme des flocons dans une tempête de neige » (cf. les innombrables dépêches reproduites dans les numéros du *Shaanxi zhoubao* 陝災週報, évoqué l'année dernière, fin 1930 et début 1931). En 1932, ce sont des pluies torrentielles qui affligent le Guanzhong ; et au printemps 1933, de nouveau, une sécheresse dans une quarantaine de districts.

Approches et interprétations

Je parlais tout à l'heure d'un côté impressionniste et un peu répétitif. De fait, si l'on a parfois l'impression, dans de telles compilations de données, d'une réalité qui reste d'une certaine manière assez abstraite, malgré l'accumulation des citations et des détails frappants, c'est peut-être aussi parce que toute cette littérature a un côté assez rhétorique, ou « formulaique », comme je disais, qui mérite peut-être que je m'y arrête un instant.

Je pense que si je suis particulièrement sensible à cet aspect du discours sur la famine dans des sources comme celles qu'ont compilées Li Wenhai et ses collaborateurs — qu'elles soient officielles ou journalistiques, les journaux se contentant d'ailleurs souvent de reproduire les rapports envoyés par l'administration —, c'est parce que je suis assez familier de la littérature sur la famine à l'époque impériale. Or, la rhétorique est presque exactement la même ; on retrouve les mêmes clichés exprimés en formules de quatre caractères (la terre est brûlée sur 1000 *li*, pas un seul grain n'est récolté, les champs sont jonchés de cadavres, etc. etc., il en existe tout un répertoire), les mêmes expressions sur les souffrances du peuple et les exactions des puissants, les mêmes chiffres ou les mêmes pourcentages suggérant des pertes à la récolte catastrophiques, des mortalités énormes ou des émigrations massives, et ainsi de suite. C'est qu'il s'agit, pourrait-on dire, d'une rhétorique maximaliste, appuyée sur une longue tradition de dénonciation des souffrances indicibles du peuple causées par la négligence des fonctionnaires et par la colère du Ciel, une rhétorique dont l'objet est d'alerter le pouvoir politique (la cour impériale, le gouvernement nationaliste...) et de le mettre en face de ses responsabilités.

Le contraste est évidemment assez frappant avec la façon dont s'expriment certains observateurs extérieurs, comme les signataires du rapport de la Croix-rouge américaine, ou comme le délégué américain de la CIFRC que je citais tout à l'heure et qui affirmait que « la famine n'est pas universelle au Shaanxi, mais elle est sérieuse dans certaines zones » — l'année même où les sources chinoises parlent d'un désastre total, d'une province sinistrée presque à 100 %, d'une sorte de degré zéro de la production agricole dans de vastes zones. Le rapport de la Croix-Rouge, comme nous l'avons vu, met le mot « famine » entre guillemets, et ses auteurs s'interrogent longuement sur ce qu'il faut entendre exactement par ce terme, avant de conclure que ce qu'on a en Chine, c'est, essentiellement, *autre chose* — c'est, si l'on veut, un gigantesque exemple de mauvaise administration et de gaspillage des ressources, avec pas mal de victimes à la clé —, et que si l'on avait à confronter le même genre de difficultés en Amérique, on ne parlerait pas de « famine ».

L'attitude des délégués de la Croix-Rouge américaine, comme celle de beaucoup d'autres experts occidentaux, et la teneur des rapports qu'ils rédigent, sont donc très différentes de ce qu'on rencontre chez les auteurs chinois qui s'expriment sous les formes et avec le style que je viens d'évoquer (comme Yu Youren, Kang Tianguo, et tellement d'autres). Ces derniers clament les souffrances de leurs concitoyens — et ici il faut entendre « concitoyens » dans un sens régional fort — pour demander qu'on vienne à leur secours. En revanche les enquêteurs de la Croix-Rouge sont, d'une certaine manière, désengagés ; ou plutôt, ils ont un problème différent à résoudre, et ce problème, c'est d'analyser les mécanismes qui ont conduit à la

situation qu'ils observent, et de juger de la compatibilité de cette situation avec un appel à la charité occidentale, américaine en particulier.

Le même genre de variation s'observe au niveau des chiffres, par exemple lorsqu'il s'agit d'évaluer le nombre des victimes. Je dirais presque, quitte à simplifier, que les auteurs chinois — enquêteurs locaux, administrateurs, etc., ainsi que les pamphlétaires ou les journalistes qui utilisent leurs données — sont férus de chiffres et de statistiques, aussi précis que possible, des chiffres et des statistiques que pendant toute la durée de la famine ils alignent dans de longs tableaux, et qui ont été repris dans de nombreuses études académiques publiées après coup, dans les années 1930, et par maints historiens chinois modernes. Au contraire, l'attitude des observateurs occidentaux est marquée par un total scepticisme sur les chiffres. Le rapport de la Croix-Rouge américaine, après avoir cité avec approbation un attaché commercial américain de Pékin selon qui « toutes les données statistiques chinoises, à l'exception des revenus des douanes, ne sont que des estimations, et dans certains cas on peut dire au mieux qu'il s'agit de savantes intuitions (*educated guesses*) », aligne à plusieurs reprises les chiffres (ou les pourcentages) totalement contradictoires de personnes souffrant de la famine proposés par différentes instances philanthropiques ou gouvernementales : ainsi, la commission nationale de secours (émanant du gouvernement) parle de plus de 65 millions de victimes de la famine dans 22 provinces ; la CIFRC estime leur nombre à 20 millions, dans 9 provinces ; et un comité consultatif américain spécialement mis en place à Pékin pour tirer les choses au clair propose le chiffre de 4 millions seulement. (Ceci, sans parler de Feng Yuxiang, qui aurait télégraphié à la Croix-rouge américaine qu'il y avait 27 millions de victimes de la famine dans les trois seules provinces du Henan, du Shaanxi et du Gansu, autrement dit dans le domaine qu'il contrôlait directement.) À en croire les enquêteurs de la Croix-Rouge américaine en 1929 (qui font leur l'estimation la plus basses), c'est en fait en grande partie un problème de définition : d'après eux, tout viendrait de la confusion qu'on fait en Chine entre la famine proprement dite, et la « destitution endémique » qui règne dans le pays⁷⁰.

Il me semble que, là encore, les chiffres dans les sources chinoises, dont on se demande souvent en effet comment ils ont bien pu être établis, ont souvent une valeur d'abord rhétorique, au sens où ils viennent à l'appui d'un *discours*, que l'on pourrait appeler le discours des misères du peuple ; et leur apparente précision leur donne d'autant plus de poids.

Soit dit en passant ce discours appuyé sur des chiffres impressionnants ne s'adresse pas seulement aux gouvernants, qu'il s'agit, comme je le disais de mettre devant leurs responsabilités ; il arrive aussi qu'il s'adresse aux *citadins*, en particulier aux habitants des grandes villes de la côte, qui acceptent souvent de répondre aux sollicitations des organisations charitables, certes, mais dont l'indifférence de fait au sort de leurs concitoyens des campagnes et l'ignorance des réalités terribles du pays profond, sans compter la coupure politique entre le nord et le sud du pays, étaient déjà dénoncées dans la presse de Shanghai au moment de la grande famine de 1920⁷¹. Kang Tianguo, familier des misères du Nord-Ouest, et qui n'est pas avare de chiffres aussi vagues que ronflants, et en ajoutant que ça doit être encore bien pire, tient quelque part les propos suivants (dans un ouvrage publié à Shanghai, donc) :

Bien sûr, les gens qui mènent une vie agréable dans les cités ne peuvent pas connaître le spectacle pitoyable des masses dans les zones sinistrées, et ils peuvent encore moins entendre les appels qui viennent présentement de partout, dont on pourrait croire qu'ils pénètrent jusqu'aux nuages, pas plus que la clameur de ceux qui implorent des secours, ou qu'on leur vendent du grain à prix réduit ; et pourtant, que ceux qui s'enthousiasment ordinairement pour la question sociale, ainsi que les responsables officiels, que ces gens qui ne se préoccupent pas de l'invraisemblable gravité des situations de famine qui règnent

⁷⁰ *Report*, p. 35, 46 sq., 70.

⁷¹ Janku, « The uses of genres », p. 34 sq.

partout, ni des angoisses éprouvées par les innombrables victimes de la famines au seuil de la mort — qu'ils regardent un peu les journaux dans toutes les régions du pays, et ils pourront alors avoir un aperçu de la situation générale !

Cela étant, et pour revenir à ce que je disais tout à l'heure, il faut aussi souligner que le ton et la sensibilité des observateurs occidentaux peuvent être assez différent de ce qu'on trouve dans le rapport de la Croix-Rouge américaine et ailleurs ; et là, je crois, il est nécessaire de tenir compte de la nature même de leur engagement dans les affaires chinoises, et aussi de sa durée. Après tout, les membres de la commission de la Croix-Rouge américaine n'ont passé que deux mois en Chine, dont un mois sur le terrain. Certes, leur tournée au Henan et dans le Nord-Ouest, dont ils livrent un compte rendu au jour le jour, a été assez mouvementée, et même sportive à l'occasion, et ils ont vu pas mal de choses en chemin ; mais ils ont surtout rencontré des personnalités politiques, des experts, des missionnaires, des membres de la CIFRC (dont ils critiquent beaucoup la politique par ailleurs). Si leurs trajets en chemin de fer leur ont au moins donné l'occasion de voir de près la façon dont on déplaçait la troupe, en revanche, quand ils évoquent la partie routière de leur tournée — encore que « route » soit parfois un grand mot, à l'intérieur du Shaanxi en particulier —, ils ne parlent guère des campagnes qu'ils ont pu observer chemin faisant, des villages qu'ils ont traversés, et encore moins des paysans affamés ; ils ne parlent que de l'état de la chaussée et des difficultés qu'ils ont rencontrées pour faire avancer leurs camions. Si dans leur rapport ils ne passent certainement pas sous silence les souffrances et la misère qui règnent un peu partout, ils l'évoquent de façon quelque peu abstraite, comme d'une donnée du problème, beaucoup plus que comme d'une expérience humaine.

Or, c'était assez différent avec certains militants américains ou européens de la philanthropie qui possédaient une longue expérience du travail de terrain en Chine — des missionnaires, des ingénieurs, des administrateurs, etc. —, et qui, tout en étant très critiques sur la situation politique du pays et tout en appelant de leurs vœux sa modernisation, dans le plein sens du terme (comme la plupart de leurs collègues chinois, d'ailleurs), n'en étaient pas moins très engagés dans l'action humanitaire *directe*, c'est-à-dire au contact des populations qu'ils secouraient, ou qu'ils faisaient travailler sur des chantiers en zone de famine, et en prenant parfois des risques considérables ; et tout cela créait nécessairement des sentiments de familiarité et de sympathie.

Pour ne donner qu'un exemple, j'avais mentionné l'année dernière le cas d'un certain John Baker, engagé par la CIFRC pour en diriger les opérations de secours pendant une durée de six mois en 1930. Baker était un Américain qui vivait depuis longtemps en Chine ; son principal métier était conseiller du gouvernement chinois pour les chemins de fer, mais c'était également un militant émérite et très expérimenté de l'action philanthropique contre la famine, dans laquelle il avait gagné ses premiers galons pendant la grande famine de 1920-1921, et il était étroitement associé aux activités de la CIFRC. À l'été 1930, il prend personnellement en mains les opérations au Shaanxi, et parcourt une bonne partie du Guanzhong dans des conditions extrêmement périlleuses (la région était alors disputée entre les forces de Feng Yuxiang, qui contrôlaient Xi'an et, plus ou moins, la route jusqu'à Tongguan et Luoyang, et les restants d'une « deuxième armée » opposée à Feng Yuxiang). C'est d'ailleurs lui, comme je l'avais exposé, qui finira par relancer le projet du canal Jinghui. Quoi qu'il en soit, le long et passionnant rapport sur son action au Shaanxi publié dans le bulletin de la CIFRC ne saurait être plus différent par son ton et son contenu de celui des délégués de la Croix-Rouge américaine, qui avaient traversé la même région exactement un an plus tôt. La question, pour lui, ce n'est pas de savoir s'il est légitime ou non de distribuer des secours et d'organiser des chantiers avec des fonds dont l'origine ultime est souvent la charité américaine, dans une région où les plus gros problèmes viennent en effet des différentes factions militaires qui se disputent

la suprématie et les ressources, et du banditisme endémique qui est souvent difficile à en distinguer ; la question, c'est de savoir comment s'organiser, comment négocier avec les différents pouvoirs locaux auxquels on est obligé de s'adresser, et d'y aller.

En fait, l'extrême différence de ton entre, d'un côté, la saga de la famine et de la lutte contre la famine, au Shaanxi et ailleurs (les conditions étaient encore bien plus terribles au Gansu), telle qu'elle est rapportée dans les sources chinoises ou dans les rapports de la CIFRC, comme celui Baker, et, de l'autre côté, le scepticisme exprimé par la Commission de la Croix-Rouge américaine — cette différence de ton me fournit d'une certaine manière la transition avec ce que je traiterai l'année prochaine. Le fil conducteur de mon histoire, que j'ai un peu laissé de côté ces dernières semaines pour m'intéresser à son arrière plan économique, c'est la reconstruction du canal Jinghui. Celle-ci, comme nous l'avons déjà vu, a été finalement entreprise à la fin de la grande famine de 1928-1930, et elle en a été d'une certaine manière un résultat, en même temps qu'une des réalisations les plus glorifiées de la CIFRC. Quelles que soient les incertitudes sur les chiffres, une chose est sûre, c'est que l'agriculture du Guanzhong, qui avait beaucoup souffert depuis un demi siècle (comme nous l'avons vu), et qui était déjà sinistrée à la veille de la grande sécheresse, est sortie de ces trois ou quatre années totalement exsangue et désorganisée, avec une perte en population (du fait de la mortalité de famine et de l'émigration) estimée par les historiens entre 20 et 50 % du niveau antérieur à la famine⁷², un doublement de ses surfaces laissées en friche, des villages entiers abandonnés, etc. Et il est également certain que le rétablissement de l'irrigation dans le Weibei a été un élément crucial pour enclencher le nouveau cycle de croissance qu'a connu le Guanzhong pendant les années 1930, ne serait-ce qu'en y imposant peu à peu une nouvelle approche de la gestion des ressources naturelles, beaucoup plus moderne que ce que la région avait connu jusque là, et où les ingénieurs comme Li Yizhi et d'autres ont joué un grand rôle.

Or, dans leur rapport, les enquêteurs de la Croix-Rouge américaine sont extrêmement critiques envers les méthodes de secours et les chantiers de la CIFRC, auxquels ils consacrent une longue discussion dans une de leurs annexes, et dont ils contestent l'utilisation des fonds charitables d'origine américaine ; et l'on peut ajouter que la CIFRC, et en particulier son département d'ingénierie et le responsable de ce dernier, l'ingénieur Todd, ont été en butte à bien d'autres attaques encore, en Chine même, après 1930.

Ce que je ferai, donc, ce sera d'abord d'analyser soigneusement, déjà, les circonstances de l'opération du Weibei à partir de la fin de 1930, et cela m'amènera à revenir à l'étude, d'une part, du monde des ingénieurs, et d'autre part, de celui des philanthropes, tant chinois qu'internationaux, car les uns et les autres ont été étroitement impliqués dans cette affaire. En même temps, il me faudra étudier les effets socio-économiques *après coup* de la famine, ainsi que les difficultés du décollage économique et de la modernisation du Shaanxi après 1930, car les choses n'ont certes pas changé du jour au lendemain. Enfin, au-delà de ces questions, je m'intéresserai au devenir de l'« ingénierie philanthropique », si je puis l'appeler ainsi, sous le régime de Nankin, c'est-à-dire, dans un contexte politique chinois et international totalement différent de celui que j'ai eu à évoquer cette année.

⁷² Zheng Lei, « 1928-1930 nian Xibei dahan », p. 4-7.